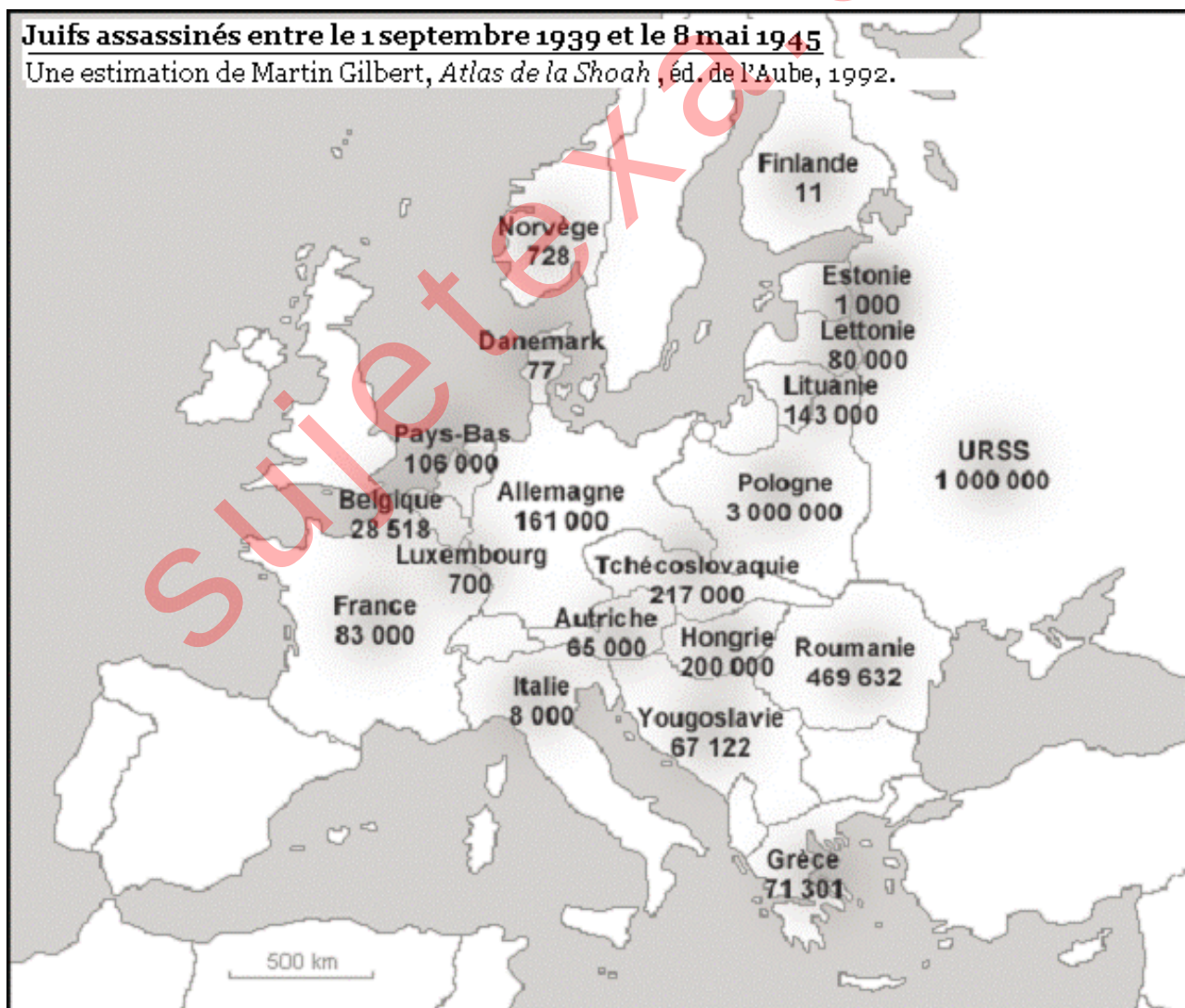


A. LE MONDE CONTEMPORAIN**1^{re} PARTIE : LE MONDE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE****Leçon 1 : LES CONSEQUENCES ET LES REGLEMENTS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE****Introduction**

L'année **1945** a été un grand tournant dans l'histoire de l'humanité. Le **8 mai 1945** à Berlin et le **2 septembre** dans la baie de Tokyo sont signées les deux capitulations sans conditions de l'Allemagne et du Japon. Les peuples du monde sortent d'une période de crises et tensions d'une part ; d'autre part s'ouvre une nouvelle période pleine d'espoirs de paix, de stabilité et de prospérité. Mais les vainqueurs comme les vaincus devaient d'abord tirer le **bilan très lourd** du second conflit mondial et ensuite prendre part à toutes les décisions opportunes, aux plans politique, économique, social et culturel afin de dégager de **nouvelles perspectives** dans les relations internationales.

1. Le bilan tragique de la Seconde Guerre mondiale**1. Le bilan humain : une hécatombe démographique**

Avec **50 à 60 millions** de victimes, la Seconde Guerre mondiale a été plus longue et plus meurtrière que la Première qui avait fait **10 millions** de morts. La deuxième Guerre mondiale apparaît clairement comme le conflit le plus le plus sanglant de toute l'histoire de l'humanité. Les pertes humaines ont été plus étendues à la population civile en raison des bombardements aériens, mais aussi à cause de l'occupation brutale de l'ennemi et des massacres de tous ordres (**33 à 34 millions** de civils tués). L'Europe, le plus important champ de bataille, a été le continent le plus touché, particulièrement dans sa partie orientale. En effet, l'URSS a enregistré **20 millions** de morts, la Pologne **6 millions**, la Yougoslavie près de **2 millions**.

Quant aux Etats-Unis, leurs pertes humaines et matérielles ont été relativement modestes (**295 000** morts). En Asie, la Chine et le Japon ont enregistré un grand nombre de victimes surtout civiles en raison de la longueur exceptionnelle de la guerre qui s'est étendue dans cette région de **juillet 1937 à septembre 1945**.

Sur le plan social, la **communauté juive** a été le groupe social le plus touché car les estimations font état de **6 millions** de Juifs tués sur une population totale de **8 millions** en Europe. Les Juifs furent victimes de la barbarie des **Nazis** qui ont mis en œuvre dès **janvier 1942** la « **solution finale** » du problème juif (à la suite de la Conférence de Wansee, près de Berlin, **20 janvier 1942**, préparée par **Reinhardt Heydrich « Le Boucher »**, chef adjoint des **SS** sur la demande de **Goering** en **1941**).

A ces pertes directes causées par la guerre, il faut ajouter les **pertes indirectes** liées à la diminution des naissances (phénomène des classes creuses), à l'augmentation de la mortalité en raison des conditions de vie précaires et de la sous-alimentation généralisée et les importants **transferts de populations** à travers l'exode des civils, les déportations des Juifs et des prisonniers de guerre et les réquisitions de travailleurs. On estime le nombre de personnes déplacées en Europe durant le conflit à environ **30 millions**.



Arrestation de Juifs dans le ghetto de Varsovie (ci-contre). Ils seront envoyés à Treblinka.

Cette célèbre photographie est produite comme preuve lors du réquisitoire contre le dirigeant **Ernst Kaltenbrunner**, qualifié par le procureur **Harris** de « *plus grand responsable des persécutions contre les Juifs en Allemagne et dans les territoires occupés* ».

L'horreur concentrationnaire

« Chargé par l'armée américaine d'enquêter sur les crimes de guerre, je pénétrai dans le camp de Mauthausen (Autriche)... Un prisonnier me prit joyeusement dans ses bras. Pendant la guerre, son travail dans le camp consistait à taper à la machine les cartes d'identité des gardiens SS... Il déballa une boîte souillée et me tendit la liste complète et les photos de tous les SS passés par ce camp ! C'étaient des preuves très importantes pour un enquêteur. Ce prisonnier avait risqué sa vie pour conserver des preuves. »

D'après le témoignage de **Benjamin B. Ferencz**, procureur principal des Etats-Unis au procès de Nuremberg.

2. Le bilan financier et matériel

Le bilan matériel et financier de la Seconde Guerre mondiale est très lourd. On a qualifié le second conflit mondial de **guerre totale** dans la mesure où les ressources et le matériel de production ont été utilisés jusqu'à l'extrême limite de l'usure. Les **dépenses militaires** ont été considérables (plus de **1 000 milliards** de dollars). Par exemple les Etats-Unis ont dépensé **32 milliards** de dollars lors de la Grande Guerre (celle de 1914-1918) contre **340 milliards** lors de la Seconde Guerre mondiale. Les **destructions matérielles** ont été énormes. En **1945**, l'Europe est un amoncellement de ruines : l'URSS à la suite de la tactique de la « terre brûlée », l'Allemagne, la France et les Pays-Bas sont les plus touchés. En URSS par exemple, **1 700** villes, **70 000** villages et **6 millions** de maisons sont endommagés ou détruits. La Pologne et la Yougoslavie ont perdu **38 %** de leur potentiel industriel. Des villes entières sont à reconstruire après les bombardements : Varsovie, Stalingrad, Hambourg,

Dresde, Caen, Coventry, Hiroshima, Nagasaki, etc. Les **communications** sont désorganisées : les **chemins de fer** sont particulièrement atteints ainsi que les **ponts** et les **routes**.

Le **financement de l'effort de guerre** considérable a pris plusieurs formes : privations, généralisation de l'impôt, recours à l'emprunt extérieur... Tout cela eut comme conséquence un **endettement massif** de certains pays belligérants, en particulier ceux de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. D'ailleurs, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'URSS, le Brésil, l'Argentine, l'Australie ont profité de la guerre pour développer leurs économies. Par contre, pour les pays appauvris et ruinés par le conflit, c'est immense **effort de reconstruction** qui s'impose.



Source : Hulton Deutsch, Microsoft Encarta, 2008.

Hiroshima quelques heures après le bombardement atomique du 6 août 1945. On dénombra près de 130 000 victimes (dont 75 000 périrent immédiatement après l'explosion atomique) et 177 000 sans-abri sur une population d'environ 344 000 habitants.

3. Le bilan moral et politique

C'est essentiellement sur le plan moral que la Seconde Guerre mondiale eut les répercussions les plus lourdes, l'ensemble des valeurs attachées à la civilisation étant remises en question. En effet, méprisant les droits humains, le conflit se caractérisa par la barbarie, l'emploi généralisé de la torture, les régimes politiques de terreur et la hantise de la bombe atomique. Le second conflit mondial restera longtemps comme le **symbole de la dégradation** de la conscience humaine. D'après **André Malraux**, durant la guerre, l'homme a rivalisé avec l'enfer et donné des leçons au diable. Quant à **Albert Camus**, il affirme que « **la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie... Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif et l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.** »

Pour expliquer cette sauvagerie, il suffit de rappeler l'extermination de **6 millions** d'êtres humains révélée par la découverte des charniers et des camps de la mort avec leurs chambres à gaz et leurs fours crématoires. Les principaux **camps de concentration nazis** qualifiés d'« **usines de la mort** » furent ceux de **Dachau, Buchenwald, Auschwitz, Treblinka, Majdanek**, etc. Le choc moral de la guerre aboutit à une **révolte** et à un **engagement** chez de nombreux intellectuels qui représentent l'absurdité du monde, l'angoisse de l'homme devant l'avenir : c'est le cas de **Jean-Paul Sartre**, de **Pablo Picasso**, de **Paul Valéry**, de **Louis Aragon**, etc. Par exemple **Sartre** écrit en 1945 : « **La guerre, en mourant, laisse l'homme nu, sans illusion, abandonné à ses propres forces, ayant enfin compris qu'il n'a plus à compter que sur lui** ».

Au plan politique, la guerre a entraîné l'apparition d'un monde nouveau : l'**Europe** est en déclin et n'est plus le centre du monde ; les **Etats-Unis** ont tous les attributs d'une superpuissance ; l'**URSS** meurtrie jouit néanmoins d'un grand prestige militaire et politique ; un puissant **mouvement de décolonisation** commence à prendre forme en **Asie** et en **Afrique**.

Au total donc, le monde de **1945** était un monde meurtri, troublé, dans lequel la paix n'était maintenue que grâce à un équilibre fragile. Par conséquent, des efforts immenses doivent être consentis pour consolider la paix et permettre à l'humanité d'espérer une stabilité durable.



A l'heure de la bombe atomique

Le monde est ce qu'il est, c'est à dire peu de choses. C'est ce que chacun sait depuis hier grâce au formidable concert que la radio, les journaux et les agences d'information viennent de déclencher au sujet de la bombe atomique. On nous apprend, en effet, au milieu d'une foule de commentaires enthousiastes, que n'importe quelle ville d'importance moyenne peut être totalement rasée par une bombe de la taille d'un ballon de football.

Des journaux américains, anglais et français se répandent en dissertations élégantes sur l'avenir, le passé, les inventions, le coût, la vocation pacifique et les effets guerriers, les conséquences politiques et même le caractère indépendant de la bombe atomique. Nous nous résumerons en une phrase : la civilisation mécanique vient de parvenir à son degré de sauvagerie.

Déjà, on ne respirait pas facilement dans un monde torturé. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif, ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques. Que dans un monde livré à tous les déchirements de la violence (...), indifférent à la justice et au simple bonheur des hommes, la science se consacre au meurtre organisé, personne sans doute ne songera à s'en étonner...

En attendant, il est permis de penser qu'il y a quelque indécence à célébrer ainsi une découverte qui se met d'accord au service de la formidable rage de destruction dont l'homme ait fait preuve depuis des siècles. Voici qu'une angoisse nouvelle nous est proposée, qui a toutes les chances d'être définitive.

Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison.

ALBERT CAMUS, éditorial du journal *Combat*, 8 Août 1945.

II. Les règlements du conflit

1. Les grandes conférences entre les « Trois Grands »

a) La Conférence de Yalta¹ (4-11 février 1945) ou la volonté de coopération

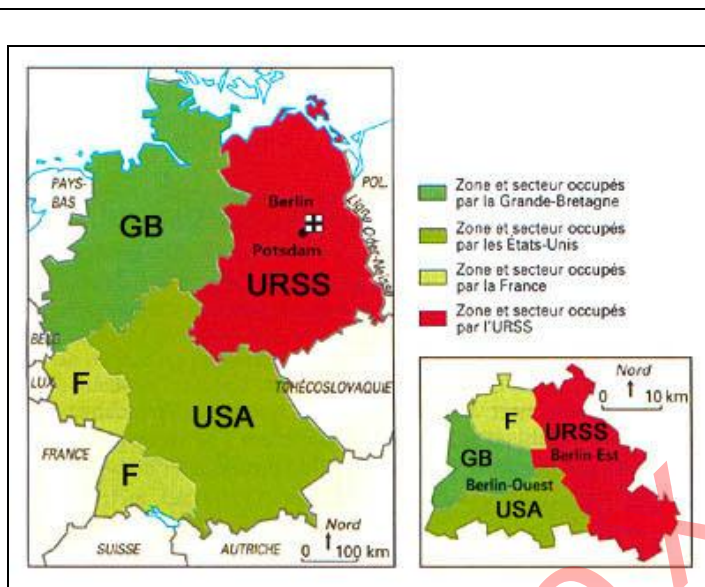
Après la **Conférence de Téhéran (28 novembre-2 décembre 1943)**, les trois grandes puissances alliées (Etats-Unis, URSS et Angleterre) se retrouvent à **Yalta**, une station balnéaire soviétique sur les bords de la mer Noire, en Crimée (dans l'actuelle Ukraine). Cette conférence, qui s'est déroulée du **4 au 11 février 1945**, a réuni les leaders suivants :

¹ La Conférence s'est tenue au Palais de **Livadia**.

Franklin D. Roosevelt, Joseph Staline et Winston Churchill. Ces trois dirigeants traduisaient ainsi leur volonté de continuer leur collaboration pour résoudre ensemble les problèmes de l'après-guerre.

La Conférence de Yalta a adopté **trois résolutions majeures** : l'**occupation et le contrôle de l'Allemagne**, la **déclaration sur l'Europe libérée** et le **principe de la création de l'Organisation des Nations (ONU)**.

En ce qui concerne l'Allemagne, les trois puissances conviennent que ce pays sera démilitarisé et divisé en **quatre zones d'occupation** américaine, britannique, soviétique et française. La ville de **Berlin** sera elle aussi divisée en quatre secteurs d'occupation. Par ailleurs, la Conférence de Yalta a fixé avec précision les frontières de l'Allemagne à l'ouest mais surtout à l'est avec la Pologne avec la délimitation par la **ligne Oder-Neisse**.



Occupation et contrôle de l'Allemagne



W. Churchill, H. Truman et J. Staline lors de la conférence de **Potsdam** (17 juillet – 2 août 1945). Les Etats-Unis et l'Union Soviétique essaient toujours de sauvegarder l'unité de l'Europe. (www.akadem.org)

La déclaration sur l'Europe libérée a été proposée par **Roosevelt**. Cette déclaration affirmait que des élections libres et démocratiques seraient organisées dans les Etats de l'Europe anciennement occupés par les Nazis. D'ailleurs, ce principe avait été fortement proclamé par la **Charte de l'Atlantique** du **14 août 1941** (entre Churchill et Roosevelt) : il s'agit du « **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ».

Au sujet de la création de l'ONU, un accord de principe est conclu entre les trois grandes puissances qui se donnent rendez-vous pour le **25 avril 1945** à **San Francisco** aux Etats-Unis.

b) La Conférence de Potsdam² (17 juillet-2 août 1945) ou le temps du compromis

La localité de **Potsdam** est située près de Berlin, en Allemagne, dans la zone d'occupation soviétique. Elle a abrité en **1945** une conférence entre les trois grandes puissances représentées par le Soviétique **Staline**, l'Américain **Harry Truman** (qui a remplacé **F. Roosevelt** décédé le **12 avril 1945**) et le Britannique **Clement Attlee** (élu Premier ministre le **28 juillet 1945**). Les principales décisions sont la création d'une **Commission des réparations** devant siéger à Moscou, l'instauration d'un **tribunal à Nuremberg** (ville symbole des manifestations du III^e Reich) pour juger les criminels de guerre nazis, la **dénazification** et la **démocratisation de l'Allemagne**, la **délimitation des zones d'occupation**.

² La Conférence s'est tenue au Palais de **Cecilienhof**.

En ce qui concerne le **procès de Nuremberg**, il s'est déroulé du **20 novembre 1945 au 30 septembre 1946**. **Quatre grands chefs d'accusation** ont été retenus contre les **24 accusés** : **plan concerté ou complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité**. **Douze condamnations à mort** ont été prononcées dont celles de **Ribbentrop** (ministre des Affaires étrangères), de **Rosenberg** (théoricien de la doctrine nazie et ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est), de **Keitel** (chef d'état-major du Haut-Commandement de Wehrmacht), de **Bormann** (secrétaire particulier d'Adolf Hitler), de **Goering** (maréchal du Reich, chef de la Luftwaffe et président du Reichstag), etc. A Potsdam, l'atmosphère ne fut pas cordiale. A plusieurs reprises, la réunion a failli être interrompue du fait d'une mésentente croissante entre Staline et ses deux partenaires. On peut même affirmer que la Conférence s'est terminée en queue de poisson et a consacré la **rupture définitive de la Grande Alliance** entre les Anglo-américains et les Soviétiques.

Nuremberg : Le sens d'un procès et les accusés

Ce 20 novembre 1945, l'ouverture du procès de Nuremberg est aussi celle d'une page d'histoire. Il s'agit de juger les plus hauts dignitaires du nazisme encore en vie en 1945 (Hitler, Goebbels et Himmler s'étant suicidés), tenus pour coupables de guerre d'agression et de complot contre la paix (« *conspiracy* »), deux chefs d'accusation primordiaux pour les Américains, véritables maîtres d'œuvre du procès...

Dix d'entre eux, prisonniers des Britanniques ou des Américains, figuraient sur une première liste. En tête - et il est bien l'accusé-« vedette » -, Hermann Göring, qui s'est livré aux Américains. Avec lui Rudolf Hess, à l'état mental incertain, aux mains des Britanniques : il s'est envolé pour la Grande-Bretagne le 10 mai 1941, pour proposer, de son propre chef prétendait-il, une paix séparée avant l'attaque de l'URSS. Joachim von Ribbentrop, l'ancien représentant en Champagne devenu ministre des Affaires étrangères ; Robert Ley, dirigeant du Front du Travail, qui se pendra dans sa cellule de Nuremberg ; Wilhelm Keitel, chef du commandement suprême de l'armée, plus haut gradé à figurer sur la liste.

Avec le sixième, Julius Streicher, on change de registre. Certes, comme Göring ou Hess, il fait partie de la vieille garde nazie et a participé au putsch de Munich en 1923, mais le Gauleiter de Franconie tient surtout sa célébrité du journal qu'il a fondé en 1923, « le *Stürmer* », qui développait un antisémitisme ordurier et pornographique. Ernst Kaltenbrunner, quant à lui, a remplacé Heydrich, assassiné par la résistance tchèque, et dirigeait l'Office suprême de Sécurité du Reich. Alfred Rosenberg, le théoricien nazi de l'antisémitisme, était depuis 1941 ministre des Territoires de l'Est. Le juriste Hans Frank, le « bourreau de la Pologne », et l'ancien ministre de l'Intérieur du Reich Wilhelm Frick ferment cette première liste. Tous, sauf Hess, seront condamnés à mort.

A ces dix vont s'ajouter le directeur de la Reichsbank Hjalmar Schacht, ainsi que l'Autrichien Arthur Seyss-Inquart, artisan du rattachement de l'Autriche en 1938, l'amiral Dönitz, dernier commandant en chef de la marine nazie, désigné par Hitler comme son successeur à la veille de son suicide, le faloit Walter Funk, remplaçant de Schacht à la banque du Reich, Baldur von Schirach, chef de la Jeunesse hitlérienne. Enfin, *in extremis*, sont rajoutés le maître d'œuvre du service du travail obligatoire Fritz Sauckel, deux diplomates (Franz von Papen et Konstantin von Neurath), Martin Bormann (jugé par contumace), successeur de Hess à la Chancellerie, l'amiral Raeder, seul « gros poisson » aux mains des Soviétiques. Humiliés par cette situation, ils exigent qu'au moins un autre de leurs prisonniers figure parmi les accusés. Ce sera Hans Fritzsche, un collaborateur de Goebbels au ministère de la Propagande, tout surpris de se retrouver parmi les dignitaires du régime. Il sera acquitté. Preuve que ce fut bien un vrai procès. Et pas, comme ce fut dit parfois, un règlement de comptes des vainqueurs. C'est à Nuremberg qu'a été posée la première pierre d'une véritable justice internationale.

Annette Wiewiorka, Historienne, directrice de recherche au CNRS, auteur de *Procès de Nuremberg*, éditions Mémorial de Caen, avril 2005).

Sur le banc des accusés



Au premier rang des accusés, de gauche à droite, **Goering** (commandant en chef de la *Luftwaffe*), **Hess** (adjoint et dauphin de Hitler jusqu'en 1941), **Ribbentrop** (ministre des affaires étrangères), **Keitel** (chef du haut-commandement de la Wehrmacht), **Kaltenbrunner** (chef de la Sécurité du Reich) et **Rosenberg** (théoricien de l'antisémitisme, ministre des Territoires occupés de l'Est) ; au second rang, **Dönitz**, **Raeder** (commandants en chef de la Marine), Von **Schirach** (chef de la Jeunesse hitlérienne et gauleiter de Vienne) qui se tient debout, et **Sauckel** (commissaire général à la main d'œuvre).

2. La Conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945) - création de l'ONU

(Voir dossier sur l'O.N.U. à la page 8)

3. Les grandes conférences économiques

Le souvenir de la **crise économique des années 1930** a persuadé les économistes et les hommes politiques des méfaits des rivalités commerciales, des politiques protectionnistes et autarciques, du désordre monétaire, etc. D'ailleurs, la Charte de l'Atlantique avait affirmé la nécessité d'une collaboration plus étroite entre les nations sur les plans économique et social. Les efforts déployés dans ce sens ont abouti à la mise en place du **nouveau système monétaire international** avec les **accords de Bretton Woods** signés le **22 juillet 1944** (*la Conférence de Bretton Woods s'est tenue du 1^{er} au 22 juillet et a réuni 44 nations*). La Conférence de Bretton Woods s'organise autour de **deux propositions** :

- le **plan Keynes** soutenu par l'Angleterre qui prévoit la création d'un institut international d'émission monétaire chargé de créer une monnaie de réserve gagée sur la richesse des pays membres ;

- le **plan White**, qui a la faveur des Américains et qui sera finalement adopté. Ce plan propose que la valeur des monnaies soit déterminée en référence au cours de l'or, et que le paiement des transactions internationales puisse être assuré en dollars et en livres sterling, monnaies dont la valeur est elle-même fixée par rapport à l'or. Ce système, qui en outre institue un régime de changes fixes entre les monnaies, fonctionne jusqu'en 1976. Le 8 janvier 1976, les Accords de la Jamaïque mettent fin à la libre convertibilité des monnaies en or, ouvrant une période de changes dits flottants entre les devises.

Les deux principales institutions de Bretton Woods sont le **Fonds monétaire international (FMI)** et le **groupe Banque mondiale**. Le **FMI** a été conçu pour accorder des prêts à court terme aux pays membres ayant des difficultés financières passagères. La **Banque mondiale** devait par contre aider les pays dévastés par la guerre et accorder des prêts à long terme.

Les **accords du GATT** (Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce), pour une **libéralisation des échanges**, sont signés à **Genève** en **octobre 1947** par **23 nations non communistes** qui assuraient **80 %** du commerce mondial. Créée le **1^{er} janvier 1995**, l'**Organisation mondiale du Commerce (OMC)** reprend à la fois les dispositions du traité originel du GATT et celles de ses révisions notamment la synthèse appelée « **GATT 1994** ». L'**OMC** étend le mandat originel du GATT à de nouveaux secteurs tels que les **services** et la **propriété intellectuelle**. Elle fournit un cadre légal pour l'application des accords du GATT. Comme elle est chargée d'administrer l'acte final de l'**Uruguay Round**, elle perpétue, dans les faits, l'organisation et les décisions du GATT.

Conclusion

L'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont voulu prolonger leur collaboration pour favoriser la constitution d'une nouvelle économie mondiale et jeter des bases de paix et de sécurité dans les relations internationales. Mais, très rapidement, les calculs des uns et les méfiances des autres ont entraîné une profonde division idéologique du monde, caractérisée par des antagonismes répétés, parfois violents, avec l'ère de la guerre froide.

DOSSIER : L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O.N.U.)**Introduction**

La Conférence de San Francisco a réuni (dans l'auditorium du théâtre Herbst) 51 Etats dans le but d'élaborer la Charte des Nations unies. La nouvelle organisation internationale mise sur pied a son siège à New York et entre officiellement en fonction le 24 octobre 1945, avec comme premier Secrétaire général le Norvégien Trygve Lie (1946-1962). L'Organisation des Nations unies (ONU) est une association internationale d'Etats, fondée dans le but de « *maintenir la paix et la sécurité internationales* », de « *développer entre les nations des relations amicales fondées sur le principe du respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes* », de « *réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordres économique, social, intellectuel ou humanitaire* » et d'inciter au « *respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ». Comme le formulera plus tard **Henry Cabot Lodge**, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, l'ONU est vouée, non pas « *à nous mener au paradis* », mais « *à nous sauver de l'enfer* ». La mise au point de l'ONU a été progressive et laborieuse. Son action a été longtemps entravée par la rivalité opposant les Etats-Unis à l'URSS. Ses résultats sont limités ou décevants.

L'ONU fonctionne grâce à **six organes** principaux : l'**Assemblée générale**, le **Conseil de Sécurité**, le **Conseil économique et social**, le **Conseil de Tutelle**, la **Cour Internationale de Justice de La Haye** et le **Secrétariat général**.

Charte des Nations unies (préambule)

Les considérations qui ont inspiré les fondateurs de l'Organisation des Nations unies sont énoncées dans le préambule de la Charte. Ce préambule est ainsi conçu :

« NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES, RÉSOLUS à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

ET À CES FINS à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

AVONS DÉCIDÉ D'ASSOCIER NOS EFFORTS POUR RÉALISER CES DESSEINS.

En conséquence, nos Gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis en la ville de San Francisco, et munis de pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies et établissent par les présentes une organisation internationale qui prendra le nom de Nations Unies. »

Source : « **Charte des Nations Unies, Préambule** », Textes et Documents pour la classe, 1965, n° 176.

I. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Ce rôle appartient avant tout au Conseil de Sécurité et plus particulièrement les « *Cinq Grands* ». Mais l'Assemblée peut voter des « recommandations » et peut être directement saisie des affaires en cas de paralysie du Conseil (*résolution Acheson*) :

- des **recommandations** concernant le désarmement ou toute autre question touchant la paix (exemple : La question palestinienne). ;
- des **condamnations** : les interventions soviétique en Hongrie et franco-britannique à Suez, par exemple, furent condamnées par l'Assemblée générale ;
- des **interventions armées** : Les troupes de l'ONU se sont dressées contre les « **agresseurs** » nord-coréens et chinois en **1950**. Les « **Casques Bleus** » se sont interposés entre les combattants israéliens et égyptiens dans le Sinaï en **1956** et ont réussi à réduire à néant la sécession katangaise ;
- l'**arme diplomatique** : le Conseil de Sécurité propose des solutions aux adversaires éventuels (les « **bons offices** » du Secrétaire général ou de ses envoyés).



The National Archives/CORBIS-BETTMANN

Charte de l'Atlantique

Le 14 août 1941, à bord du *Potomac*, le président américain **Franklin D. Roosevelt** (à gauche), et le Premier ministre britannique, **Winston Churchill** (à droite), signent la charte de l'Atlantique, dont le dernier point appelle à l'établissement d'un système permanent de sécurité générale dans « un avenir meilleur ». Ce document inspire la Charte des Nations unies, signée à San Francisco le 26 juin 1945 par les délégués de 51 nations en guerre contre l'Axe.

The National Archives/CORBIS-BETTMANN, Encarta, 2008.

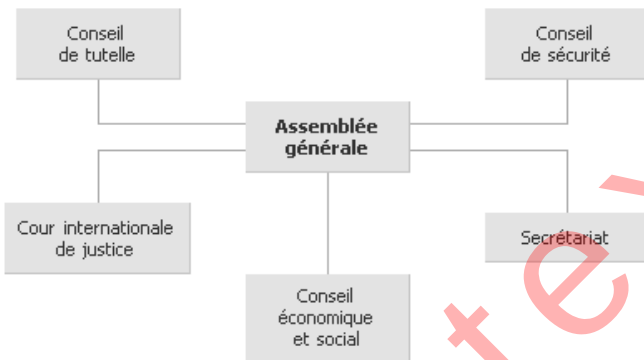


Bettmann/Corbis

Conférence de San Francisco

Entre le 25 avril et le 25 juin 1945, les représentants de cinquante nations — encore engagées dans la Seconde Guerre mondiale contre les puissances de l'Axe — se réunissent en conférence à San Francisco (États-Unis). Ils doivent élaborer les statuts de la future organisation internationale, dont l'objectif est de réguler les conflits mondiaux et d'organiser la paix internationale. La charte, signée le 26 juin 1945, est fondatrice de l'Organisation des Nations unies (ONU). Photographie d'une session de la conférence de San Francisco, le 10 mai 1945.

Bettmann/Corbis, Microsoft Encarta, 2008.



© Microsoft Corporation. Tous droits réservés.

Organisation des Nations unies – Microsoft Encarta, 2008.



Vanessa Vick/Photo Researchers, Inc.

Siège des Nations unies (New York).

Achevé en 1952, le bâtiment se trouve à Manhattan.

Vanessa Vick/Photo Researchers, Inc.



Keystone Pressedienst GmbH

Assemblée générale des Nations unies

Les délégués des 192 États membres de l'ONU, ici en session, constituent l'Assemblée générale des Nations unies, principal organe délibérant de l'ONU. Au-dessus de la tribune se trouve le dessin représenté sur le drapeau de l'ONU.

Photo : Keystone Pressedienst GmbH, Encarta, 2008.



UPI/THE BETTMANN ARCHIVE

Sommet du Conseil de sécurité

En janvier 1992, le Premier ministre britannique John Major invita les chefs d'État membres du Conseil de sécurité des Nations unies à un sommet sur la paix. Ici, le président américain George Bush et le président russe Boris Eltsine écoutent le discours de l'un des participants.

Photo : UPI/THE BETTMANN ARCHIVE, Encarta, 2008.



Cour internationale de justice des Nations unies. La Cour internationale de justice des Nations unies, organe judiciaire de l'ONU, siège à La Haye (Pays-Bas).
Source : A. Brizzi/United Nations.

Elargir le Conseil de sécurité

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, a estimé, le 23 septembre 2004, que le Conseil de sécurité des Nations unies devait être élargi à 24 membres, l'Allemagne, le Japon, l'Inde et le Brésil siégeant de manière permanente. Depuis 60 ans, la structure des Nations unies n'a guère été modifiée, alors que le nombre de ses membres (191) a quadruplé. L'Allemagne et le Japon contribuent à hauteur de 28 % du budget de l'ONU, tandis que l'Inde abrite le sixième de la population mondiale...

D'après Pascal Airault et Nicolas Michel, *Jeune Afrique L'Intelligent*, n° 2281, 26 septembre 2004, p. 8.

Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 (extrait)

L'affirmation de l'existence et de la protection des droits inhérents à la personne humaine est devenue une valeur internationalement reconnue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle les atrocités commises par le régime nazi ont révélé la faible conscience des États face à cette exigence d'universalité de la condition humaine. Sans dénaturer la portée des textes existants, notamment la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le texte de 1948 impose à la communauté des nations de garantir l'existence des droits civils et politiques fondamentaux, qui sont complétés par l'affirmation de droits économiques et sociaux, comme le droit à une assistance financière en cas de maladie ou de chômage, qui en permettent effectivement l'exercice.

Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948

PRÉAMBULE

[...] Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ; [...]

L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

ARTICLE PREMIER

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. [...]

ARTICLE 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. [...]

ARTICLE 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. [...]

ARTICLE 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. [...]

ARTICLE 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale. [...]

ARTICLE 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. [...]

Source : Déclaration universelle des droits de l'homme : <http://www.légifrance.gouv.fr>

II. Les progrès politiques

a) La décolonisation

L'ONU proclame dans sa Charte « *le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ». L'indépendance est ainsi accordée à des territoires sous mandat de la SDN : la Syrie et le Liban en 1947, le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël en 1948. L'ONU s'est également attelée à la surveillance des territoires non encore autonome en réclamant surtout des « renseignements » aux puissances coloniales et en vérifiant si les progrès vers l'aptitude à l'indépendance sont réalisés. En 1957, l'ONU s'est penchée sur le problème algérien, malgré les protestations de la France qui fit valoir que les « *départements algériens* » ne relevaient que des « *affaires intérieures* » françaises. Par sa déclaration anticolonialiste de 1960, la majorité de l'Assemblée générale réclame l'indépendance immédiate pour les territoires encore sous tutelle coloniale.

b) Les droits de l'homme

Dans ce domaine, l'ONU a adopté la Déclaration universelle des droits de l'Homme le 10 décembre 1948 (droits à la vie, à la liberté, interdiction de l'esclavage, des détentions et arrestations arbitraires, condamnation de l'apartheid). Mais les grands principes se heurtent le plus souvent à la mauvaise volonté des Etats soucieux d'éviter l'ingérence de l'ONU dans ce qu'ils appellent leurs « *affaires intérieures* ».

Des droits économiques et sociaux sont reconnus par la Charte, concurremment aux droits politiques, droits à la sécurité sociale, au travail, au repos, à l'éducation, à un niveau de vie suffisant, à la liberté syndicale. L'ONU a souvent montré son impuissance évidente à les faire appliquer mais dispose d'une base juridique qui justifie les efforts de certains organismes comme le BIT, l'UNESCO, etc.

c) Le désarmement

Dans ce domaine, l'échec est encore patent, le désarmement ne pouvant se concevoir qu'accompagné de l'établissement de la sécurité collective assurée par les Nations unies. La fusion entre les commissions de l'Energie atomique et des Armements classiques – dans l'impasse depuis leur création en 1946-1947 – donna naissance en 1952 à la Commission du Désarmement composée des membres du Conseil de Sécurité. En avril 1954, fut désigné un sous-comité du désarmement siégeant à Londres et comprenant des délégués des Etats-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne, de la France et du Canada. Les difficultés pour trouver un accord conduisirent à l'élargissement du sous-comité. Ainsi un comité de désarmement siégea à Genève depuis 1961 mais dut abandonner ses travaux à partir de 1964. Les trois « Grands » (Etats-Unis, Grande-Bretagne et Union soviétique) entament alors des négociations ayant permis la signature de plusieurs accords :

- interdiction des explosions atomiques (sauf les explosions souterraines) en 1963 ;
- utilisation pacifique de l'espace en 1967 ;
- traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1968 ;
- traité de non nucléarisation des fonds marins le 11 février 1971 ;
- accords SALT 1 (26 mai 1972) et SALT 2 (18 juin 1979).

Depuis 1979, à l'initiative de la France, un nouveau comité de désarmement a recommencé à fonctionner.

d) Le progrès économique

L'ECOSOC est appuyé par divers organismes : BIRD, BAT (Bureau d'Assistance Technique), FAO, PNUD, etc. Son action concerne :

- **l'assistance technique** : des experts, des bourses d'études, des crédits d'assistance, etc. ;

- une **aide financière** ;
- des **recommandations** pour que les pays riches augmentent leur aide aux pays en développement (objectif : **1 %** de PNB).

La CNUCED, fondée en **1964** tient des réunions périodiques pour promouvoir un nouvel ordre économique international (NOEI).

III. Les insuffisances

L'ONU a été tournée en dérision depuis sa création notamment par les dirigeants des grandes puissances : du « *nid d'agents de l'impérialisme* » de Staline, à la « *Maison des morts* » du Président Reagan, en passant par le « *machin* » raillé par le général De Gaulle (Claire Tréan, « Le Renouveau des Nations unies », *Le Monde – dossiers et documents*, janvier 1989). Pendant la guerre froide, l'action de l'ONU a été souvent paralysée par l'utilisation abusive du droit de *veto* de la part des deux Grands. Daniel Colard souligne que « *de 1945 à 1985, les Etats-Unis ont recours au veto 42 fois, la Grande-Bretagne 23 fois, la France 15 fois, la Chine 4 fois ; l'URSS détient le record absolu avec 116 veto* » (cf. Colard (Daniel), *Les Cinquante ans de l'ONU, un bilan contrasté*, Paris, Défense nationale, 1994).

L'ONU a également montré son incapacité à remplir la première de ses missions : la résolution des conflits. C'est que Claire Tréan constate : « *L'Assemblée générale n'avait cessé d'adopter des résolutions, de dépêcher des médiateurs, mais ici le sang continuait de couler* ». En effet, depuis 1945 plus de 130 conflits ont éclaté dans le monde sans que l'ONU ait été capable d'arrêter les va-t-en-guerre.

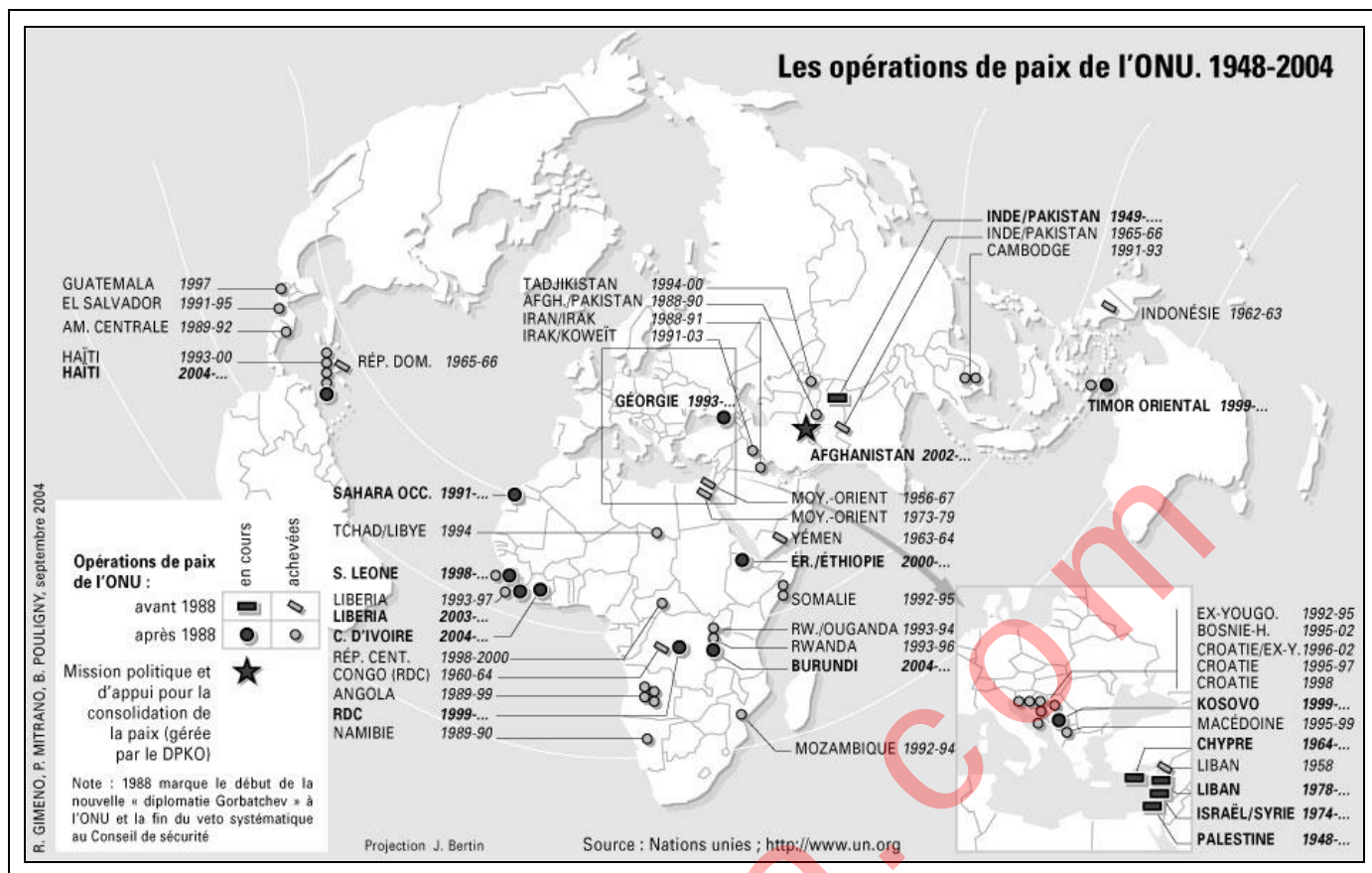
Même si la fin de la guerre froide a permis de lever le blocage du système, l'ONU est affaiblie par la disparition du contrepoids que constituait l'URSS. Aujourd'hui, l'Amérique, unique superpuissance, agit souvent de manière unilatérale. L'intervention des Etats-Unis en Irak en mars 2003 sans l'aval du Conseil de Sécurité en est une parfaite illustration. Richard Perle, néoconservateur américain, affirme : « *La réticence du Conseil de Sécurité à entériner l'usage de la force (en Irak) pour appliquer ses propres résolutions (...) a sonné le glas du fantasme vieux de plusieurs décennies qui considérait l'ONU comme le fondement de l'ordre international* » (*Le Figaro*, 11 avril 2003).

L'action de l'ONU continue d'être suspendue à la volonté politique des Etats-Unis. La composition du Conseil de Sécurité ne reflète plus les rapports de forces internationaux actuels. Aussi certains pays réclament-ils avec insistance et à juste titre le statut de membres permanents : c'est le cas du Japon (2^e contributeur de l'ONU), l'Allemagne (3^e bailleur) ou du Brésil.

Entre autres problèmes de l'ONU, André Lewin mentionne, dans le journal *Jeune Afrique/L'Intelligent* (n° 2205, du 13 avril 2003), « *les réunions répétitives et les ordres du jour interminables* » de même que « *la prolifération des tâches et des programmes (sont nombreuses) de sorte qu'il est impossible de se concentrer sur les priorités* ».

Conclusion

Après une soixantaine d'années d'existence, l'ONU présente un bilan mitigé. Certaines critiques sont fondées mais il faut reconnaître que l'Organisation a fait des efforts réels (aides, subventions, soutien aux mouvements de décolonisations, solutions de certains conflits, etc.). Aujourd'hui, une réforme de fond s'impose. Face aux nombreuses difficultés de l'ONU, il est nécessaire de prendre des mesures susceptibles d'insuffler une nouvelle vigueur aux Nations unies car, comme l'affirme Samantha Power (*Le Monde diplomatique*, septembre 2005), « *même si l'ONU a échoué à bannir la guerre, elle demeure indispensable à la recherche de la paix.* »



Un budget difficile à boucler : qui paie la note ?

La part des pays les plus pauvres doit participer à hauteur de 0,001 % du budget soit 14 830 dollars... La participation maximale a été ramenée de 40 % à 25 %. Due par la première puissance économique mondiale, elle est appelée à baisser encore (à 22 % puis 20 %) à la demande du gouvernement américain. Mais la différence devra être comblée par les autres pays riches : le Japon, qui a déjà vu sa part passer de 15 % à 19 %, rechigne et réclame en échange une place de membre permanent au Conseil de sécurité. Idem pour l'Allemagne (8,4 %). La Russie, qui a conservé sa place de membre permanent, ne verse plus que 1,1 % du budget contre 8,7 % en 1990.

Samir Gharbi, *Jeune Afrique L'Intelligent*, n° 2281, 26 septembre 2004, p. 28.

Les 15 premiers contributeurs du budget ordinaire de l'O.N.U.

Pays	Millions de dollars	En % du total	Pays	Millions de dollars	En % du total
1. Etats-Unis *	368	24,48	10. Mexique	27	1,82
2. Japon	280	18,88	11. Corée du Sud	26	1,75
3. Allemagne	124	8,36	12. Pays-Bas	24	1,62
4. Royaume-Uni *	88	5,93	13. Australie	23	1,55
5. France *	87	5,87	14. Brésil	22	1,48
6. Italie	70	4,72	15. Suisse	17	1,15
7. Canada	40	2,70	Sous-total 15 pays	1 256	84,69
8. Espagne	36	2,43	176 autres pays	227	15,31
9. Chine *	29	1,96	Total (191 pays)	1 483	100

* membres permanents du Conseil de sécurité.

Source : *Jeune Afrique L'Intelligent*, n° 2281, 26 septembre 2004, p. 27.

Leçon 2 : LES RELATIONS EST/OUEST : DE LA GUERRE FROIDE A LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

Introduction

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, une situation originale se met en place. Les Etats-Unis et l'URSS apparaissent comme deux superpuissances qui se regardent avec méfiance. Leur opposition prend d'abord la forme d'une **guerre froide**. Sans jamais s'affronter directement, chacun des deux grands se proclame le modèle politique, économique et culturel de référence et pousse les autres Etats à entrer dans cette logique bipolaire. De 1947 à 1953, on assiste à la formation de deux camps hostiles, à de multiples conflits et rivalités. Puis, à partir de 1953, apparaît un nouveau contexte, fruit de la décolonisation, du redressement de l'Europe et des fissures à l'intérieur des blocs qui ne sont plus homogènes. Les deux Grands établissent alors de nouvelles règles : la **coexistence pacifique**. Toutefois, les rivalités continuent avec des conflits périphériques. La guerre froide ne prend fin qu'avec la chute du Mur de Berlin et l'implosion du bloc soviétique.

I. Les aspects de la guerre froide

1. La formation des blocs

A la Conférence de Yalta, déjà, les anciens membres de la Grande Alliance étalaient au grand jour leurs divergences :

- Anglais et Américains sur l'attitude à adopter face à Staline ;
- Sur la question du gouvernement polonais... (URSS et GB/USA) ;
- Sur la question de la France par rapport à l'occupation de l'Allemagne (GB et USA/URSS) ;
- Sur les précisions du démembrement de l'Allemagne ... (URSS et GB/USA).

Cette opposition devient plus vive lors de la Conférence de Potsdam. A partir de **1947** commence la guerre froide, conflit d'un type nouveau, qui divise le monde en deux blocs opposés idéologiquement, économiquement et militairement. (Le journaliste américain Walter **Lippmann** popularisa le terme de *guerre froide* dans un livre portant ce nom).



Winston Churchill, discours de Fulton (5 mars 1946)

Le 5 mars 1946, à Fulton (Missouri, États-Unis), le Premier ministre britannique Winston Churchill [sur cette photographie à gauche du président américain Harry Truman, à la tribune] prononce un discours dans lequel il emploie l'expression « rideau de fer », expression qui devient aussitôt symbolique de l'entrée du monde dans la guerre froide : « De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer est tombé et divise le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale. Toutes ces villes célèbres et leurs populations sont désormais sous le joug — il n'y a malheureusement pas d'autre terme — soviétique. Et tous sont soumis, d'une façon ou d'une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais également à un degré très élevé, et dans certains cas, toujours croissant, de contrôle par Moscou.

Source : Gordon Skene Sound Collection, *Encarta*, 2008.

a) Sur le plan idéologique

On assiste à l'opposition idéologique entre deux systèmes : l'américain et le soviétique. Tous les deux prétendent à l'universel et chacun perçoit l'autre comme le mal absolu.

* **Dans le camp occidental** dirigé par les Etats-Unis, le Président Harry **Truman** (1884-1972, 33^e président des Etats-Unis, 1945-1953) annonce, le **12 mars 1947**, une politique dont le but est de lutter contre l'expansion du communisme et de l'URSS dans le monde. Cette politique a pris le nom de « **containment** » ou « **politique de l'endiguement** » ou encore

« **doctrine Truman** ». Cette politique a guidé toute l'action des Etats-Unis jusqu'à la fin de la confrontation Est/Ouest au début des années 1990. De façon immédiate, le containment se traduit par le soutien américain aux gouvernements de Grèce et de Turquie menacés par le communisme. A l'intérieur même des Etats-Unis, le sénateur du Wisconsin, Joseph Raymond **McCarthy** (1908-1957), est l'initiateur, à partir de février 1950, d'une violente campagne anticomuniste : le **maccarthysme**.



Truman annonçant la doctrine de l'endiguement du communisme, **12 mars 1947**. Harry Truman (1884-1972) fut le 33^e président des Etats-Unis de 1945 à 1953).



Joseph Raymond McCarthy (1908-1957), homme politique américain, instigateur des campagnes politiques dirigées contre la « subversion » communiste au début des années 1950, connues sous le nom de maccarthysme.
Photo : **Hulton Deutsch**, Encarta, 2008.



Julius Rosenberg et **Ethel** (1918-1953 et 1915-1953), citoyens américains condamnés à mort et exécutés en 1953 après avoir été accusés d'avoir livré, dans les dernières années de la Seconde Guerre mondiale, des secrets atomiques à l'URSS.
Source : **Archive Photos**, Encarta, 2008.

La doctrine Truman

Au moment présent de l'histoire du monde, presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie. Et trop souvent ce choix n'est pas un libre choix. L'un de ces modes de vie est basé sur la volonté de la majorité. Ses principaux caractères sont des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, des garanties données à la liberté individuelle, à la liberté de parole et du culte et à l'absence de toute oppression politique. Le second mode de vie est basé sur la volonté d'une minorité imposée à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, sur une radio et une presse contrôlées, sur des élections dirigées et sur la suppression de la liberté personnelle.

Je crois que les Etats-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuples libres qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités armées ou à la pression extérieure. Je crois que notre aide doit se manifester en tout premier lieu sous la forme d'une assistance économique et financière [...].

En aidant les nations libres et indépendantes à maintenir leur liberté, les Etats-Unis mettront en œuvre les principes de la Charte des Nations Unies. [...]

Les germes des régimes totalitaires sont nourris par la misère et le besoin. Ils se répandent et grandissent dans la mauvaise terre de la pauvreté et de la guerre civile. Ils parviennent à maturité lorsqu'un peuple voit mourir l'espoir qu'il avait mis en une vie meilleure. Nous devons faire en sorte que cet espoir demeure vivant.

Déclaration du président Truman au Congrès, le 12 mars 1947.

* **Dans le bloc socialiste**, l'URSS et les pays d'Europe centrale et orientale fondent, en **septembre 1947**, le **Kominform**, organe de liaison et d'information des partis communistes. Ce cadre permettait à l'URSS de renforcer son contrôle sur les partis communistes des pays de l'Est voire même de France et d'Italie. En réplique à la « doctrine Truman », la « **doctrine Jdanov** » (proposée par Andreï Aleksandrovitch **Jdanov**, 1896-1948) dénonce le camp occidental dirigé par les Etats-Unis comme « *antidémocratique et impérialiste* » et considère que le camp oriental dirigé par l'URSS est « *pacifique, démocratique et anti-impérialiste* ».

Toutes ces théories traduisaient nettement la violence des idéologies de la guerre froide. Entre ces deux mondes, l'affrontement était donc inéluctable.

La doctrine Jdanov

Les Etats-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux Etats-Unis et marchant comme des satellites en ce qui concerne les questions principales, dans l'ornière de la politique impérialiste des Etats-Unis. Le camp impérialiste est soutenu aussi par des Etats possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande, et par des pays au régime réactionnaire antidémocratique, tels que la Turquie et la Grèce, ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des Etats-Unis, tels que ceux du Proche-Orient, de l'Amérique du Sud, la Chine. Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement. Les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se sont engagés résolument dans la voie du progrès démocratique, tels que la Hongrie, la Roumanie, la Finlande, en font partie. Au camp anti-impérialiste adhèrent l'Indonésie, le Vietnam, l'Inde.

L'Egypte et la Syrie lui apportent leurs sympathies. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressistes qui existent dans chaque pays.

Discours de Jdanov, à Sklarska Poreba (Pologne), septembre 1947.



Andreï Jdanov (1896-1948), théoricien du « réalisme socialiste » et de la doctrine des blocs.

Photo : Bettmann/Corbis, Microsoft Encarta, 2008.

b) Sur le plan économique

Dans le cadre de l'endiguement économique, les Etats-Unis, sur proposition du général George Catlett **Marshall** (1880-1959) le **5 juin 1947**, décident d'attribuer une aide financière et matérielle à tous les pays d'Europe qui en feraient la demande. 16 pays européens bénéficient de cette aide de 12,5 milliards de dollars établie sur la période 1948-1952. Deux objectifs justifiaient cette aide américaine qui prit le nom de « **European Recovery Program** » :

- accélérer la reconstruction de l'Europe et remédier au « dollar gap » (manque de capitaux) ;
- endiguer l'expansion du communisme.

La mise en exécution du « **plan Marshall** » a été le point de départ de la **construction européenne** avec la création de l'Organisation européenne de Coopération économique (**O.E.C.E.**, avril 1948), de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (**C.E.C.A.**, 18 avril 1951), puis de la Communauté économique européenne (**C.E.E.**, 25 mars 1957).

Dans le camp oriental, l'URSS et ses alliés refusent l'aide du « plan Marshall ». En réaction, la mobilisation économique des pays de l'Est aboutit à la création en janvier 1949 du Marché commun des pays de l'Est, le Conseil d'Assistance économique mutuelle (**C.A.E.M.**) ou *Council for Mutual Economic Assistance* (**COMECON**), pour promouvoir le développement économique de ses membres.

c) Sur le plan militaire

Dans le camp occidental, de nombreux pactes et alliances ont vu le jour sous l'influence de la diplomatie américaine. Ainsi, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (**O.T.A.N.**) est créée le 4 avril 1949. Elle regroupe les pays de l'Europe de l'Ouest sous le commandement des Etats-Unis et s'élargit à la Grèce et à la Turquie en 1952 puis à la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.) en 1955. D'autres alliances militaires du même genre sont mises sur pied en Asie du Sud-Est avec l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (**O.T.A.S.E.**, 1954), au Moyen-Orient avec le **Pacte de Bagdad** (24 février 1955), dans le Pacifique avec le **Conseil du Pacifique** ou **ANZUS** (1^{er} septembre 1951) et enfin le **traité de paix** avec le Japon en 1951.

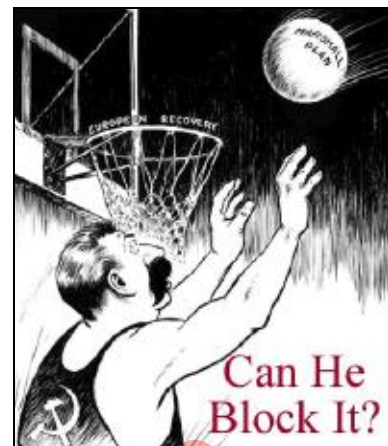
Dans le camp communiste, le réseau des alliances n'a pas une ampleur mondiale. L'URSS édifie un bloc continental. L'unique alliance militaire englobant l'URSS et les sept démocraties populaires est le **Pacte de Varsovie** fondé le 14 mai 1955. En plus d'être une alliance militaire, le Pacte de Varsovie était chargé de jouer le rôle de gendarme idéologique si un pays du bloc de l'Est remettait en cause le socialisme ou la suprématie de Moscou.



George Catlett Marshall (1880-1959), annonçant le 5 juin 1947 au Congrès américain la proposition d'une aide à l'Europe.

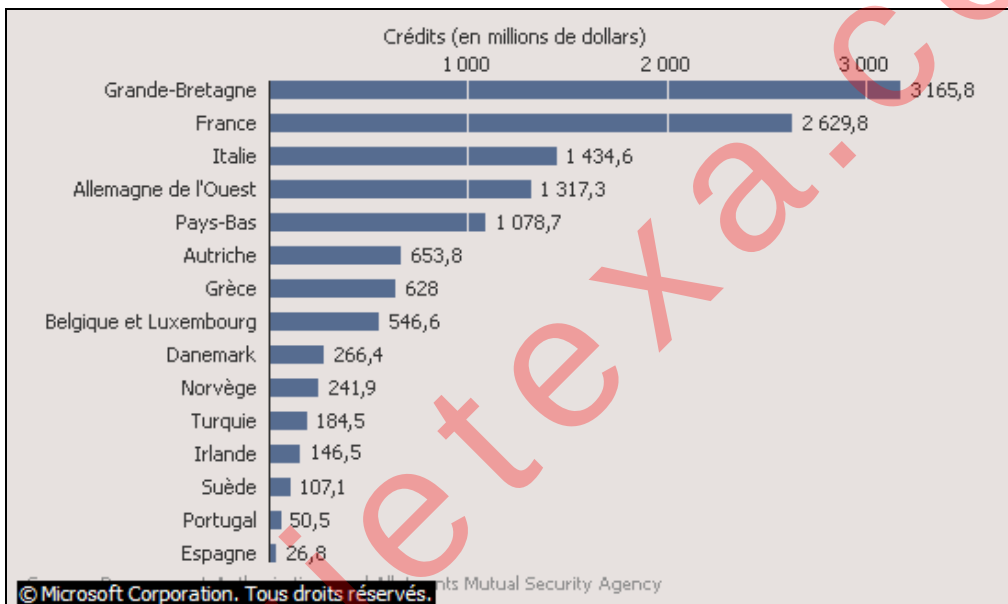


Affiche représentant les pays bénéficiaires de l'aide Marshall



Staline veut faire échouer le plan Marshall.

Source : Lycée cantonal de Porrentruy (Suisse), 2004.



Répartition des crédits du Plan Marshall

D'avril 1948 à juin 1952, dans le cadre du plan Marshall, les États-Unis apportent une aide massive aux pays européens dévastés par la Seconde Guerre mondiale. Essentiellement distribuée sous forme de dons, cette aide s'élève au total à plus de 13 milliards de dollars. Recevant 26 % des crédits, la Grande-Bretagne en est la principale bénéficiaire. Elle est suivie par la France (22 %), l'Italie et l'Allemagne de l'Ouest (11 %).

Microsoft Encarta 2008.

La signature du Pacte de Bagdad : 24 février 1955

Adnan Menderes, pour la Turquie, et le général Nouri es-Saïd, pour l'Irak, signent le 24 février 1955 un « Pacte de coopération mutuelle » qui deviendra le « Pacte de Bagdad ». Amorcée au cours de l'année précédente par des accords bilatéraux, l'édification du « mur du Nord » (« Northern Tier ») face à l'Union soviétique se poursuit.

La première réunion du Conseil du Pacte de Bagdad a lieu les 21 et 22 novembre 1955 dans la capitale irakienne. [Étaient présents Mohamed Ali (Pakistan), Adnan Menderes (Turquie), Nouri es-Saïd (Irak), Hussein Ala (Iran) et Harold McMillan (Royaume-Uni)]. Aux deux premiers signataires se sont ajoutés le Pakistan, l'Iran et la Grande-Bretagne. Les cinq gouvernements réaffirment leur intention de « travailler en plein accord à maintenir la paix et la sécurité au Moyen-Orient, à défendre leurs territoires contre l'agression et la subversion, et à promouvoir le bien-être et la prospérité des peuples de la région ». Les États-Unis se sont contentés de se faire représenter et d'établir une liaison politique et militaire.

(...) L'opposition à la politique pro-occidentale de Nouri es-Saïd aboutira en juillet 1958 à la chute de la monarchie hachémite et à la proclamation de la République par le général Kassem. Lequel sera fusillé par le parti Baas en 1963. De son côté, Adnan Menderes, en Turquie, sera exécuté après la révolution de 1960.

L'Irak s'étant retiré, le Pacte de Bagdad se transformera, en août 1959, en une Organisation du traité central (CENTO), davantage tournée vers la coopération économique. Cette dernière disparaîtra à son tour en 1979.

René Guyonnet, *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2354, du 19 au 25 février 2006, p. 30.

Préambule du Traité de l'Atlantique Nord

Les Etats parties au présent Traité, réaffirmant leur foi dans les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et leur désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous les gouvernements, Déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit, Soucieux de favoriser dans la région de l'Atlantique Nord le bien-être et la stabilité, Résolus à unir leurs efforts pour leur défense collective et pour la préservation de la paix et de la sécurité, Se sont mis d'accord sur le présent Traité de l'Atlantique Nord.

Washington DC, le 4 avril 1949.

2. Les principaux points chauds de la guerre froide

Deux Allemagnes, deux Corées, deux Chines, deux Vietnams : de part et d'autre de ces frontières, s'organisent les deux blocs, deux systèmes stratégiques qui s'étendent au monde entier. La guerre froide apparaît comme un conflit entre les deux superpuissances pour l'hégémonie dans le monde. Comment cet affrontement par alliés interposés évolue-t-il ?

a) En Europe, la question allemande

Parmi les points chauds de la Guerre froide en Europe, on peut citer :

- la **guerre civile en Grèce** qui opposait la résistance communiste et la résistance royaliste qui est sortie victorieuse en 1949 grâce au soutien des Américains (250 millions de dollars) ;
- le « **Coup de Prague** » en Tchécoslovaquie qui aboutit à la prise du pouvoir en février 1948 par les communistes et la transformation de ce pays en une démocratie populaire. Les autres Etats de l'Europe de l'Est font de même. Seule la Yougoslavie du maréchal **Tito** (Josip Broz, 1892-1980) s'éloigne d'où son exclusion du Kominform ;
- et, surtout, la **question allemande**.

C'est sans doute la question allemande qui est le plus grand point de désaccord marquant la guerre froide en Europe, avec notamment la **première crise de Berlin** aboutissant au blocus de la ville. Devant l'impossibilité de s'entendre sur un statut définitif de l'Allemagne, les pays occidentaux décident de fusionner leurs zones d'occupation (la « *trizone* ») en vue de créer un Etat allemand et une nouvelle monnaie, le deutsche mark. L'URSS considère cette décision comme une violation flagrante des accords de Yalta et de Potsdam sur l'Allemagne. Ainsi, le **24 juin 1948**, **Staline** décrète le **blocus de Berlin**, de toutes les voies terrestres permettant d'accéder à Berlin-Ouest. Pendant 322 jours, 2,2 millions de personnes sont isolées et survivent grâce à un vaste pont aérien anglo-américain. En 10 mois, 275 000 vols ont été organisés, transportant 2,5 millions de tonnes de marchandises. Le blocus de Berlin n'a donc pas atteint son objectif. Par conséquent, **Staline** décide de le lever le **12 mai 1949**. L'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans le camp occidental s'accélère avec la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA) le **23 mai 1949** avec Bonn pour capitale et Konrad **Adenauer** (1876-1967) comme premier chancelier (1949-1963). Elle reste désarmée et sans politique étrangère autonome. Le **7 octobre 1949**, la zone d'occupation soviétique devient la République démocratique allemande (RDA), une démocratie populaire ayant pour capitale Berlin-Est et pour premier président Wilhelm **Pieck** (Otto **Grotewohl** Premier ministre et Walter **Ulbricht**, Premier ministre adjoint).

b) En Asie, la guerre de Corée

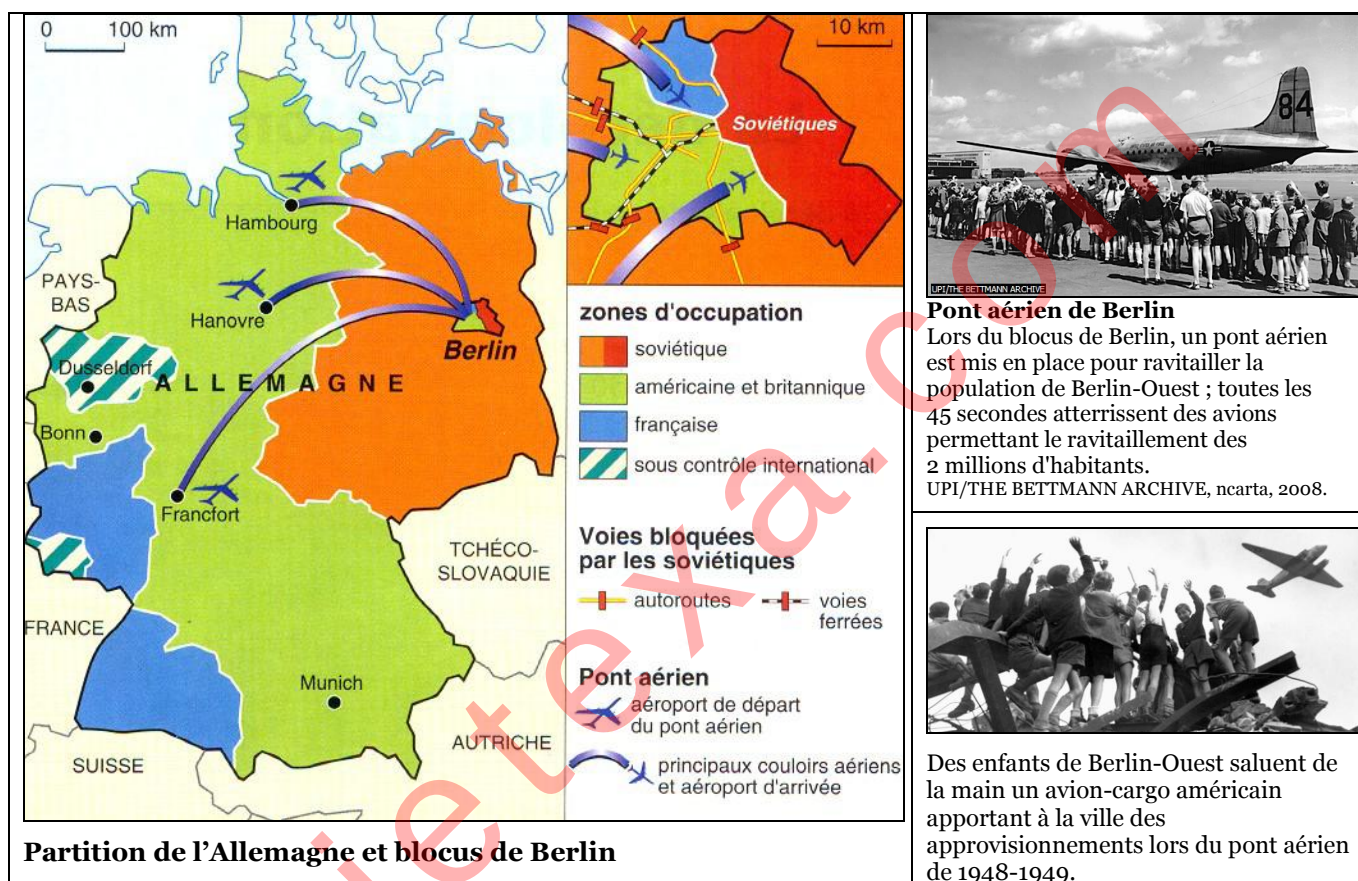
Les principaux points chauds de la guerre froide en Asie restent :

- la **deuxième guerre civile en Chine (1946-1949)** qui se termine par la victoire des troupes communistes de Mao **Zedong** (Mao Tsé-Toung, **1893-1976**) soutenues par l'URSS

sur les nationalistes de Tchag **Kaï-Chek** (Jiang Jieshi, **1887-1975**) soutenus par les Etats-Unis ;

- la **guerre de décolonisation d'Indochine (1946-1954)** qui a opposé la France, puissance coloniale soutenue par les Etats-Unis, aux indépendantistes du Vietminh, d'obédience communiste, soutenus par l'URSS et la Chine. C'est ce qui conduit les Etats-Unis à user de leur droit de **veto** contre l'entrée de la Chine au Conseil de Sécurité de l'ONU comme membre permanent. En réaction, l'URSS boycotte le Conseil de Sécurité jusqu'en **1971** (politique de la « chaise vide ») ;

- et, surtout, la **guerre de Corée (1950-1953)**.



En Corée, la capitulation japonaise a entraîné l'occupation de la partie nord par les Soviétiques et de la partie sud par les forces américaines. La limite entre les deux zones était le **38^e parallèle Nord**. Comme en Allemagne, les deux zones sont transformées en Etats : la **Corée du Nord** communiste dirigée par Kim **Il Sung** (1912-1994) et la **Corée du Sud** pro américaine dirigée par Syngman **Rhee** (1875-1965). Pour réaliser l'unification de la péninsule coréenne, les troupes de la Corée du Nord, soutenues par Staline, envahissent la Corée du Sud le **25 juin 1950**. Les Etats-Unis, profitant du boycott du Conseil de sécurité par l'URSS, font condamner cette agression par l'ONU. Le général américain Douglas **MacArthur** (1880-1964) dirige un corps expéditionnaire international de l'ONU à majorité américaine. Les Américains repoussent les Nord-Coréens jusqu'aux frontières de la Chine qui envoie alors 700 000 volontaires à partir du 16 octobre 1950. En 1951, la guerre de Corée atteint des proportions dramatiques. **L'armistice de Pan Mun Jom du 27 juillet 1953 met fin à une guerre meurtrière (2,5 millions de morts, blessés ou disparus).**

Les années **1947-1953** ont donc été marquées par de violentes oppositions idéologiques et des affrontements par alliés interposés orchestrés par les deux Grands. A partir de **1953**, la guerre froide diminue d'intensité et les relations internationales entrent dans une phase de **dégel**.

La théorie des dominos

« Il s'agit d'empêcher les pays du Sud-Est asiatique de passer dans l'orbite communiste et de les aider à vouloir et à pouvoir résister aux influences communistes. [...] En l'absence d'une réaction efficace et opportune, la défaite d'un seul pays peut entraîner probablement, dans des délais relativement courts, la soumission au communisme ou un alignement politique chez les autres pays du groupe. En outre, un alignement sur le communisme du reste du Sud-Est asiatique, de l'Inde et, à plus long terme du Moyen-Orient (excepté sans doute le Pakistan et la Turquie) aurait toutes les chances de s'établir peu à peu : cet alignement général mettrait en danger la stabilité et la sécurité de l'Europe. [...]

La perte du Sud-Est asiatique, notamment de la Malaisie et de l'Indonésie, pourrait être à l'origine de pressions économiques et politiques sur le Japon et il deviendrait difficile d'empêcher ce pays d'être finalement un refuge pour le communisme. Aussi est-il impératif qu'une attaque ouverte du Sud-Est asiatique par les communistes chinois puisse être vigoureusement contrée. »

Rapport secret du Pentagone, 1954.

La guerre de Corée, point chaud de la guerre froide

La Guerre Corée est sans doute, et paradoxalement, le plus important des « conflits oubliés » d'après 1945. Si la Guerre froide commença en Europe, elle prit sa forme militaire en Corée. Ainsi la Guerre de Corée s'impose comme le premier conflit de la Guerre froide, inaugure le recours à l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans le cadre d'une intervention armée et fait frôler la Troisième Guerre mondiale à l'humanité. Elle fut une « *rencontre sanglante entre l'Est et l'Ouest* », le point paroxystique de la Guerre froide mettant en scène un duel URSS-Etats-Unis joué par l'entremise des Corée, de l'ONU et de la Chine.

C'est en effet au sein de ce petit territoire que s'est joué durant trois années l'avenir du monde bipolaire, pour preuve les 450 000 morts dans les rangs de l'ONU (dont 415 000 sud-coréens) et les 1 420 000 morts dans les rangs des sino-coréens (dont 520 000 nord-coréens). Entre escalade de la violence et contrôle de soi, la Guerre de Corée a été menée sur le fil du rasoir.

Alexis Baconnet, « La guerre de Corée (1950-1953) : un conflit chaud dans la guerre froide », *Géostratégiques* N° 17 – La Chine, septembre 2007.



Troupes de l'ONU en Corée.

Lors de la guerre de Corée (1950-1953), les soldats des Nations unies et les soldats américains, sous le commandement du général Douglas MacArthur, affrontèrent les troupes de la Corée du Nord.

Source: **ACME/UPI/THE BETTMANN ARCHIVE**, *Encarta*, 2008.

II. La détente dans les relations internationales et ses limites

1. La détente dans les relations internationales

Les deux Grands éprouvent le besoin d'apaiser une guerre froide devenue trop dangereuse. Chaque camp devait avoir à l'idée que l'existence de l'autre était une réalité et qu'une guerre pour le détruire était aléatoire et impensable. Cette situation est bien illustrée par la célèbre boutade du philosophe et sociologue français Raymond **Aron** (1905-1983) : « *paix impossible, guerre improbable* ». Plusieurs facteurs expliquent l'avènement de la détente :

- **Staline** (décédé le 5 mars 1953) et **Truman** quittent la scène politique. Ils sont remplacés respectivement par Nikita Sergueïevitch **Khrouchtchev** (1894-1971 ; chef de l'URSS de 1953 à 1964) et Dwight David **Eisenhower** (1890-1969, 34^e président des Etats-Unis de 1953 à 1961) qui mènent de politiques extérieures moins conflictuelles (armistice en Corée en 1953, accords de Genève sur l'Indochine en juillet 1954, traité sur l'Autriche en 1955, rencontre Kennedy-Khrouchtchev en juin 1961 à Vienne).

- **Les crises au sein des blocs** : dans le bloc de l'Ouest, il y a la contestation de la suprématie américaine par la France du général De Gaulle (1890-1970, président français de 1959 à 1969) qui reconnaît la Chine maoïste en 1964, se retire de l'OTAN en 1966 et condamne l'intervention des Etats-Unis dans la guerre du Vietnam. Dans le bloc de l'Est, les fissures étaient plus nombreuses [rupture sino-soviétique en 1960, initiatives réformatrices en Pologne avec Wladyslaw **Gomulka** (1905-1982) et en Hongrie avec Imre **Nagy** (1896-1968), « **Printemps de Prague** » en Tchécoslovaquie en 1968].



Evènement de Hongrie de 1956. Contestation de la domination soviétique.



Rencontre entre Nikita Khrouchtchev et John F. Kennedy à l'ambassade américaine de Vienne le 3 juin 1961.
Source : www.akadem.org.



Encyclopédie Encarta, UPI/THE BETTMANN ARCHIVE

Chars soviétiques à Prague (1968)

- Pour mettre fin au Printemps de Prague, le Kremlin décida, le 20 août, l'envoi de 650 000 soldats soviétiques, allemands de l'Est, polonais, hongrois et bulgares.

UPI/The Bettmann Archive, Encyclopédie Microsoft Encarta, 2008



Encyclopédie Encarta, UPI/Corbis

Youri Gagarine (1934-1968)

Le **12 avril 1961**, le cosmonaute russe Iouri Gagarine s'apprête à décoller à bord de la capsule *Vostok 1*. Après une heure et quarante-huit minutes de vol en orbite autour de la Terre, il est le premier homme à avoir séjourné dans l'espace.



Nikita S. Khrouchtchev

Président du Conseil des ministres de l'URSS, fait un éclat à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1960.

- **l'émergence du Tiers Monde** avec notamment les Conférences de Bandung (18-24 avril 1955) et de Belgrade (1^{er}-6 septembre 1961, fondation du mouvement des « non alignés »).

- le **surarmement et la compétition pour la conquête de l'espace** : L'URSS comble vite son retard technologique sur les Etats-Unis en disposant de la bombe atomique en 1949 et de la bombe H en 1953, en mettant au point le premier satellite artificiel, le Spoutnik en 1957 et en envoyant le premier homme dans l'espace le 12 avril 1961 (Youri Alekseïevitch **Gagarine**, 1934-1968) Le président John Fitzgerald **Kennedy** (1917-22 novembre 1963, 35^e **président** des Etats-Unis de 1961 à 1963) réagit en chargeant la **NASA** (*National Aeronautics and Space Administration*, créée en octobre 1958) de la mission **Apollo**, dont l'objectif est l'envoi d'un équipage sur la Lune (Neil Alden **Armstrong** - né en 1930 - alunait le 21 juillet 1969).

Les deux Grands se lancent dans une véritable course aux armements avec la construction de missiles intercontinentaux, de sous-marins nucléaires et de bombardiers stratégiques. Ils peuvent à la fois mener une guerre nucléaire graduée ou s'anéantir dans un délai très court. Cet « **équilibre de la terreur** » pousse les deux Grands à engager au début des années 1960 des négociations pour le désarmement d'autant plus que le contexte international change : la Grande-Bretagne, la France puis la Chine détiennent l'arme nucléaire. La logique bipolaire d'affrontements s'affaiblit alors. Mais la coexistence pacifique repose sur des bases fragiles.

La coexistence pacifique

« Vivre en paix, en bons voisins, ou glisser vers une nouvelle guerre, tel est le choix devant lequel se trouvent maintenant l'Union soviétique et les Etats-Unis, le monde entier. Il n'y en a pas de troisième, à moins que l'un d'entre nous n'envisage de déménager sur une autre planète... »

Vous disposez, messieurs, de grandes possibilités. Vous êtes influents. C'est pourquoi, en m'adressant à vous aujourd'hui, je voudrais exprimer l'espoir que les *businessmen* des Etats-Unis utiliseront leur influence dans la bonne direction et travailleront pour la coexistence pacifique et la compétition entre nous. Bien sûr, je ne vous appelle pas, messieurs les *businessmen*, à partager notre conception du monde, je pense que vous ne prétendez pas non plus me faire changer en faveur du capitalisme. Nous avons passé l'âge. Il est probable que vous croyez en la victoire de votre système, et moi, je suis convaincu que c'est le socialisme qui vaincra. »

N. Khrouchtchev, *Ce que je pense de la coexistence pacifique*, 1960.

2. La crise des fusées de Cuba de 1962, illustration des limites de la détente

En dépit des bonnes intentions déclarées, les deux Grands continuent leur rivalité, avec notamment la **seconde crise de Berlin** et surtout la **crise des fusées de Cuba**.

En Allemagne, Berlin-Ouest sert de tremplin pour l'émigration vers la RFA. C'est une contre-propagande pour les Soviétiques. Ainsi les autorités de la RDA édifient, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, un mur fortifié séparant les deux parties de la ville. Surnommé le « *mur de la honte* », le Mur coupe Berlin pendant 28 années et symbolise la division du monde en deux blocs séparés par ce que **Churchill** appelait déjà (le 5 mars 1946) le « *rideau de fer* » (« *Iron Curtain* »). Mais c'est surtout la crise des fusées de Cuba qui étale au grand jour les limites de la détente.

La crise des fusées de Cuba est déclenchée en 1962 par l'installation à Cuba de rampes de lancement de missiles soviétiques révélée par un avion espion U2. Le déploiement des fusées soviétiques fait suite au débarquement de 1 500 commandos cubains formés et armés par la **CIA** (débarquement de la **Baie des Cochons** du 17 avril 1961) pour renverser le régime de Fidel **Castro** (né en 1927, dirigeant de Cuba depuis 1959, surnommé le « *lider maximo* »). Face à la situation, le président américain **Kennedy** opte pour une riposte graduée : dans un discours télévisé le 22 octobre 1962, il annonce un blocus autour de l'île de Cuba afin d'empêcher l'arrivée de nouveaux missiles et se déclare prêt à employer l'arme nucléaire tout en ouvrant la porte à des négociations. Le monde est soudain suspendu à la menace d'une possible guerre nucléaire. Les deux grands négocient au-dessus de la tête de **Castro**. Le dirigeant soviétique **Khrouchtchev** accepte, le 28 octobre 1962, de démanteler les missiles en échange de quoi les Etats-Unis n'interviendraient pas dans les affaires de l'île de Cuba. L'accord final entre les deux chefs d'Etat comporte une clause secrète par laquelle les Etats-Unis s'engagent à retirer les missiles installés en Turquie. Les missiles soviétiques sont démantelés le 12 novembre 1962 et la quarantaine est levée le 20 novembre.

Le bras de fer psychologique auquel cette crise a donné lieu aboutit à un début de détente relative dans la course aux armements.



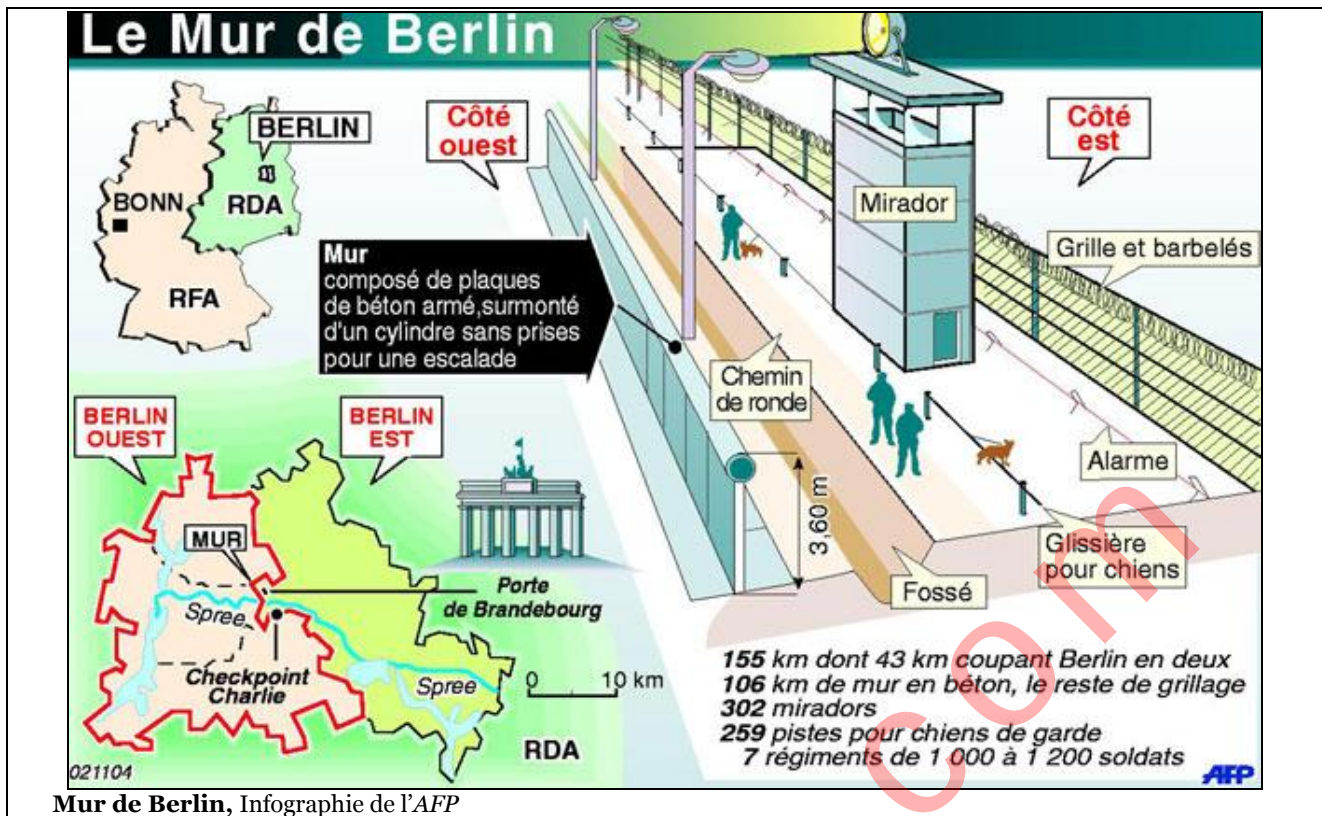
Construction du mur de Berlin (Photo de gauche)

Maçons œuvrant à la construction du mur séparant Berlin-Est de Berlin-Ouest en 1961, sous le regard des soldats. Destiné à empêcher les Allemands de l'Est de fuir le régime communiste, le mur a été le symbole des tensions entre le bloc soviétique et l'Occident, jusqu'à sa chute en novembre 1989.

Source : DPA/Archive Photos



En août 1961, le **mur de Berlin**, alors en construction, sépare déjà deux tout petits amis.



Le **Mur de Berlin** qui a séparé la ville du 13 août 1961 au 9 novembre 1989



Aimable autorisation de Gordon Skene Sound Collection, Tous droits réservés./United Nations

Fidel Castro prononçant un discours en 1959 :
« Nous avons à présent, vous le savez, les pleins pouvoirs à Cuba. Grâce à notre combat, la révolution a détruit l'armée ennemie et, en prenant le pouvoir, nous avons promis assistance et liberté à tous.

Gordon Skene Sound Collection. *United Nations*

La crise des fusées de Cuba : discours de Kennedy (extraits)

« Des preuves indubitables ont établi la présence à Cuba de bases de fusées pouvant atteindre Washington, le canal de Panama ou Mexico. (...) Je vois là une menace explicite à la paix et à la sécurité de toutes les Amériques, en contradiction avec les assurances répétées des porte-parole soviétiques. (...) En conséquence, j'annonce l'institution d'une quarantaine vigoureuse sur tout l'équipement militaire offensif acheminé vers Cuba. La politique de notre pays sera de considérer tout lancement de missile nucléaire à partir du sol cubain contre toute nation de l'hémisphère occidental comme une attaque de l'Union soviétique contre les Etats-Unis, appelant en représailles une riposte complète contre l'Union soviétique. J'invite M. Khrouchtchev à abandonner son entreprise de domination mondiale, à retirer ses armes de Cuba et à se joindre à un effort historique en vue de mettre fin à la dangereuse course aux armements. Il est temps encore de transformer l'histoire de l'humanité. Le prix de la liberté est toujours élevé, mais l'Amérique a toujours payé ce prix. Et il est un chemin que nous ne suivrons jamais : celui de la capitulation et de la soumission. »

J. F. Kennedy, Discours télévisé, 22 octobre 1962.

Berlin : enjeu important de la guerre froide

« Le bouclier de l'OTAN a été étendu à Berlin-Ouest il y a de longues années, et nous avons donné notre parole qu'une attaque sur cette ville sera considérée comme une attaque contre nous tous. Car Berlin-Ouest...a de nombreux rôles. C'est plus qu'une vitrine de la liberté, un symbole, un îlot de liberté dans l'océan du communisme. C'est même plus qu'un lien avec le monde libre, un signal d'espoir derrière le Rideau de fer.... Berlin-Ouest est tout cela. Mais surtout, elle est maintenant devenue, comme jamais auparavant, le grand banc d'essai du courage et de la volonté des Occidentaux.... La communauté atlantique, telle que nous la connaissons, a été construite pour répondre au défi... »

John F. Kennedy, Président des Etats-Unis, 25 juillet 1961.



Localisation de la **Baie des Cochons** où eut lieu le **17 avril 1961** un débarquement anticastriste.



Castro et Khrouchtchev

Castro et Khrouchtchev se sont rencontrés pour la première fois en 1960 lors d'une Assemblée générale des Nations unies à New York. Le dirigeant soviétique promet alors le soutien de l'URSS au régime castriste. Par la suite, les deux hommes ont établi des relations diplomatiques qui ont fait de leurs deux nations des alliées pendant près de trente ans.

UPI/Corbis Microsoft Encarta 2008.



John Fitzgerald Kennedy, discours lors de la crise des fusées.

Discours du président américain John Fitzgerald Kennedy, lors de la crise des fusées, en 1962. « [...] la politique de ce pays sera de considérer tout lancement de missile nucléaire depuis Cuba sur un quelconque pays occidental comme une attaque de l'Union soviétique contre les États-Unis. »

Archive Films.

III. Du rapprochement entre les blocs à la fin de la guerre froide

1. Le rapprochement entre les blocs

A partir de 1962, on assiste à une pause dans la guerre froide due à deux facteurs :

* l'émergence du Tiers Monde ;

* la contestation au sein du bloc de l'Est (Chine maoïste, volonté d'autonomie des démocraties populaires) et dans le bloc de l'Ouest (guerre du Vietnam contestée par la jeunesse américaine).

A partir de 1963, une liaison téléphonique directe (le « **Téléphone rouge** ») est mise en service entre Washington et Moscou. Les deux Grands entament alors des négociations ayant permis la signature de plusieurs accords :

- interdiction des explosions atomiques (sauf les explosions souterraines) en 1963 ;
- utilisation pacifique de l'espace en 1967 ;
- traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1968 ;
- traité de non nucléarisation des fonds marins le 11 février 1971 ;
- accords **SALT 1** (26 mai 1972).

Cependant, au milieu des années 1970, une période de tensions commence avec la « guerre fraîche »

2. La reprise de la tension ou « guerre fraîche » (1975-1985)

Cette période est inaugurée par deux événements : le déclenchement de la bataille des **euromissiles** et l'**invasion de l'Afghanistan** par les Soviétiques.

En déployant des missiles **SS 20** à partir de 1976, l'Union soviétique rompt l'équilibre des forces en Europe. Le 12 décembre 1979, les pays de l'OTAN décident de développer des programmes de missiles équivalents, les **Pershing**. Les premiers Pershing sont installés en 1983 malgré un important mouvement pacifiste en Europe de l'Ouest.

Les Soviétiques envahissent l'Afghanistan le 24 décembre 1979. En réponse, les Etats-Unis adoptent une série de mesures de rétorsion : suspension des ventes de céréales à l'URSS, non ratification des accords **SALT 2** du 18 juin 1979 par le Congrès américain, boycott des Jeux Olympiques de Moscou de 1980 par les Américains.

La tension s'accroît après l'élection de Ronald **Reagan** à la présidence des Etats-Unis en novembre 1980. Reagan (1911-2006, 40^e président des Etats-Unis de 1981 à 1989) défend une politique interventionniste (« *révolution conservatrice* ») concrétisée par le débarquement des forces américaines dans l'île de Grenade (*capitale : Saint George's*) pour contrer un coup d'Etat pro cubain (23 octobre 1983) et le soutien militaire aux guérillas anticommunistes au Nicaragua (soutien au sandinistes contre les *contras*), en Afghanistan et en Angola (soutien à l'UNITA contre le MPLA). La course aux armements reprend également. En mars 1983, Reagan lance l'**Initiative de défense stratégique** (IDS) ou « Guerre des étoiles » visant à édifier un bouclier spatial contre les armes nucléaires.

2. La fin de la guerre froide (1985-1991)

En 1985, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Sergueïevitch **Gorbatchev** (né en 1931) à la tête de l'URSS est le point de départ d'une évolution radicale des relations Est/Ouest. D'abord, la situation intérieure de l'URSS est catastrophique : économie délabrée, système politique corrompu, bureaucratie incompétente, niveau de vie très faible. **Gorbatchev** lance alors un vaste programme de restructuration (« *perestroïka* ») et de transparence (« *glasnost* »). Cette volonté de changement n'empêche pas l'effondrement du système soviétique. Ensuite, sur le plan intérieur, la course aux armements absorbe 16 % du PNB soviétique et le soutien aux nombreux pays satellites devient insupportable pour le budget de l'URSS. Les Etats-Unis sont aussi aux prises avec une grave crise budgétaire et sociale. Dès lors, les deux Grands parlent d'un « *monde contradictoire mais interconnecté et interdépendant* ». Cette nouvelle détente favorise la reprise du dialogue Est/Ouest avec les accords mettant fin à la bataille des euromissiles la reprise des négociations sur le désarmement et la résolution de plusieurs conflits (Nicaragua, Afghanistan, Namibie, Cambodge).

L'effondrement des démocraties populaires entre 1989 et 1991 (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), l'implosion de l'URSS à partir de 1990, la dissolution du Pacte de Varsovie et du CAEM en 1991, la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 et la réunification de l'Allemagne le 3 octobre 1990 entraînent la disparition du bloc de l'Est et la fin de la bipolarisation du monde.

Conclusion

Les relations Est/Ouest ont été marquées par une guerre froide violente (1947-1953), une pause relative (1953-1975), une reprise de la tension (1975-1985) et une détente (1985-1991). La fin de la confrontation entre les deux blocs ouvre pour les relations internationales une nouvelle ère dans laquelle les États-Unis entendent jouer un rôle de superpuissance et gendarme planétaire. Mais l'effacement de la bipolarité Est/Ouest donne aussi une acuité nouvelle à la question des rapports Nord-Sud.

Le Téléphone rouge

Le téléphone rouge désigne une ligne de communication directe établie le 30 août 1963 entre les États-Unis et l'Union soviétique après que la crise des missiles eut mené le monde au bord de la guerre mondiale en 1962. Cette dénomination est un raccourci lexical repris et popularisé par les médias, la ligne étant au départ une ligne de télécopieur, sa supposée couleur rouge symbolisant simplement le fait qu'il s'agissait d'une ligne d'urgence. Ce téléphone rouge reliant la Maison-Blanche au Kremlin a permis, par la suite, de désamorcer des situations conflictuelles mettant aux prises le bloc de l'est et le bloc occidental...

Première génération : La première génération ne transmettait pas la voix, car on estimait que les communications verbales spontanées pouvaient mener à de mauvaises interprétations. Il s'agissait d'une ligne télégraphique duplex... Il existait une liaison radio secondaire, Washington - Tanger - Moscou.... Les chefs d'état formulaient leurs messages dans leur propre langue ; les messages étaient traduits par le destinataire.

Seconde génération : En 1971, les deux camps décidèrent d'améliorer le système, car de nouvelles technologies étaient désormais disponibles. Un téléphone fut installé, et la première ligne télégraphique fut complétée par deux liaisons radio par satellite, l'une composée de deux satellites américains *Intelsat*, et l'autre de deux satellites soviétiques *Molniya II*. La mise à niveau du système dura de 1971 à 1978.

Troisième génération : La dernière modernisation eut lieu en 1986. L'Union soviétique utilisa des satellites géostationnaires du type *Gorizont* de la flotte *Statsionar* pour remplacer les satellites *Molniya II*. Des fonctionnalités de fax à haute vitesse furent ajoutées. Ceci permet aux chefs d'états des deux pays d'échanger rapidement des documents et d'autres informations en plus des messages textuels et des communications téléphoniques.

Source : <http://fr.wikipedia.org>.

Accords d'Helsinki

Les Accords d'Helsinki sont signés le 1^{er} août 1975 à Helsinki (Finlande) par 35 États, dont les 2 Grands (URSS et États-Unis).

Ce texte (qui n'est pas un traité au sens juridique du terme) marque la fin de la première Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Les principes sont: non ingérence dans les affaires intérieures des autres États, autodétermination des peuples (ils choisissent leur régime politique), inviolabilité des frontières issues de la Deuxième Guerre mondiale, coopération accrue, et surtout garantie de la défense des droits de l'Homme (libre circulation des hommes, liberté de presse...)

www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/Helsinki-accord.htm



Willy Brandt.

Chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, reçoit à Oslo le Prix Nobel de la paix 1971 pour son œuvre au service de la détente entre l'Est et l'Ouest.



Des **lanceurs mobiles de missiles SS-20** font mouvement en Union soviétique. L'apparition de ces missiles à portée intermédiaire pointés sur l'Europe occidentale fut à l'origine de la décision de l'OTAN de déployer de nouvelles armes, et de la crise des euromissiles qui éclata alors à l'Ouest.

L'Afghanistan et le Nicaragua dans le piège du conflit Est-Ouest

En juillet 1979, les sandinistes s'emparent du pouvoir à Managua... Pour elle (l'administration américaine), cette défaite d'un des alliés des Etats-Unis se résume à une avancée du communisme et de l'URSS dans sa « chasse gardée » centre-américaine. La CIA arme alors d'anciens gardes somozistes... La Havane et, dans une moindre mesure, Moscou intensifient leur aide aux sandinistes. Désormais, le Nicaragua se trouve pris au piège de l'affrontement Est-Ouest. La pression permanente des Etats-Unis, l'appauvrissement du pays sous le coup de sanctions économiques déboucheront finalement sur la défaite des sandinistes aux élections du 25 février 1990...

En avril 1978, bien qu'allié de l'URSS, le régime (en place en Afghanistan) est renversé par un coup d'Etat communiste... Washington commence à armer les *moudjahidins*. En décembre 1979, l'armée soviétique envahit l'Afghanistan et change la direction du pays – opération de type colonial condamnée par la société internationale... La nouvelle administration Reagan trouve là l'occasion de « faire saigner » l'armée rouge, même au prix d'une alliance avec le diable. Avec l'aide des services secrets pakistanais et saoudiens, elle va armer les fondamentalistes les plus extrémistes, au détriment de l'opposition modérée. Elle va s'opposer à toutes les tentatives de règlement politique et diplomatique parrainées par les Nations unies et prolonger délibérément le conflit. On connaît le résultat. Les Soviétiques décident de se retirer d'Afghanistan, mais, dès leur victoire, les Etats-Unis se désintéressent du sort du pays – et des réseaux islamistes radicaux qu'ils ont contribué à mettre en place avec l'aide d'un dénommé Oussama Ben Laden ...

Alain Gresh, « La guerre de mille ans », *Manière de voir- Le Monde diplomatique*, N° 78, déc. 2004-janv. 2005, 12

L'analyse du dernier Secrétaire général du PCUS

« En analysant la situation, nous découvrîmes en premier lieu un ralentissement de la croissance économique. Au cours des quinze années qui avaient précédé, le taux de croissance du revenu national avait décliné de plus de cinquante pour cent pour tomber au début des années quatre-vingts à un niveau proche de la stagnation. De plus le fossé, en efficacité de production, qualité des produits, production et utilisation des techniques de pointe par rapport aux nations les plus avancées, ne cessait de se creuser à notre désavantage. [...]

Perestroïka, cela signifie surmonter le processus de stagnation, rompre le mécanisme de freinage, créer des systèmes fiables et efficaces... Perestroïka, cela signifie aussi initiative de masse. C'est le développement complet de la démocratie, l'autonomie socialiste, l'encouragement de l'initiative et des attitudes créatives, c'est aussi davantage d'ordre et de discipline, davantage de transparence, la critique et l'autocritique dans tous les domaines de notre société. [...]

Perestroïka, cela signifie le développement prioritaire du domaine social, avec pour objectif de satisfaire les aspirations du peuple soviétique à de meilleures conditions d'existence. [...]

Les relations de la communauté socialiste sont déjà en cours de réadaptation aux exigences de l'époque [...]. Avant tout, le cadre entier des relations politiques entre pays socialistes doit être strictement fondé sur l'indépendance absolue. »

M. Gorbatchev, *Perestroïka*, Flammarion, 1987.



Dessin de Plantu paru dans *Le Monde*, 11 nov. 1989



Des Berlinoises savourent la réunification allemande en dansant joyeusement sur le mur de Berlin, en novembre 1989.

Adieu les démocraties populaires

« L'année 1989 restera dans l'Histoire celle de la chute des régimes communistes d'Europe de l'Est. De Varsovie à Budapest, de Berlin-Est à Prague, de Sofia à Bucarest. En quelques mois, tout l'édifice érigé par Staline entre 1945 et 1949 s'effondre comme un château de cartes. [...] A Moscou, le régime a été victime du succès, à l'échelle mondiale, a convaincu une fraction des dirigeants que l'URSS allait perdre la bataille économique. En Europe orientale, au contraire, c'est la contagion démocratique venue de l'Ouest qui, en proposant un modèle aux aspirations des peuples, a balayé un communisme importé. Qui ne savait, depuis la révolte hongroise de 1956, le printemps de Prague de 1968, les grèves polonaises de 1980, que l'ordre socialiste dans les démocraties populaires devait sa pérennité à la présence de l'Armée rouge et se lézarderait en quelques mois si devenait exclue la menace d'une intervention militaire du Kremlin ? [...]

Il ne faut pas oublier que depuis le début des années 80, les pays d'Europe de l'Est sont en pleine débandade économique, et que s'y déroule une lutte pour le pouvoir entre des septuagénaires conservateurs (les Erich Honecker, Gustav Husak, Janos Kadar, Nicolae Ceausescu, Todor Jivkov) et des quinquagénaires de la génération de Gorbatchev, convaincus de l'urgence des réformes, et qui, surtout, se trouvent bloqués par les précédents aux portes du pouvoir suprême. »

J. Lesourne et B. Lecomte, *L'Après-communisme*, Robert Laffont, 1990.



REUTERS/Corbis, Encarta, 2008.

Déboulochage d'une statue devant le KGB

En 1991, la statue de Félix E. Dzerjinski, qui a dirigé la Tcheka, la première des polices secrètes soviétiques, de sa création en 1917 à 1926, est déboulonnée par des manifestants devant le quartier général du KGB à Moscou.



Comment les USA voient la Russie et l'UE en 1990 ?

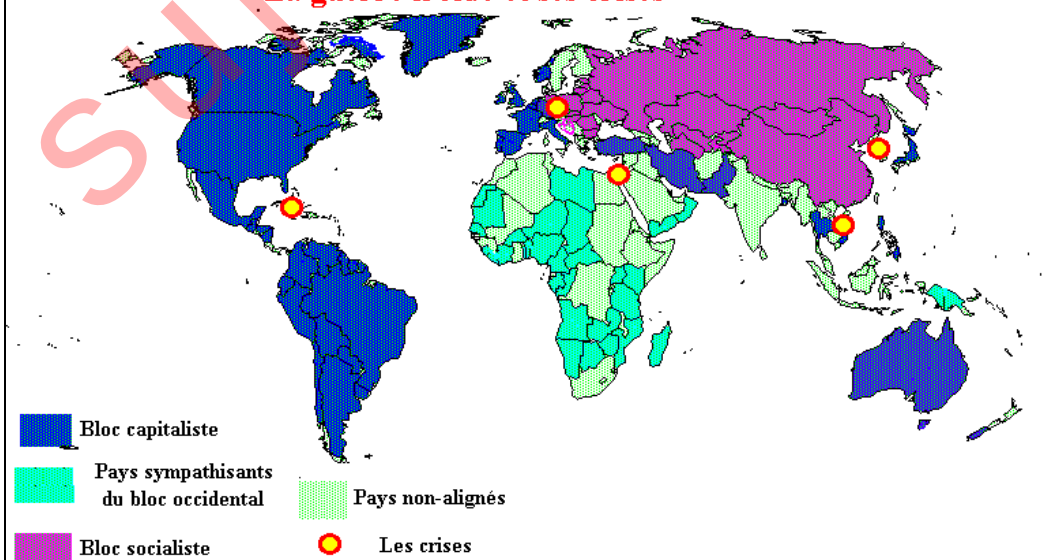
Source : Lycée cantonal de Porrentruy (Suisse), 2004.

Sans l'URSS, quel ennemi pour les Etats-Unis ?

Le monde est finalement sorti de la guerre froide, les Etats-Unis ont gagné, et les défis demeurent. Les causes d'instabilité aussi... La fin de l'Union soviétique laissa orphelins non seulement les militaires et les services de renseignement américains (et plus largement occidentaux) – privés d'un ennemi qui justifiait leur existence et leur budget sans fond –, mais aussi tous les centres de recherche stratégiques qui avaient gravement glosé sur la supériorité stratégique de Moscou, voire pronostiqué une invasion soviétique de l'Europe de l'Ouest. Par quoi pouvait-on remplacer l'« empire du Mal » ?

Alain Gresh, « La guerre de mille ans », *Manière de voir* – *Le Monde diplomatique*, N° 78, décembre 2004-janvier 2005, 13.

La guerre froide et ses crises



Le monde au lendemain de la fin de l'opposition Est/Ouest

« Avec la victoire américaine dans la guerre froide, se clôt aussi une époque où toutes les crises, nationales et régionales, se résolvait dans le cadre du bras de fer entre les Etats-Unis, véritable superpuissance, et l'Union soviétique, qui, à défaut des autres attributs d'un « Grand », conservait son pouvoir militaire. »

Catherine Samary, « Des protectorats pour gérer la victoire », *Le Monde diplomatique*, n° 590, mai 2003, p.

RELATIONS EST-OUEST : LES FAITS SAILLANTS

Qu'est-ce que ? Définition – Concept.	Pourquoi ? Origines – Causes - Facteurs	Comment ? Manifestations – Déroulement	Conséquences Bilan – Incidences – Implications
LA GUERRE FROIDE (1947-1952)			
Situation de tensions extrêmes dans les relations internationales empoisonnées par la compétition politico-idéologique entre les Etats-Unis et l'URSS au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette compétition s'est faite de manière indirecte, par pays interposés sur fond de course aux armements et conflits . Elle dure de 1947 à 1972. « Paix impossible, guerre improbable » (Raymond Aron)	* Cause fondamentale Différence idéologique entre capitalisme américain et socialisme soviétique. * Cause indirecte La « question allemande » installe un climat de méfiance réciproque qui conduit à une rupture déjà annoncée par le Discours de Fulton (5 mars 1946) et qui devient effective en 1947 avec les doctrines de Truman, de Jdanov et le plan Marshall	* Opposition systématique entre les deux blocs hostiles : l'Est et l'Ouest. * Bipolarité ou logique des blocs qui aggrave les foyers de tension. * Course aux alliances militaires et économiques. * Chasse aux sorcières (maccarthysme) * Crises * En Europe * En Asie - Grèce (1946) - Chine (1946-49) - Tchécos (fév. 1948) - Corée (1950-53) - Allemagne (juin 1948) - Indochine (49-74)	* Relations internationales tendues du fait de la bipolarité. * La paix mondiale est régulièrement secouée. On a même frôlé une 3^e guerre mondiale (exemple : en Corée). NB : La logique de confrontation prend le dessus dans les relations américano soviétiques.
LA COEXISTENCE PACIFIQUE (1953-1974)			
C'est le dégel qui a assoupli les relations entre les deux blocs. Il est marqué par une acceptation mutuelle, une cohabitation des deux systèmes.	4 facteurs principaux : * l'équilibre de la terreur ; * changement d'hommes à la tête des deux Grands ; * la fissuration des deux blocs ; * l'apparition d'un 3^e ensemble géopolitique.	Baisse sensible des tensions marquée par : -visite de Khrouchtchev aux USA, à Paris et Londres ; -Accords commerciaux entre les 2 Grands ; -Téléphone rouge et accords SALT ; Mais elles présentent des limites : -Crises en Europe centrale et orientale (déstalinisation) ; -Crise de Suez en 1956 ; -2^e crise de Berlin (1961) ; -Affaire des fusées de Cuba en 1962.	Apaisement général dans les relations internationales même si par moment quelques foyers de tensions éclatent ici et là. NB : La logique de négociation semble prendre le dessus sur la logique de confrontation.
LA GUERRE FRAICHE (1975-1985)			
C'est le renouveau de la guerre froide marqué par la recrudescence des tensions idéologiques.	-Fragilisation des 2 Grands par le 1^{er} choc pétrolier, chacun veut garder intacte sa zone d'influence. -les Etats-Unis fragilisés par l'affaire du Watergate -Percée soviétique au Cambodge, en Afrique, au Nicaragua et en Afghanistan. -Volonté des USA de reprendre du poil de la bête.	-Retour à la vieille logique des blocs et la course aux armements. -Forte implication des supergrands dans les conflits localisés : Afghanistan, Mozambique, Nicaragua, Guatemala... -Boycott des Jeux olympiques de Moscou de 1980.	-Nouvelle crispation des relations internationales. -Retour à la bipolarité. NB : La logique de confrontation prend le dessus.
RENOUVEAU DE LA DETENTE ET FIN DES AFFRONTEMENTS			
Nouveau dégel dans les relations Est-Ouest	-Essoufflement des deux Grands. -USA : problèmes budgétaires. -URSS : crises économiques.	-Ouverture mutuelle, plusieurs sommets USA-URSS. -Perestroïka (restructuration) et Glasnost (transparence) en URSS. -Retrait soviétique d'Afghanistan. -Destruction du Mur de Berlin le 9 novembre 1989.	-Réunification de l'Allemagne (03/10/90) ; -Implosion de l'URSS (31/12/91). Fin définitive de la bipolarisation et de la guerre froide.

Leçon 3 : LA CHINE DE 1945 AUX ANNEES 1990

Introduction

Le renversement de la dynastie impériale mandchoue des **Qing** au pouvoir en Chine depuis **1644** a été l'aboutissement d'une révolution moderne : la **révolution de 1911**. Avec la proclamation de la République, la page de la Chine impériale est tournée. La nouvelle période qui s'ouvre est marquée par les désillusions de la révolution de 1911, par une série de **guerres civiles (1927-1937 ; 1945-1949)**, par une volonté de **construction du socialisme** dans la nouvelle République populaire de Chine (**1949-1976**). A partir de **1977**, avec **Deng Xiaoping** puis **Jiang Zemin**, la Chine adopte une nouvelle politique économique axée sur la **modernisation**, la **libéralisation** et une plus grande **ouverture** aux pays industriels capitalistes.

I. La deuxième guerre civile (1945-1949 et la victoire des communistes

Après la capitulation japonaise du 2 septembre 1945, la guerre civile reprend entre les nationalistes de Tchang Kaï Chek soutenus par les Etats-Unis et les communistes de Mao Zedong soutenus par l'Union soviétique. Ce conflit dévaste la Chine de **1945 à 1949**.

Les troupes communistes victorieuses s'emparent du pouvoir le 1^{er} octobre 1949 et les nationalistes se réfugient dans l'île de Formose pour y créer la République de Chine nationaliste (Chine Taïwan).



Mao Zedong : Il fut le principal dirigeant du Parti communiste chinois, le fondateur et un des plus hauts dirigeants de la République populaire de Chine jusqu'à la fin des années 1970. Mao a poursuivi l'idéal d'une Chine forte, prospère et socialement égalitaire, cherchant à construire un état socialiste moderne et industrialisé. Cependant, les carences des programmes politiques les plus significatifs de Mao - le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle entre autres - ont été vivement mises en exergue. Mao est très controversé aujourd'hui. Bien que respecté en Chine, il n'est plus une référence pour un régime dont les politiques ont divergé de celles préconisées par Mao. Les Maoïstes à travers le monde considèrent Mao comme un grand révolutionnaire dont la pensée est la quintessence du Marxisme. Beaucoup de ses détracteurs le considèrent comme un dictateur ayant causé la mort de millions de personnes en Chine.

Site du Ministère des Affaires étrangères français : www.diplomatie.gouv.fr

II. L'évolution de la Chine de 1949 à 1976

En 1949, la Chine est déjà un pays très peuplé (500 millions d'habitants en 1949), très pauvre et très divisé qu'il faut reconstruire.

1. La reconstruction économique (1949-1952)

Pour mettre le pays en marche, le **Parti communiste chinois (PCC)** adopte trois mesures principales :

- la **réforme agraire** du **28 juin 1950** qui détruit le système de propriété traditionnelle et permet aux paysans pauvres de disposer de terres ;

- la **réforme de l'industrie** par la nationalisation d'entreprises appartenant aux grandes familles capitalistes liées au Kuo Min Tang (Guomindang) et aux capitalistes étrangers ;

- les **mesures politiques, sociales et culturelles** : lois sur le mariage du **30 avril 1950** visant l'émancipation de la femme, effort de scolarisation grâce à la réforme de la langue, campagne pour la conversion des intellectuels au marxisme-léninisme.

Les paysans disposent des lois de terres. L'industrie lourde principalement basée en Mandchourie est contrôlée par l'Etat. Le prestige extérieur de la Chine est au plus haut après l'intervention chinoise dans la guerre de Corée. Les responsables chinois prennent alors des mesures radicales afin de mettre en place le régime socialiste.

La loi sur le mariage (1^{er} mai 1950)

Art. 1 – Le mariage féodal arbitraire et obligatoire, qui est basé sur la supériorité de l'homme sur la femme, et qui ignore les intérêts des enfants, est aboli. Le mariage de Nouvelle Démocratie, qui est basé sur le libre choix des partenaires, sur la monogamie, sur les droits égaux pour les deux sexes, et sur la protection des intérêts légaux des femmes et des enfants, doit être mis en pratique.

Art. 2 – La bigamie, le concubinage, les fiancés-enfants, les interventions dans le remariage des veuves et l'extorsion d'argent et de cadeaux à l'occasion de mariage sont interdits.

Art. 10 – Le mari et la femme ont des droits égaux à la possession et à la gestion des biens familiaux.

Art. 15 – Les enfants nés hors des liens du mariage auront les mêmes droits que les enfants nés en mariage légitime [...].

Art. 17 – Le divorce sera accordé quand le mari et la femme le désirent. Dans le cas où soit le mari soit la femme insistent pour divorcer, le divorce ne peut être accordé qu'après arbitrage des autorités populaires de district et du tribunal populaire de district, si cet arbitrage n'aboutit pas à une réconciliation.

Cité par Jean Chesneaux, *Histoire de la Chine*, Hatier, 1977.

2. La mise en place du régime socialiste (1953-1957)

Cette période est marquée par l'adoption de trois grandes mesures :

- le **1^{er} Plan quinquennal (1953-1958)**, qui donne la priorité à l'industrie lourde pour stimuler la production industrielle et désenclaver la Chine intérieure ;

- la **réforme agraire** de 1955 qui met en place une agriculture de type collectiviste sur le modèle soviétique ;

- la **Nouvelle Constitution** adoptée en **1954**, qui présente beaucoup de ressemblances avec celle de l'URSS et garantit les libertés fondamentales (liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté d'affichage à travers les *dazibaos*).

Toutefois des restrictions à ces droits montrent bien les limites imposées aux libertés. Par exemple, la campagne des **"Cent Fleurs"** ("déstalinisation à la chinoise") initiée en **1956** est suspendue l'année suivante. Le pouvoir de Mao est sévèrement critiqué. Ce dernier rompt avec l'URSS et répond par le **"Grand bond en avant"**.

La collectivisation « à la soviétique » des campagnes

Si, en une période de trois plans quinquennaux environ, nous ne sommes pas capables de résoudre pour l'essentiel le problème de la coopération agricole [...], notre industrialisation socialiste se heurte à d'énormes difficultés et nous ne saurons la mener à bien. Le même problème s'est posé à l'Union soviétique dans l'édification du socialisme ; elle l'a résolu en dirigeant et en développant de façon planifiée la coopération agricole. C'est seulement en appliquant la même méthode que nous pourrons, nous aussi, résoudre ce problème.

Discours de **Mao Zedong**, prononcé le 31 juillet 1955, au cours d'une réunion des cadres provinciaux du PCC.

Mobiliser les énergies pour dépasser le modèle soviétique

Notre population est nombreuse et notre situation géographique excellente. Mais si nous n'organisons pas la collectivisation, il n'y aura pas de débouchés pour la paysannerie, malgré tous les efforts. Les paysans chinois sont encore meilleurs que les ouvriers anglais et américains, c'est pourquoi on peut « encore plus, encore mieux et encore plus vite » parvenir au socialisme et on n'a pas besoin de prendre constamment l'Union soviétique comme référence. Pour fabriquer (annuellement) vingt-quatre millions de tonnes d'acier au bout de trois plans quinquennaux, cela signifierait justement dépasser l'Union soviétique. Il y a des accroissements aux deux ailes, mais l'essentiel reste vraisemblablement en retard. [...]

Il est très possible que notre pays entre dans le socialisme sans encore être industrialisé. A-t-on le droit de faire attendre davantage les paysans ? non, voyons. Si la paysannerie entre dans le socialisme, cela ne met absolument pas obstacle à l'industrialisation, on ne doit pas la laisser attendre davantage.

Discours de **Mao Zedong***, 6 décembre 1955, *Le Grand Livre rouge*, Flammarion, 1975.

Mao Zedong : « Tous les réactionnaires sont des tigres en papier » (18 novembre 1957).

Extraits de l'intervention du camarade Mao Zedong à la Conférence des Représentants des Partis communistes et ouvriers tenue à Moscou.

Lorsqu'en 1946, Tchang Kaï-chek déclencha son offensive contre nous, beaucoup de nos camarades et le peuple tout entier étaient fort inquiets : Pourrait-on gagner la guerre?

J'étais moi-même soucieux à ce sujet. Néanmoins nous avions confiance. A cette époque, une journaliste américaine, Anna Louise Strong, vint à Yenan. Au cours de notre entretien, nous avons discuté de beaucoup de questions, y compris Tchang Kaï-chek, Hitler, le Japon, les Etats-Unis, la bombe atomique. J'ai dit alors que tous les réactionnaires réputés puissants n'étaient en réalité que des tigres en papier. Pour la bonne raison qu'ils sont coupés du peuple. Eh bien, Hitler n'était-il pas un tigre en papier ? N'a-t-il pas été jeté à bas ? J'ai dit aussi que le Tsar en avait été un, de même que l'empereur de Chine, ainsi que l'impérialisme japonais. Vous voyez bien, tous ont été renversés.

L'impérialisme américain ne s'est pas encore effondré et il a, de plus, la bombe atomique ; mais, à mon avis, il tombera lui aussi, il est également un tigre en papier...

Dans la guerre, les batailles ne peuvent être livrées qu'une à une et les forces ennemies ne peuvent être anéanties qu'unité par unité. Les usines ne peuvent être bâties qu'une par une.

Un paysan ne peut labourer la terre que parcelle par parcelle. Il en est de même pour les repas. Stratégiquement, prendre un repas ne nous fait pas peur : nous pourrions en venir à bout. Mais, à table, nous mangeons bouchée par bouchée. Il nous serait impossible d'avalier le repas entier d'un seul coup. C'est ce qu'on appelle la solution un par un. Et en langage militaire, cela s'appelle écraser l'ennemi unité par unité.

La recherche d'une voie chinoise - Mao Zedong à propos de « *Problèmes économiques du socialisme* » de Staline

« Staline ne met en relief que la technologie et les cadres techniques. Il ignore la politique et les masses. Il marche sur une jambe. Dans l'industrie, il met l'accent sur l'industrie lourde et néglige l'industrie légère. Staline parle uniquement d'économie : il n'aborde pas la politique. Il ne parle pas du rôle de l'homme et travailleurs.

Il faut éliminer quotidiennement les lois et les pouvoirs de la bourgeoisie : le système des qualifications, la hiérarchie, l'attitude négative devant les avantages de la distribution gratuite.

Le système de la hiérarchie reflète les relations entre père et fils, entre chat et souris. Il faut le détruire jour après jour. Envoyer les cadres à la campagne est une des méthodes... » (1958)

« Pour les Soviétiques, les cadres décident de tout. Ils mettent l'accent sur le côté expert « et non sur le côté « rouge », sur les cadres et non sur les masses ». (1959)

« il n'est pas nécessaire d'avoir préalablement des forces productives pleinement développées pour transformer des rapports de production surannés. Les choses peuvent-elles bien marcher si l'on élève par la conscience politique des paysans, si l'on ne transforme pas l'idéologie des hommes, si l'on ne s'appuie que sur les machines ? » (1960)

Ces textes ont été diffusés en Chine uniquement aux cadres du Parti communiste (en 1967 et 1969).
Extrait de *Mao Tsé-toung et la construction du socialisme*, Paris, le Seuil, 1975.

3. Le "Grand bond en avant" (1958-1961)

Le Grand bond en avant

« Les campagnes spécialisées se succèdent. Dès 1958, les moineaux sont déclarés ennemis du peuple et toute la population est mobilisée pour faire du bruit ; les moineaux, effrayés, craignent de se poser et tombent, épuisés. (...) Un autre slogan visa la construction des digues et des barrages ; organisant, dans chaque commune, des « séances de colère contre la rivière » ; auxquelles toute la population devait participer, on mobilisa des millions d'hommes et de femmes pour transporter de la terre dans de petits paniers remplis à la main et élever des barrages. (...) Pendant les premières années, on vécut sous l'influence de ce que les responsables eux-mêmes ont appelé le délire statistique ; pressés, pour obtenir leur avancement et éviter des sanctions, de montrer des progrès en tout (...) les chefs locaux du Parti ont adressé des rapports optimistes appuyés sur des chiffres (...). Bientôt il fallait déchanter : le rationnement est établi sur tout le territoire (...) la disette est générale et dans certaines régions atteint la proportion d'une véritable famine. (...) »

Cité dans **André Philip**, *Histoire des faits économiques et sociaux*, Aubier – Montaigne.

La mystique du Grand bond en avant... et les réalités

A travers tout le pays, l'esprit communiste se répand comme une trainée de poudre. Pour rattraper les grandes puissances capitalistes en matière de production agricole et industrielle, il faudra donc moins de temps que prévu.

Mao Zedong, *Le Quotidien du peuple*, 1^{er} octobre 1958

Les objectifs du "Grand bond en avant" sont définis dans le **2^e Plan quinquennal de 1958**.

Il est question, selon Mao, d'accélérer le rythme de la production par une mobilisation des masses pour atteindre **250 %** de croissance dans la production céréalière et doubler la production d'acier en un an. **26 000 communes populaires** de **5 000 familles** chacune sont créées ainsi que **2 millions** de petits hauts-fourneaux.

La nouvelle stratégie invite la Chine à « **marcher sur ses deux jambes** » mais le "**Grand bond en avant**" connaît un cuisant échec. En conséquence, la tendance de **Liu Shaoqi**, favorable à la recherche du progrès économique, connaît une ascension fulgurante dans la vie politique.

Le régime communiste vacille. Mao est mis en minorité au sein du Parti communiste chinois. Il doit abandonner la présidence du Parti à Liu Shaoqi. Mais il contre-attaque et lance la "**Grande révolution culturelle prolétarienne**".

4. La "Grande révolution culturelle prolétarienne" de 1966 et ses prolongements

La révolution culturelle

- **D'après un journal chinois**

« Cette révolution vise (...) à porter un coup décisif aux idées, à la culture, aux mœurs, aux coutumes et aux habitudes du passé exploiteuses, à instaurer en grand les idées, la culture, les mœurs, les coutumes et les habitudes, prolétariennes et socialistes. »

« Hommage à nos gardes rouges », article du *Jen Min Jih Pao*, 29 août 1966, cité dans M. Chaulanges, Delagrave.

- **Selon le Parti**

La grande Révolution culturelle prolétarienne en cours – révolution dont la pensée de Mao Zedong est le prestigieux drapeau et dont les Gardes rouges constituent l'avant-garde – non seulement transformera radicalement la physionomie morale de toute notre société, mais améliorera et consolidera notre dictature du prolétariat, créera du neuf à la place de ce qui subsiste encore chez nous des nombreux vestiges de la vieille société et de la force de l'habitude, incompatible avec la dictature du prolétariat.

Extrait de la **Résolution en 16 points** adoptée par le **Comité central** du **PCC** le 8 août 1966.

- **Selon un sinologue occidental**

La « Révolution culturelle » qui n'eut de révolutionnaire que le nom, et de culturel que le prétexte tactique initial, fut une lutte pour le pouvoir, menée au sommet entre une poignée d'individus, derrière le rideau de fumée d'un fictif mouvement de masses. Dans la suite de l'événement, à la faveur du désordre engendré par cette lutte, un courant de masse authentiquement révolutionnaire se développa spontanément à la base, se traduisant par des mutineries militaires et par de vastes mouvements de grèves ouvrières ; celles-ci, qui n'avaient pas été prévues au programme, furent impitoyablement écrasées...

Simon Leys, *Les Habits neufs du président Mao*, Champ libre, 1971. (*Les intellectuels occidentaux ont été longtemps fascinés par la révolution chinoise ; Simon Leys a été l'un des tout premiers spécialistes à porter un jugement très critique sur le régime de Mao Zedong*)

La Révolution culturelle est le plus grand mouvement de masse de l'histoire de la République populaire de Chine lancé entre les années 1960 et 1970. Dernière grande initiative du « *Grand Timonier* », cette révolution a pour objectif officiel de combattre de **révisionnisme** et de raviver l'ardeur révolutionnaire en s'attaquant aux « quatre anciennes » : anciennes coutumes, anciennes habitudes, ancienne culture et anciennes manières de penser. En réalité, à travers la "**Grande révolution culturelle prolétarienne**", Mao cherche à éliminer ses principaux adversaires dont Liu Shaoqi et Deng Xiaoping et à récupérer le pouvoir perdu. Elle se traduit par de **violentes attaques** contre les cadres du PCC et les intellectuels, la **répression féroce** effectuée par les "*Gardes rouges*" contre les dirigeants opposés, la publication du **Petit Livre Rouge** (sorte de « Bible » de la révolution culturelle qui développe le culte de la

personnalité) et, enfin, la **création de comités révolutionnaires ouvriers** dans toutes les grandes entreprises. Le bilan économique et humain de la "*Grande révolution culturelle prolétarienne*" est lourd (2 millions de victimes).

Cependant, à partir de **1969**, la Chine entre dans une période de reconstruction et accède à la scène internationale. Elle devient membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU en **1971** et reçoit le président américain **Richard M. Nixon** en visite officielle à Pékin en **février 1972**. La fin de la "*Grande révolution culturelle prolétarienne*" est officiellement annoncée en **1977**, un an après la mort de **Zhou Enlai** (8 janvier 1976) et de Mao (9 septembre 1976). Cette année **1977** marque la défaite des radicaux maoïstes (la "**Bande des Quatre**" dont la femme de Mao **Jiang Qing**) et le rétablissement de Deng Xiaoping à la tête du Parti et de l'Etat.

Retrouvailles sino-américaines

... Il faudra attendre le début des années 1970 pour que s'enclenche le mécanisme de la détente sino-américaine. En mars 1971, le président Richard Nixon fait le premier pas, se déclare prêt à engager le dialogue avec Pékin et lève toutes les entraves aux déplacements de ses concitoyens en Chine. En réponse, un peu plus tard, Mao invite à Pékin une équipe de ping-pong américaine en tournée au Japon. L'événement connaît un tel retentissement international que le processus de détente qui s'ensuivra sera qualifié de « diplomatie du ping-pong ». A la fin de l'année, la RPC remporte une bataille diplomatique décisive : elle est admise aux Nations unies en lieu et place de Taiwan et devient du même coup membre permanent du Conseil de sécurité. Dès lors, le dialogue entre Pékin et Washington va s'accélérer et aboutir, en février 1972, à la visite en Chine de Nixon.

Accueilli en grande pompe par Mao, le président américain signe à l'issue de son voyage le « communiqué de Shanghai », qui servira de base à la normalisation.

Mais la question taïwanaise continue d'empoisonner les relations sino-américaines. Sept années de négociations supplémentaires seront nécessaires pour parvenir à l'accord de reconnaissance mutuelle entre les deux pays du 16 décembre 1978, entre les présidents Jimmy Carter et Hua Guofeng. Deux ans après la disparition du Grand Timonier, Washington et Pékin sont parvenus à sortir de l'impasse et à trouver un compromis sur le statut de Taiwan, qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

Alexandra Singh-Pauliat, *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2344, du 11 au 17 décembre 2005, p. 26.

III. L'après Mao ou l'ouverture sur l'extérieur

A partir de **1977**, la politique des "**Quatre modernisations**" (idée de Zhou Enlai de moderniser l'**agriculture**, l'**industrie**, la **recherche** et la **Défense nationale**) devient la doctrine officielle. Le "*Grand bond en avant*" est considéré comme un "**Grand bond en arrière**". Entre **1977** et **1982**, l'agriculture est pratiquement décollectivée. Les communes populaires disparaissent. L'industrie lourde reste entre les mains de l'Etat mais l'autonomie des entreprises est renforcée et les prix libérés. L'entreprise privée est autorisée dans les industries de consommation. L'économie s'ouvre de plus en plus sur l'extérieur : la Chine entre au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale en **1980**. Des **Zones économiques spéciales (ZES)** sont créées à partir de **1978** sur le littoral pour attirer les investissements étrangers.

Sur le plan politique, la Chine entretient des relations officielles avec les Etats-Unis, le Japon et l'URSS. Les actes de Mao sont critiqués mais sa pensée politique est intouchable, c'est-à-dire que les changements politiques sont limités. Le massacre de la place **Tian'anmen (3-4 juin 1989, « Printemps de Pékin »)** contre les étudiants et les intellectuels qui réclamaient plus de démocratie, montre que les libertés fondamentales sont souvent bafouées (plus de **700 morts**). Lors du XIV^e Congrès du PCC (**octobre 1992**), la **politique d'économie socialiste de marché** est lancée. En 1993, la Chine devient le 2^e pôle d'investissements derrière les Etats-Unis.

Conclusion

Pays longtemps replié sur lui-même, la Chine s'est engagée dans la voie socialiste pour se développer. Après la mort de Mao Zedong, Deng Xiaoping développe un socialisme pragmatique et apparaît comme le précurseur de la "*perestroïka*" à la chinoise. Cependant des limites sont imposées à la restructuration du modèle chinois. Aussi le peuple réclame-t-il avec insistance une "**cinquième modernisation**" : la **démocratie**.



Affiche de propagande Maoïste



Jiang Qing (1913-1991)

Compagne de Mao Zedong, elle contribue au déclenchement de la Révolution culturelle et en profite pour se hisser au premier rang des dirigeants. Chef de la faction radicale maoïste (la Bande des Quatre), elle tentera de prendre le pouvoir à la mort de Mao, sans succès. Jugée en 1980 à la peine de mort avec sursis et libérée pour raisons médicales, elle se suicide en 1991.

Site du Ministère des Affaires étrangères français : www.diplomatie.gouv.fr

**Deng Xiaoping (1904-1997) :**

Il fait parti des "pères fondateurs" du PCC. Vice-Premier Ministre de Zhou Enlai en 1952, il occupe dès 1956 des fonctions importantes au sein de la direction du Parti. Après l'échec du Grand Bond en Avant, il se détourne de Mao. Ses positions pragmatiques en font une des premières cibles de la Révolution culturelle. Réhabilité après la mort de Mao, vice-premier ministre et vice-président du parti, il a les mains libres pour lancer le double processus de démaoïsation et de modernisation. A la tête de la toute puissante Commission des Affaires militaires du Parti, il prend la décision en 1989 de réprimer les manifestations de Tian An Men, et démissionne de ses fonctions.

Site du Ministère français des Affaires étrangères : www.diplomatie.gouv.fr

Une nouvelle politique économique

« Le Quotidien du Peuple assure sans complexe que « la lutte pour la production prend le pas sur la lutte des classes » (12 décembre 1977).

Quant à la répartition des revenus, le journal du P.C. chinois ne craint pas d'affirmer que « l'égalité n'est pas l'objectif pour lequel nous luttons ». « Tout système de répartition qui peut promouvoir la production est bon : tout système qui entrave la production socialiste est mauvais » (21 décembre 1977). De là le rétablissement des primes et autres stimulants matériels pour les travailleurs de l'industrie comme de l'agriculture. Et de l'égalitarisme abstrait et condamné avec la même rigueur en matière d'éducation car, dans la dialectique du développement, « les écarts entre le travail manuel et intellectuel doivent être reconnus comme objectif et la division du travail pousse la production et contribue au progrès de la société » (février 1978).

Alain Jacob, Le Monde, 18 mai 1978.

La décollectivatisation des campagnes chinoises

« ... [La victoire de Deng Xiaoping] marque le retour au *statu quo* des années 1960, tolérance à côté d'un secteur collectif de lopins privés familiaux (5 à 10 % de la surface cultivée) fournissant légumes et viande de porc et procurant la majeure partie des revenus monétaires grâce aux ventes sur le marché libre (...).

[De plus] la terre qui reste propriété de l'équipe, est de fait allouée aux familles qui assument de façon autonome, la majeure partie des travaux agricoles (...). L'équipe continue d'assurer les labours, la gestion de l'irrigation (...). [Mais] la famille devient responsable de ses profits et pertes, tandis que l'équipe se contente de faire payer ses services et de prélever les sommes nécessaires pour les équipements collectifs ou pour les aides sociales. »

C. Aubert, *La Chine rurale, la révolution silencieuse*, Projet, octobre 1982.

L'ouverture sur l'Occident

« La Chine est fournisseur de matières premières, de pétrole d'abord – la moitié de ses ventes au Japon – de charbon, de minerais, de textiles. Mais elle est aussi acheteur d'acier, de tôles, de tubes et de machines. Et de biens de consommation – voitures, téléviseurs, etc.

Pourtant, si le Japon entend défendre sa première place, il sait qu'il y a une limite à son succès. « Les Etats-Unis, déclare un haut fonctionnaire japonais, nous leur avons fait la guerre dans le Pacifique pour la maîtrise du marché chinois. Il ne faudrait pas recommencer ». Aujourd'hui, c'est aux compagnies américaines que Pékin a consenti 80 % des permis d'exploration pétrolière en mer. Aux Japonais, l'extension coûteuse du champ de Daqing, trois plates-formes dans le golfe de Bohai.

L'Express, du 17 au 23 décembre 1982.

« Toute modernisation est impossible sans la démocratie ».

Comment se fait-il que tous les pays socialistes actuels soient issus directement des sociétés féodales les plus arriérées. C'est une question qui mérite réflexion. Jusqu'à présent, tout ce que propose ce genre de socialisme, c'est une sorte d'avatar idéaliste de la révolution démocratique. Ces socialismes s'appuient tous sur l'inertie des traductions culturelles féodales pour résister aux jeunes pousses de la culture démocratique ; ils essaient tous, dans le cadre d'une philosophie féodale, de nous faire croire qu'une minorité peut guider et assurer le bonheur de la majorité ; ils se dirigent ainsi inéluctablement vers le totalitarisme. Le résultat – fascisme et dictature – n'est pas dû au hasard puisqu'il est généralisé. Il n'y a pas une seule exception, car les socialistes sont les héritiers directs de la crème de la philosophie féodale : la philosophie classique allemande. [...] Le pouvoir pour tous de vivre égaux ne peut être obtenu qu'à travers une forme d'organisation libre de la société : le gouvernement démocratique.

Wei Jingseng, in **V. Sidane**, *Le Printemps de Pékin*, 1980.

* **Wei Jingseng**, ancien garde rouge, réclame en 1978, une cinquième modernisation (la **démocratie**) après le lancement par Deng Xiaoping du programme des « **Quatre Modernisations** » ; programme qui renvoie à l'idée de Zhou Enlai de rénover l'agriculture, l'industrie, l'armée et la recherche.



Manifestations de la place Tian'anmen (Chine)

En mai et juin 1989, la place Tian'anmen (« Paix céleste ») est le théâtre de manifestations massives, conduites par les étudiants en faveur d'une démocratisation du régime. Les jeunes Chinois érigent une statue appelée « Déesse de la Démocratie ». Mais le mouvement, réprimé dans le sang, se solde par la mort de nombreux manifestants (de 3 000 à 5 000) sous les balles de l'armée chinoise qui, dans la nuit du 3 au 4 juin, investit la place.

Source : Fallander /SIPA, **Microsoft Encarta**, 2008.

De Mao Zedong à Hu Jintao

1^{er} octobre 1949. Proclamation de la République populaire de Chine. Mao Zedong est président du Parti communiste chinois (PCC), président de l'Etat et de la commission militaire centrale du PCC.

1957-1958. Lancement de la campagne « Que cent fleurs s'épanouissent ! », qui autorise le pluralisme intellectuel. Une campagne « anti-droitiste » met fin à cette ouverture.

Mai 1958. Début du Grand Bond en avant. La déstabilisation des systèmes agricole et industriel entraîne une gigantesque famine.

1962. Rupture avec l'URSS.

Janvier 1964. Reconnaissance de la Chine par la France.

1966. Démarrage de la révolution culturelle, appuyée sur le mouvement des gardes rouges.

1971. Mort de Lin Biao, accusé de complot, dans un « accident d'avion ».

Octobre 1971. Pékin récupère le siège de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU, jusque-là occupé par Taïwan.

1972. Visite de Richard Nixon et signature du communiqué de Shanghai : les Etats-Unis reconnaissent que Taïwan fait partie de la Chine.

1976. Mort de Zhou Enlai et de Mao Zedong. Arrestation de la « bande des quatre ».

Décembre 1978. Victoire de la ligne Deng Xiaoping et lancement officiel de la réforme économique.

15 mai 1989. Mort de Hu Yaobang. Début des manifestations étudiantes de la place Tiananmen.

9 juin 1989. Deng Xiaoping ordonne à l'armée d'écraser les « contre-révolutionnaires » (1 500 morts).

1993. M. Jiang Zemin devient président de la République populaire de Chine.

Février 1997. Mort de Deng Xiaoping.

1^{er} juillet 1997. Rétrocession de Hongkong à la Chine.

Octobre 2003. M. Hu Jintao succède à M. Jiang Zemin, qui reste président de la commission militaire centrale du PCC.

Septembre 2004. M. Jiang Zemin quitte ses fonctions, reprises par M. Hu Jintao. Celui-ci est désormais secrétaire général du PCC, président de l'Etat et de la commission militaire centrale.

Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/10/A/11559> - OCTOBRE 2004.

2^e Partie : **DECOLONISATION ET AFFIRMATION DU TIERS MONDE****Leçon 4: LES CAUSES GENERALES DE LA DECOLONISATION****Introduction**

La décolonisation est le processus historique par lequel des populations dominées par une puissance étrangère accèdent à l'indépendance politique c'est-à-dire à la souveraineté nationale. Rejetée par les peuples des territoires concernés, ainsi que par la logique de l'ONU, la colonisation se révèle plus un obstacle à la puissance européenne qu'un atout géopolitique. En effet, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à la disparition des grands empires coloniaux. La décolonisation s'accélère à partir de 1945. Ce mouvement d'émancipation des peuples colonisés est dû à une série de facteurs, les uns relevant de la vie intérieure des peuples dominés, les autres de l'influence de certains événements extérieurs.

I. Les facteurs internes de la décolonisation

Il s'agit de facteurs qui ont favorisé et accéléré la prise de conscience des peuples colonisés

1. La colonisation elle-même

La colonisation a déséquilibré les économies, désorganisé les sociétés traditionnelles, entraîné des rancœurs à l'égard colons et dégagé de nouvelles élites. Ceci va très vite favoriser une prise de conscience et l'éclosion d'un sentiment national.

2. L'essor du nationalisme et les groupes moteurs de la décolonisation

Les syndicalistes et les intellectuels ont joué un rôle important dans l'essor du nationalisme dans les territoires dominés. Les syndicats ne se sont pas limités à des revendications concernant les conditions de travail mais ils ont œuvré pour la liquidation du régime colonial : exemples : la **CGT**, l'**UGTAN**, la **FO**, etc. Ces syndicats sont soutenus par des partis politiques créés de nouvelles élites formées dans les universités occidentales : **Sékou Touré** (1922-1984) vient du syndicalisme ouvrier ; **Nehru** (1889-1964), **Ferhat Abbas** (1899-1985) et **Houphouët-Boigny** (1905-1993) de la bourgeoisie locale, **Soekarno** (1901-1970), **Senghor** (1906-2001), **Bourguiba** (1901-2000), **Ho Chi Minh** (1890-1969), **Lumumba** (1925-1961), (**Gandhi** 1869-1948) de l'élite européenne. On peut aussi citer parmi les groupes moteurs les **anciens combattants**, les **étudiants** (ceux de la **FEANF** par exemple), les **intellectuels** qui luttent contre l'aliénation culturelle.

3. L'émergence du Tiers Monde

Le Français Alfred Sauvy affirme en 1952 que « ce Tiers-monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers-Etat, veut, lui aussi, être quelque chose » (*L'Observateur*, août 1952). En effet, le Tiers Monde va constituer une force politique pour la prise en charge les revendications de l'indépendance notamment lors des conférences de **Bandung** (18-24 avril 1955), du **Caire** (1957) et d'**Accra** (1958). Il faut aussi souligner le rôle joué par les grands courants politiques comme le **Panarabisme** (né à la fin du XX^e siècle) qui aboutira à la création de la ligne arabe au Caire le 22 mars 1945, l'**Asiatisme** né au début du XX^e siècle sous l'influence du Japon victorieux des Russes en 1905, et le **Panafricanisme**, mouvement parti d'Amérique, au sein des Noirs et dont le contenu est précisé lors des Congrès de Paris (1919), de Bruxelles (1921), de Londres (1923), de New York (1927) et surtout de Manchester (1945).

Protectorat et administration directe

La conception du protectorat est celle d'un pays gardant ses institutions, se gouvernant et s'administrant lui-même avec ses organes propres, sous le simple contrôle d'une puissance européenne. Ce qui domine et caractérise cette conception, c'est la formule « contrôle », par opposition à la formule « administration directe ».

Maréchal Hubert Lyautey, *Textes et Lettres*, tome IV, 18 novembre 1920.

Les méthodes coloniales vues par un géographe

Dans certains pays où l'Européen s'est établi, il n'y a pas d'indigènes parce qu'il les a tous exterminés : dans l'Australasie et dans l'Amérique du Nord, régions de climat tempéré où il put vivre et faire souche, il fait place nette ; il est le seul habitant, les races indigènes n'existent plus.

Par contre dans les pays chauds, il n'a pu trafiquer qu'avec leur collaboration, parce qu'elles sont adaptées au climat chaud et seules capables de travail corporel ; il s'est implanté comme directeur de production.

L'Européen tient entre ses mains la vie économique de beaucoup de peuples. Tutelle parfois fatale ; en développant des produits commerciaux, on sacrifie les cultures alimentaires et l'on provoque des famines. [...] L'Européen manufacturier... cherche à tuer toute initiative industrielle afin de ne pas se créer lui-même de rivaux.

Albert Demangeon (1872-1940), *Le Déclin de l'Europe*, Paris, Payot, 1920.

L'emprise coloniale

Les conséquences de cette emprise sont très lourdes pour les Africains qui sont dépouillés par un ensemble de mécanismes économiques. L'impôt de capitation constituait, après les droits de douane, le deuxième poste (parfois le premier) des recettes budgétaires. Il était fixé souvent arbitrairement par gonflement des recensements. Cet impôt devait être versé en argent, ce qui était un moyen de pousser les paysans à vendre des produits d'exportation. Au besoin, on prétextait le manque d'argent chez les Africains pour leur imposer le travail obligatoire dans les « champs de coton du Commandant », sans compter les prestations ordinaires de travail pour les travaux d'infrastructure. Les routes, les ports, les voies ferrées, par absence de matériel (on limitait au maximum l'achat de machines), ont été construits à la main par des hommes et des femmes. Celles-ci passaient des semaines et des mois à damer les routes comme le plancher de leur case. Nul ne peut compter le nombre d'heures de travail ainsi systématiquement extorquées. Le chemin de fer du Congo-Océan et celui du Thiès-Kayes sont d'ailleurs jalonnés de cimetières. A défaut de prestataires, parfois en fuite, on mettait la main sur leurs femmes et leurs enfants qui, en Afrique équatoriale, étaient entassés comme otages dans des camps de la mort, car les otages n'étaient pas nourris. Il faut ajouter à cela la spoliation des meilleures terres, rendue légale en A.O.F. par le décret de 1935, sur les terres prétendues vacantes. Beaucoup de terres, ainsi détournées, ont été attribuées aux compagnies privées ; de même pour les forêts classées, les terrains urbains accaparés par lotissements, ce qui entraînera la résistance des premiers occupants.

Joseph Ki-Zerbo, *Histoire générale de l'Afrique noire*, 1972.

Les méfaits de la colonisation britannique

Il serait intéressant de voir (...) l'ampleur effarante des atrocités commises par les forces britanniques dans le Kenya colonial, lors de la révolte Mau-Mau des années 1950 : 320 000 Kikuyus détenus dans des camps de concentration, 1 090 exécutions par pendaison, des violences orchestrées pour terroriser les villageois, à quoi s'ajoutent les électrochocs, les passages à tabac, les viols collectifs, détaillés par Caroline Elkin dans le livre *Le Goulag britannique*. Un bilan macabre qu'on estime très supérieur à 100 000 morts.

En ce temps-là, les soldats britanniques recevaient une prime de 5 shillings (environ 7 euros au cours actuel) chaque fois qu'ils tuaient un Kikuyu de sexe masculin et n'hésitaient pas à clouer sur les panneaux indicateurs les membres sectionnés des rebelles africains. Et, dans une autre guerre qui fit plus de 10 000 morts (en Malaisie), ils se faisaient photographier avec, dans les mains, les têtes décapitées de « terroristes » communistes malais. Dans un documentaire récemment diffusé à la télévision, des vétérans ont décrit les sévices, les tortures, les assassinats, commis à la fin des années 1960 encore, par les soldats britanniques avant leur retrait d'Aden – exactions qu'un ancien deuxième classe se refusa d'ailleurs à détailler de crainte d'être inculpé pour crimes de guerre. Tout cela a été perpétré au nom de la civilisation : la continuité avec ce qui se passe actuellement en Irak ne saurait être plus claire.

Seumas Milne, *Le Monde diplomatique*, mai 2005, pp. 4-5.

Les aspirations des Négro-Africains

Le « Bon Nègre » est mort ; les paternalistes doivent en faire un deuil. C'est la poule aux œufs d'or qu'ils ont tuée. Trois siècles de traite négrière, un siècle d'occupation n'ont pu nous avilir, n'ont pu nous faire croire à notre infériorité. Nous voulons une coopération dans la dignité et dans l'honneur, sans quoi ce ne serait que « Kollaboration » à la vichyssoise. Nous sommes rassasiés de bonnes paroles (jusqu'à la nausée), de sympathie méprisante ; ce qu'il nous faut, ce sont des actes de justice. Comme le disait un journal sénégalais : nous ne sommes pas des séparatistes, mais nous voulons l'égalité dans la cité ». Nous disons bien : l'égalité.

Léopold Sédar Senghor, « Défense de l'Afrique noire », in *Esprit*, 1er juillet 1945.

Analyse du système colonial par Kwame Nkrumah

L'un des objectifs de tout gouvernement colonial, en Afrique comme ailleurs, a toujours été la lutte pour les matières premières ; de plus les colonies sont devenues des chasses gardées, des déversoirs pour les produits manufacturés des capitalistes de Grande-Bretagne, France, Belgique et autres puissances coloniales, qui se reposent sur les colonies pour alimenter leurs usines : voilà, brièvement esquissé, ce qu'est le colonialisme.

Le système colonial repose sur une base économique ; mais la solution du problème colonial est, avant tout, politique. (...) La très vieille politique coloniale du « diviser pour régner » s'est consolidée et le mouvement de libération nationale en est entravé et désorienté. Les efforts à déployer par les peuples coloniaux pour en finir avec l'exploitation coloniale requièrent de tous une collaboration sincère et passionnée. Tous doivent y apporter la totalité de leurs énergies physiques, intellectuelles, économiques et politiques.

Sous les vocables mystificateurs tels que « humanitaire » et « apaisement » utilisés par les gouvernements coloniaux, on ne trouve, à y regarder de près, rien d'autre que déception, hypocrisie, oppression et exploitation. Des expressions comme « charte coloniale », « tutelle », « association », « protectorat », « commission coloniale internationale », « statut de dominion », « condominium », « garantie contre la crainte d'une domination sans fin », « réforme constitutionnelle » et d'autres duperies qui servent à maquiller l'appareil administratif pour la politique de l'« évolution vers l'autonomie » ne sont autre chose que de la poudre jetée aux yeux des peuples coloniaux par l'impérialisme. Mais les yeux des peuples coloniaux commencent à s'ouvrir à la clarté et à découvrir la vraie signification des politiques coloniales.

La Chine en a déjà pris conscience ; l'Inde aussi ; la Birmanie, le Indes néerlandaises, l'Indochine, les Îles Caraïbes et l'Afrique s'y acheminent à leur tour.

Kwame Nkrumah, Texte diffusé en polycopies, en Angleterre, dans les années 1940-1950.

Communiqué final de la conférence afro-asiatique de Bandung (24 avril 1955)

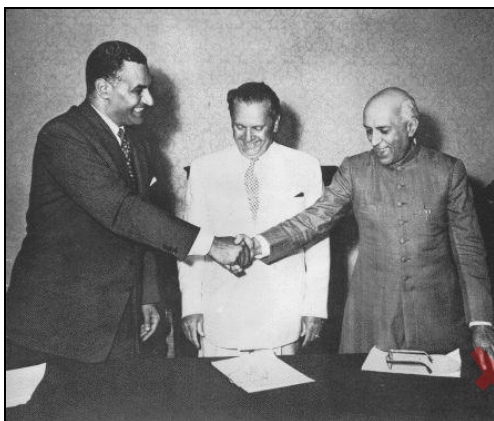
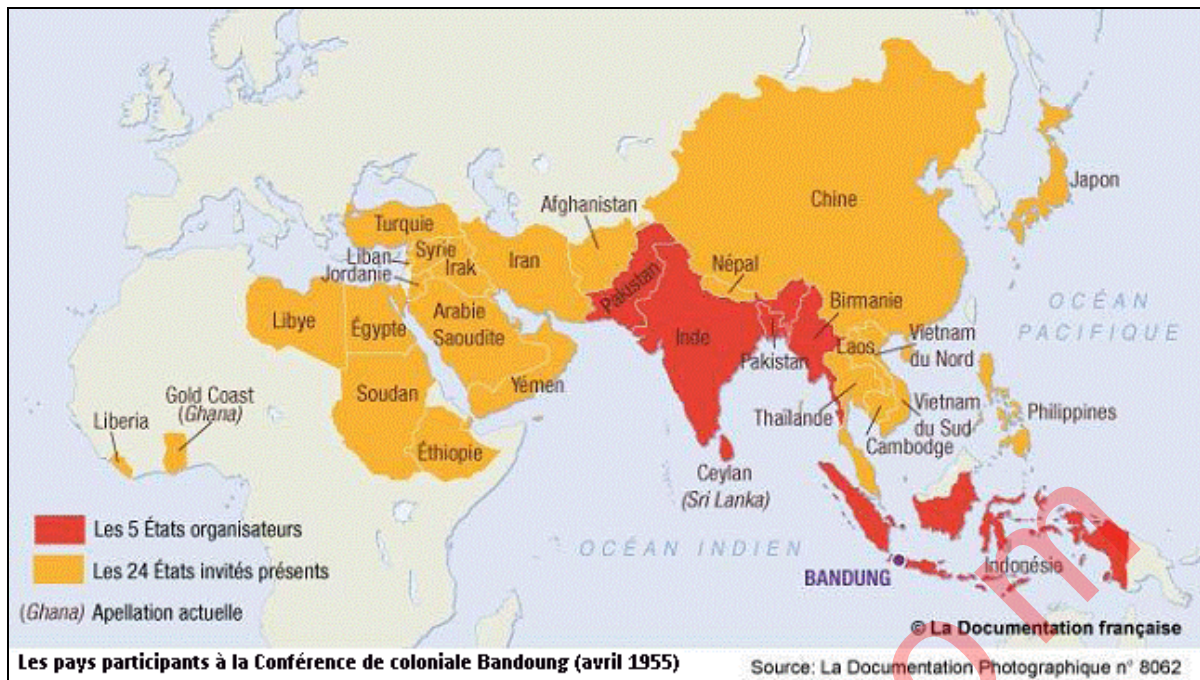
[...] La Conférence afro-asiatique a discuté des problèmes des peuples dépendants et du colonialisme et des maux résultant de la soumission des peuples à l'assujettissement de l'étranger, à leur domination et à leur exploitation par ce dernier. La Conférence est d'accord :

1. Pour déclarer que le colonialisme dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement ;
2. Pour déclarer que la question des peuples soumis à l'assujettissement de l'étranger, à sa domination et à son exploitation constitue une négation des droits fondamentaux, de l'homme, est contraire à la charte des Nations Unies et empêche de favoriser la paix et la coopération mondiales ;
3. Pour déclarer qu'elle appuie la cause de la liberté et de l'indépendance de ces peuples ;
4. Et pour faire appel aux puissances intéressées pour qu'elles accordent la liberté et l'indépendance à ces peuples. [...]

Libérées de la méfiance, de la crainte, faisant preuve de bonne volonté mutuelle, les nations devraient pratiquer la tolérance, vivre en paix dans un esprit de bon voisinage et développer une coopération amicale sur la base des principes suivants : DIX PRINCIPES

1. Respect des droits humains fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la charte des Nations unies ;
2. Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations ;
3. Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les nations, petites et grandes ;
4. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.
5. Respect du droit de chaque nation de se défendre individuellement ou collectivement conformément à la Charte des Nations unies ;
6. a) Refus de recourir à des arrangements des défenses collectives destinés à servir les intérêts particuliers des grandes puissances quelles qu'elles soient ; b) Refus par une puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres ;
7. Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégralité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays ;
8. Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que négociation ou conciliation, arbitrage ou règlement devant les tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la Charte des Nations unies ;
9. Encouragement des intérêts mutuels et coopération ;
10. Respect de la justice et des obligations internationales. [...]

Source : **Nouvel Ordre international et Non Alignement**, Bagdad, Édition du monde arabe, 1982.



18-20 juillet 1956 : La rencontre de Brioni

(Yougoslavie), entre **Nasser, Tito et Nehru** (de g. à dr.), qui lance le non-alignement en fixant les principes du « *neutralisme actif* ».

Mao Zedong et le Tiers Monde

« Nous devons apporter un soutien actif aux mouvements d'indépendance et de libération nationales des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, aux mouvements pour la paix et aux justes luttes de tous les pays du monde (4 – 15 septembre 1956).

L'impérialisme américain dicte partout sa loi, s'est mis dans une position hostile aux peuples du monde entier (12 janvier 1964). »

Mao Zedong, *Le Petit Livre rouge*, Seuil, 1967.

II. Les facteurs externes de la décolonisation

Ils ont pris la forme d'encouragements ayant précipité la ruine des empires coloniaux

1. L'impact de la Seconde Guerre mondiale et la crise des empires coloniaux

Les défaites rapides de la France, de la Belgique et des Pays-Bas portèrent un coup sévère au prestige des colonisateurs. En Asie, l'occupation japonaise va jouer un rôle important dans la décolonisation. Les milliers de soldats fournis par les colonies reviennent de la guerre transformés et réclament une contrepartie à leurs sacrifices. Le Professeur Iba Der Thiam écrit avec raison : « *La guerre permet à plusieurs milliers d'Africains de découvrir l'Europe et la France, (...) d'entrer en contact avec une autre perception de l'homme blanc, si différente souvent de celle qu'ils avaient connue, et de revenir profondément transformés* ». D'ailleurs la Charte de l'Atlantique (14 août 1941) avait proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Grande-Bretagne, signataire de cette Charte ne pouvait, à la fin de la guerre, refuser ce droit aux peuples colonisés.

2. L'anticolonialisme des deux « Grands »

Les deux « Grands » rivalisent dans la promotion de la liberté des peuples colonisés. Leur action n'est pas désintéressée, mais elle a permis d'accélérer le processus de décolonisation.

Les Etats-Unis, ancienne colonie, veulent pratiquer la politique de la « Porte ouverte » et demandent aux métropoles de favoriser l'évolution progressive des colonies vers l'indépendance. Ils donnent l'exemple en accordant l'indépendance aux Philippines en 1946.

Cependant il faut noter que les Etats-Unis ne favorisent l'indépendance que là où ils pensent qu'elle peut barrer la route au communisme.

La politique anticoloniale de l'URSS est plus idéologique que celle des Etats-Unis. L'idéologie marxiste-léniniste, qui soutient qu'« un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre », séduit beaucoup de nationalistes : Hô Chi Minh (Vietnam), Agostino Neto (Angola), Samora Machel (Mozambique), Majhemout Diop (Sénégal), Amilcar Cabral (Guinée-Bissau), etc.

3. L'action de l'ONU

La Charte de l'ONU de 1945, en son article premier, proclame « l'égalité des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Or la colonisation ne respecte en rien ces droits. L'ONU va devenir une tribune internationale pour les porte-parole des pays colonisés (*Chine, Indonésie, Inde*).

L'indépendance est ainsi accordée à des territoires sous mandat de la SDN : la Syrie et le Liban en 1947, le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël en 1948. L'ONU s'est également attelée à la surveillance des territoires non encore autonome en réclamant surtout des « renseignements » aux puissances coloniales et en vérifiant si les progrès vers l'aptitude à l'indépendance sont réalisés. En 1957, l'ONU s'est penchée sur le problème algérien, malgré les protestations de la France qui fit valoir que les « départements algériens » ne relevaient que des « affaires intérieures » françaises. Par sa **déclaration anticolonialiste de 1960**, la majorité de l'Assemblée générale réclame l'indépendance immédiate pour les territoires encore sous tutelle coloniale. Il faut préciser que l'ONU n'avait pas les moyens d'imposer la décolonisation. Elle ne pouvait user que de pressions morales.

L'anticolonialisme de Roosevelt

1. Quand nous aurons gagné la guerre, j'emploierai toutes mes forces à empêcher les Etats-Unis d'avoir à approuver un projet qui accroîtrait les ambitions impérialistes de la France ou qui aiderait ou encouragerait l'Empire britannique dans ses ambitions impériales.

Cette guerre, si elle est véritablement une guerre pour la libération des peuples, doit assurer l'égalité souveraine des peuples dans le monde entier... Notre victoire doit apporter dans son sillage la libération de tous les peuples... l'ère de l'impérialisme est révolue

Je ne peux pas croire que nous puissions nous battre contre l'esclavage fasciste et en même temps ne pas travailler à libérer les gens dans le monde entier d'une politique rétrograde.

Discours du président **Franklin D. Roosevelt** après la signature la signature de la Charte de l'Atlantique du 14 août 1941.

2. J'ai vu **Halifax** (ministre britannique des Affaires étrangères) la semaine dernière et je lui ait dit en toute franchise qu'il était parfaitement vrai que, depuis plus d'un an, j'exprime l'opinion que l'Indochine ne devrait pas retomber sous la domination de la France, mais qu'elle devrait être mise sous tutelle d'une commission internationale il y a presque cent ans que la France exerce son empire sur ce pays – trente millions de gens dont le sort est pire maintenant qu'au début.

Vous serez intéressé de savoir que cette opinion a le soutien total du généralissime **Tchang Kaï Chek** et du maréchal **Staline**. Je ne vois pas pourquoi nous entrerions dans le jeu du Foreign Office dans cette affaire. La seule raison pour laquelle ils semblent y être opposés, c'est qu'ils craignent les conséquences que cela pourrait entraîner dans leurs propres possessions et dans celles des Hollandais. Ils n'ont jamais aimé cette idée de commission internationale parce que dans certains cas cela vise à préparer l'indépendance. Tel est bien en qui concerne l'Indochine.

Note du président **Franklin D. Roosevelt** au secrétaire d'Etat Hull, en date du 12 janvier 1944.

L'anticolonialisme américain et ses limites

Déclaration de **John Foster Dulles**, le 18 novembre 1953 à Cleveland :

- Nous poussons vers le self-government plus qu'il n'apparaît en surface.
- Là où nous mettons un frein, c'est dans la conviction raisonnée qu'une action précipitée ne conduirait plus en fait à l'indépendance, mais à une servitude plus dure que la dépendance présente.
- Nous savons distinguer les cas où la possibilité d'invoquer la menace communiste est susceptible de justifier des délais, et les cas où il n'existe pas de raison valable d'attendre.

In **H. Grimal**, *La décolonisation*, A. Colin.

Le mouvement communiste et la décolonisation

(Thèses du 6^e congrès de l'**Internationale communiste**, 1928)

« ... Les masses laborieuses des colonies, luttant contre l'esclavage impérialiste représentent une force puissante en faveur de la révolution socialiste mondiale. Le prolétariat de l'U.R.S.S. et les mouvements ouvriers des pays capitalistes soutiennent et soutiendront de plus en plus efficacement la lutte de tous les peuples coloniaux et dépendants.

Les communistes doivent mobiliser l'ensemble des masses ouvrières et paysannes, pour revendiquer que soient accordées, inconditionnellement et sans réserve aux peuples coloniaux, une indépendance et une souveraineté complètes [...].

Le rôle des grandes puissances dans la décolonisation

En Asie, les colonies ne pouvaient être rétablies. La plupart d'entre elles avaient été occupées pendant la seconde guerre mondiale par les Japonais, si bien qu'après 1945 les pouvoirs coloniaux s'y trouvaient en position de faiblesse. Les Etats-Unis concédaient l'indépendance aux Philippines dès 1946, mais la France n'entendait pas suivre leur exemple en Indochine, pas plus que les Pays-Bas aux Indes néerlandaises - d'où des guerres que les métropoles allaient perdre. Londres reculait plus rapidement, acceptant l'indépendance de la Birmanie, de l'Inde et du Pakistan. Malgré une situation plus compliquée, l'évolution au Proche-Orient aboutissait à des résultats comparables.

S'ouvrait ainsi l'ère de la « décolonisation ». Fut-elle octroyée ou arrachée ? Les deux, sans doute. Ici, les pays arrachaient leur indépendance, incitant les pouvoirs coloniaux à l'octroyer là. Le phénomène, en tout cas, s'amplifiait. Et le tiers-monde, du coup, s'organisait et se théorisait.

En 1954, cinq leaders de pays qui refusaient le manichéisme de la guerre froide - l'Indien Nehru, l'Egyptien Nasser, le Yougoslave Tito, l'Indonésien Sukarno et le Cinghalais Kofélawala se réunissaient et décidaient de convoquer une conférence afro-asiatique à Bandung. Qui inviter ? Désireux de créer une force interétatique, ils ne s'adressèrent qu'à des Etats indépendants. La Chine, décision capitale, fut conviée, le Japon aussi. De même les deux Vietnams, mais aucune des deux Corées.

L'Union soviétique souhaitait participer, invoquant ses républiques asiatiques, mais sa demande fut rejetée. C'est dire qu'en 1955, déjà, on différenciait Pékin et Moscou. L'URSS allait en tirer la leçon l'année suivante : après le XX^e Congrès du PCUS et le fameux rapport Khrouchtchev, elle cesserait de décrire les mouvements de libération nationale du tiers-monde comme « bourgeois » et « réactionnaires », leur reconnaissant subitement des vertus « démocratiques » et même « socialistes » en gestation. Ce geste ne fut guère récompensé, la plupart des dirigeants du tiers-monde rechignant à unir leurs pays et ceux du camp socialiste au sein d'un bloc unique « progressiste ».

Immanuel Wallerstein, « C'était quoi, le tiers monde ? », *Le Monde diplomatique*, août 2000.

Premiers tumultes de la décolonisation

En effet, l'avenir des colonies est à l'ordre du jour de la conférence de San Francisco, où les délégués de cinquante pays sont réunis depuis deux semaines afin de jeter les bases de l'Organisation des Nations unies. Les peuples colonisés, ou leurs ressortissants « politiquement conscients », placent leurs espoirs dans cette conférence, dont ils attendent qu'elle leur octroie une indépendance au moins relative et progressive.

Les signes n'ont pas manqué pour susciter et conforter cette espérance, venant surtout des Etats-Unis d'Amérique, première nation décolonisée devenue la première puissance mondiale.

Le 14 août 1941, près de quatre mois avant Pearl Harbour, le président américain Franklin Roosevelt, élaborant avec le Premier ministre britannique Winston Churchill ce qu'on allait appeler la Charte de l'Atlantique, obtint la signature de son interlocuteur sur un document dont le point 3 (sur 8) ne reflétait pas très fidèlement les vues britanniques sur les questions coloniales : »[Les signataires] respectent le droit de chaque peuple à choisir la forme de son gouvernement et espèrent que les droits souverains et l'autonomie de gouverner seront restitués à ceux qui en ont été privés par la force. » Les services américains d'information distribueront un million d'exemplaires de ce texte, traduit en arabe, à travers l'Algérie, après le débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942.

Rencontrant Churchill de nouveau, à Casablanca, Roosevelt eut un entretien le 22 janvier 1943 avec le sultan marocain Mohammed ben Youssef, qu'il encouragea à demander la levée du protectorat français.

L'intention de Roosevelt était de faire proclamer, à San Francisco, la tutelle de l'ONU naissante sur tous les territoires dépendants que les colonisateurs n'étaient pas prêts à affranchir, ce statut provisoire étant une étape vers l'indépendance. Cela répondait aux attentes de la plupart des nationalistes.

Philippe Gaillard, *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2312, du 1^{er} au 7 mai 2005, pp. 53-55.

Conclusion

Les relations internationales ont été marquées, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par le mouvement de la décolonisation des pays d'Afrique et d'Asie. Bénéficiant d'un contexte international favorable, les nationalistes étaient toutefois conscients qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. L'indépendance fut soit octroyée soit arrachée.

Dossier sur Bandung et l'affirmation du Tiers Monde

Discours de Mohamed Fadhel Jamali à Bandung (18 avril 1955 (extraits))

Il y a pire encore. Depuis la dernière guerre, ils recherchent les agrandissements territoriaux. Les communistes confrontent le monde avec une nouvelle forme de colonialisme, plus mortelle que l'ancienne. [...]

Aujourd'hui, les Soviétiques ont asservi des races en Asie et en Europe orientale sur une plus vaste échelle que n'importe quelle vieille puissance coloniale. Pensez seulement aux vastes territoires du Turkestan, en Asie, qui sont sous la domination russe. Pensez au sort de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. Elles furent avalées par l'Union soviétique, qui s'empara de surcroît de vastes territoires polonais, roumains et tchécoslovaques après la Seconde Guerre mondiale.

Sous la vieille forme du colonialisme, il y a du moins quelque chance d'entendre les cris de désespoir des peuples asservis. Sous le joug communiste, il est impossible d'entendre de tels cris...

Source : **A. Conte**, *Bandung, tournant de l'Histoire*, Robert Laffont, 1965.

La leçon de Bandung selon le poète martiniquais Aimé Césaire

On se souvient de la Conférence de Bandung. Que s'est-il passé de mémorable à Bandung ? Ceci : qu'un milliard cinq cent millions d'hommes se sont réunis dans une ville d'Asie pour proclamer solennellement que l'Europe n'avait plus vocation pour diriger unilatéralement le monde, pour proclamer que la domination européenne sur les paries non européennes du globe avait conduit le monde à une impasse dont il importait de sortir.

Et Bandung n'a pas été comme on pourrait le croire une banale manifestation de la xénophobie asiatique ou africaine. Ça n'a pas été une dénonciation aveugle et haineuse de l'Europe. Au contraire, pas un des hommes réunis à Bandung qui ne fût conscient de l'immense importance de l'Europe dans l'histoire de l'humanité et de la richesse de sa contribution aux progrès de la civilisation. Ce qui a été condamné à Bandung, ça n'a pas été la civilisation européenne, ça a été la forme la plus intolérable qu'au nom de l'Europe certains hommes ont cru devoir donner aux relations qui devaient normalement s'instaurer entre l'Europe et les peuples non européennes.

Aimé Césaire, *Les Temps modernes*, mars-avril 1956.

La mort des colonies

Pendant des décennies, les peuples colonisés ont essayé de faire confiance, ont cru qu'il fallait faire confiance. Leurs vainqueurs parlaient si bien ! Ils parlaient des droits de l'homme, de la liberté, de la justice, de la civilisation, que sais-je ?

Nous sommes à ce moment de l'Histoire où les peuples coloniaux, forts d'une expérience douloureuse, refusent de faire confiance et disent qu'ils ne font pas confiance [...]

Si un événement mérite le nom d'historique, c'est bien la Conférence de Bandung. [...] Pour bien comprendre la portée, je vous demande de réfléchir à ces deux dates : en 1885, l'Europe se réunissait à Berlin pour se partager le monde ; en 1955, soixante-dix ans plus tard, le monde s'est réuni à Bandung pour signifier à l'Europe que le temps de l'Empire européen est fini.

Aimé Césaire, *Les Temps modernes*, mars-avril 1956.

Le non-alignement selon Tito (1961)

La Conférence de Bandung, avec les principes qu'elle a arrêtés, a été, après la proclamation de la Charte de l'ONU, la première et puissante manifestation d'une conception moderne des relations internationales. Ce n'est pas par hasard que ces principes ont été adoptés en Asie, avec le concours des représentants des peuples d'Asie et d'Afrique. C'est en effet sur ces deux continents que vit la majorité de la population de notre planète, ceux qui sont privés de leurs droits, ont subi des siècles durant l'asservissement et la discrimination. [...]

Notre Conférence n'a pas pour objet de créer un bloc. Au contraire, elle doit dénoncer l'exclusivisme des blocs, qui est un danger pour la paix mondiale et qui empêche les autres pays de participer, dans la plus complète égalité, au règlement des litiges internationaux. [...]

Qu'il me soit permis de relever ici une erreur que l'on rencontre de temps à autre dans la presse et les commentaires à propos de l'orientation qu'empruntera la conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non engagés. On se demande si cette orientation sera pro-occidentale ou pro-orientale. De telles conjectures sont parfaitement oiseuses, car nous ne sommes pas réunis pour nous prononcer sur ce point, mais bien pour préciser et harmoniser nos positions sur les grandes questions qui inquiètent aujourd'hui le monde. On verra alors en quoi nos positions divergent et en quoi elles concordent avec celles de l'une ou l'autre partie.

Tito, *Allocution d'ouverture de la Conférence des non-alignés à Belgrade le 1^{er} septembre 1961.*

Extrait du discours de Nasser lors de la Conférence de Belgrade de 1961

[...] Nous ne voulons pas que la division du monde en un bloc occidental et un bloc oriental prenne fin pour que d'autres blocs plus grands et plus dangereux surgissent à leur place : un bloc de pauvres et un bloc de riches, un bloc de développés et un bloc de sous-développés, un bloc septentrional, qui a droit à la prospérité, et un bloc méridional, qui n'a pour lot que la privation, un bloc de Blancs et un bloc d'hommes de couleur.

Le Monde diplomatique

Bandung ou la fin de l'ère coloniale

« S'il fallait, considérant la seconde partie du XX^e siècle, choisir une dizaine de dates ou d'événements qui ont représenté un changement de cap dans le cours de l'histoire, entre la mort de Staline en 1953, qui mit un terme à la phase belliqueuse du communisme, et la chute du mur de Berlin en novembre 1989, qui marqua la fin de la guerre froide, en passant par la paix de Genève de 1954 (fin de la guerre française d'Indochine), la crise des missiles de Cuba de 1963, qui fit surgir l'hypothèse de la guerre nucléaire, l'explosion de la bombe H chinoise en 1967, le désastre américain à Saïgon en 1975 et le surgissement, avec l'ayatollah Khomeiny, de l'islam combattant en 1979, on devrait retenir ces quelques jours du mois d'avril 1955 où, à Bandung, à une heure d'avion de Djakarta, plus de la moitié de l'humanité fut représentée en concile pour proclamer la fin de l'ère coloniale et l'émancipation de l'homme de couleur, d'Asie ou d'Afrique.

Il est difficile aujourd'hui de se faire une idée du retentissement de cette « conférence du bout du monde », qui rassembla les représentants d'une large fraction du genre humain (beaucoup plus large qu'à Versailles en 1919 ou même qu'à Yalta en 1945). Non qu'elle ait changé la face de la Terre ni qu'elle ait fait beaucoup progresser l'émancipation des Africains, mais parce qu'elle prit l'allure d'états généraux de la planète, une sorte de 1789 de l'humanité. »

Jean Lacouture, *Le Monde diplomatique*, avril 2005, pp. 23-24.

Le tiers monde n'a réglé aucun de ses nombreux problèmes

« Beaucoup d'espairs sont déçus, beaucoup d'illusions évanouies, beaucoup de prédictions démenties par l'histoire. La mode, comme toujours excessive, est maintenant au désenchantement et au scepticisme : le tiers-monde n'aurait résolu aucun de ses problèmes, ni la faim, ni le sous-développement, ni la désunion ; les expériences socialistes y ont tourné en dictatures tropicales, et les expériences capitalistes en corruption cosmopolite. Aucun "centre de pouvoir", aucun "pôle" international, en tout cas, n'y seraient nés. Et il est remarquable qu'en France ait eu quelque succès le livre de Pascal Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc*, où débordent amertume, aigreur et rancœur, et où tout anticolonialisme, tout effort pour comprendre le tiers-monde ou lutter contre le sous-développement paraît assimilé à un sentiment de culpabilité, à la haine de soi et au masochisme. »

Paul Marie de La Gorce, « Le recul des grandes aspirations révolutionnaires », *Le Monde diplomatique*, mai 1984.

Conférence afro-asiatique de Bandung¹ (18-24 avril 1955) – (Extraits du communiqué final - 24 avril 1955)

...La Conférence afro-asiatique déplore la politique et les pratiques de ségrégation et de discrimination raciales qui forment la base du système politique et des rapports humains dans de vastes régions d'Afrique et dans d'autres parties du monde. [...]

La Conférence exprime sa profonde sympathie et son appui pour l'attitude courageuse des victimes de la ségrégation raciale, particulièrement les peuples d'origine africaine, indienne et pakistanaise en Afrique du Sud. [...]

Considérant la situation instable en Afrique du Nord leur droit à disposer d'eux-mêmes, la Conférence afro-asiatique déclare appuyer les droits des peuples d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie à disposer d'eux-mêmes et à être indépendants, et elle presse le gouvernement français d'aboutir sans retard à une solution pacifique de cette question. [...]

La Conférence est d'accord :

- 1) pour déclarer que le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement ;
- 2) pour déclarer que la question des peuples soumis à l'assujettissement à l'étranger, à sa domination et à son exploitation, constitue une négation des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations unies et empêche de favoriser la paix et la coopération ;
- 3) pour appuyer la cause de la liberté et de l'indépendance de ces peuples ;
- 4) pour demander aux Puissances intéressées qu'elles accordent la liberté et l'indépendance de ces peuples. [...]

Source : **A. Conte**, *Bandung, tournant de l'Histoire*, Robert Laffont, 1965.

1. **Gouvernements invités** : Birmanie, Ceylan, Inde, Indonésie, Pakistan.

Participants : Afghanistan, Cambodge, Chine populaire, Egypte, Ethiopie, Côte-de-l'Or (Ghana), Irak, Iran, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Liberia, Libye, Népal, Philippines, Arabie, Soudan, Syrie, Siam (Thaïlande), Turquie, Nord Vietnam, Sud Vietnam, Yémen.

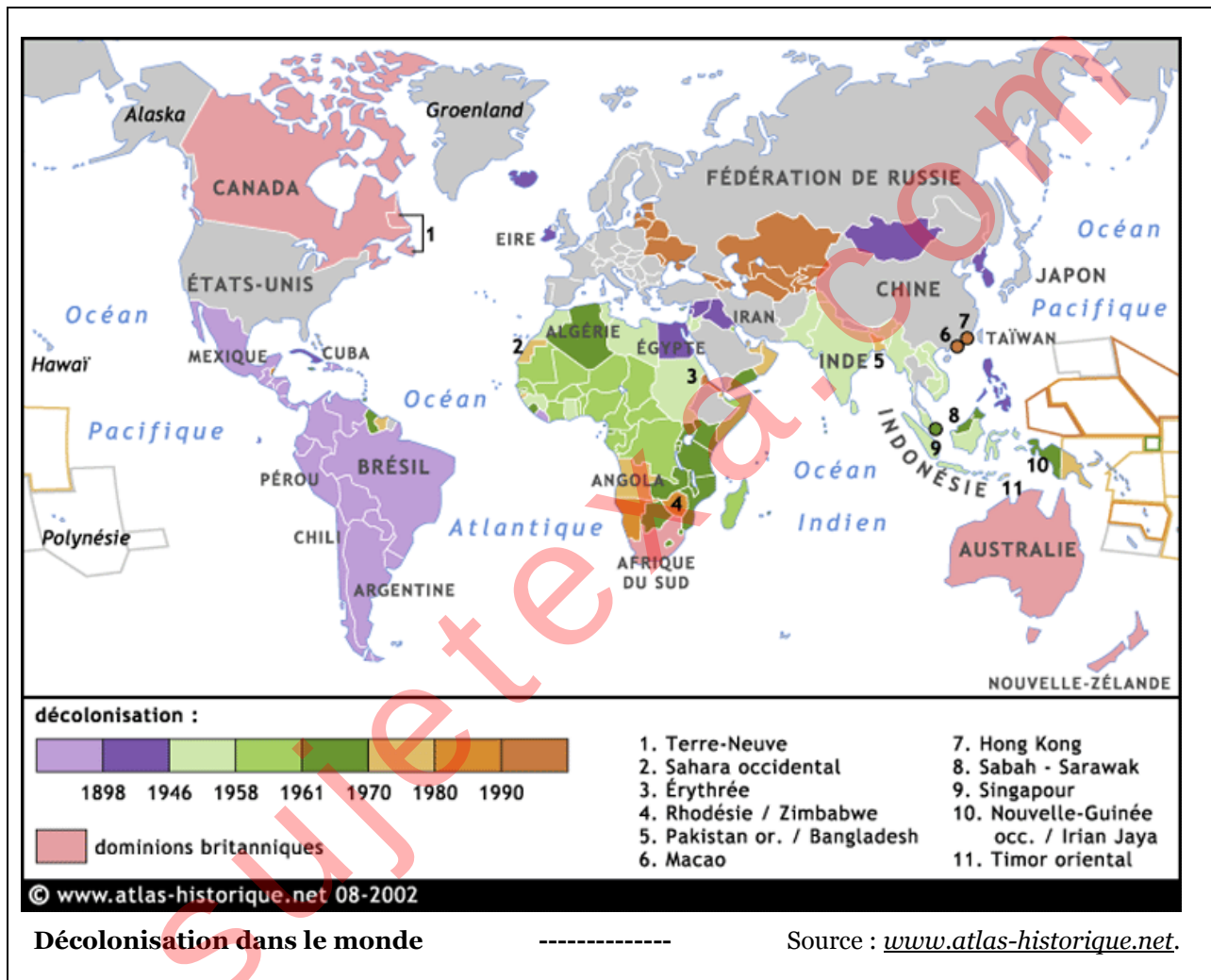
Leçon 5 : LES FORMES DE LA DECOLONISATION

« Les colonies sont faites pour être perdues. Elles naissent avec la croix de la mort au front ».
Henri de Montherlant, *Le Maître de Santiago*.

Introduction

Le processus de la décolonisation a pris principalement **deux formes** : la forme pacifique et la forme violente. Cela est dû d'une part à la nature plus ou moins xénophobe des mouvements nationalistes, d'autre part à la l'attitude des gouvernements métropolitains ou des colons plus ou moins hostiles à la décolonisation.

I. Deux vagues de décolonisation



La décolonisation a connu deux vagues principales. Les pays d'Asie se libèrent du joug colonial avant ceux de l'Afrique.

La **vague asiatique se déroule entre 1945 et 1955**. La décolonisation commence en Asie car les métropoles y sont très affaiblies, les populations mieux organisées et la propagande japonaise anti-européenne y a été efficace. En **1955** à **Bandung** (Indonésie) 29 pays nouvellement indépendants (essentiellement d'Asie) se réunissent pour apporter tout leur soutien aux mouvements indépendantistes africains.

La **vague africaine se déroule entre 1955 et 1975**. La décolonisation se déroule surtout au début des années 60 et s'achève en **1975** avec les colonies portugaises du Mozambique, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau et de l'Angola.

II. Deux principales formes de décolonisation

a) La décolonisation dite pacifique

La décolonisation est dite pacifique si l'indépendance est obtenue sans le recours à la lutte armée entre la colonie et la puissance colonie. Toutefois cette forme ne signifie pas passivité ou docilité généralisé des mouvements nationalistes. On peut retenir trois conditions de cette décolonisation pacifique :

- le **réalisme politique** de la puissance coloniale ;
- l'existence d'une **élite disposée au compromis** ;
- l'impact de la **guerre froide**.

C'est le cas des Britanniques. Ils souhaitent négocier l'indépendance de leurs colonies (que l'on juge inévitable) afin de conserver de bonnes relations commerciales et militaires avec les nouveaux pays indépendants. Ils procéderont ainsi pour leur **Empire des Indes (1947)** dont l'indépendance est réclamée par les mouvements non-violents de **Gandhi et Nehru** et leurs colonies **d'Afrique Noire (1960)**. La plupart des ex-colonies anglaises adhèrent au **Commonwealth créé dès 1931**.

Progressivement l'opinion publique française devient anticolonialiste (les raisons : la lassitude des conflits et une certaine prise de conscience que la décolonisation est inévitable). Sous l'impulsion du général **de Gaulle** (revenu au pouvoir en 1958) la France perd peu à peu son empire colonial : en **1956 Tunisie et Maroc** sont indépendants ; en **1960 les colonies d'Afrique Noire** sont indépendantes.

La décolonisation dite pacifique a connu comme conséquence principale le maintien des intérêts de l'ancien colonisateur dans l'ex-colonie, germe du **néocolonialisme**.

La décolonisation non violente selon Kwame Nkrumah

« Je signalai qu'il y avait deux manières d'acquérir l'autonomie, l'une par la révolution armée et l'autre par des méthodes non violentes constitutionnelles et légitimes. (...) Nous préconisons la seconde méthode. La liberté, on ne l'avait cependant jamais accordée à un aucun pays colonial sur un plateau d'argent ; on ne l'avait gagnée qu'après d'amères et de vigoureuses luttes. A cause du retard des colonies en matière d'instruction, la majorité des gens était illettrée et il y avait une seule chose qu'ils puissent comprendre, à savoir l'action.

Je décris l'action positive comme l'adoption de tous les moyens légitimes et constitutionnels par lesquels nous pouvions attaquer les forces de l'impérialisme dans le pays. Les armes étaient l'agitation politique, les campagnes de presse et d'enseignement et, comme dernière ressource, l'application constitutionnelle de grèves, de boycottages et de non coopération basés sur le principe de non-violence absolue, tel que Gandhi en a usé dans l'Inde »

Kwame Nkrumah, « La naissance de mon parti et son programme d'action positive », *Présence Africaine*, mars 1957.

La politique coloniale française sous De Gaulle

Lorsque le général De Gaulle prend le pouvoir en 1958, l'opinion publique est de plus en plus favorable à la décolonisation, tout comme les États-Unis et l'URSS qui espèrent rallier à leur panache les peuples décolonisés*. Cependant, De Gaulle ne souhaite pas l'indépendance de l'empire colonial français, et ce pour au moins trois raisons :

- une raison économique : l'Afrique permet à la France d'accéder aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole. Elle est également source de profits pour les sociétés coloniales (cacao, bananes, bois, café, etc.).
- une raison politique : en pleine période de "Guerre froide", la France, alliée du camp occidental, souhaite éviter la propagation du communisme dans ses colonies.
- une raison inavouable : le détournement des rentes africaines finance le mouvement gaulliste, via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement.

Politiquement acculé, le président De Gaulle enclenche finalement le processus de décolonisation dans les années 60. Mais tout en proclamant ce nouvel état des relations internationales, il charge son bras droit Jacques Foccart de maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens illégaux et occultes.

« La Françafrique, ou la face cachée de la politique française en Afrique », **Renseignements généraux de la France**, 2006.

Les vertus de la non-violence

« La non violence est la plus grande force que l'humanité ait à sa disposition. Elle est plus efficace que l'arme la plus destructrice inventée par l'homme.

La résistance passive est une arme dont les vertus sont multiples. Elle attire des bénédictions sur celui qui en fait usage. Et sur celui contre qui on l'emploie. Sans faire couler une goutte de sang, elle obtient des résultats extraordinaires. Cette arme ne rouille jamais et personne ne peut la voler...

Notre non-coopération ne s'en prend pas aux Anglais, ni à l'Occident, mais au système que les Anglais nous ont imposé et à la civilisation matérialiste qui encourage la cupidité et l'exploitation des faibles... Notre non-coopération se traduit par un refus de coopérer avec les administrateurs anglais à partir des conditions qui sont les leurs... Le nationalisme indien ne jette aucune exclusive, n'a rien d'agressif et ne veut rien détruire. Il cherche à redonner la santé, il est religieux et, de ce fait, humanitaire. »

Gandhi, *Tous les hommes sont frères*, Gallimard.

b) La décolonisation dite violente

C'est une forme de décolonisation ou l'indépendance est obtenue à la suite d'une lutte armée entre la métropole et la colonie. Elle éclate dans les circonstances suivantes :

- l'**entêtement du colonisateur**, lié le plus souvent à trois types de pressions : le **poids économique et stratégique de la colonie** pour la métropole, l'existence de **groupes de pression** sur la métropole, le rôle des **forces conservatrices** dans la métropole. Le Portugal offre un exemple typique de colonisateur entêté ;
- l'existence de **mouvements radicaux et organisés** comme les mouvements de libération marxistes-léninistes (*Indochine et colonies portugaises*) ou nationalistes (*le FLN en Algérie*) ;
- l'existence d'un **soutien extérieur** qui répond à des préoccupations idéologiques et stratégiques. Les principaux foyers de la décolonisation violente sont l'Indochine, l'Algérie, les colonies portugaises, la Malaisie.

La décolonisation violente est surtout notée dans les colonies françaises et portugaises. Après la guerre la France refuse d'accorder l'indépendance à ses colonies car elle compte sur elles pour restaurer son statut de grande puissance mondiale. Entre **1945 et 1954 la guerre d'Indochine** oppose les troupes françaises aux indépendantistes communistes de **Ho Chi Minh**. Malgré l'aide américaine les Français sont écrasés à Diên Bien Phu et la paix est signée à **Genève en juillet 1954**. Mais cette année là débute la guerre en Algérie qui se prolongera jusqu'en **1962**. D'autres métropoles refusent la décolonisation. Les Anglais font la guerre contre la Malaisie. Les Hollandais affrontent les nationalistes de **Sukarno** en Indonésie qui obtiendra son indépendance en 1949. Les Portugais affrontent les combattants du Mozambique et de l'Angola qui obtiennent leur indépendance en **1975**, après que la dictature ait été renversée au Portugal.

D'une manière générale, la décolonisation violente a entraîné une **rupture** brutale et totale entre l'ancienne colonie et métropole. Comme le redoutait l'Occident, ces nouveaux Etats renforcent le camp socialiste d'où des tentatives de déstabilisation menées par les Occidentaux qui soutiennent des mouvements de guérillas comme l'**UNITA** en Angola et la **RENAMO** au Mozambique.

III. Les problèmes des nouveaux Etats décolonisés

Au lendemain des indépendances, les nouveaux Etats décolonisés doivent faire face à de nombreux défis.

a) Comment organiser des Etats-nations solides ?

Ces nouveaux Etats n'ont pas d'administration ; les frontières sont contestées ; ils contiennent des peuples qui s'opposent ou qui sont manipulés par des chefs opposés ; cela aboutit parfois à des guerres civiles comme au **Biafra** entre **1967** et **1970** ou même à des génocides comme au **Rwanda** en **1994**).

b) Comment installer la démocratie ?

La plupart du temps les difficultés politiques signalées plus haut entraînent également la mise en place de régimes autoritaires peu démocratiques et instables (nombreux coups d'Etat)

c) Comment être reconnu au niveau international ?

A la conférence de **Bandung** en **1955**, les 29 pays présents affirment qu'un 3^e monde existe, entre les pays capitalistes du bloc de l'Ouest et les pays communistes du bloc de l'est. A **Belgrade**, en **1961**, la voie de ce 3^e monde est tracée par les dirigeants **Nehru** (Inde), **Nasser** (Egypte) et **Tito** (Yougoslavie) : le **non-alignement**.

d) Comment résoudre problème du développement

Un économiste français qualifie ces pays de «Tiers-Monde», dans le sens de pauvres en retard de développement, Ils sont entrés dans un lien de dépendance par rapport aux pays riches (**néocolonialisme**).

Aujourd'hui le « Tiers-Monde » se retrouve éclaté entre ceux qui commencent à se développer, grâce notamment aux délocalisations industriels, et ceux qui sont de plus en plus en retard (les Pays les Moins Avancés, PMA), Donc on utilise l'expression les « **Suds** ».

Conclusion

Quelle que soit la forme revêtue, la décolonisation consentie de manière désintéressée n'a jamais été concevable pour les Occidentaux. Dans tous les cas aussi, les nouveaux Etats indépendants subissent le poids des relations internationales par le biais du néocolonialisme ou par celui de la guerre froide.



Soldats de l'armée du FLN, l'Armée de libération nationale (ALN). Document extrait d'un reportage américain sur le quartier général des rebelles dans le massif de l'Atlas, tourné au début de 1957. Les armes sont des mitrailleuses britanniques.

Photos : **Corbis**, *Microsoft Encarta*, 2008.



Combattant du front Polisario (Sahara occidental) qui est toujours en lutte contre la domination marocaine.

Photo : **Jean Pierre Husson**, *Farabolafoto*, *Encarta*, 2008.

Leçon 6 : LA DECOLONISATION EN ASIE : INDE ET INDOCHINE

Introduction

La première vague de décolonisation a lieu en Asie. Les nationalismes y sont les plus anciens et les mieux organisés. L'**Inde anglaise** et l'**Indochine française** ont connu des formes d'émancipation différentes. En Inde, les britanniques ont su choisir la voie de la concertation, préservant ainsi l'essentiel de leurs intérêts, tandis qu'en Indochine, les français se sont engagés dans un conflit armé qui s'est soldé par un échec.

I. L'INDEPENDANCE DE L'INDE : UN EXEMPLE DE DECOLONISATION PACIFIQUE

1. L'évolution de l'Inde anglaise jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Depuis **1857**, l'Inde était devenue une **colonie de la Couronne**, dirigée par un gouverneur général, le **vice-roi des Indes**. Avec **300 millions** d'habitants et le développement de la culture, du riz, du thé et de l'industrie textile, l'Inde est considérée comme **"Perle de l'empire colonial britannique"**. Une bourgeoisie industrielle et commerciale formée dans les écoles et les universités anglaises y voit le jour. En **1885**, est créé le **Parti du Congrès** ou Congrès national indien (*Indian National Congress*). En 1906, est fondée la **Ligue musulmane**.

Après la participation à la première guerre mondiale aux côtés de la Grande-Bretagne, l'Inde s'attendait à des réformes. Mais le système de dyarchie instauré par le nouveau statut de **1919** ne satisfait pas les nationalistes indiens qui manifestent le **13 Avril 1919**. Ils sont sévèrement réprimés par le brigadier-général **Reginald Dyer** qui fit tirer sur la foule à **Amritsar**, dans le Pendjab, faisant **379 morts** et **1200 blessés** dans les rangs des manifestants. « **Convaincu que certaines autorités anglaises ne jouent pas le jeu** », **Gandhi (1869-1848)** lance une campagne de désobéissance civile et prône l'attachement absolu aux valeurs indiennes (**août 1920**) pour obtenir le **Swaraj** ("autonomie interne") par « **des moyens légitimes et pacifiques** ». L'efficacité de l'action de Gandhi oblige les Britanniques à mener un ensemble de réformes. En 1935, le statut du gouvernement de l'Inde accorde une autonomie interne restreinte, la Grande-Bretagne conservant le contrôle des finances, de la politique étrangère et de la police intérieure. Ces réformes seront jugées insuffisantes par le Parti du Congrès qui rejette cet **Indian act**. En **août 1942**, en pleine Seconde Guerre mondiale, le Parti du Congrès vote la résolution « **Quit India** » par laquelle il réclame l'indépendance immédiate de l'Inde. **Churchill** refuse. Une campagne de désobéissance civile est lancée de nouveau, suivie d'une sévère répression. La tension est vive, aggravée par les famines de **1943-1944**.

Les vertus de la non-violence

« La non violence est la plus grande force que l'humanité ait à sa disposition. Elle est plus efficace que l'arme la plus destructrice inventée par l'homme.

La résistance passive est une arme dont les vertus sont multiples. Elle attire des bénédictions sur celui qui en fait usage. Et sur celui contre qui on l'emploie. Sans faire couler une goutte de sang, elle obtient des résultats extraordinaires. Cette arme ne rouille jamais et personne ne peut la voler...

Notre non-coopération ne s'en prend ni aux Anglais, ni à l'Occident, mais au système que les Anglais nous ont imposé et à la civilisation matérialiste qui encourage la cupidité et l'exploitation des faibles... Notre non-coopération se traduit par un refus de coopérer avec les administrateurs anglais à partir des conditions qui sont les leurs... Le nationalisme indien ne jette aucune exclusive, n'a rien d'agressif et ne veut rien détruire. Il cherche à redonner la santé, il est religieux et, de ce fait, humanitaire. »

Gandhi, *Tous les hommes sont frères*, Gallimard.



Boycott, Inde, 1932.



Gandhi (1869-1948) et Jawaharlal Nehru (1889-1964) durant le Mouvement "**Quit India**".
(Source : *The Hindu*, août 1952).



Gandhi et Mohammad Ali Jinnah (1876-1948).

(Source : *The Hindu*, août 1952).

2. L'indépendance et la partition de l'Inde

Avec l'avènement du travailliste **Clement Attlee** à la tête du gouvernement britannique après la capitulation japonaise, les négociations reprennent mais butent sur l'opposition entre le Parti du Congrès qui souhaite la formation d'un Etat indien unique et la Ligue musulmane de **Mohamed Ali Jinnah (1876-1948)** qui craint que dans un tel Etat, les musulmans soient opprimés. Ainsi ce dernier réclame-t-il la création de deux Etats, l'un pour les musulmans, l'autre pour les Hindous. Tous les plans de médiation présentés par la Grande-Bretagne échouent. Une violente guerre civile oppose les Hindous aux musulmans.

Lord Mountbatten propose un plan de partition (plan du **3 juin 1947**), accepté par les deux partis. Le *Bill* (projet de loi) de l'indépendance est voté : le monde indien accède à l'indépendance le **15 août 1947** mais perd son unité. En effet, l'indépendance donne naissance à deux Etats : l'**Inde** et le **Pakistan**, ayant respectivement comme Premiers ministres **Jawaharlal Nehru (1869-1964, Premier ministre de 1947 à 1964)** et **Liaquat Ali Khan (1895-1951, Premier ministre de 1947 à sa mort)**. Des transferts de population se font dans les effusions de sang : **6 millions** d'Hindous et de Sikhs quittent le Pakistan pour l'Inde et **8 millions** de Musulmans quittent l'Inde pour le Pakistan. Le Pakistan sera à son tour scindé en deux Etats : le **Pakistan** et le **Bangladesh**. Proclamé en 1972, le Bangladesh ne sera reconnu par le Pakistan qu'en 1974.

Le refus du leader de la Ligue musulmane d'un Etat indien unique

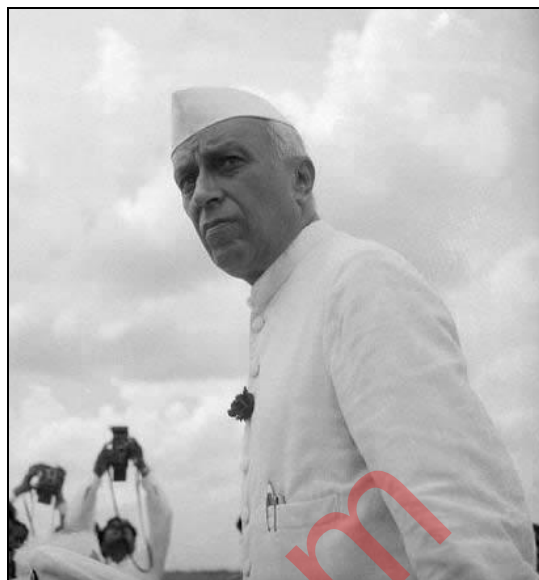
« La solution du Parti du Congrès peut être résumée : ainsi : le Gouvernement britannique doit d'abord accorder l'indépendance et transmettre l'appareil civil et militaire de l'Etat aux hommes du « Congrès » qui mettront en place un gouvernement national selon leurs propres conceptions. (...) Au contraire, la Ligue musulmane se fonde sur la réalité. J'ai expliqué en détail les différences fondamentales entre Hindous et Musulmans. Il n'y a jamais eu, pendant tous ces siècles, d'unité sociale ou politique entre ces deux principales nations. L'unité indienne dont on parle aujourd'hui ne relève que de l'Administration britannique qui n'a maintenu la paix, la loi et l'ordre dans ce pays que par le recours ultime à la police et à l'armée. La revendication du « Congrès » est fondée sur une nationalité qui n'existe pas sauf dans l'esprit de doux rêveurs. Notre solution se fonde sur la partition du territoire de ce sous-continent en deux Etats souverains : l'Hindoustan et le Pakistan. »

Discours de **Mohamed Ali Jinnah** à la Convention législative de la Ligue musulmane à Delhi, 7 avril 1946.

Déclaration de Clement Attlee

Depuis longtemps, la politique des gouvernements britanniques successifs a été de travailler à la réalisation du *self government* dans l'Inde. En fonction de cette politique, une responsabilité croissante a été dévolue aux Indiens et, aujourd'hui, l'administration civile et les forces armées indiennes sont dans une large mesure aux mains de fonctionnaires et d'officiers indiens. En matière constitutionnelle, les lois de 1919 et 1935 votées par le Parlement britannique représentent un substantiel transfert de pouvoir politique. En 1940, le gouvernement de coalition reconnu que les Indiens devaient construire eux-mêmes une nouvelle constitution pour une Inde pleinement autonome, et par l'offre de 1942, les invita à établir une assemblée constituante dans ce but, aussitôt que la guerre sera terminée. [...] Le gouvernement pense que le moment est venu de faire passer la responsabilité du gouvernement de l'Inde dans des mains indiennes.

Déclaration à la Chambre des communes par le Premier ministre
C. Attlee, 20 février 1947.



Jawâharlâl Nehru (1899-1964)

II. La décolonisation de l'Indochine : un exemple de décolonisation violente

1. Les débuts du nationalisme indochinois

Les colonies françaises d'Asie du Sud-Est sont regroupées en **1905** dans une Confédération dite **Union indochinoise**, dirigée par un **Gouverneur général**. L'Indochine dite française comprenait dans sa totalité le **Cambodge** (devenu protectorat en **1863**), le **Laos** (complètement occupé en **1893**) et le **Vietnam** avec ses trois « **ky** » (« provinces ») : au nord le **Bak Ky** dit **Tonkin** avec pour capitale **Hanoi** ; au centre le **Trung Ky** dit **Annam** avec comme chef-lieu **Huế** ; le **Nam Ky** ou **Cochinchine** avec pour capitale **Saigon**, conquis successivement entre 1858 et **1895** et devenus officiellement « colonie » pour la Cochinchine, « protectorat » pour le Tonkin et l'Annam. Dans ces territoires, l'administration va faire face à de nombreux mouvements nationalistes très actifs comme celui du **Parti national du Vietnam**, qui décline pour céder la place au **Parti communiste indochinois (PCI)**, fondé le **3 février 1930** par **Hô Chi Minh (1890-1969)**. Entre **1930** et **1932**, une violente agitation révolutionnaire est sévèrement réprimée.

2. L'évolution politique de l'Indochine durant la Seconde Guerre mondiale

En **1941**, le Japon s'empare de l'Indochine mais laisse en place l'administration vichyste. Face à l'occupation, le **PCI** fonde en **mai 1941** le **Front pour l'Indépendance du Vietnam** (*Việt Nam Doc Lap Dong Minh Hoi*) qu'on abrègera en **Vietminh**. Au même moment est fondé au Laos le front de libération **Pathet Lao**. Le **9 mars 1945**, les Japonais décident de balayer l'administration française. Dès l'annonce de la capitulation japonaise, Hô Chi Minh forme un Gouvernement provisoire qui proclame l'indépendance de la République démocratique du Vietnam à Hanoi (**2 septembre 1945**). Conformément aux accords de Potsdam, le pays est occupé provisoirement par les troupes chinoises au nord du 17^e parallèle Nord et par les Britanniques au sud de cette ligne de démarcation.

3. Le retour de la France en Indochine

Dès la fin de la guerre, la France envisage de reconquérir l'Indochine. Des négociations commencées en **août 1945** aboutissent à la signature, le **6 mars 1946**, des **accords Sainteny-Hô Chi Minh**. Ces accords reconnaissent le Viêt Nam comme « *un État libre avec son gouvernement, son Parlement et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française* ». Mais ces accords sont torpillés sur le terrain par les initiatives militaires du nouveau commissaire en Indochine, **Thierry d'Argenlieu** (nommé le

15 août 1945). Au lieu d'organiser le référendum prévu en Cochinchine, ce dernier fait proclamer la République le **1^{er} juin 1946**, empêchant ainsi de se réaliser l'unité du Vietnam souhaitée par « **l'Oncle Hô** ». La tension monte entre la France et le Vietminh, surtout après l'échec de la **Conférence de Fontainebleau (6 juillet-25 août 1946)**.



L'Indochine française, Microsoft Encarta, 2008.

Colonie française d'Indochine en 1900

L'Indochine, colonie française de 1887 à 1954, correspondait aux États actuels du Viêt Nam, du Laos et du Cambodge. La conquête française de la péninsule indochinoise s'est faite en plusieurs étapes : maîtrise de la Cochinchine et protectorat sur le Cambodge dans les années 1860 ; protectorat sur l'Annam et le Tonkin en 1884 ; création de l'Union indochinoise (rassemblant ces différents territoires) en 1887 ; enfin, conquête du Laos en 1893.

Microsoft Encarta, 2008.



Hô Chi Minh (1890-1969)

Déclaration d'indépendance du Vietnam (Hanoï, 2 septembre 1945) (extraits)

« Tous les hommes ont été créés égaux. [...] Leur Créateur leur a conféré certains droits inaliénables. Parmi ceux-ci, il y a la vie, la liberté et la recherche du bonheur. »

Ces paroles immortelles sont tirées de la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique en 1776. Prises au sens large, ces phrases signifient : tous les peuples sur terre sont nés égaux ; tous les peuples ont le droit de vivre, d'être libres, d'être heureux.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la Révolution française (1791) a également proclamé : « Les hommes sont nés et demeurent libres et égaux en droits. »

Il y a là d'indéniables vérités.

Cependant, depuis plus de 80 ans, les impérialistes français, reniant leurs principes : liberté, égalité, fraternité, ont violé la terre de nos ancêtres et opprimé nos compatriotes. Leurs actions sont contraires à l'idéal d'humanité et de justice. [...]

... La vérité est que nous avons choisi notre indépendance des mains des Japonais et non des mains des Français. Avec la fuite des Français, la capitulation des Japonais et l'abdication de l'empereur Bao Dai, notre peuple a brisé les chaînes qui avaient pesé sur nous pendant près de cent ans et a fait de notre Vietnam un pays indépendant. Notre peuple a, en même temps, renversé le régime monarchique établi depuis des dizaines de siècles et il a fondé la République.

Pour ces raisons, Nous, Membres du Gouvernement provisoire, déclarons que nous n'aurons désormais aucune relation avec la France impérialiste, que nous abolirons les traités signés par la France au sujet du Vietnam, que nous abolirons tous les privilèges que se sont arrogés les Français sur notre territoire. Tout le peuple du Vietnam, inspiré par la même volonté, est déterminé à combattre jusqu'au bout toute tentative d'agression de la part des impérialistes français. [...]

Pour ces raisons, Nous, Membres du Gouvernement provisoire de la République démocratique du Vietnam, proclamons solennellement à l'intention du monde entier : le Vietnam a le droit d'être libre et indépendant et il est en fait libre et indépendant. Le peuple tout entier du Vietnam est décidé à mobiliser toutes ses forces spirituelles et matérielles et à sacrifier ses vies et ses biens, dans le but de sauvegarder son droit à la liberté et à l'indépendance. »

D'après **Jean Chesneaux**, *L'Asie orientale aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, P.U.F., 1966.

4. La guerre d'Indochine

Elle éclate à la suite de deux incidents :

- le **23 novembre 1946**, les Français, sous la direction du colonel **Debès**, prenant prétexte d'attentats contre leurs garnisons, bombardent la ville d'**Haiphong**, avant port d'Hanoi, détruisant le quartier vietnamien et faisant au moins **6 000 morts** (6 000 morts d'après P. Devillers ; 20 000 d'après Lê Than Khoi) ;

- le **19 décembre 1946**, les milices du général **Giáp** (Võ Nguyên Giáp, né en **1912**) ripostent en attaquant les quartiers européens d'Hanoi faisant **200 morts**.

Hô Chi Minh appelle le peuple vietnamien à la lutte.

De **1946 à 1949**, la France mène, seule, une guerre purement coloniale. Les troupes du Vietminh se retirent dans les campagnes et adoptent la guérilla avec comme slogan la célèbre phrase : « **Le jour aux Français, la nuit aux "Viets"** ». La France cherche alors une solution politique en négociant avec l'ex-empereur **Bao Dai** qui signe avec **E. Bollaert** les **accords de la Baie d'Along** du **5 juin 1948**. Mais cette tentative échoue et la guerre continue.

A partir de **1949**, avec la victoire communiste en Chine, la guerre d'Indochine devient un conflit de la guerre froide. Les Français subissent de nombreux revers dans leurs tentatives de contrôler les axes de passage vers la Chine. La défaite de **Diên Biên Phu**, **7 mai 1954** (**15 000** prisonniers français dont **3 000** seulement survivront) précipite l'issue du conflit et oblige les Français à négocier pour mettre fin à la « **sale guerre** ».

Les initiatives militaires de Georges Thierry d'Argenlieu en 1946

Le 16 août 1945, le général de Gaulle le nomme Haut-commissaire de France et commandant en chef pour l'Indochine avec pour mission de rétablir l'ordre et la souveraineté française dans les territoires de l'Union indochinoise ; et, une fois l'Indochine libérée de l'occupation japonaise et chinoise et les provinces laotiennes et cambodgiennes annexées par le Siam récupérées, de mettre en place une fédération des peuples de la péninsule. Le 6 septembre 1945, l'amiral d'Argenlieu part pour Saïgon et y arrive le 31 octobre ; il y retrouve le général Leclerc, présent depuis le 5 octobre. Les deux hommes ne s'entendent pas et leur conflit conduit au départ de Leclerc en juin 1946. Ils n'ont pas la même position sur l'opportunité et la nature des négociations avec Hô Chi Minh.

Au nord du Viêt Nam, s'est constitué un gouvernement provisoire, présidé par Hô Chi Minh et qui a entamé des discussions sérieuses avec un représentant français, Jean Sainteny. Le 6 mars 1946, un accord (accords Hô-Sainteny) est signé par lequel « *la France reconnaît la République du Viêt Nam comme un État libre ayant son gouvernement, son Parlement, son armée et ses finances* », accord qui fut qualifié en privé par d'Argenlieu de « *Munich indochinois* ». (...)

D'Argenlieu n'accepte pas vraiment les accords Hô-Sainteny du 6 mars 1946. Ses entretiens avec Hô Chi Minh, le 24 mars 1946, en présence de Jean Sainteny et Pignon, ne rapprochent pas les points de vue et sont l'occasion d'un incident violent avec Leclerc. L'amiral d'Argenlieu convoque Raoul Salan et, tremblant de colère, lui demande de « *rappeler Leclerc à la raison* ». En opposition aux accords du 6 mars 1946, il proclame une République de Cochinchine le 1^{er} juin 1946, alors qu'Hô Chi Minh est parti en France accompagné par Raoul Salan.

Il est promu vice-amiral d'escadre en mars 1946 et amiral trois mois plus tard. C'est alors qu'intervient le bombardement d'Haiphong (détonateur de ce qui deviendra la guerre d'Indochine, 1946-1954).

Source : www.wikipedia.org.

Le bombardement de Haiphong (23 novembre 1946)

Un témoin, Henri Martin, alors jeune marin combattant FFI et engagé volontaire pour combattre les Japonais, commente : « C'est là que commence la guerre, par la volonté de d'Argenlieu de passer à la reconquête, de s'emparer de ce port, essentiel dans l'activité économique, comme le montrent les cartes du temps du colonialisme. L'accord du 6 mars parlait bien de finances indépendantes, mais, précisément, les ressources essentielles du gouvernement vietnamien se trouvaient dans ce port et les troupes françaises prétendaient continuer à en contrôler l'activité commerciale ».

C'est à propos d'un contrôle douanier qu'eut lieu le premier accrochage le 19 novembre 1946. Des coups de feu furent échangés entre deux patrouilles, une française et une vietnamienne, puis dans la ville pour se transformer en bataille généralisée. ... L'objectif militaire est provisoirement atteint, mais les tentatives de bâtir des structures nouvelles se heurtent à la volonté politique du gouvernement d'Hô Chi Minh.

Le 19 décembre 1946, le Vietminh attaque par surprise Hanoi et c'est le début d'une guerre qui va durer huit ans.

Source : www.wikipedia.org.

Conclusion

Dans son ensemble, la décolonisation de l'Asie est marquée par la guerre froide. Après l'indépendance, l'Inde s'est rapprochée de l'URSS. En Indochine, l'obsession du **"containment"** et du **"roll back"** débouche sur la guerre du Vietnam. L'Asie va jouer un rôle déterminant dans la décolonisation des autres territoires comme l'illustrera éloquemment la **Conférence de Bandung**.

Sujetexa.com

Dossier sur la décolonisation de l'Indochine



Bataille de Cao-Bang

En octobre 1950, le poste militaire de Cao-Bang est abandonné par les troupes françaises, qui s'affrontent au Vietminh et subissent des pertes importantes. Cette bataille constitue un tournant de la guerre d'Indochine à un moment où le conflit s'est largement internationalisé. L'aide chinoise, dont bénéficient les soldats de Hô-Chi-Minh, permet au Vietminh de passer d'une stratégie de guérilla à une véritable guerre de mouvement.

Archive Photos, Microsoft Encarta, 2008.



Général Võ Nguyên Giáp (1912-)
"Le héros de Điện Biên Phủ"

Võ Nguyên Giáp (1912-)

Võ Nguyên Giáp fut un général vietnamien pendant la guerre du Viêt Nam et la guerre d'Indochine, vainqueur de la bataille de Điện Biên Phủ... Dès l'âge de 14 ans, il commence à militer contre la présence française... En 1944, il fonde l'Armée populaire vietnamienne (APV). Après le coup de force des Japonais du 9 mars 1945, il profite de la disparition de l'administration française pour intensifier le recrutement de membres du Viêt-minh.

Võ Nguyên Giáp devient ministre, chargé des forces de sécurité, du premier gouvernement Hồ Chí Minh, et à ce titre organise des « purges », dont sera victime en 1951 le lieutenant-général Nguyen Binh. En 1946, il est nommé ministre de la Défense nationale de la République démocratique du Viêt Nam. C'est lui qui dirige les actions militaires contre les Français. Il est notamment le vainqueur de la bataille de Điện Biên Phủ (mai 1954), qui entraînera la signature des Accords de Genève et l'indépendance du Vietnam et lui vaudra une reconnaissance et une grande estime de son peuple et de son armée.

En 1960, la guerre du Viêt Nam éclate contre les Vietnamiens et les États-Unis. Fin stratégie, Giáp joue un rôle déterminant dans les luttes d'indépendance du Viêt Nam. Il dirige les opérations de l'armée populaire du Vietnam et force les Américains à quitter le Sud du pays. Il obtient la victoire lors de chute de Saïgon notamment grâce à la « campagne Hồ Chí Minh » de 1975 durant laquelle Giáp lance ses célèbres mots d'ordre aux soldats communistes : « rapidité, audace et victoire sûre ».

www.wikipedia.org.

Le dispositif français à Điện Biên Phủ

La vallée de Điện Biên Phủ est située à 250 km de Hanoi, dans le haut pays Thaï, à la frontière du Laos. C'est une cuvette, de 16 km sur 9, entourée par des collines dont les hauteurs varient de 400 à 550 m, qui est traversée par la rivière Nam Youm. Site encaissé et humide, Điện Biên Phủ est une zone fréquemment inondée où se maintient souvent un important brouillard.

(...) Entre les 20 et 22 novembre 1953, lors de l'opération aéroportée baptisée "Castor", six bataillons répartis en deux groupements aéroportés, les premiers bataillon étranger de parachutistes, 1er bataillon de parachutistes coloniaux (BPC), 6e BPC, 8e BPC, 2^e bataillon du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes et 5^e bataillon de parachutistes vietnamiens, commandés par le général Gilles, enlèvent sans difficulté la vallée de Điện Biên Phủ et commencent son aménagement. Les Français transforment progressivement la cuvette en véritable camp retranché : la zone est protégée par plusieurs rangées de fils de fer barbelés ; la piste d'aviation est remise en état ; des positions fortifiées sont construites sur les petites collines qui entourent le village : au nord "Gabrielle", à l'est "Béatrice", "Dominique" et "Éliane", à l'ouest "Anne-Marie", "Huguette", "Claudine", "Françoise", "Liliane", "Junon", au centre le PC et "Épervier", et enfin "Isabelle" au sud ; chaque point d'appui est divisé en plusieurs postes ; un réseau de communication, en partie enterré et protégé par des barbelés, relie les points d'appui et les postes entre eux ; trois zones de largages sont aménagées entre les différents points d'appui dans le cas où la piste d'aviation deviendrait inutilisable...

À cette date, commandée par le colonel de Castries, la garnison française compte près de 10 000 hommes appuyés par des mortiers lourds et des canons de 105 mm. En face, Giáp rassemble 70 000 soldats appuyés par plus de 100 pièces d'artillerie installées dans des positions dissimulées. Le 13 mars, le Vietminh lance une violente attaque sur "Béatrice" et sur "Gabrielle" essentiellement tenues par des légionnaires et des tirailleurs algériens : les positions françaises sont submergées tandis que l'artillerie française ne parvient pas à détruire les canons ennemis...

Collection « Mémoire et Citoyenneté » n° 39.

La bataille de Diên Biên Phu

Tout au long de la bataille, chacun des adversaires ne cesse d'étoffer ses forces, en hommes et en matériels... Si, grâce aux parachutages, les forces françaises présentes dans la cuvette atteignent jusqu'à 15 000 hommes, à partir du 27 mars Prenant position sur les hauteurs, le Vietminh accroît progressivement sa pression sur la garnison française. Alors que toutes les tentatives de désengorgement de Diên Biên Phu par des colonnes de secours échouent, le ravitaillement du camp retranché est rendu de plus en plus difficile par l'intervention permanente de l'artillerie antiaérienne ennemie. Le 1er mai à 22 h, après une importante préparation d'artillerie, le Vietminh lance son offensive générale. Les derniers points d'appui tombent les uns après les autres : le 7 mai, "Claudine", "Éliane" et le PC sont perdus ; à 18 h ce jour-là, le cessez-le-feu est annoncé ; le 8 mai, après une ultime tentative de sortie des tirailleurs et des légionnaires, "Isabelle" est submergé...

La bataille de Diên Biên Phu coûte au CEFEO plus de 3 000 hommes, 1 700 morts et 1 600 disparus ; 4 400 soldats français sont blessés ; 10 300, dont les 4 400 blessés, sont fait prisonniers. L'ennemi perd au moins 8 000 hommes et a plus de 15 000 blessés. La victoire Vietminh à Diên Biên Phu annonce le désengagement de la France d'Indochine. À l'issue des accords de Genève qui, le 21 juillet 1954, mettent fin au conflit indochinois en reconnaissant le gouvernement démocratique du Vietnam, sur les 10 300 soldats français faits prisonniers à Diên Biên Phu, seuls 3 300 sont rendus à leurs familles. Les autres, souvent laissés sans soins, épuisés, affamés, parfois sommairement exécutés, perdent la vie sur les routes qui les conduisent à leur lieu de détention et dans les camps du Vietminh.

Collection « Mémoire et Citoyenneté » n° 39.



Hulton Deutsch

Chute de Diên Biên Phu

Depuis la victoire du Vietminh à Cao-Bang, les forces françaises présentes au Viêt Nam sont sur la défensive. Les efforts de De Lattre de Tassigny pour créer une armée nationale sont un échec, de même que ses demandes répétées de soutien faites aux Américains. En 1953, le delta tonkinois est encerclé, et la stratégie de regroupement des forces françaises dans la cuvette de Diên Biên Phu, à proximité du Laos, va se révéler être une erreur. Le 7 mai 1954, les 15 000 soldats qui y sont stationnés doivent capituler devant l'offensive des troupes de la République démocratique du Viêt Nam.

Hulton Deutsch, Microsoft Encarta, 2008.



Prisonnier français libéré par le Vietminh.
Collection « Mémoire et Citoyenneté » n° 39.



Victoire du Vietminh à Diên Biên Phu



La Une du journal *L'Humanité* du 8 mai 1954.

Diên Biên Phu vu du Tiers-Monde

Le 7 mai 1954, les derniers défenseurs du camp de Diên Biên Phu, harassés, brisés par une bataille continue de cinquante-cinq jours, avaient reconnu, la mort dans l'âme, la supériorité de l'adversaire. Ainsi donc, ces « Viêts » si méprisés étaient venus à bout de l'une des principales armées occidentales, soutenue par le puissant allié américain...

Le Vietnam devient, pour de nombreux colonisés, un modèle... Ho Chi Minh a déjà acquis un énorme prestige aux yeux des nationalistes des autres colonies... Plusieurs témoignages l'attestent : les yeux des colonisés sont alors tournés vers les maquis du Vietminh, qui a osé défier la puissance tutélaire... La bataille de Diên Biên Phu a été reçue, de par le monde, comme une rupture annonçant d'autres combats. L'odeur de la poudre s'était à peine dissipée, dans la cuvette du « Tonkin », qu'elle imprégnait les Aurès. Et l'écho de la bataille n'attendit pas son premier anniversaire pour voir réunis, à Bandung, les « damnés de la terre ». Dans l'ouvrage déjà cité, Maurice Genevoix conclut : « *Quand se rompt le cordon qui retient les grains d'un collier, les grains filent tous, l'un après l'autre : le problème de l'Empire est un.* »

En 1962, le leader nationaliste algérien Ferhat Abbas écrit : « *Diên Biên Phu ne fut pas seulement une victoire militaire. Cette bataille reste un symbole. Elle est le Valmy des peuples colonisés. C'est l'affirmation de l'homme asiatique et africain face à l'homme de l'Europe. C'est la confirmation des droits de l'homme à l'échelle universelle. A Diên Biên Phu, la France a perdu la seule légitimation de sa présence, c'est-à-dire le droit du plus fort.* » Douze ans plus tard, pour le vingtième anniversaire de la bataille, Jean Pouget, ancien officier du corps expéditionnaire, amer mais lucide, écrira : « *La chute de Diên Biên Phu marque la fin du temps de la colonisation et inaugure l'ère de l'indépendance du tiers-monde. Aujourd'hui, il n'y a plus, en Asie, en Afrique ou en Amérique, une révolte, une rébellion ou une insurrection qui ne se réfère à la victoire du général Giap. Diên Biên Phu est devenue le 14 Juillet de la décolonisation.* »

Alain Ruscio, « Le Valmy des peuples colonisés », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004.

Citations :

« *On ne voulait en Indochine ni payer le prix d'une guerre ni assumer le risque politique d'un désengagement.* »

Pierre Mendès-France

« *Ne laissons pas aux vétérans Vietminh, si francophiles, le monopole d'admirer la conduite héroïque des soldats du corps expéditionnaire Français* »

Jean-Marie Rouart de l'Académie Française.

« *Pourquoi les Français se sont-ils si bien battus (en Indochine) pour une mauvaise cause ?* ».

Général De Lattre

La guerre du Vietnam

1. Les origines de l'intervention américaine

Après le départ des Français du Vietnam en 1954, les Etats-Unis veulent préserver la péninsule indochinoise du communisme. Le président américain, le général Eisenhower, déclare en 1959 : « ... Sur le plan stratégique, la prise du Vietnam par les communistes les feraient avancer de plusieurs centaines de kilomètres dans une région encore libre. Les autres pays du sud-est asiatique seraient menacés sur leurs flancs par ce grand mouvement... » Peu avant 1960, les communistes du Vietnam du Sud, les Vietcongs, reprennent la lutte et contrôlent une grande partie des campagnes. Ils sont aidés par le gouvernement de Hanoi, lui-même soutenu par l'URSS et par la Chine. La guérilla gagne les pays voisins du Laos et du Cambodge.

2. Les opérations militaires

Le président Kennedy et ses successeurs, Johnson et Nixon, décident d'envoyer des techniciens et des soldats au Vietnam : 16 000 en 1962, 75 000 en 1965, 520 000 en 1969. Pour empêcher l'aide d'Hanoi aux Vietcongs, le président Johnson décide d'écraser le Vietnam du Nord sous les bombes, de février 1965 à mars 1968. Les digues sont détruites et les récoltes inondées. La route Hô Chi Minh qui permet le ravitaillement du Sud est pilonnée. Les moyens les plus sophistiqués et les plus meurtriers sont utilisés. Les Vietcongs résistent et passent même à l'offensive le 30 janvier 1968, à l'occasion du Têt, Nouvel An vietnamien.

3. La fin de la guerre

Dès janvier 1969, des pourparlers sont engagés à Paris entre Vietnamiens et Américains qui amorcent le retrait de leurs troupes. Nixon veut mettre un terme à cette guerre pour plusieurs raisons : dépenses considérables, indignation de l'opinion publique américaine à cause des atrocités, évolution de la situation internationale avec la détente qui bat son plein, etc. Le 27 janvier 1973, les accords de Paris mettent fin à la guerre. Le conflit reprend entre le Nord et le Sud Vietnam et les communistes occupent Saigon le 30 avril 1975.

Encyclopédie Microsoft Encarta, 2006, s. v. « Guerre du Vietnam ».



Soldats américains au Vietnam



Piste Hô Chi Minh, utilisée par les Viêt-Cong pour l'accès au sud Vietnam



Lê Đức Thọ (1911-1990). Le négociateur des accords de Paris en 1973, consacrant le retrait américain du Viêt Nam ainsi que la cessation des hostilités entre Nord et Sud, est également l'homme de la réunification du pays en 1975. Trois ans plus tard, il est l'un de ceux qui sont favorables à l'intervention vietnamienne au Cambodge afin d'y installer un régime procommuniste. Ce n'est qu'en 1986, à la suite du VI^e congrès du Parti qu'il est amené à quitter ses fonctions ministérielles.

UPI/Corbis, Encarta, 2008.

Phan Thi Kim Phuc est la fille de la photo. Nick Ut (Prix Pulitzer en 1973) l'a photographiée le 8 juin 1972 fuyant le village de Trang-Bang, à 65 km au Nord-Ouest de Saigon. Elle hurle de douleur après avoir été brûlée lors du bombardement du village par l'aviation sud-vietnamienne.



Photographie de Nick Ut, 1972

Leçon 7 : LA DECOLONISATION AU PROCHE-ORIENT : LA QUESTION PALESTINIENNE ET LES RELATIONS ISRAELO-ARABES

« *Nous avons gagné la guerre mais nous avons perdu la paix.* » (Moshé Dayan, à l'issue de la guerre des Six Jours)

Introduction

En **1920**, la **Traité de Sèvres** et la **Conférence de San Remo** consacrent le démembrement de l'Empire ottoman et le passage du Proche-Orient sous **mandat A** britannique et français. Si à la fin du second conflit mondial les Français reconnaissent l'indépendance du Liban et de la Syrie, les agitations nationalistes liées surtout à l'hostilité entre Arabes et Juifs en **Palestine** secouent profondément cette région. Jusqu'à présent, la Palestine est une zone de tensions et de conflits entre les deux communautés malgré de nombreux efforts de paix.

I. Les origines du problème palestinien

L'idée de la création d'un **Etat juif** installé en Palestine remonte à la fin du **XIX^e** siècle avec les débuts du **sionisme** théorisé et fondé par **Théodore Herzl (1860-1904)**. Il publie en **1896** son livre programme intitulé ***L'Etat juif : Essai de solution moderne à la question juive***. Il organise un premier congrès à **Bâle** (Suisse) en **août 1897**, congrès qui institua l'**Organisation sioniste mondiale** qui revendiqua le droit de tous les Juifs dispersés à travers le monde (la **Diaspora**) de se regrouper sur la « **terre des ancêtres** », la Palestine considérée comme la « **Terre Promise** ». Pour l'achat de terres en Palestine, un **Fonds national juif** est créé en **1901** et l'**Agence juive** en **1927**.

Par la **déclaration Balfour** du **2 novembre 1917**, le gouvernement britannique promet aux Juifs l'établissement d'un « **foyer national juif** » en Palestine. Ce projet était en contradiction avec la politique britannique au Proche-Orient et son **panarabisme** (*Etat arabe du Nil à l'Euphrate*). Il s'agissait fait d'une déclaration de propagande destinée amener les Américains et les milieux financiers (le « **Lobby juif** ») à continuer à combattre avec les Alliés.

Entre **1919** et **1939**, l'Organisation sioniste, aidée par les Anglais, favorise l'émigration vers la Palestine des Juifs d'Europe et d'Amérique (**55 000** en **1919** et **455 000** en **1939**). En **1939**, il y avait **1 million d'Arabes** en Palestine. Pour se protéger, les Juifs créent des milices d'autodéfense (**Haganah, Irgoun, Groupe Stern**). Le climat de terrorisme et d'émeute est constant.

Le sionisme, en relation avec la finance américaine met en péril l'équilibre de la région d'où la réaction de la Grande-Bretagne qui encourage le nationalisme arabe et décide à partir de **1940** d'interdire les flux d'immigrants. A l'initiative de **David Ben Gourion** une conférence sioniste (**600** délégués) adopte le « **Programme de Biltmore** » qui proclame que « **la Palestine devait constituer un Commonwealth juif** ». Les Juifs multiplient alors les attentats contre les intérêts de la Grande-Bretagne qui, dépassée par les événements, confie le problème à l'Organisation des Nations unies.

Origine du sionisme

1. Mouvement fondé par le journaliste juif viennois Théodore Herzl, qui a défendu dans son livre en 1896 « *Der Judenstaat* » (l'état juif) que la meilleure manière d'éviter l'antisémitisme en Europe était de créer un Etat juif indépendant en Palestine. Le sionisme a été baptisé d'après le mont de Sion à Jérusalem comme un symbole de la patrie juive en Palestine depuis la captivité babylonienne au 6^{ème} siècle av J.-C. Le mouvement a abouti à la naissance de l'Etat d'Israël en 1948.

www.channel4.com/history/microsites/H/history/browse/glossary.html

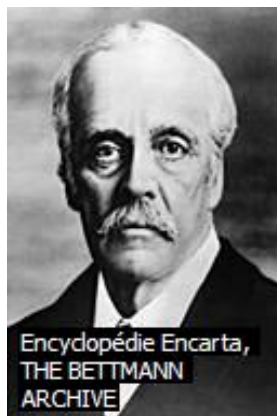
2. Idée d'établir un foyer national juif autonome en Palestine. L'idée a été ressortie à l'époque moderne par le journaliste Hongrois Théodore Herzl (1860-1904). La déclaration de Balfour de 1917 a promis que les Anglais remettraient la Palestine aux juifs. Beaucoup de juifs voyaient uniquement la Palestine en tant que leur maison spirituelle mais les persécutions d'Hitler leur ont fait changer d'avis et l'Etat moderne d'Israël est devenu un fait en 1948. En 1942 des chefs sionistes se sont rencontrés à New York (à l'hôtel de Biltmore) et exigés un Commonwealth démocratique juif en tant qu'élément du nouvel ordre mondial après la guerre – qui est devenu le programme Biltmore.

<http://www.embassy.org.nz/encycl/ziencyc.htm>

La déclaration Balfour (1917)

« Le gouvernement de Sa Majesté considère favorablement l'établissement, en Palestine, d'un Foyer National pour le peuple juif et fera tous les efforts pour faciliter l'accomplissement de ce dessein étant bien entendu qu'il ne sera rien fait qui puisse porter préjudice aux droits civiques et religieux des communautés non juives existant en Palestine ni aux droits et aux statuts politiques dont jouissent les Juifs dans les autres pays »

Lettre de **Lord Arthur James Balfour**, ministre britannique des Affaires étrangères à Lord Rothschild, le 2 novembre 1917.



Encyclopédie Encarta,
THE BETTMANN
ARCHIVE

Arthur James 1^{er} Comte de **Balfour** (1848-1930).

Premier ministre britannique, chargé d'obtenir le soutien des États-Unis aux puissances alliées, il dirigea, en 1917, la mission de guerre britannique en Amérique du Nord. En novembre, il publia une lettre d'intention, devenue célèbre sous le nom de déclaration Balfour, qui indiquait que l'Angleterre favoriserait la création en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif.

A propos de Palestine, le 26 novembre 1938, Gandhi écrit :

« Toute ma sympathie est acquise aux Juifs. (...) La similarité entre le traitement que les Chrétiens leur ont infligé et celui que les Hindous infligent aux Intouchables est frappante. Un jugement de nature religieuse a été invoqué dans les deux cas pour justifier les traitements inhumains qui ont été infligés aux uns comme aux autres. A part les amitiés qu'il m'a été donné de nouer avec certains d'entre eux, ma sympathie pour les Juifs ressortit donc à des raisons de caractère universel.

Mais ma sympathie ne me rend pas sourd aux exigences de la justice. L'appel à un foyer national pour les Juifs ne me séduit guère. (...) La Palestine appartient aux Arabes de la manière dont l'Angleterre appartient aux Anglais ou la France aux Français. Il serait injuste et inhumain d'imposer une domination par les Juifs aux Arabes. (...) Ce serait à n'en pas douter un crime contre l'humanité de contraindre ces Arabes, si justement fiers, à ce que la Palestine soit restituée aux Juifs en tant que leur foyer national, que ce soit partiellement, ou en totalité. » (En 1947, l'Inde votera contre la résolution 181).

Proclamation de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion (14 mai 1948)

« Le pays d'Israël a été le berceau du peuple juif. C'est là que s'est formée son identité spirituelle, religieuse et nationale. [...]

L'année 1897, le premier congrès sioniste [...] proclama le droit du peuple juif à ressusciter en tant que nation dans son propre pays. Ce droit fut reconnu par la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 et réaffirmé par le mandat de la Société des Nations. [...]. L'holocauste nazi, qui anéantit des millions de Juifs d'Europe, démontre à nouveau l'urgence de reconstituer l'Etat juif et d'apporter ainsi une solution à la situation des Juifs déracinés en ouvrant la porte à tous les Juifs et en introduisant le peuple juif à rang d'égalité dans la famille des nations. [...] Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution en faveur de la création d'un Etat juif indépendant en Palestine et a invité les habitants du pays à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de rendre cette décision effective. [...].

En conséquence, Nous, Membres du Conseil national, représentant le peuple juif de Palestine et le mouvement sioniste mondial, réunis en Assemblée solennelle en vertu des droits naturels et historiques du peuple juif et de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, proclamons l'établissement de l'Etat juif de la Palestine qui se nommera Israël.»

Source : Documentation française, NDE n° 909, mai 1948.



David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'Etat d'Israël. Le soutien soviétique au jeune Etat a été capital à la survie de celui-ci. En haut, on peut observer le portrait de Theodore Herzl, théoricien du sionisme

(www.akadem.org)

II. L'ONU et le partage de la Palestine

Par la **résolution 181** (appelée « **plan de partage** ») du **29 novembre 1947**, l'ONU, à travers l'UNSCOP, propose un plan de partage de la Palestine qui prévoit la création de **deux Etats** indépendants, l'un juif, l'autre arabe. **Jérusalem** serait une **ville internationale** sous contrôle de l'ONU. Ce partage attribue **55 %** de la Palestine (**14 000 km²**) aux Juifs qui ne représentent que **34 %** de la population totale à cette date (**687 000 Juifs**), et **45 %** seulement aux Arabes deux fois plus nombreux (**1 305 000 Arabes**). Le plan est approuvé par les Juifs mais rejeté par les Arabes réunis au sein de la **Ligue arabe** (fondée au Caire le **22 mars 1945**) qui regroupait alors l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, la Transjordanie (devenue la Jordanie en **1950**) et le Yémen du Nord. Le **14 mai 1948**, à la veille du retrait des Anglais, **David Ben Gourion (1886-1973)** proclame la naissance de l'Etat d'Israël, immédiatement reconnu par les Etats-Unis et l'URSS. Aidé par l'incohérente hostilité des Etats arabes et trouble jeu du roi **Abdallah** de Jordanie qui négocie en sous-main avec les Juifs pour annexer le territoire prévu pour l'Etat arabe, la voie était ouverte à la guerre dite d'indépendance par les Israéliens mais qui, pour les Arabes, deviendra la « **Nakba** » (catastrophe).

III. Les guerres israélo-arabes

1. La guerre de 1948 ou guerre d'indépendance : A la suite de cette guerre menée contre **5** Etats de la Ligue arabe (Egypte, Irak, Liban, Syrie et Transjordanie), Israël sort victorieux, agrandit son territoire (plus **6 600 km²**) qui représente désormais **78 %** de la Palestine historique, occupe **Jérusalem-Ouest** et expulse **900 000 Palestiniens** (**2/3** de la population totale). L'Etat palestinien est mort-né. Le reste du territoire est placé sous administration égyptienne (**Gaza**) et jordanienne (**Cisjordanie**).

2. La guerre de Suez de 1956 : C'est un conflit armé qui a opposé, du **29 octobre** au **6 novembre 1956**, la Grande-Bretagne, la France et Israël à l'Egypte, après la nationalisation, en **juillet 1956**, de la Compagnie franco-britannique du **canal de Suez**, par le président égyptien **Gamal Abdel Nasser (1918-1970, président de 1956 à 1970)**. Les opérations ont été stoppées par crainte d'une intervention des Etats-Unis et de l'URSS ; la crise a démontré l'affaiblissement de la France et de la Grande-Bretagne qui n'étaient plus que des puissances moyennes incapables de présider aux destinées du monde.

3. La guerre des Six Jours (5-10 juin 1967) : Pour les Arabes, elle est nommée « guerre du revers » (*an-Naksah*). Elle fut déclenchée par Israël à la suite de la **fermeture du golfe d'Akaba** par l'Egypte. En six jours, Israël occupe le **Sinaï**, la zone de **Gaza**, la **Cisjordanie**, **Jérusalem-Est** et le plateau du **Golan**.

La **résolution 242** du Conseil de sécurité (**22 novembre 1967**) réaffirme que la paix au Proche-Orient par la restitution des territoires occupés pendant cette guerre et la reconnaissance de tous les autres Etats de la région.

4. La guerre du Kippour (6-24 octobre 1973) : Elle fut déclenchée par l'Egypte et la Syrie pour récupérer les territoires perdus. Il n'y aura ni vainqueur ni vaincu : les pertes et les gains sont équilibrés. Les pays arabes exportateurs de pétrole font monter le prix du brut à **10 dollars** le **15 octobre 1973** et décrètent un **embargo³** qui provoque une crise économique mondiale. L'OPEP s'associe à la décision. Des négociations sont entamées entre Israël et l'Egypte (sur proposition de **Nixon** et de **Brejnev**) et débouchent sur les accords de **Camp David** le **17 septembre 1978** entre **Anouar El Sadate (1918-1981, président égyptien de 1970 à 1981, assassiné le 6 octobre 1981)**, **Menahem Begin (1913-1992, Premier ministre d'Israël de 1977 à 1983)** **Jimmy Carter** (né en **1924, 39^e** président des Etats-Unis, **1977-1981**). Ils portent sur l'évacuation du **Sinaï** et l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Egypte. La **résolution 338** réaffirme la **242**.

³ L'embargo ne sera levé qu'en **1974**. Le président américain **Nixon (1913-1994, 37^e président de 1969 à 1974)** avait envisagé d'envoyer ses troupes si l'embargo continuait, selon les archives britanniques déclassifiées le **1^{er} janvier 2004**. En ce moment son ministre de la Défense fut **James Schlesinger** et le Premier ministre britannique fut **Edward Heath**.



Nakba : Réfugiés palestiniens en 1948. COMITE ACTION PALESTINE 02 septembre 2009



Evacuation de blessés 1948-1949
Conflit israélo-arabe, Jérusalem, Israël.

Abba Eban, ministre israélien des Affaires étrangères, s'adressant au Conseil de Sécurité de l'ONU, déclare le 6 juin 1967 : « **Je suis juste venu de Jérusalem pour dire au Conseil de Sécurité qu'Israël, grâce à son effort et son sacrifice indépendants, est passé d'un danger sérieux à une résistance réussie.** »

Ben Gourion, l'ancien chef du gouvernement, celui qui proclama dans un musée la déclaration d'indépendance d'Israël, déclare à l'issue de la guerre des Six-Jours : « **Prenez Jérusalem et tous les territoires ! Mais seulement comme une monnaie d'échange pour la paix.** »

La résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU 11 décembre 1948 (Extraits).

L'Assemblée générale,

Ayant examiné de nouveau la situation en Palestine,

7. Décide que les Lieux saints - notamment Nazareth - et les sites et édifices religieux de Palestine devraient être protégés et leur libre accès assuré, conformément aux droits en vigueur et à l'usage historique ; que les dispositions à cet effet devraient être soumises à la surveillance effective des Nations unies ; que, lorsque la Commission de conciliation des Nations unies présentera à l'Assemblée générale, pour sa quatrième session ordinaire, des propositions détaillées concernant un régime international permanent pour le territoire de Jérusalem, elle devra formuler des recommandations au sujet des Lieux saints se trouvant dans ce territoire ; qu'en ce qui concerne les Lieux saints situés dans les autres régions de Palestine, la Commission devra demander aux autorités politiques des régions intéressées de fournir des garanties formelles satisfaisantes en ce qui concerne la protection des Lieux saints et l'accès de ces Lieux ; et que ces engagements seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ;

11. Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables.

Discours de Nasser à Alexandrie, le 26 juillet 1956

Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte. Il a été creusé par 120 000 Égyptiens, qui ont trouvé la mort durant l'exécution des travaux. Nous irons de l'avant pour détruire une fois pour toutes les traces de l'occupation et de l'exploitation. Après cent ans, chacun a retrouvé ses droits, et aujourd'hui nous construisons notre édifice en démolissant un État qui vivait à l'intérieur de notre État, le canal de Suez, pour l'intérêt de l'Égypte et non pour son exploitation. Nous veillerons aux droits de chacun. La nationalisation du canal de Suez est devenue un fait accompli : nos fonds nous reviennent et nous avons 35 millions de livres en actions. En quatre ans, nous avons senti que nous sommes devenus plus forts. [...] Aucune souveraineté n'existera en Égypte à part celle du peuple de l'Égypte, un seul peuple qui avance dans la voie de la construction et de l'industrialisation, et un bloc contre tout agresseur et contre les complots des impérialistes. Nous réaliserons, en outre, une grande partie de nos aspirations et nous construirons effectivement ce pays car il n'existe plus pour nous quelqu'un qui se mêle de nos affaires. Nous sommes aujourd'hui libres et indépendants. Aujourd'hui ce sont des Égyptiens comme vous qui dirigent la Compagnie du canal [...] et la navigation dans le canal, c'est-à-dire dans la terre d'Égypte.

Guerre des Six Jours - Le succès foudroyant de l'armée d'Israël

5 juin: un raid préventif israélien détruit au sol presque toute l'aviation égyptienne, jordanienne et syrienne.

6 juin: sous l'impulsion du ministre de la Défense, le général Moshé Dayan, les blindés israéliens, commandés par le général Yitzhak Rabin, s'emparent de la bande de Gaza.

7 juin: les israéliens combattent les Jordaniens et prennent le contrôle de la partie arabe de Jérusalem et de Jéricho en Cisjordanie.

8 juin: l'armée israélienne atteint la rive orientale du canal de Suez. Le blocus d'Aqaba est levé.

9 juin: le Sinaï est aux mains de Tsahal qui marche sur la Syrie.

10 juin: Israël contrôle toute la péninsule du Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, la partie est de Jérusalem et le site stratégique des hauteurs du Golan en Syrie.

Les pertes humaines sont lourdes : 20 000 morts pour l'Égypte, 6 000 pour la Jordanie, 500 pour la Syrie, et 800 israéliens.

Source: *Ministère français des Affaires étrangères* et www.akadem.org.

Forces en présence au 4 juin 1967 et pertes humaines au 10 juin 1967 :

	Soldats	Tanks	Jets	Pertes humaines	Population
Egypte	270.000	1400	550	10.000	40.000.00
Syrie	65.000	550	120	1000	8.000.000
Jordanie	55.000	300	40	5000	1.500.000
Arabie Saoudite	50.000	100	40	?	5.700.000
Irak	75.000	630	200	2000	10.000.000
Liban	12.000	130	35	?	2.276.000
TOTAL	527.000	3110	985	18.000	55.200.000
Israël	200.000	400	250	770	3.800.000

Acteurs majeurs de la victoire israélienne lors de la guerre des Six Jours

Moshe Dayan, ministre de la Défense



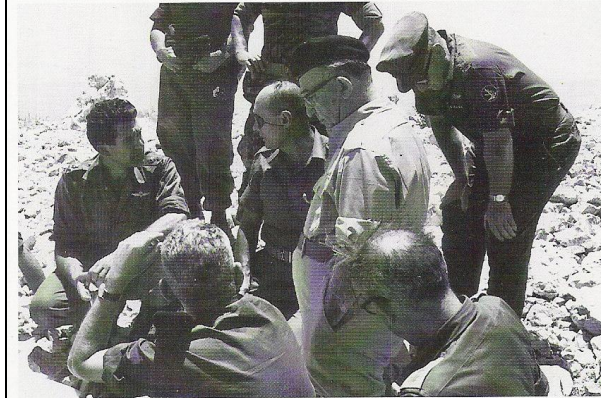
Le général **Yitzhak Rabin**



Ariel Sharon en 1967



Au milieu et à droite, **Moshé Dayan** et le général **Yitzhak Rabin**



10 juin 1967 : sur les hauteurs du Golan, le **Premier ministre Eshkol**, **Moshé Dayan** et **David Elazar**. (www.akadem.org).

Le quotidien égyptien *Al-Ahram* du 26 mai 1967, soutenu par le gouvernement, écrit (article de **Mohamed Heikal**, un ami de Nasser) :

« [La fermeture du détroit de Tiran] a mis Israël devant une situation dans laquelle il ne peut que réagir. (...) Pour plusieurs raisons, et en premier lieu pour des raisons psychologiques, Israël ne peut accepter ou demeurer indifférent à ce qui s'est produit. Israël doit maintenant répondre. Il doit donner un coup. (...) Alors, ce sera notre tour de donner un second coup qui nous délivrera avec l'efficacité la plus grande qui soit. (...) Laissons Israël venir ! Préparons notre riposte ! Faisons-en un coup de grâce ! » De nombreux Allemands non juifs, y compris des infirmières et des anciens soldats, contactent l'ambassade d'Israël à Bonn (à l'époque) pour offrir leurs services à Israël ou pour apporter des fonds. »



Levi Eshkol, Premier ministre israélien de 1963 (démission de Ben Gourion) à 1969.

L'annexion de Jérusalem

Faisant fi des résolutions de l'ONU sur l'internationalisation de Jérusalem, Ben Gourion annonce solennellement, le 13 décembre 1949, au Parlement qu'« Israël a et aura une seule capitale, Jérusalem l'éternelle ». Sous-entendu Jérusalem-Ouest, mais le premier ministre ne le dit pas explicitement. Peu avant, le chef de la droite nationaliste, Menahem Begin, propose d'écrire noir sur blanc que la capitale d'Israël comprend la vieille ville et ses Lieux saints...

Le 5 juin 1967, au soir, le premier ministre Lévy Eshkol s'inquiète. « Il faut soigneusement peser les conséquences politiques qu'aurait une occupation de la vieille ville », déclare-t-il au cabinet. Le lendemain matin, le général Moshe Dayan, ministre de la défense, hésite encore, lui aussi, à ordonner la prise de la vieille ville : « Qu'allons-nous faire de ce Vatican ? », confie-t-il au général en charge de l'opération. Irrésistible, la tentation l'emporte. La suite est connue : la fièvre mystico-nationaliste gagne de très larges segments de la population juive ; on fête à la fois une victoire qui paraît miraculeuse et les « retrouvailles du peuple d'Israël avec Eretz Israël ». La voie est ouverte à la montée d'une extrême droite religieuse.

Dès le 10 juin, des bulldozers israéliens rasent le quartier arabe des Mograbis, pour ouvrir un vaste espace devant le mur des Lamentations : plus de cent familles sont jetées *manu militari* hors de chez elles, avec un préavis de trois heures. Le 27 juin, la Knesset adopte un amendement étendant la législation israélienne à la partie orientale de la ville, ce qui revient à l'annexer.

Marius Schattner, « Jérusalem, mythes et réalités », *Le Monde diplomatique*, novembre 2000.

28 mai 1967 : Nasser agressif contre Israël

« L'existence d'Israël est en soi une agression. (...) Ce qui s'est passé en 1948 était une agression, une agression contre le peuple palestinien. »

« Nous n'accepterons aucune coexistence avec Israël. (...) Aujourd'hui, la question n'est pas l'établissement de la paix entre les Etats arabes et Israël. (...) La guerre contre Israël est une réalité depuis 1948. »

Gamal Abdel Nasser, conférence de presse devant des centaines de correspondants étrangers

Extraits de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies (22.11.1967).

Le Conseil de sécurité, (...)

1. Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :
 - (i) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ;
 - (ii) Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force.
2. Affirme en outre la nécessité :
 - (a) De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;
 - (b) De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ;
 - (c) De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées.
3. Prie le secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les États intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément aux dispositions et aux principes de la présente résolution.
4. Prie le secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial.

Source : Site Internet de l'ONU : www.un.org

Le "triple non" arabe du Sommet de Khartoum - 29 août – 1^{er} septembre 1967

" 1. Le sommet réaffirme l'unité des rangs arabes, l'unité d'action, sa ferme intention de liquider les séquelles de l'agression et l'attachement de tous les pays au pacte de solidarité adopté lors du troisième sommet tenu à Casablanca.

" 2. Le sommet décide de multiplier les efforts en vue d'effacer les traces de l'agression et proclame que les territoires occupés sont arabes et que la tâche de les récupérer incombe à tous les pays arabes.

" 3. Les rois et chefs d'Etat sont d'accord pour unifier leurs efforts sur le plan politique international et diplomatique afin d'effacer les traces de l'agression et d'obtenir le retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés après le 5 juin. Cette double action sera entreprise sur la base des principes reconnus par tous les Etats arabes et qui sont :

- pas de réconciliation avec Israël,
- pas de reconnaissance de cet Etat,
- pas de négociation avec lui et réaffirmation des droits du peuple palestinien sur son pays.

" 4. La conférence des ministres arabes des finances, de l'Economie et du Pétrole avait recommandé d'utiliser l'arrêt du pompage du pétrole comme arme dans le combat. Mais le sommet, après examen de la question, estime que le pompage du pétrole peut être employé comme arme, le pétrole étant une richesse susceptible de renforcer l'économie des pays arabes qui ont subi l'agression et de leur permettre de résister à l'épreuve. Aussi, la conférence décide-t-elle la reprise du pompage du pétrole, arme qui peut être utilisée pour la réalisation des objectifs arabes. Les pays producteurs de pétrole ont effectivement aidé les Etats ayant subi l'agression à résister aux conséquences de celle-ci.

" 5. Les participants à la conférence approuvent le projet présenté par le Koweït et prévoyant l'institution d'une caisse de développement économique et social arabe, conformément à la recommandation faite par la conférence des ministres de l'Economie, des Finances et du Pétrole, réunie à Bagdad.

" 6. Le sommet insiste sur la nécessité de prendre les mesures permettant le renforcement du potentiel militaire afin de faire face aux nécessités de l'heure.

" 7. Le sommet décide de hâter la liquidation des bases étrangères dans le monde arabe."

La résolution 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, 22 octobre 1973

Le Conseil de Sécurité,

1. Demande à toutes les parties aux présents combats de cesser le feu et de mettre fin à toute activité militaire immédiatement, douze heures au plus tard après le moment de l'adoption de la présente décision, dans les positions qu'elles occupent maintenant ;

2. Demande aux parties en cause de commencer immédiatement après le cessez-le-feu l'application de la Résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, en date du 22 novembre 1967, dans toutes ses parties ;

3. Décide que, immédiatement et en même temps que le cessez-le-feu, des négociations commenceront entre les parties en cause sous les auspices appropriés en vue d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Discours de Yasser Arafat à l'Assemblée générale des Nations Unies, 13 novembre 74

"Fils de Jérusalem, (...)

Je suis venu ici tenant d'une main le rameau d'olivier et de l'autre mon fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main, (...) Lorsque nous parlons de nos espoirs communs pour la Palestine de demain nos perspectives englobent tous les juifs vivant actuellement la Palestine et qui acceptent de coexister avec nous dans la paix, sans discrimination. (...)

Pourquoi ne pas rêver et espérer que je revienne un jour d'exil avec mon peuple, pour vivre dans l'égalité, la fraternité et la justice avec nos frères chrétiens, juifs et musulmans ?"

5. L'intervention d'Israël dans la guerre du Liban (6 juin 1982) : L'armée israélienne envahit le Liban (*opération « Paix en Galilée »*, déclenchée le **6 juin 1982** sous la direction d'**Ariel Sharon**, né en **1929**, alors ministre de la Défense) pour mettre fin à l'action des commandos de l'OLP. Cette invasion se superpose à la guerre civile libanaise (**1975-1990**) entre les phalangistes chrétiens et les musulmans du **Hezbollah** appuyés par l'OLP (créée en **1964**). En septembre **1982**, l'OLP est obligée de quitter Beyrouth Ouest et d'installer son siège à Tunis. Cette guerre est marquée par le massacre de **Chabra** et **Chatila**, deux camps de réfugiés palestiniens.

IV. Les négociations israélo-palestiniennes

Dès **1988**, l'OLP reconnaît la résolution **181** de **1947** sur le partage. Mais ce sont les **accords d'Oslo**, signés le **13 septembre 1993** sur le perron de la **Maison Blanche** entre **Yasser Arafat** (*Abel Raouf Arafat al-Qudwa, 1929-11 septembre 2004*) et **Yitzhak Rabin** (né en **1922**, vainqueur de la guerre des Six Jours, Premier ministre d'Israël de **1992** à son assassinat par **Ygal Amir** le **4 novembre 1995**), qui constituent le point de départ des négociations entre Israéliens et Palestiniens qui se fondent sur la **résolution 242**. Elles devaient durer **cinq ans**, de **mai 1994 à mai 1999**, et aboutir à la proclamation de l'Etat palestinien. Mais elles butent sur les points suivants :

- **La question des territoires et des frontières** : L'OLP demande le retrait israélien des territoires occupés et compte créer un Etat sur **22 %** de la Palestine historique. Elle fonde sa position sur la **résolution 242**. Israël refuse tout retrait sur les lignes du **4 juin 1967** et voudrait annexer **30 à 40 %** de la **Cisjordanie**. Le **bouclage** systématique des territoires « autonomes » après chaque attentat rend la vie quotidienne insupportable.

- **Les colonies** : On dénombre de **150 à 200** colonies juives. Depuis **1967**, Israël mène une politique systématique de colonisation pour rendre impossible la continuité du territoire palestinien et la création d'un Etat palestinien. Se fondant sur la résolution **465** de **1980** du Conseil de sécurité de l'ONU, l'OLP demande le **démantèlement** des colonies.

- **Les réfugiés palestiniens** : On dénombre plus de **3,7 millions de réfugiés**⁴ palestiniens répartis dans **59 camps** installés dans les pays voisins et gérés par l'**UNRWA**⁵. Se fondant sur la **résolution 194** du Conseil de sécurité du **11 décembre 1948**, les Palestiniens réclament le « **droit au retour** ». Israël s'y oppose et demande l'installation définitive des réfugiés dans les pays d'accueil grâce à l'aide internationale.

- **Le statut de Jérusalem (Al Qods)** : l'enjeu de la ville est le contrôle des lieux saints de la vieille ville de Jérusalem-Est. La zone de Haram el-Charif ou Dôme du Rocher où se trouve la mosquée d'**Al-Aqsa** est contiguë au **Mur des Lamentations**, ruines de l'ancien **Temple** détruit par les Romains. Pour les Israéliens, la mosquée d'**Al-Aqsa** est édifiée sur les vestiges du **Temple de Salomon** qu'ils veulent reconstruire. Pour rechercher les vestiges, des fouilles archéologiques entreprises sous les lieux saints musulmans provoquent des protestations car elles menacent la stabilité des monuments islamiques. En plus, des groupes extrémistes juifs ont essayé à plusieurs reprises de faire sauter la mosquée. Israël voudrait de cette ville réunifiée sa « **capitale éternelle** ». Pour les Palestiniens, la partie Est de la ville est un territoire occupé qui doit être évacué et devenir leur capitale.

L'Etat d'Israël menait également des négociations séparées avec la Jordanie (sur la question de l'eau) et avec la Syrie (sur la restitution du plateau du Golan).

V. Une paix introuvable, impossible ?

Même si en **1988** l'OLP reconnaît la **résolution 181** sur le partage, même si Palestiniens et Israéliens se reconnaissent mutuellement le **13 septembre 1993**, le processus de paix est dans une **impasse** malgré l'accord de **Wye Plantation** d'**octobre 1998** par lequel Israël accepta de rétrocéder **13 %** des territoires occupés à l'Autorité palestinienne. Cette rétrocession s'est arrêtée à **2 %**. Malgré la décision prise par **Ehud Barak** d'évacuer une partie des territoires occupés du Liban et du Golan syrien, le processus de paix est interrompu par plusieurs faits saillants :

- **l'échec des sommets de Camp David (juillet 2000)** et de **Charm el-Cheikh (octobre 2000)** ;

- **le déclenchement de la seconde Intifada** appelée **Intifada d'Al-Aqsa** le **30 septembre 2000** ;

⁴ En septembre 2003, on comptait 4 millions de réfugiés (dont 1,5 million en Cisjordanie et à Gaza et 2,5 en Jordanie, au Liban et en Syrie).

⁵ L'**UNRWA** (Office de secours et des travaux des Nations unies pour les Réfugiés de la Palestine).

- l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon qui remet en question les **accords d'Oslo** ;
- l'escalade de la violence.

A partir de **2002**, le dossier palestinien est confié au **Quartet** (ONU, Etats-Unis, Union européenne et Russie) qui publie le **30 avril 2003** la « **Feuille de route** » (« **Road Map** »). Mais tous les efforts de paix sont réduits à néant à cause de la politique de **Sharon** qui a entamé la construction en Cisjordanie d'un mur de séparation (le « mur de sécurité »). L'**Accord de Genève**, préparé et présenté officiellement le **1^{er} décembre 2003**, par l'Israélien **Yossi Beilin** et **Yasser Abed Rabbo**, n'a pas permis de régler la question palestinienne. Il en est de même de l'initiative de paix appelée la « Voix du peuple » lancée par l'Israélien **Ami Ayalon** et le Palestinien **Sari Nisseibeh**. Des Israéliens également se sont opposés à la politique d'occupation menée par leur pays : c'est le cas dans l'ancien pilote militaire **Yiftah Spector** (héros de la guerre de Six Jours) et 26 autres pilotes qui dénoncent les opérations d'assassinats ciblés ou des anciens chefs du **Shin Beth** (Services secrets israéliens) comme **Ami Ayalon**, **Yaakov Perry**, **Carmi Gilon** et **Avraham Shalom**.

En 2008, la violence connaît une nouvelle escalade avec la **guerre de Gaza** qui a opposé les activistes du Hamas et Tsahal (l'armée israélienne). Les raids israéliens ont fait plus de 1 000 morts en moins d'un mois. Les dossiers « **chauds** » restent en suspens : **sort des réfugiés palestiniens, statut de Jérusalem, avenir des colonies juives, délimitation des frontières**, etc.

Les lettres de reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël - 9 septembre 1993

Alors que l'opinion internationale était maintenue dans l'impression que le processus de paix engagé à Madrid en 1991 piétinait, Israël et l'OLP préparaient dans le plus grand secret un acte révolutionnaire : leur reconnaissance mutuelle, c'est-à-dire l'acceptation réciproque de parler, à visage découvert, à l'adversaire en le reconnaissant comme tel. C'est dire que, après quarante-cinq ans de conflit israélo-palestinien, une décision pour une fois réellement historique était sérieusement envisagée.

Ironie de l'Histoire, Washington a été tenu à l'écart de la préparation de cet événement, même s'il l'a récupéré, après quelque hésitation, au dernier moment. C'est à Oslo, en Norvège, que les négociateurs israéliens et ceux de l'OLP ont, dans le plus grand secret, pendant huit mois, préparé leur reconnaissance mutuelle avec l'aide du médiateur norvégien, le ministre des Affaires étrangères Johan Joergen Holst.

Ces discussions secrètes, auxquelles le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Pérès, et Mahmoud Abbas (Abou Mazen), membre du CEOLP, ont personnellement participé, ont abouti à un double accord sur les points essentiels le 20 août 1993, à Oslo : la reconnaissance mutuelle, qui devait être suivie par la signature d'une déclaration de principe sur l'autonomie palestinienne dans les territoires occupés, à commencer par Gaza et Jéricho.

Yasser Arafat signe, dans la nuit du 9 au 10 septembre, la lettre portant reconnaissance du droit d'Israël à vivre en paix, ainsi qu'une lettre au ministre norvégien dans laquelle il s'engage à demander aux Palestiniens de renoncer " à la violence et au terrorisme ". Johan Joergen Holst part, dans la matinée du 10 septembre, pour Jérusalem, où Yitzhak Rabin signe, à son tour, une lettre par laquelle Israël reconnaît l'OLP comme " le représentant du peuple palestinien " et décide d'ouvrir des négociations avec cette organisation.

Lors de la cérémonie de signature, après avoir lu attentivement la lettre de Yasser Arafat, le Premier ministre israélien remarque que les engagements de l'OLP constituent " un changement radical qui ouvre la voie à la réconciliation et à la paix entre les Palestiniens et Israël. Il s'agit du premier accord entre les Palestiniens et Israël depuis la création de l'Etat d'Israël. Je suis pleinement conscient des difficultés auxquelles doivent faire face les Palestiniens et Israël pour parvenir à une solution de nos problèmes. Mais, je vois dans cet accord un grand pas vers la réalisation de cet objectif ".

Le jour même, le FPLP et le FDLP annoncent que leurs représentants se retirent du CEOLP.

(Quelques heures après la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, le président Bill Clinton annonce que les Etats-Unis ont décidé de renouer avec l'OLP " le dialogue et les contacts " interrompus le 20 juin 1990.)

Conditions de l'avènement d'une paix durable au Proche-Orient

Si nul ne croit qu'un règlement puisse être imposé de l'extérieur, personne non plus ne pense qu'il puisse se passer d'une médiation internationale. En plus des Nations unies, qui y jouent leur crédibilité historique, beaucoup dépend de l'Amérique, de l'Europe et du monde arabe. N'attendons pas l'évolution de la position américaine, dont le président Bush vient de rappeler et d'accentuer en compagnie de M. Sharon le soutien à l'expansion israélienne, et qui se trouve à la merci d'événements dramatiques au Proche-Orient et de changements de politique intérieure aléatoires. L'Europe occupe une position-clé, non seulement pour faire valoir son point de vue autrement qu'en paroles, mais aussi pour imposer la participation des pays arabes aux procédures de médiation. Aucune « feuille de route » ne peut se passer de ce rééquilibrage démocratique dont dépendent la confiance des Palestiniens, l'implication de toute la région et la neutralisation des logiques de « choc des civilisations ». Aucune médiation n'est possible si les « médiateurs » sont les protecteurs des envahisseurs.

Etienne Balibar, « Universalité de la cause palestinienne », *Manière de voir*, N° 78, décembre 2004-janvier 2005, p. 83.

La « Feuille de route »

Depuis les accords d'Oslo, signés le 13 septembre 1993 entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, mais dont l'application tourna court après le meurtre du Premier ministre d'Israël par un fanatique juif (le 4 novembre 1995), ce qu'on a baptisé la « feuille de route » (*road map*), élaborée en décembre 2002, par un « Quartet de médiateurs internationaux (Organisation des Nations unies, Etats-Unis, Union européenne et Russie), reste, à ce jour, le seul plan de paix israélo-palestinien accepté par les deux parties.

Encore faut-il préciser. Si l'Autorité palestinienne a donné, sans détours, son accord, Israël n'a, de mauvaise grâce, accepté le texte qu'en l'assortissant de quatorze « réserves » qui en altèrent gravement la signification... (La « feuille de route » prévoyait, la création, par étapes, en 2005, d'un Etat palestinien souverain coexistant pacifiquement avec Israël).

Dans une première phase, les Palestiniens devraient faire cesser le terrorisme, réformer la structure de leur Autorité et reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël ; les Israéliens de leur côté, devraient geler toute colonisation, se retirer des territoires occupés depuis le début de la seconde Intifada, en septembre 2000, et renoncer aux mesures dites « punitives », telles que les assassinats ciblés, les destructions de maisons, les expulsions, les confiscations, etc.

Dans une deuxième phase seulement serait préparée la création, d'ici à 2003, d'un Etat palestinien indépendant, mais aux frontières provisoires, sur 40 % de la Cisjordanie et les 2/3 de la bande de Gaza. Tandis que des élections palestiniennes seraient organisées, une conférence internationale tenterait de relancer les efforts pour une paix globale au Proche-Orient.

Dans une troisième phase enfin, d'ici à la fin de 2005, une seconde conférence fixerait les frontières définitives de l'Etat palestinien. Resteraient en suspens le statut de Jérusalem et le sort du « droit au retour » des réfugiés palestiniens, objet de négociations ultérieures.

D'après **Marcel Péju**, *Jeune Afrique L'Intelligent*, n° 2238, du 30 novembre au 6 décembre 2003, pp. 56-58.

Les dispositions de la « Feuille de route »*

(...) Ce document se fonde sur les résolutions des Nations unies, la conférence de Madrid (1991), les accords d'Oslo (1993) ainsi que les avancées diplomatiques qui suivirent. Mais il s'inspire tout particulièrement des négociations de Camp David (juillet 2000) et de Taba (janvier 2001) pour définir les bases sur lesquelles un Etat palestinien indépendant sera créé aux côtés de l'Etat d'Israël :

Statut : l'Etat de Palestine sera démilitarisé. Il disposera néanmoins de forces de sécurité pour maintenir l'ordre, prévenir le terrorisme et surveiller les frontières.

Territoire : l'Etat palestinien sera créé à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967. Il s'étendra sur la totalité de la bande de Gaza et sur 97,5 % de la Cisjordanie. Les 2,5 % restants seront annexés par Israël pour regrouper les plus grosses colonies juives de la région de Jérusalem, y compris, plus au sud, celles de Gush Etzion mais les colonies d'Ariel, d'Efrat et de Har Homa feront partie de l'Etat palestinien. L'Etat d'Israël compensera ces annexions en cédant à l'Etat palestinien des territoires équivalents afin d'élargir la bande de Gaza. En outre, un passage routier, placé sous souveraineté israélienne et sous contrôle palestinien, reliera la bande de Gaza à la Cisjordanie.

Capitale : l'Etat palestinien aura sa capitale à Jérusalem-Est. Les quartiers juifs implantés à l'est de la ville (y compris Givat Zeev et une partie de Maale Adoumim) demeureront sous souveraineté israélienne. La Vieille Ville passera, elle, sous souveraineté palestinienne, aux seules exceptions du mur des Lamentations et du quartier juif. Le libre accès de tous les fidèles aux lieux de prière sera garanti par une force internationale. Mais l'esplanade des Mosquées sera interdite aux prières juives comme à toutes les fouilles archéologiques. Quant au mont des Oliviers, à la Ville de David et à la vallée de Kivron, ils seront placés sous supervision internationale. Les deux municipalités formeront un comité de coordination, et les trois religions un comité consultatif.

Colonies : à l'exception des habitants des colonies se trouvant sur les territoires annexés par l'Etat d'Israël, ce dernier s'engage à rapatrier l'ensemble des colons se trouvant en Cisjordanie et sur la bande de Gaza. Les propriétés comme les infrastructures seront cédées à l'Autorité palestinienne, selon un calendrier à déterminer d'un commun accord.

Retrait israélien : l'Etat d'Israël s'engage à retirer son armée de l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en trois phases de 9, 21 et 30 mois. *Tsahal* restera néanmoins présente dans la vallée du Jourdain (pour 36 mois), et conservera des stations d'alerte au nord et au centre de la Cisjordanie.

Réfugiés : conformément à la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies (1948) et à la résolution 242 du Conseil de sécurité (1967), les réfugiés palestiniens pourront être indemnisés de même que les Etats les ayant accueillis. Tous ceux qui le souhaiteront pourront s'installer dans le nouvel Etat de Palestine. En revanche, leur retour en Israël sera soumis à la décision des autorités du pays.

Contrôle : le Quartet (Nations unies, Etats-Unis, Union européenne, Russie) et les autres forces qui souhaiteront s'y joindre nommeront un représentant spécial et créeront une force multinationale destinée à surveiller la mise en œuvre des accords.

Source : *Le Monde diplomatique*, « Pourquoi Ariel Sharon a peur », décembre 2003.

* « Feuille de route » : Proposition de résolution du conflit israélo palestinien publiée le 30 avril 2003 par le Quartet de médiateurs internationaux (ONU, Union européenne, Etats-Unis et Russie).

Conclusion

Le problème palestinien est très préoccupant et continue de déstabiliser le Proche-Orient. Malgré des tentatives de solution, cette partie du monde reste une poudrière où **kamikazes palestiniens** et **soldats de Tsahal** (l'armée israélienne) continuent de faire des victimes. La **mort de Yasser Arafat**, le **11 novembre 2004**, la **disparition d'Ariel Sharon de la vie politique** et la **victoire du Hamas aux législatives de janvier 2006** constituent des tournants importants dans l'histoire de cette région. L'on se demande dans quel sens évoluera le processus de paix.

Leçon 8 : LA DECOLONISATION AU MAGHREB : L'ALGERIE

Introduction

L'ancienneté des nationalismes, l'impact de la Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord et la défaite française en Indochine ont fortement contribué à la décolonisation de l'Algérie. Ce pays du Maghreb⁶, occupé par la France entre **1830** et **1847**, offre un exemple de **décolonisation violente**. La libération est obtenue à la suite d'une **guerre longue (8 ans) et mouvementée**, causée surtout par l'existence d'une communauté européenne (les "**Pieds Noirs**") qui s'oppose à toute idée d'autonomie.

I. Naissance et affirmation du nationalisme algérien

Le nationalisme algérien est réveillé par la profonde inégalité sociale entre les deux principales communautés qui peuplent l'Algérie : les Algériens musulmans (**5,5 millions en 1931**) et les "**Pieds Noirs**" (**800 000 en 1931**). Ces derniers occupent les meilleures terres dans une Algérie qu'ils considèrent comme leur patrie tandis que les musulmans majoritaires disposent de maigres lopins de terre et sont confrontés à des problèmes comme le manque de moyens et le chômage. Sur le plan politique, la participation des indigènes est limitée et leur statut juridique est celui de l'**indigénat**. Ce contraste et cette injustice rendent le mouvement nationaliste très populaire. Les origines du nationalisme algérien remontent au XIX^e siècle mais il s'est affirmé au XX^e siècle.

Entre les deux guerres mondiales, le nationalisme est divisé en plusieurs tendances :

- "**Les Jeunes Algériens**", mouvement essentiellement formé d'une élite de citoyens qui revendiquent l'extension des droits des musulmans. Parmi ses membres figure **Ferhat Abbas** (1899-1985);

- l'**Association des Oulémas**⁷, fondée en **1931** par **Ben Badis** et formée de lettrés musulmans, qui réclame un pouvoir musulman et arabe et refuse l'assimilation. Elle introduit l'idée d'une patrie algérienne. Sa devise est : "**L'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie**" ("*Al Islâmu dînî, al-arabiyyatu luqatî, Al Jazâ'ir watânî*", titre du livre de **Tewfik el-Madani**, publié en **1932**);

- le **Parti du Peuple algérien (PPA)** ou Etoile nord-africaine, né sous les cendres du courant populiste et révolutionnaire créé par **Messali Hadj** (**1898-1974**) en **mars 1926**. Il réclame l'indépendance de l'Algérie avec le concours de la France.

II. L'évolution de l'Algérie de 1942 à 1954 : la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences

1. L'intransigeance de la France (1942-1947)

La France accorde une grande importance à l'Algérie pour plusieurs raisons. L'occupation est très ancienne (**1830**). L'Algérie est considérée comme un **département** de la France. Elle occupe une **position stratégique** dans le Bassin méditerranéen et sert de **trait d'union** avec l'Afrique noire. Son **sous-sol** est riche en hydrocarbures. Plusieurs milliers de **colons** s'y sont installés et s'opposent à toute idée de réforme visant à améliorer les conditions de vie des musulmans. Ceci va entraîner la radicalisation du mouvement nationaliste.

Motivés par l'anticolonialisme américain, les leaders nationalistes algériens haussent le ton. Ainsi en **février 1943** Ferhat Abbas rédige le **Manifeste du peuple algérien**, dans lequel il dénonce le colonialisme et réclame la constitution d'une Algérie démocratique, autonome et fédérée à la France. Mais ce projet est rejeté par le Comité français de Libération nationale

⁶ Le Maroc est devenu un protectorat le 30 mars 1912. La Tunisie est protectorat français le 12 mai 1881 (traité du Bardo signé entre le bey Mohamed el-Sadok et la France).

⁷ Cette ligue accueille favorablement le projet Blum-Violette de 1936 qui proposait d'élargir l'accès à la citoyenneté française sans contrepartie religieuse.

(CFLN, créé le 3 juin 1943) dirigé par De Gaulle. En **décembre 1943**, ce dernier propose des réformes accordant la citoyenneté française aux intellectuels musulmans, l'accès au collège électoral, aux emplois et aux organismes élus. Ces réformes sont jugées trop insuffisantes par les nationalistes. L'arrestation Messali Hadi et de Ferhat Abbas entraîne de graves troubles.

A partir du **1^{er} mai 1945**, des troubles se produisent. Le **8 mai**, jour de la capitulation allemande, des émeutes sanglantes à **Sétif** et à **Guelma**, en Kabylie. La répression de l'armée française et des milices des colons est impitoyable (environ **8 000 morts**). Ces émeutes traduisent la rupture définitive entre les deux communautés.

2. L'Algérie du Statut (1947-1954)

En **1947**, le Parlement français accepte de doter l'Algérie d'un **statut particulier** avec le pouvoir exécutif qui reste entre les mains des Français, le pouvoir législatif qui est détenu par une Assemblée algérienne avec deux collèges qui envoient chacun 60 délégués et pourtant les Français sont 8 fois moins nombreux. Cette Assemblée détient un semblant de souveraineté car elle peut être dissoute par le Conseil des Ministres français. A partir de ce moment, le mouvement nationaliste se réorganise avec la fondation de l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA) en **1946** par Ferhat Abbas et du Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (MTLD) par Messali Hadj. Mais Messali Hadj est arrêté et exile en France. L'une des tendances de son parti crée le Comité révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA) pour préparer une insurrection armée. C'est ainsi que fut mise sur pied une Armée de Libération nationale (**ALN**) dont l'aile politique est le Front de Libération nationale (FLN) autour d'Ahmed Ben Bella (né en 1916), Mohamed Boudiaf (1919-1992), Hocine Aït-Ahmed (né en 1926), etc. la défaite française de Diên Biên Phu précipite l'insurrection du FLN.

Les « Oulémas »

« Ce que nous voulons faire, c'est réveiller nos compatriotes de leur sommeil, leur apprendre à se méfier, à revendiquer leur part de la vie de ce monde, à se saturer des principes de leur religion si humaine, si exempte de tout ce qui ressemble aux rêves des égarés et aux inventions des imposteurs. Nous avons juré par devant nous-mêmes de ne négliger aucun des moyens propres à les tirer de leur léthargie, à les avertir des dangers qu'ils courent, si bien que les exploitateurs de l'intérêt privé, les trafiquants de consciences... ne puissent plus exercer leur influence sur les ignorants. »

Albelhamid Ben Badis, dans la revue *El Chieb*, juillet 1932, cité par André Nouschi, *La Naissance du nationalisme algérien*, 1979.

Messali Hadj (1898-1974)

Dès 1926, Président fondateur de l'Étoile nord-africaine (ENA), Messali Hadj dénonce l'arbitraire dont est victime le peuple algérien et pose le problème de l'indépendance nationale... Malgré les tracasseries de l'administration française, emprisonné à maintes reprises et déporté, il continue à militer après la dissolution de l'ENA. Il fonde alors le Parti du peuple algérien (PPA), puis le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) en 1946, viviers dans lesquels vont être formés les cadres de la lutte de libération nationale. C'est lors de la parade du 14 juillet 1937 organisée par le Parti communiste algérien (PCA) au nom du Front populaire français, que le drapeau algérien, confectionné par M^{me} Messali, est déployé pour la première fois dans les rues d'Alger. En 1941, il est condamné aux travaux forcés et les manifestations demandant sa libération sont une des causes des massacres de Sétif en mai 1945. Messali Hadj fut libéré de prison en 1958 et assigné à résidence en France.

Cependant, sa stratégie réformatrice est jugée trop modérée par une partie de la jeunesse nationaliste qui considère que le temps de la lutte armée est venu. La fondation du Front de libération nationale (FLN) et l'adhésion croissante que ce nouveau parti suscite en Algérie entraîne la marginalisation progressive de Messali Hadj.

En 1954, il fonde le Mouvement national algérien (MNA) qui s'oppose au FLN et qui est le seul parti d'inspiration socialiste à ne pas être absorbé dans le front combattant pour l'indépendance. La lutte fratricide entre « messalistes » et « frontistes », au sein même du mouvement de libération est extrêmement sanglante, tant en Algérie qu'en métropole, dans l'immigration. Assigné à résidence à Angoulême (Charente), Messali Hadj perd peu à peu son influence. Le gouvernement français tentant cependant de profiter des rivalités internes au mouvement nationaliste algérien essaye de faire participer le MNA aux négociations d'indépendance qui ont lieu à partir de 1961. Le FLN s'y oppose, ce qui déclenche de nouveaux règlements de comptes entre les partisans de ces deux organisations.

Messali Hadj n'obtient la nationalité algérienne qu'en 1965. Son rôle dans la fondation du nationalisme algérien est toujours minoré par les autorités algériennes actuelles. Il meurt en 1974 sans avoir pu revoir son pays natal.

Source : www.wikipedia.org.



Messali Hadj.



Ferhat Abbas.

Ferhat Abbas

Né en 1899 à Taher dans le Constantinois, Ferhat Abbas, est le promoteur en 1924 de l'*Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord* qu'il préside durant quatre ans de 1927 à 1931. Docteur en pharmacie, il s'établit à Sétif, devient conseiller général, conseiller municipal, délégué financier. Dans le même temps, il participe activement au mouvement *Jeune Algérien*.

En 1943 il rédige le *Manifeste du Peuple Algérien* qui donnera naissance aux A.M.L. Arrête quelque temps au lendemain des événements de mai 1945, il fonde l'*Union Démocratique du Manifeste Algérien* (U.D.M.A.).

En 1946, F. Abbas est élu à la seconde Assemblée constituante, puis à l'Assemblée algérienne (1948). Se qualifiant de nationaliste modéré, il participe en 1955 à une rencontre avec J. Soustelle puis, déçu par l'immobilisme politique, se rallie au F.L.N. en 1955. Il gagne le Caire le 22 avril 1956. Membre du C.N.R.A. dès le 20 août 1956, membre du C.E.E depuis le congrès d'août 1957, F. Abbas préside le G.P.R.A de septembre 1958 à août 1961. Partisan de la position « le F.L.N. seul interlocuteur valable ».

Elu au lendemain de l'indépendance président de l'Assemblée constituante, il démissionne en août 1963 pour protester contre le rôle excessif que s'arrogé le F.L.N. dans l'élaboration de la Constitution. Il est mis en résidence surveillée et libéré en 1965. Retiré de la vie politique, il est, avec Ben Khedda, Lahoual et Kheiredine, l'auteur d'un texte contre le régime de H. Boumedienne en mars 1976.

F. Abbas fait paraître la suite de ses mémoires, *Autopsie d'une guerre*, en 1980. Il est décoré le mardi 30 octobre 1984 de la médaille de résistant dans sa villa du quartier de Kouba à Alger au moment où il publie l'indépendance confisquée.

Manifeste du peuple algérien adressé aux français par Ferhat Abbas (10 février 1943) - Extraits.

« Le problème algérien est essentiellement racial et religieux et l'exclusive qui frappe l'élément autochtone s'étend à toutes les classes de la société. [...] Le refus systématique ou déguisé de donner accès dans cité française aux Algériens musulmans a découragé tous les artisans de la politique d'assimilation. [...] La nationalité et la citoyenneté algériennes [...] apportent une plus claire et plus logique solution au problème de l'émancipation et de l'évolution [de l'algérien musulman]. [...] Fort de cette déclaration, le peuple algérien demande dès aujourd'hui, pour éviter tout malentendu et barrer la route aux visées et aux convoitises :

- a) la condamnation et l'abolition de la colonisation [...];
- b) l'application par tous les pays, petits et grands, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- c) la dotation de l'Algérie d'une Constitution garantissant [...] la liberté et l'égalité absolues, la reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle, la liberté de la presse et d'association, etc. ;
- d) la participation immédiate et effective des Algériens musulmans au gouvernement de leur pays [...];
- e) la liberté de tous les condamnés internés politiques... »

D'après J. Lacouture, *Cinq hommes et la France*, édition du Seuil

Massacre de Sétif : 45 000 morts ? On ne connaîtra jamais le vrai bilan.

Le bilan des victimes des massacres de Sétif, de Guelma et de leurs environs est encore contesté aujourd'hui. (...) Côté musulman, le PPA de Messali Hadj avancera rapidement le chiffre qui deviendra de plus en plus « officiel » au fil du temps chez les Algériens de 45 000 morts. Ferhat Abbas, en mai 1946, à Saïda, se contente, si l'on peut dire, de « s'incliner devant les 20 000 morts du Constantinois ». L'administration et le ministère de l'Intérieur parlèrent d'abord de 1 000 à 1 500 morts, chiffre jugé fantaisiste partout, avant de réévaluer progressivement à la hausse un décompte qui ne sera pourtant jamais pris au sérieux par les historiens. Après la fin de la guerre de 1954-1962, l'armée française finira par considérer comme probable une estimation d'environ 3 000 victimes. Le colonel Schoen, directeur des Services des liaisons nord-africaines et homme on ne peut mieux renseigné, comme il le démontrera souvent par la suite pendant la guerre, parlera pour sa part rapidement de 5 000 à 6 000 tués, tout comme le journal socialiste *Le Populaire*, reprenant des sources militaires.

Juste après les événements, le général Paul Tubert, qui a dirigé une commission d'enquête envoyée sur place à la demande des autorités françaises, lesquelles craignent non sans raison qu'on n'y ait été – ce sont les mots employés – « un peu fort » pour réduire « les rebelles », aurait évoqué comme hypothèse le chiffre de 15 000 morts.

Renaud De Rochebrune, *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2312, du 1^{er} au 7 mai 2005, pp.50-51.



Benyoucef Ben Khedda, chef du journal *L'Algérie Libre*, devient secrétaire général de du M.T.L.D. en 1953 puis rejoint le F.L.N.

Proclamation du Front de Libération Nationale (F.L.N) - (1^{er} novembre 1954)

« Au peuple algérien
Aux militants de la cause nationale !
... Nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :
BUT : Indépendance nationale par ;
1) La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratie et social dans le cadre des principes islamiques.
2) Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race et de confessions : (...)
Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre Charte ci-dessous. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. Le Front de Libération Nationale est ton front, sa liberté est la tienne. Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, nous donnons le meilleur de nous –même à la partie. »

R. Letourneau, *Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane* : 1920-1961, A. Colin, p. 134.

III. La guerre d'Algérie

1. Les débuts de la guerre d'Algérie

Le **1^{er} novembre 1954**, le FLN passe à la rébellion contre les autorités françaises avec une série de massacres et d'attentats sur tout le territoire algérien. La guerre d'Algérie va durer **8 ans**, émouvoir l'opinion internationale et avoir un impact profond sur la politique intérieure de la France métropolitaine. D'où des réactions françaises très différentes du fait de l'évolution des événements :

2. Les réactions françaises

a) Les réactions socialistes (1954-1958)

- L'intervention policière

Le gouvernement français considère d'abord que le soulèvement n'est qu'un simple trouble à l'ordre public. Aussi François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur déclare-t-il : « L'Algérie, c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. » (novembre 1954)

La France décide d'écraser l'insurrection par une simple opération de police. Mais dès le **20 avril 1955**, les insurgés attaquent **36** centres de colonisation, faisant **123 morts**. Consciente de l'échec de l'opération, la France essaie la solution négociée.

- La solution politique

Le nouveau Gouverneur général **Jacques Soustelle (1912-1990)** propose l'égalité et l'autonomie aux Algériens mais dans le cadre d'une intégration à la France. Les Français d'Alger s'opposent à ce projet et réagissent violemment lors de la tournée du Président du Conseil, **Guy Mollet**.

- La voie militaire

De retour en France, Mollet nomme **Robert Lacoste** et le dote de pouvoirs dictatoriaux. Les effectifs de l'armée française d'Algérie passent de **50 000** à **400 000** hommes. En **octobre 1956**, un avion transportant des chefs du FLN est capturé. On assiste à l'escalade de la violence. Le FLN déclenche le terrorisme urbain. Les parachutistes du général **Massu** soumettent Alger à un régime de terreur de **février à septembre 1957**. Dans le reste du pays, l'armée ratisse les zones tenues par le FLN.

Dès **1956**, on assiste à l'internationalisation du conflit : * **intervention de la France lors de la crise de Suez** (l'Egypte abrite des bases du FLN), * **tentative de destruction des bases arrières du FLN au Maroc et en Tunisie** (bombardement du village tunisien de Sakhiat Sidi Youssef et plainte de la Tunisie contre la France devant l'ONU), * **pressions de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sur la France** pour qu'elle trouve une solution au problème algérien. Les colons français, persuadés que la France va finir par accorder à l'Algérie musulmane l'indépendance, constituent un **Comité de Salut public** autour des généraux **Massu** et **Raoul Salan (1899-1984)**, appuyés par l'armée, qui provoque la révolte du **13 mai 1958** aboutissant à la chute de la **IV^e République (1946-1958)** et le retour de De Gaulle au pouvoir : c'est l'installation de la **V^e République (27 mai 1958)**.



Source : www.akadem.org et Roger Viollet, Getty Images).

Un socialiste controversé, Guy Mollet (1905-1975)

Homme politique de gauche dont la carrière se déroule principalement sous la IV^e République, Guy Mollet est président du Conseil en 1956-1957. Son gouvernement doit faire face à l'aggravation de la situation en Algérie et à la nationalisation du canal de Suez. Le 6 février 1956, Guy Mollet, alors président du Conseil français, se rend à Alger, où il reçoit un accueil hostile de la part des partisans de l'Algérie française. Le socialiste Robert Lacoste est nommé ministre résident en Algérie ; la France poursuit sa politique de répression malgré la désapprobation de la communauté internationale. La résistance de l'ALN continue en effet dans tout le pays, épuisant la patience de l'opinion publique métropolitaine qui voit des milliers d'appelés aller au combat. Le camp des partisans de l'indépendance se renforce peu à peu.



Soldats du FLN. - Soldats de l'armée du FLN, l'Armée de libération nationale (ALN). Document extrait d'un reportage américain sur le quartier général des rebelles dans le massif de l'Atlas, tourné au début de 1957. Les armes sont des mitrailleuses britanniques.

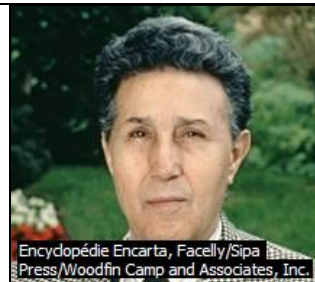
Source : Corbis pour Microsoft Encarta, 2008.



Patrouille française

Fouille et arrestation de suspects par des soldats français. La recherche et l'élimination des combattants du FLN se fit au prix d'une répression aveugle.

Source : Corbis, Encarta, 2008.



Ahmed Ben Bella, un des principaux fondateurs du FLN.

b) La solution gaulliste (1958-1962)

Le président français **Pierre Pflimlin (1907-2000)** nomme De Gaulle Président du Conseil le **1^{er} juin 1958** qui est investi des pleins pouvoirs par l'Assemblée nationale pour six mois et du droit de réviser la Constitution (**2 juin 1958**). Le **4 juin**, De Gaulle se rend à Alger pour appeler à la négociation. Mais le FLN intensifie la lutte et constitue au Caire le **Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)** le **19 septembre 1958**, présidé par Ferhat Abbas.



Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)

Le bureau politique du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), réuni ici en août 1962, est composé de Rabah Bitat, Belkacem Krim, Ben Khedda, Ahmed Ben Bella et le colonel Si Hassan, commandant militaire de la Willaya IV (de gauche à droite).

Source : **AFP**.

De Gaulle propose d'abord aux "*fellaghas*" la « *paix des braves* », c'est-à-dire une reddition en échange d'une amnistie ; proposition qui sera rejetée en **octobre 1958**. Il promet, lors d'un discours à Constantine (**23 octobre 1958**), des réformes économiques et sociales pour l'Algérie : réforme agraire en cinq ans (redistribution de **250 000 ha** de terres aux Algériens, scolarisation d'ensemble de la jeunesse musulmane, **20 000** logements et **400 000** emplois, c'est-à-dire **10 %** des postes de la Fonction publique aux musulmans). Son objectif est d'isoler le FLN par rapport aux masses.

De l'autre côté, le FLN et le GPRA remportent des succès politiques. Le **groupe afro-asiatique** à l'ONU mène une campagne efficace en leur faveur. Le **gouvernement américain** critique de plus en plus la guerre coloniale et la **Chine de Mao Zedong** reconnaît dès **septembre 1958** l'indépendance algérienne. Sur le plan intérieur, l'opinion publique française dénonce l'emploi de la torture et les exécutions sommaires. Tout ceci affaiblit la position internationale de la France et, en plus, la guerre coûte cher à la France (**1 milliard** de franc par jour).

C'est pourquoi, le **16 septembre 1959**, De Gaulle change de cap et se prononce pour le droit des Algériens à l'**autodétermination**. Il propose trois solutions théoriques :

- la **sécession**, c'est-à-dire l'indépendance ;
- la **francisation**, c'est-à-dire le rattachement à la France (axe Dunkerque-Tamanrasset) ;
- l'**association** dans le cadre de la Communauté.

Ce projet est considéré comme une trahison par les Français d'Algérie. En **janvier 1960**, des **barricades** sont dressées à Alger. C'est le début de multiples affrontements qui culminent le 21 avril 1961 avec une tentative de putsch militaire [**"Putsch des généraux"** Maurice Challe (1905-1979), Raoul Salan (1899-1984), Edmond Jouhaud (1905-1995) et André Zeller (1898-1979)]. Devant l'échec du coup d'Etat, l'**Organisation de l'Armée secrète (OAS)**, créée en **février 1961** multiplie les actions de violence en Algérie et en France, laissant planer la menace d'une guerre civile.

Malgré tout, De Gaulle décide de poursuivre sa politique. Il engage des négociations longues (**18 mai 1961-19 mars 1962**) et difficiles. Ces pourparlers débouchent sur les **accords d'Evian** du **19 mars 1962**. Par référendum, **90 %** des Français approuvent, le **8 avril 1962**, ces accords sur l'indépendance de l'Algérie. Les Algériens font de même le **1^{er} juillet 1962**. L'indépendance est proclamée le **3 juillet**. La plupart des "*Pieds Noirs*" et de nombreux *harkis* fuient le pays. Un million de rapatriés ayant perdu tous leurs biens arrivent en France.

21 avril 1961 : Putsch d'Alger

Dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, quatre généraux français tentent de soulever les militaires stationnés en Algérie et les *Pieds-noirs* dans un effort désespéré pour maintenir l'Algérie à l'intérieur de la République française. C'est le *putsch* d'Alger. Il va pitoyablement échouer en quatre jours.

En Algérie, beaucoup d'Européens s'inquiètent de leur sort et ne croient pas à une coexistence possible avec la majorité musulmane dans le cadre d'un État souverain. Leur désespoir rejoint celui de nombreux militaires qui entrevoient un nouveau recul de la France après le lâchage de l'Indochine. Ils s'indignent d'avoir vaincu pour rien l'ennemi sur le terrain. Le 20 avril 1961, au soir, le général Maurice Challe, ancien commandant en chef en Algérie, reçoit discrètement à Alger le commandant Hélié Denoix de Saint Marc, chef par intérim du 1^{er} régiment étranger de parachutistes (la Légion étrangère). Il l'invite à le rejoindre dans le complot organisé avec deux autres généraux, Edmond Jouhaud et André Zeller. C'est chose faite avec la prise de contrôle d'Alger par les parachutistes dans la nuit du 21 au 22 avril... Mais les putschistes échouent en métropole. À Paris, le gouvernement fait immédiatement arrêter leurs complices.

(...) Le dimanche soir 23 avril, le général de Gaulle apparaît en uniforme à la télévision et lance des mots qui font mouche : « *Un pouvoir insurrectionnel s'est installé en Algérie par un pronunciamiento militaire. Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite... Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer la route de ces hommes-là... J'interdis à tout Français et d'abord à tout soldat d'exécuter aucun de leurs ordres...* ».

(...) Le lendemain lundi, les syndicats organisent symboliquement une grève générale d'une heure qui est massivement suivie. C'en est fini de l'insurrection algérienne.

Le mardi 25 avril, le gouvernement reprend en main la radio d'Alger cependant qu'Hélié Denoix de Saint Marc et Maurice Challe se livrent aux autorités. Les hommes du 1^{er} REP, résignés, repartent à la guerre en chantant « *Non, je ne regrette rien...* » Quant aux généraux Salan et Jouhaud, ils rentrent dans la clandestinité et prennent la tête de l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète), créée à Madrid deux mois plus tôt.

Pendant le putsch d'Alger, les négociations secrètes engagées entre le gouvernement français et les représentants du GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne) ne se sont pas interrompues, d'abord à Melun, en juin 1960, puis à Évian...

Source : www.herodote.net



Généralistes putschistes à Alger

Farouchement opposés à la politique menée par le général de Gaulle en faveur de l'autodétermination de l'Algérie (approuvée par référendum le 8 janvier 1961) et à l'ouverture, fin mars, des négociations d'Évian avec le FLN, les généraux Zeller, Jouhaud, Salan et Challe (de gauche à droite), anciens chefs de l'armée d'Algérie, prirent le pouvoir à Alger dans la nuit du 21 au 22 avril 1961. Le lendemain, à Paris, le président de la République, en vertu de l'article 16 de la Constitution, assumait les pleins pouvoirs et invita les Français à contrecarrer les plans d'un « *quarteron de généraux en retraite* ». Les hésitations des officiers de l'armée d'Algérie minèrent la sédition : Challe puis Zeller se constituèrent prisonniers. Le 26, l'échec du putsch était consommé. Salan et Jouhaud poursuivirent leur activité dans la clandestinité prenant la direction de l'Organisation armée secrète (OAS) qui combattit en vain, par le terrorisme, l'indépendance de l'Algérie.

Source : UPI/Corbis, Microsoft Encarta, 2008.

Conclusion

La guerre d'Algérie a fait près de **300 000 victimes** du côté français et **1 million** du côté arabe. Il a fallu à De Gaulle près de **4 ans** pour régler la question algérienne. Après avoir fait tomber la IV^e République, la guerre d'Algérie a failli faire subir le même sort à la V^e République. La guerre d'Algérie est certainement l'une des pages les plus noires et les plus controversées de l'histoire de France : elle soulève encore aujourd'hui de nombreux débats. Jusqu'en **1999**, cet épisode de l'histoire de France ne fut officiellement qu'une « *opération de maintien de l'ordre* ». Une **loi** votée par le Parlement a alors reconnu que ces événements constituaient désormais la « **Guerre d'Algérie** ».



Paul Almasy / Corbis



Affiche pour la paix en Algérie en 1962.

Au lendemain de la signature des accords d'Évian, le 18 mars 1962, le gouvernement français fait placarder des affiches qui proclament « La Paix en Algérie » et annoncent le cessez-le-feu sur les murs des villes et villages algériens.

Source : AFP.

Campagne d'opinion contre la torture pendant la guerre d'Algérie

En 1956, le général Massu, responsable de la 10^e division parachutiste, se voit confier la totalité des pouvoirs de police à Alger, face à la multiplication des attentats commis par la guérilla algérienne. Alors que le gouvernement en nie l'usage, une campagne d'opinion dénonce le recours systématique à la torture par les troupes du général Massu afin de venir à bout du terrorisme et du nationalisme dans la capitale algérienne. Connue des responsables politiques, cette pratique est aussi révélée à l'opinion publique dès janvier 1955 et tout au long de la guerre par des témoignages de soldats revenus d'Algérie, des journalistes, des intellectuels, des avocats ou encore des victimes.

Paul Almasy / Corbis.



La Dépêche du 24 mars 1962

Le drame algérien

Effectifs engagés : 2 millions d'hommes. Tués ou décédés : 24 614 dont 12 383 militaires et 3 200 civils du maintien de l'ordre, au combat ou par attentat ; 7 917 des deux catégories par accident et 1 114 par maladie. Blessés : 64 985 dont 35 615 au combat ou par attentat et 29 370 par accident.

Voilà dans toute sa sécheresse le bilan officiel – du côté français – d'une guerre qui, longtemps, n'a pas voulu dire son nom et qui s'abriterait derrière une expression des plus banales : opérations de maintien de l'ordre.

Pourtant, du 1^{er} novembre 1954 (la "Toussaint Rouge") au 19 mars 1962 – date officielle de la fin des combats, mais non des attentats –, c'est une véritable guerre qui se déroulera en Algérie. Une longue guerre avec son lot de drames, de misère et qui se terminera par l'indépendance de l'Algérie et le tragique exode des Pieds-Noirs.

Bernard Michal, *Histoire du drame algérien*, Tome, Paris, Editions de Crémille, 1971, pp. 9-10.

Massacre de Sétif : une répression impitoyable et souvent aveugle

La répression, conduite par l'armée française, mais aussi par des milices européennes déchaînées, sera d'une incroyable violence : exécutions sommaires, massacres de civils, bombardements de mechtas en bordure de mer par des bâtiments de guerre ... Le bilan ne pourra jamais être établi.

Le comble de l'horreur est atteint lorsque les automitrailleuses font leur apparition dans les villages et qu'elles tirent à distance sur les populations qui fuient vers les montagnes. Les blindés sont relayés par les militaires...

De nombreux corps n'ont pu être enterrés ; ils sont jetés dans les puits, dans les gorges de Kherrata. Des miliciens utilisent les fours à chaux pour faire disparaître des cadavres. Saci Benhamla, qui habitait à quelques centaines de mètres du four à chaux d'Héliopolis, décrit l'insupportable odeur de chair brûlée et l'incessant va-et-vient des camions venant décharger les cadavres... À Kef-El-Boumba, « j'ai vu des Français faire descendre d'un camion cinq personnes les mains ligotées, les mettre sur la route, les arroser d'essence avant de les brûler vivants. » L'armée organise des cérémonies de soumission où tous les hommes doivent se prosterner devant le drapeau français et répéter en chœur : « Nous sommes des chiens et Ferhat Abbas est un chien ». Certains, après ces cérémonies, étaient embarqués et assassinés.

Source : LDH Toulon

Massacres coloniaux en Algérie : le 8 mai 1945 à Sétif

... A 8 h 30 du matin, ce 8 mai 1945, répondant à un mot d'ordre des Amis du Manifeste pour la Liberté (AML), se rassemble une énorme foule. Huit mille hommes, femmes et enfants, affirmeront les autorités françaises qui ne peuvent être enclines à surestimer la capacité de mobilisation des nationalistes. (...)

Mais, en cette matinée du 8 mai, dans la région de Sétif comme dans celle de Guelma, la tragédie ne fait que commencer. La nouvelle des « événements » s'est vite répandue chez les Algériens à travers les deux villes et dans tous les environs. Dès l'après-midi et la nuit suivante, c'est à une véritable insurrection qu'on assiste. Il faut venger les *chouada*, les martyrs. L'appel au *djihad* s'étend ... jusqu'à la frontière tunisienne... Au village des Amouchas, plus au nord, les maisons des colons sont pillées et la population européenne évacuée. A Périgotville, la future Aïn El-Kébira, les insurgés réussissent à gagner l'intérieur du bordj et à s'emparer de 45 fusils Lebel et de 10 000 cartouches avec lesquels ils attaquent les Européens et pillent les maisons, tuant deux soldats et une douzaine de civils. A Aïn-Abessa, la caserne des gendarmes est assiégée pendant l'essentiel de la nuit... A Kherrata, huit Européens dont un juge et sa femme sont tués tandis que l'on incendie les symboles de la puissance coloniale, à commencer par les bâtiments de la poste et des impôts et le tribunal. La liste n'est pas exhaustive. Les attaques, le mot est faible, se poursuivent jusqu'au 13 mai. La plus spectaculaire peut-être verra le 9 mai deux groupes d'une centaine de cavaliers venus de la ville de Sedrata au Sud, et bientôt renforcés par 2 000 manifestants, tenter de prendre le contrôle de Guelma.

Renaud De Rochebrune, *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2312, du 1^{er} au 7 mai 2005, pp.49-53.

Mai 1945 : les massacres de Sétif et Guelma

Le 8 mai 1945, à Sétif, les nationalistes algériens du PPA (Parti du peuple algérien, interdit) de Messali Hadj (en résidence surveillée) et des AML (Amis du Manifeste et de la liberté) de Ferhat Abbas organisent un défilé pour célébrer la chute de l'Allemagne nazie. Les drapeaux alliés sont en tête. Soudain, pancartes et drapeau algérien sont déployés. Les pancartes portent les slogans « Libérez Messali », « Vive l'Algérie libre et indépendante », « A bas le fascisme et le colonialisme ». Bouzid Saal refuse de baisser le drapeau algérien qu'il porte ; il est abattu par un policier. Cela déclenche l'émeute.

Les Algériens qui fuient sous les coups de feu des policiers agressent à leur tour les Européens qu'ils rencontrent. Partout résonne l'appel à la révolte. A 13 heures le couvre-feu est instauré et l'état de siège décrété à 20 heures. L'armée, la police et la gendarmerie sillonnent les quartiers arabes. La loi martiale est proclamée, et des armes sont distribuées aux Européens. La répression sera terrible.

Le même jour, à Guelma (à l'est de Constantine), la manifestation pacifique organisée par les militants nationalistes, drapeaux algériens et alliés en tête, est arrêtée par le sous-préfet Achiary. La police tire sur le cortège : quatre morts algériens (aucun européen). Achiary décrète le couvre-feu, et fait armer la milice des colons. Cette milice se livre à un véritable pogrom contre la population musulmane. « Je voyais des camions qui sortaient de la ville et, après les intervalles de dix à quinze minutes, j'entendais des coups de feu. Cela a duré deux mois ; les miliciens ramassaient les gens partout pour les tuer. Les exécutions se faisaient surtout à Kef-El-Boumba et à la carrière de Hadj M'Barak ». [1] Des centaines de musulmans de Guelma furent fusillés sans jugement.

L'écrivain Kateb Yacine était collégien à l'époque ; témoin oculaire des événements de Sétif, il écrit :

"Je témoigne que la manifestation du 8 mai était pacifique. En organisant une manifestation qui se voulait pacifique, on a été pris par surprise. Les dirigeants n'avaient pas prévu de réactions. Cela s'est terminé par des dizaines de milliers de victimes. A Guelma, ma mère a perdu la mémoire (...) On voyait des cadavres partout, dans toutes les rues. La répression était aveugle ; c'était un grand massacre."

L'insurrection va se propager avec la nouvelle de la répression dans toute la région de Sétif, Guelma, Kherrata, Djidjelli.

Source : **LDH Toulon**

Dans son rapport sur les massacres de Sétif, le général Tubert écrit :

« La raison d'Etat, la commodité d'une répression aveugle et massive permettant de châtier quelques coupables parmi les milliers d'innocents massacrés, l'immunité administrative de "fait" couvrant par exemple, le sous-préfet de Guelma, fit délibérément et sans excuse arrêter et fusiller, sans autre forme de procès, des musulmans de la ville dont les familles réclament encore en vain une enquête, un jugement ou même une simple explication... »

Alors que la fraternité régnait sur les champs de bataille de l'Europe, en Algérie le fossé se creusait de plus en plus entre les deux communautés. Déjà les provocations fusent. Les indigènes menacent les Français. Beaucoup n'osent plus se promener avec des Européens. Les pierres volent, les injures pleuvent. Les Européens répliquent par des termes de mépris. "Sale race" résonnait trop fréquemment. Les indigènes n'étaient pas toujours traités, quel que fût leur rang, avec le minimum d'égards. Ils sont l'objet de moqueries, de vexations.

Trois faits nous ont été racontés, prouvant l'état d'esprit de la population musulmane :

- Un instituteur de la région de Bougie donne à ses élèves un modèle d'écriture : " Je suis français, la France est ma patrie." Les enfants musulmans écrivent : "Je suis algérien, l'Algérie est ma patrie."
- Un autre instituteur fait un cours sur l'Empire romain. Il parle des esclaves. "Comme nous", crie un gosse.
- A Bône enfin, une partie de football opposant une équipe entièrement européenne à un "onze" musulman doit être arrêtée par crainte d'émeute...

La multiplicité des renseignements qui nous sont parvenus permet d'affirmer que les démonstrations de cet état d'esprit couvraient tout le territoire algérien.

[...] Les musulmans ayant séjourné en métropole comme soldats ou travailleurs ont porté leur attention sur des faits sociaux qui passaient inaperçus aux yeux de leurs parents. Ils font des comparaisons entre leur situation et celle des Européens, qu'ils jugent privilégiés. [...] Ils jalourent les colons propriétaires de grands domaines. Un seul colon règne en maître sur des milliers d'hectares et ils comparent sa richesse à leur misère. »

Source : **LDH Toulon**

Après les massacres de Sétif

La barbarie qui s'est déployée à la suite des manifestations du 8 mai 1945 à Sétif et à Guelma marque un tournant dans l'histoire de la lutte nationaliste. Le fossé entre Algériens et Européens ne sera plus jamais comblé. Dans l'immédiat la répression s'abat encore un peu plus sur la direction du mouvement nationaliste. Pour les militants du PPA, le colonialisme a montré son vrai visage. Le temps de la « Révolution par la loi » est révolu et doit faire place à la « Révolution par les armes ».

Pour de nombreux militants nationalistes comme Lakhdar Bentobbal, futur cadre du FLN, le 8 mai 1945 symbolise la prise de conscience que l'engagement dans la lutte armée reste la seule planche de salut. C'est à la suite des événements du 8 mai que Krim Belkacem, l'un des six fondateurs « historiques » du FLN, décide de partir au maquis.

Source : **LDH Toulon**

Massacre de Sétif et de Guelma : le nombre de victimes

Le nombre de victimes algériennes reste encore aujourd'hui impossible à établir mais on peut l'évaluer à plusieurs dizaines de milliers de morts. Le consul général américain à Alger parlera de 40 000 morts. Les Oulémas plus proches du terrain, avanceront le chiffre de **80 000 morts**.

Selon l'historienne Annie Rey-Goldzeiguer, « la seule affirmation possible, c'est que le chiffre dépasse le centuple des pertes européennes et que reste, dans les mémoires de tous, le souvenir d'un massacre qui a marqué cette génération ».

Source : **LDH Toulon**

Le cessez-le-feu d'Evian et ses suites

[A Evian], le 18 mars 1962, en début d'après-midi, les trois négociateurs français apposèrent leur signature auprès de celle — unique — de Krim Belkacem. [...] De son côté, le « haut-commandement de l'OAS » annonça sa détermination de poursuivre le combat. [...] Le 20 mars, ceux qui n'avaient pas entendu la déclaration de guerre de Salan en prirent connaissance par tracts ou de bouche à oreille. « *Je donne l'ordre à nos combattants de harceler toutes les positions ennemies dans les grandes villes d'Algérie [...]* ». [...]

L'après-midi du 20 mars, quatre obus de mortier de 60 tombèrent dans la foule. D'une terrasse de Bab El-Oued l'équipe des « artilleurs » venait à titre d'avertissement de bombarder la place du Cheval. 24 morts, 59 blessés. Le sang, la panique, puis la colère, la fureur. (...) Bab-el-Oued, ivre d'orgueil, devenait la capitale de la révolte. Le premier quartier à faire « sécession » ! À 8 heures, une patrouille militaire d'appelés fut désarmée sans résistance ! L'OAS triomphait.

(...) Cette fois, l'irréparable était commis. L'OAS avait ouvert le feu sur une patrouille d'appelés coupables de ne pas avoir « réfléchi ». (...) La lâche attaque de Bab-el-Oued fit le tour de la ville. Les appelés, qui, quarante-huit heures plus tôt, ne pensaient qu'à regagner leurs foyers, n'eurent plus qu'une idée : venger leurs copains tombés sous des balles françaises alors que le cessez-le-feu venait de mettre fin à sept années de guerre.

Yves Courrière, *La Guerre d'Algérie*, tome IV, 1971.

Che Guevara : Discours d'Alger (extraits)

Chers frères,

... Un passé commun de lutte contre le même ennemi nous a unis tout au long du chemin. (...) La lutte contre l'impérialisme pour rompre les liens coloniaux et néocoloniaux, qu'elle soit menée avec des armes politiques, des armes réelles ou avec les deux à la fois, n'est pas sans lien avec la lutte contre le retard et la misère ; toutes deux sont des étapes sur une même route menant à la création d'une société nouvelle, à la fois riche et juste. (...) Chaque fois qu'un pays se détache de l'arbre impérialiste, ce n'est pas seulement une bataille partielle gagnée contre l'ennemi principal, c'est aussi une contribution à son affaiblissement réel et un pas de plus vers la victoire finale. (...)

Cuba n'est pas le seul pays d'Amérique latine, tout simplement c'est Cuba qui a la chance de parler aujourd'hui devant vous, je veux rappeler que d'autres peuples versent leur sang pour obtenir le droit que nous avons, et d'ici comme de toutes les conférences et partout où elles ont lieu, nous saluons les peuples héroïques du Vietnam, du Laos, de la Guinée dite portugaise, de l'Afrique du Sud et de la Palestine ; à tous les pays exploités qui luttent pour leur émancipation nous devons faire entendre notre voix amie, nous devons tendre la main et offrir nos encouragements aux peuples frères du Venezuela, du Guatemala et de Colombie qui aujourd'hui, les armes à la main, disent définitivement "non" à l'ennemi impérialiste.

Discours prononcé par le **Che Guevara** lors Séminaire économique de solidarité afro-asiatique, les 22 et 27 février 1965 à Alger.

Leçon 9 : LA DECOLONISATION EN AFRIQUE NOIRE**Introduction**

La décolonisation en Afrique noire a débuté en **Gold Coast** pour s'étendre aux autres régions de l'Afrique occidentale. L'implantation d'une administration indirecte a rendu précoce l'éveil du sentiment national contrairement au système administratif direct de **la France qui a cherché à étouffer les mouvements nationalistes**. L'**entêtement du Portugal** pousse les mouvements nationalistes à faire recours à la voie des armes pour arracher leur indépendance.

- I. LA DECOLONISATION EN GOLD COAST**

La Gold Coast fut un territoire sous domination coloniale britannique. Les Anglais se sont intéressés à ce territoire en raison de ses importantes ressources minières : or, bauxite, diamant, manganèse, etc. Ils y ont introduit l'agriculture de plantation notamment le cacao. Son évolution politique était amorcée avant la première guerre mondiale. Dès **1925**, la **Gold Coast** était dotée d'une Constitution faisant participer les chefs traditionnels au Conseil législatif. Cette Assemblée, formée de l'ancienne aristocratie noble, est **vivement** contestée par les intellectuels et la bourgeoisie commerçante qui réclament à être associés à la gestion des affaires du pays.

Après la Seconde Guerre mondiale, la **Constitution** de **1946** du Gouverneur **Sir Alan Burns** introduit des réformes accordant la majorité aux Africains dans le Conseil législatif qui restent minoritaires dans le Conseil exécutif. En **1947** est fondée l'**UGCC (United Gold Coast Convention)** avec comme leaders **J. B. Danquah** et **Kwame Nkrumah (1909-1972)**.

Ce contexte historique est marqué par une crise économique et des tensions sociales : baisse des cours du cacao, maladie des cacaoyers (**swollen shoot**), ruine des bourgeois planteurs, mécontentement des anciens combattants qui réclament l'indépendance qui venait de s'imposer en Inde.

En **1948**, une manifestation pacifique des anciens combattants dégénère en émeutes et gagne le reste du pays (**29** morts et **257** blessés). Les Anglais réagissent par l'arrestation des leaders de l'**UGCC**.

En **1949**, le mouvement nationaliste se fissure avec la création d'un nouveau parti politique par Kwame **Nkrumah** : le **Convention People's Party (CPP)** qui étend rapidement son influence.

A la suite des émeutes, le gouverneur avait créé une Commission de réforme constitutionnelle présidée par le juge **Coussey**. En **1950**, une nouvelle Constitution est promulguée. Elle remplace le Conseil législatif par une Assemblée nationale, le Conseil exécutif par un cabinet ministériel de **11** membres dont **8** Africains. Frustré par cette Constitution qui n'envisage pas un « **self government** », le **CPP** organise des manifestations sanctionnées par l'arrestation de Kwame **Nkrumah**.

Les élections de février 1951 sont gagnées par le CPP (34 sièges sur 38). Nkrumah, libéré, devient Premier Ministre. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire coloniale, un Noir est appelé à la direction de son pays.

Malgré les agissements de l'opposition conservatrice, (chefs traditionnels, bourgeoisie) qui voulait la partition du pays en ravivant les rivalités ethniques et religieuses, **Nkrumah** a pu manœuvrer avec habileté pour maintenir un Etat unitaire. Les élections de **1956** donnent la majorité des sièges au **CPP (72 sur 104)**. Le **6 mars 1957**, l'indépendance est proclamée et la Gold Coast prend le nom de **Ghana** conformément à la vision panafricaniste de Kwame **Nkrumah**.



Kwame Nkrumah peut savourer son triomphe ce 6 mars 1957 : la Gold Coast devient le Ghana, Etat indépendant et libre.

Paul Yange. Source : www.grioo.com, 7 mars 2006.



Nkrumah et les membres de son cabinet le 6 mars 1957
Source : www.fmch.ucla.edu, 07 mars 2006

6 mars 1957 : la Gold Coast devient le Ghana

Un pays en Afrique noire est en avance sur les autres, et est le premier à accéder à la souveraineté. Il s'agit de l'ex Gold Coast, qui devient le Ghana sous la houlette de son premier ministre, Francis Kwame Nkrumah, qui est un des hommes politiques les plus populaires d'Afrique. A minuit, le drapeau britannique, "l'Union Jack", est remplacé par le drapeau du Ghana, qui est de couleur rouge-vert-jaune. Des cérémonies ont été organisées dans tout le pays, 12 ministres et chefs de gouvernement, ainsi que 39 représentants de pays étrangers participent aux festivités célébrant la naissance du jeune Etat.

A minuit dans la nuit du 5 au 6 mars, Kwame Nkrumah proclame l'indépendance de son pays. Quelques minutes après minuit, il est porté en triomphe par les membres du cabinet dans les rues d'Accra où 100 000 personnes se sont massées. "Liberté, liberté, plus de Côte d'Or. Vive le Ghana" crie la foule.

Paul Yange. Source : www.grioo.com, 7 mars 2006.

• II. LA DECOLONISATION AU SENEGAL

L'émancipation de la colonie du Sénégal s'inscrit dans le contexte de la décolonisation de l'AOF, dont **Dakar** était la capitale. Les germes de cette évolution semés à **Brazzaville** en **1944** aboutissent à l'indépendance en **1960**.

La **Conférence de Brazzaville**, sur l'initiative du **CFLN** s'est tenue en janvier **1944**, **sans la participation des Africains**. Elle réaffirme l'emprise de la France sur ses colonies en écartant toute idée d'autonomie.

Dans le cadre de l'**Union Française**, à partir de **juin 1946**, le Sénégal devient un territoire d'outre mer. Les députés socialistes de la **SFIO**, **Lamine Guèye** et **Léopold Sédar Senghor (1906-2001)** vont représenter le Sénégal au Parlement métropolitain. Le Sénégal, en outre, dispose d'une **Assemblée territoriale** dirigée par **Ibrahima Seydou Ndao**.

Avec la loi **Lamine Guèye** de **1946**, supprimant le régime de l'indigénat, **le poids électoral des communes est transféré vers les campagnes**.

En **1948**, la scission intervient au sein de la **SFIO**. **Senghor**, qui a opté pour le socialisme africain indépendant qui entend s'appuyer sur les masses rurales, crée le **BDS**. Les élections législatives de **1951** sont gagnées par le **BDS**. **Senghor** et **Mamadou Dia** rejoignent au Parlement le groupe des **IOM (Indépendants d'Outre Mer)** qui défendent la thèse fédéraliste.

Le contexte international transforme la politique coloniale de la France : défaite française de **Dien Bien Phu** en **1954**, **guerre d'Algérie** déclenchée en **1954**, Conférence de **Bandung** de **1955**, **pression** exercée par les superpuissances et l'**ONU** en faveur de l'indépendance.

La France, le **23 juin 1956**, revoit sa politique coloniale basée sur l'assimilation en votant une **loi cadre** dite loi **Gaston Defferre** (du nom du Ministre français d'Outre Mer). Cette loi, conçue avec l'aide de **Houphouët-Boigny (1905-1993)**, introduit le **suffrage universel** dans chaque territoire qui a son **Assemblée** et son **exécutif local** ou **Conseil de Gouvernement** présidé par le **Gouverneur**. Le Gouverneur général devient Haut Commissaire. La loi cadre a pour conséquence la suppression des fédérations de l'AOF et de la l'AEF et la division de la classe politique africaine entre **fédéralistes** (**Senghor, Modibo Keita**) et **territorialistes** (**Houphouët-Boigny, Léon M'Ba**).

Discours de Brazzaville

En Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi.

De Gaulle, 8 juin 1944.

Recommandations de la Conférence de Brazzaville

Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire. On veut que le pouvoir politique de la France s'exerce avec précision et rigueur sur les terres de son Empire. On veut aussi que les colonies jouissent d'une grande liberté administrative et économique. On veut également que les peuples coloniaux éprouvent par eux-mêmes cette liberté et que leur responsabilité soit peu à peu formée et élevée afin qu'ils se trouvent associés à la gestion de la chose publique dans leur pays.



En janvier 1944, le général de Gaulle entame à partir d'Alger un périple africain qui le conduit de Dakar au Tchad en passant par Brazzaville où, devant les gouverneurs de l'Empire, il évoque la politique que la France libre entend conduire vis à vis des populations africaines.
Photo : INA.

La Conférence de Brazzaville

Si le Général De Gaulle reste pour la France, l'Homme du 18 juin, il restera pour les peuples déjà soumis, l'Homme de Brazzaville.

Il est vrai que la Conférence de Brazzaville n'a pas abouti à une proclamation solennelle du droit des colonies à disposer d'elles-mêmes puisque ainsi que nous l'avons vu, elle écartait d'emblée la possibilité de constitution de « *self-governments* ». En revanche, et là se trouve l'aspect résolument progressiste et révolutionnaire de la Conférence, les personnalités présentes à Brazzaville, conscientes de la naissance d'un nouvel ordre des choses, ont adopté le principe de la responsabilité politique tout en ne se cachant pas que cette évolution vers une certaine forme d'autonomie serait longue après un passage par le stade de l'association politique...

Si elle a jeté les bases de la future Union française, la Conférence de Brazzaville a été aussi l'origine de la Communauté franco-africaine posée par le texte constitutionnel de 1958...

Robert Bourgi, *Le Général De Gaulle et l'Afrique noire (1940-1969)*, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Nouvelles Editions Africaines, 1980.

Le drame de Thiaroye

« Le 21 novembre 1944, 1 200 prisonniers de guerre libérés avaient été débarqués à Dakar et installés au camp de Thiaroye, sur la route de Rufisque. A leur départ de France, ils avaient réclamé le paiement de leurs arriérés de solde, y compris leurs primes de combat et de démobilisation, ainsi que l'échange de leurs marks. On leur avait répondu que la monnaie française n'ayant pas cours en A.O.F., ils seraient réglés à Dakar. Leur demande ayant été réitérée à Thiaroye, le général commandant du camp leur affirma qu'ils auraient satisfaction dans trois jours. Or, dans l'intervalle, l'ordre d'embarquer pour les colonies du sud arriva sans qu'il fût plus question de paiement.

Y eut-il vraiment mutinerie ? Ou simplement mouvement de protestation ? On peut se le demander puisque le bilan des « victimes », du côté des « forces de l'ordre », fut d'un soldat blessé et de deux officiers « contusionnés ». Ce qui est sûr, c'est que l'état-major fit tirer sur les anciens prisonniers désarmés. Il y eut 24 tués, 11 blessés (38 tués et autant de blessés selon d'autres sources), 45 arrestations, 34 condamnations à de lourdes peines de prison (les derniers condamnés encore en prison furent libérés par « grâce amnistiante » du président Auriol à l'occasion de son voyage de 1947). Y avait-il eu seulement mauvaise foi ou incurie, ou provocation délibérée ? On peut se le demander. L'état-major, partisan de la « manière forte », n'a-t-il pas délibérément cherché l'occasion de « faire un exemple », pour mettre au pas les anciens combattants ? »

Jean Suret-Canale, *Afrique noire occidentale et centrale*, tome III : « De la colonisation aux indépendances, 1945-1960, Chapitre, Editions sociales.

L'émiettement politique qui en résulte a été considéré par **Senghor** comme une voie à la « **balkanisation** » de l'Afrique occidentale.

Aux élections de **1956**, le **BDS** triomphe. **Mamadou Dia** est nommé **vice-président du Conseil de Gouvernement**. Il décide de transférer la capitale de Saint-Louis à Dakar en **1957**.

Le **BDS**, dans une dynamique d'élargir les bases du parti, procède à une série de fusions : avec l'**UDS** de **Thierno Bâ** et **Abdoulaye Guèye** pour devenir **BPS** et avec le **PSAS** de **Lamine Guèye** pour donner l'**UPS**.

Par ailleurs, le retour de **De Gaulle (1890-1970)** au pouvoir en **juin 1958** pour régler la question coloniale précipite l'évolution politique de l'Afrique noire française. En effet, il élabore une nouvelle **Constitution** qui établit une **Communauté** entre la France et ses colonies qui deviennent des républiques autonomes. Un referendum sur ce projet est organisé le **28 septembre 1958**. Le Sénégal vote massivement en faveur du « **oui** » qui l'emporte à **97 %**. Dès lors, la **République du Sénégal est proclamée le 25 novembre 1956 : c'est la période de l'autonomie interne**.

Pour limiter la menace de la « **balkanisation** » qui pèse sur l'**AOF**, Senghor tente de reconstituer une nouvelle fédération. Mais seul le **Soudan français** a répondu à son appel en **janvier 1959** donnant naissance à la **Fédération du Mali** qui reste dans la Communauté avec comme président **Modibo Keita**, vice-président **Mamadou Dia**, président de l'Assemblée fédérale **Léopold Sédar Senghor**.

La Fédération du Mali profite de la réunion du Conseil exécutif de la Communauté en décembre **1959** pour exprimer sa volonté d'obtenir l'indépendance. La France cède à cette demande et les accords sont signés le **4 avril 1960**.

Les divergences politiques entre les leaders finissent par entraîner l'implosion de la Fédération dans la nuit du 19 au 20 août 1960. Le Sénégal proclame son indépendance le 20 août 1960 avec comme Président de la République **Senghor** et comme Président du Conseil **Mamadou Dia**.

Les aspirations des Négro-Africains

Le « Bon Nègre » est mort ; les paternalistes doivent en faire un deuil. C'est la poule aux œufs d'or qu'ils ont tuée. Trois siècles de traite négrière, un siècle d'occupation n'ont pu nous avilir, n'ont pu nous faire croire à notre infériorité. Nous voulons une coopération dans la dignité et dans l'honneur, sans quoi ce ne serait que « Kollaboration » à la vichyssoise. Nous sommes rassasiés de bonnes paroles (jusqu'à la nausée), de sympathie méprisante ; ce qu'il nous faut, ce sont des actes de justice. Comme le disait un journal sénégalais : nous ne sommes pas des séparatistes, mais nous voulons l'égalité dans la cité ». Nous disons bien : l'égalité.

Léopold Sédar Senghor, « Défense de l'Afrique noire », in *Esprit*, 1^{er} juillet 1945.

Extrait du préambule de la Constitution française de 1946.

Il proclame une série de « principes politiques » annoncés comme « particulièrement nécessaires ».

« La République française, fidèle à ses traditions, se conforme à la règle du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race et de religion.

L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.

Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus. »

Loi-cadre Defferre

La loi dite Loi-cadre Defferre est une loi adoptée le 23 juin 1956 sur l'initiative de Gaston Defferre et ministre français d'outre-mer et maire de Marseille et Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire et maire d'Abidjan.

On l'appelle "loi-cadre" car elle habilite le gouvernement à statuer par décret dans un domaine réservé en principe à la loi.

Elle crée dans les territoires d'outre-mer des Conseils de gouvernement élus au suffrage universel, ce qui permet au pouvoir exécutif local d'être plus autonome vis-à-vis de la métropole (toutefois le mode de scrutin reste défavorable aux habitants locaux). Elle crée aussi le collège unique alors que jusque là les habitants étaient répartis en deux collèges selon leur statut civil (de droit commun ou de droit local). La loi cadre sera complétée par plusieurs décrets d'application concernant les territoires d'outre-mer.

www.wikipedia.org



Félix Houphouët-Boigny, un des grands défenseurs de la loi-cadre Gaston Defferre.



En 1957, le ministre socialiste **Gaston Defferre**, auteur d'une loi-cadre qui doit préparer les territoires de l'Union française à l'autonomie administrative, se rend au Cameroun pour installer la première l'Assemblée législative élue par un collège unique.

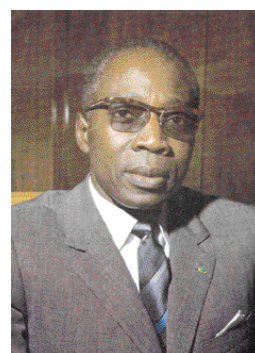
Photo : **INA**.



Bureau de vote à Dakar (Sénégal) lors du **référéndum du 28 septembre 1958**.

Photo : Information AOF - Archives La Documentation française.

Léopold Sédar Senghor,
un grand fédéraliste.



Mamadou Dia : l'homme du refus et artisan de l'indépendance

Mamadou Dia accompagnera véritablement l'Etat sénégalais pendant ces années de décolonisation. Après le vote de la loi-cadre Defferre de 1956, il occupe les fonctions de vice-président du Conseil de gouvernement du Sénégal. Quand le Sénégal passe de la semi-autonomie à l'autonomie, il devient président du gouvernement du Sénégal.

Il est l'un des principaux acteurs du dénouement de la crise de la Fédération du Mali, qui conduira à la proclamation de l'indépendance du Sénégal. L'un de ses proches collaborateurs, Roland Colin, raconte dans un livre de mémoires *Sénégal, notre pirogue* (2), la nuit du 20 août 1960 à l'issue de laquelle le Sénégal décide de se détacher de la Fédération du Mali, après que Modibo Keita eut tenté de prendre le contrôle des institutions. Mamadou Dia joue dans ce récit un rôle central : « *Mamadou Dia vient de rentrer de Thiès peu après 23h00 et prend fermement les commandes. Il convoque l'Assemblée du Sénégal pour siéger en séance extraordinaire, prend la direction du déploiement militaire et décide de tenir un conseil des ministres sur le champ* ».

Les députés parviennent à se réunir sur le coup d'une heure du matin : « *Sur proposition de Mamadou Dia, l'Assemblée vote une série de lois capitales : la première abroge les transferts de compétence au bénéfice de la Fédération et proclame l'indépendance de la République du Sénégal ; une seconde loi instaure l'état d'urgence sur tout le Sénégal.* »

L'indépendance proclamée, Mamadou Dia est investi président du Conseil de gouvernement (chef de gouvernement).

Laurent Correau, correspondant de Radio France internationale (RFI) à Dakar, www.rfi.fr - article publié le 26/01/2009.

L'indépendance

Considérant que l'émancipation des peuples est conforme, tout à la fois, au génie de notre pays, au but de nos grands colonisateurs, conforme aussi au mouvement irrésistible qui s'est déclenché dans le monde à l'occasion de la guerre mondiale et de ce qui s'en est suivi, j'ai engagé dans cette voie-là, dans la voie de l'émancipation des peuples, la politique de la France ! Ce n'est pas, bien entendu, que je renie en quoi que ce soit l'œuvre colonisatrice qui a été suivie par l'Occident européen et en particulier par la France. Je considère plus que jamais que cette œuvre fut belle et féconde.

Charles De Gaulle, Conférence de presse du 5 septembre 1960.

Profonds désaccords de Mamadou Dia avec Senghor

(...) Les deux hommes ont déjà connu de profonds désaccords, notamment quand le général De Gaulle a proposé le référendum de 1958 sur la communauté française. Les deux hommes s'étaient alors opposés dans un débat d'idées de plusieurs heures à Gonnevill-sur-Mer en Normandie (nord-ouest de la France). Senghor veut alors le maintien dans la communauté, Dia souhaite la rupture. Senghor tranche le débat en avouant qu'il a déjà pris des dispositions pour faire voter « oui ». Et qu'il a déjà fait des promesses au gouvernement français.

Mais au début de ces années 60, les désaccords s'approfondissent, notamment sur les orientations à donner au pays et la politique menée par Dia. « *Senghor lui-même ne disait rien sur ces réformes ; il n'exprimait pas son hostilité, mais je sentais qu'il n'était point enthousiaste : il restait froid. Cependant, il se faisait de temps en temps l'écho d'amis qui se plaignaient que ma politique 'était en train d'apeurer les capitaux et qu'à la limite elle les ferait fuir* ».

Mamadou Dia persiste et le prouve dans un discours qui va pousser ses détracteurs à l'action. Le 8 décembre 1962, il prononce à Dakar l'allocution de clôture d'un colloque international intitulé « *les politiques de développement et les diverses voies africaines du socialisme* ». Il y réaffirme ses thèses. Proclame notamment la nécessité du « *rejet révolutionnaire des anciennes structures* ». Et appelle à « *concevoir une mutation totale qui substitue à la société coloniale et à l'économie de traite une société libre et une économie de développement* ». A la suite de ce discours, une partie des députés décide de passer à l'attaque et dépose une motion de censure.

Dia pense que la motion est irrecevable, parce que conçue en dehors des structures légales du parti et formulée dans un contexte d'état d'urgence. Il demande que le Conseil national du parti puisse l'examiner. Senghor, lui, souhaite que l'Assemblée se réunisse pour examiner la motion.

Mamadou Dia tente d'empêcher la tenue de cette réunion. Le lundi 17 décembre 1962, il fait évacuer l'Assemblée et déploie un cordon de gendarmerie autour du bâtiment. Quatre députés sont arrêtés. Mais la motion est tout de même votée dans l'après-midi du 17 au domicile du président de l'Assemblée, maître Lamine Guèye. Le 18, Mamadou Dia et ses compagnons sont arrêtés par un détachement de paras-commandos.

Mis en accusation, il est jugé du 9 au 13 mai 1963 par la Haute Cour. Il est défendu par plusieurs avocats, dont l'actuel président sénégalais, Abdoulaye Wade. Il est condamné à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée. Il est transféré à Kédougou.

Laurent Correau, correspondant de Radio France internationale (RFI) à Dakar, www.rfi.fr - article publié le 26/01/2009.

• **III. LA DECOLONISATION DE LA GUINEE-BISSAU ET DE L'ANGOLA**

Les possessions portugaises d'Afrique furent : la **Guinée-Bissau**, l'**Angola**, l'archipel du **Cap-Vert**, **Sao Tome et Principe**, **Cabinda**, **Saint Jean-Baptiste de Ouidah**. **Première nation coloniale à prendre contact avec l'Afrique noire, le Portugal sera la dernière puissance à quitter ses colonies.** Cette décolonisation tardive prendra, le plus souvent, l'aspect d'une guerre de libération nationale dans un cadre d'affrontement idéologique entre l'Est et l'Ouest, dépassant ainsi la seule lutte anticoloniale.

• **1) La situation coloniale et la politique du Portugal**

L'occupation portugaise se limitait d'abord aux côtes pour les besoins de la **traite négrière atlantique** à destination du **Brésil**. Cependant, la seconde Conférence coloniale de **Berlin (1884-1885)** fit de l'occupation effective une condition indispensable du statut colonial. C'est pourquoi le Portugal allait encourager une forte immigration vers les colonies afin de les préserver des ambitions britanniques : **9 000** Portugais s'installent en Angola en **1897**.

En fait, le Portugal entendait mener une politique d'**assimilation**. Jusqu'en **1961**, l'immense majorité des autochtones d'Angola, de Guinée, du Mozambique n'avaient pas tous les droits des citoyens de la métropole. La **loi coloniale de 1933** avait accordé le statut de l'indigénat : **« Sont considérés comme des indigènes... les individus de race noire ou leurs descendants qui sont nés ou vivent habituellement dans la province et ne possèdent pas encore l'instruction et les habitudes personnelles et sociales sans lesquelles il ne peut y avoir application intégrale du droit public et privé des citoyens ».**

Un Africain pouvait changer de statut et acquérir la citoyenneté portugaise s'il remplissait toutes les conditions suivantes : **avoir 18 ans révolus et parler correctement le portugais ; exercer une profession, un métier ou emploi** assurant à l'intéressé des revenus suffisants pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille à sa charge, ou posséder des ressources suffisantes à cette fin ; **être de bonne vie et mœurs, ne pas avoir été inscrit comme réfractaire au service militaire et ne pas avoir déserté.**

Ainsi, l'Africain recevait le statut de citoyen en qualité d'« **assimilado** », une fois ces conditions remplies. Le statut particulier de l'indigénat impliquait qu'il n'était pas « **civilisé** ». En fait, il y a une répartition de la population en deux grandes catégories : les « **civilizados** » (« civilisés ») et les « **nao civilizados** » (« non civilisés »). La partie civilisée de la population regroupait toutes les personnes d'origine européenne (portugais et étrangers) et les Africains reconnus comme « civilisés ». Selon le recensement de **1950**, moins de **1 %** de la population africaine d'Angola était officiellement classée dans la catégorie des « civilisés ».

Le statut de l'indigénat avait également des implications économiques et sociales. L'indigène était soumis au **travail forcé** pour le compte de l'Etat ainsi qu'à la **culture obligatoire du coton**. De même, **il ne pouvait acquérir des titres de propriété foncière.**

Le Portugal refuse de prêter attention à l'évolution des événements en Afrique et reste donc au dehors des mouvements anticoloniaux nés de la guerre. En novembre **1960**, une déclaration officielle précisait : **« Nous ne sommes pas en Afrique comme tant d'autres. Nous continuerons comme par le passé notre politique d'assimilation. Pour cela, il nous faut être ce que nous avons toujours été et nous ne changerons pas ».** Devant cette volonté de ne rien changer et comme aucune action légale n'était possible, la lutte armée va s'engager dans la plupart des colonies notamment en **Angola** et en **Guinée-Bissau**.

• **2) La décolonisation de la Guinée-Bissau**

• **a) La lutte pour l'indépendance**

La Guinée-Bissau était la **plus pauvre des colonies portugaises sur le continent africain**. Le régime du **Dr Antonio De Oliveira Salazar (1889-1970)** considérait la Guinée-Bissau comme une colonie d'exploitation mercantile. La population bissau-guinéenne est peu dense. Elle compte plusieurs ethnies (Peuls, Balantes, Mandjacks) qui pratiquent essentiellement l'agriculture. C'est pourquoi en **1954**, **Salazar** fit une distinction entre la population non civilisée et les « **assimilados** », sachant lire et écrire le portugais. Ces derniers représentaient **0,39 %** de la population totale.

Le **19 mars 1956**, le **Partido Africano da Independancia da Guiné a Cabo Verde** (**Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert : PAIGC**) vit le jour sous forme d'un **mouvement clandestin** ayant son siège hors de Guinée-Bissau. A partir de cette date, plusieurs grèves furent organisées par les travailleurs revendiquant des augmentations de salaires.

Le **PAIGC** est fondé par **Amilcar Cabral (1921-1973)** qui fit des études d'agronomie au Portugal et devint en **1952** fonctionnaire en Guinée. Jugé dangereux, il est affecté en Angola. Lors d'un de ses retours à Bissau, il crée ce mouvement avec cinq camarades dont son demi-frère **Luiz de Almeida Cabral** et **Aristides Pereira**.

Le **PAIGC** va s'orienter rapidement vers la lutte armée suite à deux événements majeurs :

- en **1957**, la **Police intérieure de la Défense de l'Etat (PIDE)** ou Police secrète portugaise s'installe à Bissau. La répression allait s'accroître en conséquence ;
- le **3 août 1959**, les autorités ouvrirent le feu sur les dockers en grève de **Pidgiguiti**. Cinquante (**50**) personnes furent tuées et un grand nombre de blessés, tandis que d'autres étaient arrêtées.

Aidé par **Sékou Touré**, **Amilcar Cabral** fonde à **Conakry** en **1960** une école de cadres et des bases d'entraînement. Trois ans après, le **PAIGC** emploie la tactique qui consiste à créer des « **zones libérées** » à l'intérieur desquelles on installe un embryon d'administration, des écoles, des hôpitaux... En **1970**, les **5 000** combattants du mouvement ont libéré **2/3** de la Guinée-Bissau, le Portugal gardant le contrôle des zones urbaines grâce à une armée forte de **40 000 soldats**.

Du **2 au 8 avril 1972**, une mission spéciale des Nations unies visite les « **zones libérées** » de Bissau et apprécie les réalisations sociales, sanitaires et éducatives. Ainsi, l'**ONU** considère le **PAIGC** comme « **seul et authentique représentant des populations du territoire** » de Guinée et réaffirme le droit inaliénable de celles-ci à l'indépendance.

Le **20 janvier 1973**, **Amilcar Cabral** est **assassiné par un dissident du PAIGC**. Mais l'**Assemblée nationale populaire** proclame le **24 septembre 1973** l'indépendance de la Guinée-Bissau qui devient très vite membre de l'**OUA** le **20 novembre 1973**. Devant cette situation de fait, le Portugal va négocier un désengagement avec les leaders du **PAIGC**.

• **b) Le coup d'Etat au Portugal et ses conséquences**

Le **25 avril 1974**, le coup d'Etat du mouvement des forces armées (qui est le fait de jeunes officiers) renverse le gouvernement de **Marcelo Caetano (1906-1980)** (« **révolution des Œillets** ») et met fin au régime dictatorial du Portugal. Le mot d'ordre est : « **Démocratie chez nous, décolonisation en Afrique** ».

Le **PAIGC** accepte d'aller négocier à Londres à partir du **25 mai 1974**. Mais deux problèmes subsistent :

- le mouvement veut l'indépendance immédiate alors que le Portugal veut procéder par étapes ;
- les Portugais veulent dissocier la Guinée-Bissau du Cap-Vert alors que, pour le **PAIGC**, la lutte du Cap-Vert est inséparable de celle de la Guinée.

Après l'échec de la rencontre de Londres, un nouveau gouvernement s'installe au Portugal le **13 juillet 1974**. Les négociations reprennent à Alger. **Kurt Waldheim** (né en **1918**, **4^e** SG des Nations unies de **1972** à **1981**), secrétaire général de l'**ONU**, effectue le déplacement au Portugal le **29 juillet**. Finalement, le **10 septembre 1974**, à **Lisbonne**, l'acte reconnaissant formellement l'indépendance de la Guinée-Bissau a été signé.

NB : Le cas de l'archipel du Cap-Vert : Le Cap-Vert n'a pas connu de résistance armée et était proche du Portugal à cause de sa population et de sa géographie. Les mouvements étaient favorables à une indépendance séparée et à une coopération avec le Portugal. Le **21 décembre 1974**, suite à un accord entre le **PAIGC** et le Portugal, l'indépendance est fixée au **5 juillet 1975**.

25 avril 1974 - La Révolution des Œillets

«Grândola, vila morena,
Terra da Fraternidade,
O povo é quem mais ordena
Dentro de ti, ó cidade... » (Extrait)

«Grândola, ville brune,
Pays de Fraternité,
C'est le peuple qui commande
Ici, oh cité»

Le 25 Avril 1974, au Portugal, la station catholique *Rádio Renascença* (Radio Renaissance) diffuse cette chanson de José Afonso. C'est le signal de départ de la Révolution dite «des Œillets» par laquelle de jeunes capitaines de l'armée portugaise entraînent la chute du régime salazariste, vieux de 48 ans. (...) À la fin des années 1950, le Portugal figure à la traîne de l'Europe occidentale pour le développement économique en raison d'une gestion excessivement prudente des dépenses publiques par le docteur Salazar. Le pays se voit contester sa souveraineté sur les derniers vestiges de son empire colonial, en Afrique et en Asie. (...) Pour le Portugal, à peine peuplé de 9 millions d'habitants, le «maintien de l'ordre» en Afrique devient une charge de plus en plus pesante. Jusqu'à 35% du budget national. 800.000 hommes y participent dans les années 1960 et 8.000 y trouvent la mort. Beaucoup de jeunes hommes émigrent clandestinement en vue d'échapper aux quatre années de service militaire et d'obtenir à l'étranger, en France surtout, de meilleures conditions de vie.

Marcelo Caetano succède à Salazar à la présidence du Conseil le 28 septembre 1968. Il ébauche une ouverture politique. Mais l'opposition parlementaire manque de consistance. C'est finalement de l'armée que viendra la révolte contre le statu quo et la guerre outre-mer. Celle-ci, en 13 ans, a vidé les coffres de l'État et l'on n'en voit pas l'issue.

Coup d'État militaire

Le coup d'État du 25 avril 1974 est l'œuvre de jeunes capitaines comme Otelo Saraiva de Carvalho ou Ramalho Eanes. Les généraux António de Spínola et Costa Gomes lui apportent après coup leur concours. Il réussit grâce à l'effet surprise des capitaines du MFA (Mouvement des Forces Armées) qui ont immédiatement pris possession des moyens de communication et obtenu le soutien actif de la population.

Contrairement à la PIDE, qui a ouvert le feu sur la population (4 morts et 45 blessés), le MFA n'a pas tiré un seul coup de fusil. Au bout des canons et au bout des fusils, un œillet rouge !

On raconte qu'une vendeuse de fleurs du Rossio, à Lisbonne, avait offert aux soldats qui passaient les fleurs de saison qu'elle avait à vendre : des œillets rouges ! Le lendemain, le journal parisien *Le Monde* sortait en première page : «La Révolution des Œillets triomphe au Portugal !»

Source : www.herodote.net

- **3. La décolonisation de l'Angola**
- **a) Une colonie d'exportation**

Le Portugal est une métropole sous-développée qui a expérimenté un système d'administration directe en mettant en place un appareil administratif dirigé par des colons et des infrastructures pour exploiter les richesses minières (fer, diamant, pétrole, etc.).

Sur le plan juridique, l'Angola devient un département depuis la **Constitution de 1933**. Les nombreux avantages accordés aux colons (de bonnes terres) expliquent leur afflux de plus en plus important (**35 000** entre **1900** et **1950**). Cette minorité de colons portugais exploite la majorité des indigènes qui sont considérés comme des sujets subissant le travail forcé. Cette population non assimilée s'opposait à une minorité de métis considérés comme assimilés ou « **assimilados** » (**30 000**) parce que sachant lire et écrire le portugais (citoyens portugais). Les **non assimilés**, qui sont victimes de l'injustice et de l'arbitraire du système colonial, vont s'organiser dans le cadre de mouvements nationalistes pour réclamer l'indépendance de leur pays.

- **b. Naissance et évolution des mouvements nationalistes**

Les mouvements nationalistes, longtemps étouffés par les pesanteurs d'un système colonial rigide, se réveillent à partir des années **1950**. Parmi ceux-ci, on peut noter :

- le **MPLA** (Mouvement populaire de Libération de l'Angola), créé en **1956** par **Mario Do Andrade (1928-1990)** et dirigé par **Agostino Neto (1922-1979)**. Ce mouvement d'orientation communiste réclame l'indépendance ;

- le **FNLA**, fondé en **1962**, est dirigé par **Roberto Holden**. Ce mouvement, d'orientation libérale, réclame l'indépendance ;
- l'**UNITA**, fondée en **1966**: ce mouvement est né d'une scission du **FNLA**. Il est dirigé par **Jonas Savimbi**.

- **c. La guerre d'indépendance**

Devant l'entêtement du Portugal qui n'entrevoit aucune évolution politique de ses colonies, les mouvements nationalistes engagent la lutte armée par des attaques de planteurs portugais et des attentats urbains.

Le gouvernement portugais, dirigé par le dictateur Salazar refuse la voie de la négociation et cherche à écraser la répression de la lutte armée qui se poursuit jusqu'en 1974.

Le nouveau régime mis en place par le **général Spínola** (le **25 avril 1974**, à la suite du coup d'Etat (« **révolution des Œillets** »)) marque un tournant dans la décolonisation portugaise. Ce gouvernement, ayant pris conscience de l'irréversibilité de la décolonisation, engage des négociations avec les mouvements qui débouchent sur les **accords d'Alvor** le **15 janvier 1975** qui prévoient la mise en place d'un gouvernement intérimaire devant conduire le pays à l'indépendance.

Mais en **mars 1975**, la décolonisation angolaise subit l'implication de la guerre froide qui s'exprime par l'immixtion des forces étrangères : le **MPLA** soutenu par l'URSS et Cuba, le **FNLA** appuyé par le Zaïre, les USA et l'Angleterre, l'**UNITA** par l'Afrique du Sud.

Le **11 novembre 1975**, l'Angola proclame son indépendance qui sera vite suivie par une **guerre civile remportée par le MPLA grâce à l'aide militaire soviétique et d'un contingent de 400 000 Cubains**. Mais cette victoire est vivement contestée par l'UNITA de **Jonas Savimbi appuyé par les Occidentaux**. Sa mort en **février 2002 a mis fin à la rébellion**. Ainsi le **4 avril 2002**, un accord de paix est signé prévoyant l'intégration des armées rebelles inaugurant une nouvelle ère de paix pour un peuple longtemps déchiré.

- **Conclusion**

L'accession à l'indépendance de la **Gold Coast** en **1957** a été facilitée par l'Angleterre qui a fait preuve d'une grande souplesse. Trois ans plus tard, le **Sénégal** obtient son indépendance (**1960**). Ce retard résulte de l'attentisme d'une élite modérée qui a tardé à la revendiquer. L'indépendance de la **Guinée-Bissau (1974)** et celle de l'**Angola (1975)** ont été plus tardives. L'entêtement de la métropole portugaise, par son immobilisme, a poussé les mouvements nationalistes à prendre l'option de la lutte armée pour arracher leur indépendance de leur main.

Les jeunes Etats africains face à leurs destins

Sans être intégralement démenti, un tel optimisme a rapidement montré ses limites. Ni politiquement ni économiquement, les jeunes États africains n'ont su administrer les preuves de la maturité nécessaire à leur stabilité et à leur développement. Faut-il y voir un legs durable de l'infantilisme dans lequel la colonisation les a longtemps maintenus, ou le produit d'une incapacité structurelle à conduire leur avenir ? Loin de tout tiers-mondisme, culpabilisateur des uns et hagiographique des autres, une rapide relecture de la décolonisation africaine doit pouvoir apporter quelques éléments de réponse.

Bernard Droz, *www.revues.org* n°16, 2003



Amílcar Cabral, leader de la Guinée-Bissau, et **Fidel Castro**, leader de Cuba.

BIOGRAPHIES

* **NKRUMAH Kwame, Francis Nwia Kofie, dit (1909-1972) –**

Né à Nkroful, village côtier ghanéen proche de la Côte d'Ivoire et éduqué dans une mission catholique, il part aux Etats-Unis. En 1945, il s'affirme lors de la cinquième conférence panafricaine. Deux ans plus tard, il rentre en Gold Coast, mais, déçu par la timidité des leaders locaux, il crée son propre parti, le *Convention People's Party* et lance les masses dans la désobéissance civique. Arrêté puis libéré, il est nommé par les Britanniques Premier ministre dès 1951. Il conduit son pays à l'indépendance le 6 mars 1975 et devient président de la République socialiste marxiste du Ghana, premier pays décolonisé d'Afrique noire. Il sera désormais, pour ses compatriotes, l'*Osagyefo* (le Rédempteur). Il concentre bientôt tous les pouvoirs et engage son pays dans une politique coûteuse. Renversé par un coup d'Etat militaire en 1966, il s'exile en Guinée. Il finit ses jours en 1972 à Bucarest (Roumanie).

* **SENGHOR Léopold Sédar (1906-2001) –**

Né à Joal, près de Dakar, membre de l'ethnie sérère, il est éduqué par les missionnaires catholiques, puis achève ses études à Paris en obtenant l'agrégation de grammaire. Il participe au mouvement de la « négritude » aux côtés d'Aimé Césaire. Après la guerre, il poursuit une carrière à la fois littéraire (en particulier poétique) et politique, devenant député du Sénégal en 1945 et participant à la création de la revue *Présence africaine* en 1947. En 1948, il fonde le parti de la Convention africaine. Refusant la « balkanisation » de l'Afrique, il entreprend en 1959 de construire une Fédération du Mali, unissant le Sénégal et le Soudan français, mais celle-ci éclate au bout de quelques mois et, en 1960, il devient président du Sénégal indépendant. Il reste au pouvoir jusqu'en 1980, entretenant des liens privilégiés avec la France, où il se retire volontaire jusqu'à sa mort le 20 décembre 2001. Il est élu à l'Académie française en 1983.

* **Amilcar Cabral (1921-1973)**

Homme politique guinéen, promoteur de l'indépendance de la Guinée portugaise et des îles du Cap-Vert. Né dans les îles du Cap-Vert, sous domination coloniale du Portugal, formé à Lisbonne, **Amilcar Cabral** fut l'un des fondateurs du Centre d'études africaines dans la capitale portugaise (Lisbonne), en 1948. En 1956, revenu en Afrique, il fonda le Partido Africano da Independencia da Guinea e Cabo Verde (**PAIGC**, Parti africain pour l'indépendance de la Guinée portugaise et des îles du Cap-Vert), d'**inspiration marxiste**, dont il devint le président. Cette même année, il fonda le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) avec **Agostino Neto**. Engagé dans une guérilla contre l'occupation portugaise, il contribua à la création, en 1972, de l'Assemblée nationale populaire de Guinée. Son **assassinat**, à Conakry, le **20 janvier 1973**, fut attribué aux Portugais. Un an après sa mort, la Guinée portugaise accédait à l'indépendance sous le nom de Guinée-Bissau.

* **Agostino Antonio Neto (1922-1979)**

homme politique et poète angolais, premier président (1975-1979) de l'Angola indépendant. Fils d'un ministre méthodiste, **Agostino Antonio Neto** étudia la médecine au Portugal, sous la domination duquel se trouvait alors l'Angola. Connu d'abord à Lisbonne pour sa poésie, il rejoignit, en 1948, le mouvement anticolonialiste et adhéra au Parti communiste portugais clandestin. En 1956, **Neto** fonda, avec **Mario de Andrade** et **Marcellino Dos Santos**, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Emprisonné par les autorités portugaises, il fut déporté dans l'île du Cap-Vert en 1960. De retour en Angola, en 1962, il prit part à la guérilla contre la domination coloniale. Il obtint le soutien des pays non-alignés, notamment de Cuba mais s'opposa aux dirigeants des autres mouvements anticolonialistes, **Holden Roberto** et **Jonas Savimbi**.

Les trois principaux mouvements, en effet, s'opposaient par leur orientation politique et leur composition ethnique. Le MPLA de Neto, d'obédience marxiste, représentait essentiellement les **Kibundus** et les métis. L'UNITA (Union pour l'indépendance totale de l'Angola), issue d'une scission au sein du MPLA et dirigée par Savimbi, était dominée par l'ethnie majoritaire des **Ovimbudus** et, s'opposant au communisme, recevait le soutien de l'Afrique du Sud et des pays occidentaux, tandis que le FLNA (Front de libération nationale de l'Angola) de **Roberto** était dominé par les Kongo et appuyé par le Zaïre. Lorsque le Portugal – dont les nouveaux dirigeants, issus de la **révolution des Œillets**, s'étaient déclarés opposés au colonialisme – accorda l'indépendance à l'Angola, en 1975, **Neto** prit la tête d'une République populaire communiste. Son refus de partager le pouvoir avec Savimbi et Roberto et l'orientation donnée au régime plongèrent le pays dans une longue guerre civile, pour laquelle Neto reçut l'aide militaire et financière de Cuba et de l'Union soviétique. **Neto mourut le 10 septembre 1979 à Moscou.**

Le panafricanisme de Nkrumah

"Enfin, Ghana, notre cher pays, est libre. La domination étrangère et l'impérialisme ne sont plus. A partir d'aujourd'hui, vous devez changer votre attitude, car vous devez comprendre que vous n'êtes plus un peuple colonial, mais un peuple indépendant et libre". Mais pour Nkrumah, l'indépendance du Ghana à elle seule ne suffit pas tant que les autres pays d'Afrique ne sont pas libérés du joug du colonialisme. Nkrumah promet l'aide de son pays à tous les pays africains recherchant l'indépendance...

Les sacrifices que le peuple du Ghana a fait dans sa lutte pour l'indépendance, ne sont qu'une première étape de l'avancement général de tous nos frères africains. Le gouvernement espère que, devenu un Etat libre et souverain, le Ghana pourra servir de centre de discussion à tous les problèmes africains, de sorte que les problèmes africains recevront l'attention qu'ils n'ont pas eu depuis longtemps. Notre but est de travailler avec les autres pour donner un caractère africain à l'étude des affaires internationales. Je crois que le système du Commonwealth peut être pris en exemple pour les méthodes les plus efficaces mettant fin au colonialisme sans révolution, ni violence, et dans les conditions où un ancien territoire colonial reste en association étroite et amicale avec l'ancienne puissance impériale."

Paul Yange. Source : www.grioo.com, 7 mars 2006.

B. ETUDE DES CIVILISATIONS

Le terme civilisation — dérivé indirectement du latin *civis* signifiant « citoyen » par l'intermédiaire de « civil » et « civiliser » — a été utilisé de différentes manières au cours de l'histoire. Il a en français trois grandes acceptions :

- la civilisation, dans l'acception la plus courante, est **le fait de civiliser, c'est-à-dire de porter une société à un niveau considéré comme plus élevé et plus évolué**, et c'est, par métonymie, l'état atteint par cette société évoluée. Cette acception inclut une notion de progrès. L'opposition historique aux termes de barbarie et sauvagerie tend à s'atténuer, notamment depuis l'annonce du principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le statut d'égalité à toutes les civilisations est reconnu.
- la civilisation, c'est aussi **l'ensemble des traits qui caractérisent l'état d'évolution d'une société donnée**, tant sur le plan technique, intellectuel, politique que moral, sans porter de jugement de valeur. À ce titre, on peut parler de civilisations au pluriel et même de civilisations primitives (attention toutefois, le mot primitif peut être connoté à « inférieur ». Il faut le prendre ici sans jugement de valeur au sens de « premier » ou de « le plus ancien connu »).
- **l'état auquel sont parvenues quelques cultures dans l'histoire de l'humanité**. Cette acception est dans la lignée directe des théories évolutionnistes du XIXe siècle, réfutées depuis au bénéfice de théories plus neutres.



Cheikh Anta Diop (1923-1986) et **Léopold Sédar Senghor** (1906-2001) deux grands artisans de la réhabilitation des civilisations nègres.

Faiblesses et qualités de la tradition orale selon Volney

« Si le fait est transmis par l'écriture, son état est, dès ce moment, fixé, et il conserve d'une manière immuable le genre d'autorité qui dérive du caractère de son narrateur. (...) Il n'en est pas ainsi de la transmission des faits par parole, c'est-à-dire de la tradition (...). Et jugez quelles doivent être les altérations des faits transmis de bouche en bouche, de génération en génération, (...) selon les époques, selon le changement des intérêts et des affections. Aussi l'exactitude de la tradition est-elle en général décriée ; et elle le devient d'autant plus qu'elle s'éloigne de sa source primitive à un plus grand intervalle de temps et de lieu. (...) Cependant c'est par des traditions, c'est par des récits transmis de bouche en bouche, de génération en génération, qu'a dû commencer, qu'a nécessairement commencé l'histoire. »

Volney, 1794.

1^{re} Partie : LES CIVILISATIONS NEGRO-AFRICAINES

Il s'agit ici des civilisations de l'Afrique noire, disséminées dans la zone intertropicale. Il s'y est développé des civilisations originales : « L'Afrique est une boîte à conserve des anciennes civilisations ». Par cette affirmation, l'historien allemand Frobenius faisait allusion à cette coexistence de couches culturelles qui présentent en leur sein des éléments témoignant d'anciennes influences. Mais ces civilisations n'ont pas su résister au phénomène colonial.

1- LES CONDITIONS GEOGRAPHIQUES

Elles sont relativement peu favorables. Elles ont façonné l'implantation humaine et déterminent des genres de vie. Le rôle du relief est peu important ; c'est surtout le climat qui est prédominant. La zone intertropicale où le trait essentiel est la chaleur (+20° en moyenne) est la plus accueillante à l'homme. Dans les forêts équatoriales, l'atmosphère est insalubre, les sols médiocres, pullulent des microbes, la vie est au ralenti.

2- LA FORMATION DU PEUPLEMENT

La présence humaine remonte à la préhistoire. C'est le berceau de l'humanité. L'origine des populations est encore très mal connue. Certaines populations primitives subsistent encore tels que les Pygmées, les Hottentots et les Bochimans. Les vagues successives des migrations partiront du Nil supérieur vers l'Ouest et le Sud dans les zones alors humides du Sahara et de la Mauritanie. Ces migrations sont à la source d'une extrême complexité ethnique surtout dans les zones de passage.

On peut distinguer cinq sous-races noires : les guinéens, types moyens, les soudanais plus grands, les nilotiques, les congolais petits, les sud africains de coloration moins marquée (Zoulous). A ceux-ci s'ajoutent les peuples métissés : Ethiopiens et Peuls.

La diversité linguistique est très importante : seize familles principales de langues, 700 dialectes environ au total.

3- LES GENRES DE VIE ET LES TECHNIQUES

➤ L'agriculture extensive ne permet qu'une alimentation déficiente. Le travail de la terre se fait partout sans engrais. Les rendements sont très faibles et le sol est préparé par « un feu de brousse ». L'agriculture négro-africaine traditionnelle est une symbiose qui unit les humains, utilisateurs du sol, aux êtres invisibles, qui sont les véritables propriétaires. L'élevage est étroitement dépendant des conditions climatiques. Les peuples pasteurs (peuls) sont nomades. Leur alimentation provient pour l'essentiel du produit des troupeaux.

➤ L'habitation et le vêtement varient suivant la région et le climat. Dans toute la zone nord soudanaise, c'est la maison quadrangulaire d'argile qui domine. En forêt, la maison est le plus souvent végétale. Le village est le vrai centre de la vie collective. Le vêtement dépend du climat, du genre de vie et de la religion.

➤ L'alimentation est presque toujours déséquilibrée et déficiente. En Afrique noire l'alimentation est pauvre, les famines ne sont pas rares et les disettes temporaires. Les africains tiraient leurs subsistances de leurs plantations et de la cueillette à l'exception des pêcheurs (poissons frais et fumés) ou des éleveurs (lait). La viande a joué un rôle très faible dans l'alimentation en Afrique. Divers interdits concernaient l'alimentation.

➤ Les artisans occupent une place à part au sein de la société. Le forgeron est le principal technicien (secret de la métallurgie), il est selon les populations ou bien honoré ou bien méprisé mais toujours craint.

Il existe une répartition des activités techniques suivant le sexe. La femme ne travaille jamais le fer, les métaux précieux, le bois. Mais les deux sexes se partagent le travail de l'argile, des matières colorantes et de la laine.

4- L'ORGANISATION SOCIALE POLITIQUE, ECONOMIQUE, RELIGIEUSE ET ARTISTIQUE

☞ **La société africaine traditionnelle** est essentiellement communautaire. La solidarité joue entre les membres d'un même groupe, tous sensibles à leur commune appartenance. C'est dans le groupe que le noir trouve son équilibre. Il se sent heureux au milieu des rythmes de vie collective. Isolé, il perd une partie de sa confiance en soi.

- La cellule de base est la communauté familiale. Il s'agit de la grande famille ou famille étendue composée de la réunion des descendants d'un même ancêtre vivant dans le même lieu et formant une communauté économique (communauté de travail, de production et de consommation). Le chef est le plus ancien et tire son autorité du fait qu'il est considéré comme mandataire des ancêtres. Le pouvoir se transmet de frère à frère dans l'ordre de naissance.

- L'intégration à la vie se fait par l'intermédiaire de rituels appelés « initiation ». L'enfant ne fait pas partie réellement du groupe avant la puberté. L'appartenance à une classe d'âge est liée à une commune initiation. C'est une école de vie, marquée par des épreuves à l'occasion d'une retraite dans la brousse, dans un bois sacré, les épreuves physiques les plus pratiquées en Afrique noire sont la circoncision (garçons) et l'excision (filles) Tous les humains appartenant à la même classe d'âge sont unis toute leur vie par des liens puissants.

☞ **L'organisation politique africaine** est variée. Certaines sociétés ne vivent que dans le cadre du clan. D'autres forment des tribus (ensemble de clans) dirigées par un chef dont l'autorité est religieuse. Les assemblages de tribus forment des royaumes à la tête desquels se trouve un roi, personnage sacré. L'Etat est par le fait même théocratique et la société hiérarchisée : aristocrates, lettrés, gens de commun, esclaves. Les conseils ont tenu une place importante dans la vie politique jusqu'à la colonisation.

☞ **Les structures économiques** : la propriété au sens occidental du terme n'existe pas. La terre est la possession de la communauté villageoise. Les échanges ont pour fonction de manifester des liens sociaux. Exemple : la dot, les dons. L'Afrique connaît les principes du marchandage et de la monétarisation, mais la fixation des prix est souvent étrangère à toute rationalité. Le commerce se heurte à de multiples impératifs dont les interdits (lait, viande de porc, bière, vêtements). Chaque société contraint ses membres à consommer certains produits : hécatombes de moutons aux fêtes, consommation de noix de cola etc.

☞ **Les fondements religieux** : L'importance des croyances et du sacré dans les sociétés africaines est supérieure à celle des autres sociétés. La conception du monde de l'Afrique noire est imprégnée de religion et de magie. Les religions sont multiples. Les puissances invisibles sont nombreuses : les totems, les mânes ou cultes des ancêtres, les divinités responsables de l'ordre ou du désordre de l'Univers. Les cultes sont réglés avec minutie, rien n'est laissé au hasard. on trouve parfois des cycles rituels. Les rites sont effectués dans les lieux particuliers où séjournent les puissances invisibles. Les religions de l'Afrique noire, longtemps très mal connues, étaient considérées comme des pratiques fétichistes sans grande portée. Les confréries regroupent autour d'un personnage central quelques centaines de fidèles. Ces confréries sont hiérarchisées et la discipline qui y règne est stricte.

☞ **La création artistique et littéraire** : l'Afrique noire mêle le plus souvent les genres. Ses chansons et même ses contes sont dramatisés, mimés, chantés et souvent appuyés par la musique. Il s'agit d'arts littéraires plutôt que de littératures. Ce sont les griots qui sont les récitants en Afrique Occidentale. Cette littérature orale est souvent « engagée ». Elle exprime les idéaux du groupe ou fait la satire sociale.

Dans les sociétés africaines, le créateur exprime le consensus profond du groupe. Il traduit le sentiment commun du groupe surtout dans la sculpture et la décoration.

5- EVOLUTION DU MONDE NEGRO-AFRICAIN

5.1 – L'IMPACT DE L'ISLAM

Dès les premiers siècles de son expansion, l'Islam a investi l'Afrique noire par l'infiltration pacifique des caravaniers commerçants et aussi par l'action conquérante des confréries guerrières ou maraboutiques.

En Afrique Occidentale par exemple, le mouvement almoravide a aidé au XI^e siècle à la propagation de l'Islam puis suit la phase pacifique des empires du Ghana, du Mali, du Songhaï,

ensuite vient la phase conquérante du XIX^e siècle avec les peuls et les toucouleurs, enfin la phase pacifique du début du XX^e siècle animée par des marabouts ou Cheikh confrériques ayant une ascendance morale et spirituelle sur les adeptes. Les principales confréries sont la Qadriya, la Tidjania, le Mouridisme, le Hamallisme (Mali).

La simplicité du message (la *Shahada*, les 5 prières quotidiennes, le jeûne, la zakat, le pèlerinage), sa morale accommodante avec les coutumes africaines (polygamie, circoncision, rôle du marabout en tant que directeur de conscience) expliquent le succès en Afrique. L'Islam a introduit la culture et le tissage du coton, condamné l'usage de la viande de porc, de boire du vin, favorisé l'élevage du mouton, le trafic de la cola. Sur le plan social, l'Islam va contribuer à combattre l'existence de castes, à prôner la solidarité mutuelle (*Zakat*). Sur le plan politique, on notera l'apparition de théocraties où l'Almamy concentre entre ses mains le pouvoir temporel et spirituel. Des pratiques tirées de la constitution coutumière (matriarcat, héritage, problèmes de ménage etc.)

5.2 – L'IMPACT DE DU CHRISTIANISME ET DE LA COLONISATION

L'influence du christianisme est surtout visible au sein des populations urbanisées. Il fait dire que son impact se confond avec celui de la colonisation. Le rattachement de l'économie africaine à celle de l'Europe au XIX^e et XX^e siècle a eu de multiples conséquences :

☞ **L'introduction de la monnaie** : les paysans, pour payer l'impôt et acheter de nouveaux produits manufacturés ont privilégié les cultures commerciales au détriment de cultures vivrières.

☞ **La construction de voies de communication** : elle est commandée par un besoin de collecter et drainer les produits agricoles et miniers de l'intérieur vers les ports. Cet équipement n'a pas visé un développement d'ensemble équilibré de toute une région.

☞ **Les transformations sociales** : elles se manifestent à travers plusieurs aspects.

- Augmentation numérique de la population qui résulte des progrès médicaux,
- Grande mobilité de la population attirée par les plantations, les ports, les usines et développement de l'urbanisation facilité par les voies de communication.
- Inégalités sociales : en milieu rural, le travail communautaire fait face à l'appropriation individuelle de la terre ce qui permet au plus actifs d'être plus riches que les autres ; en milieu urbain, c'est l'émergence de la bourgeoisie riche et des prolétaires aux conditions de vie misérables.
- Eclatement des anciens cadres sociaux dans les villes qui a soustrait les individus aux coutumes tribales et a entraîné la détribalisation. La grande famille traditionnelle élastique tend à se fractionner en ménages indépendants. Un fossé se creuse entre ruraux et citadins, entre jeunes et anciens. Les jeunes sans fortunes dans les villes restent célibataires pendant longtemps et la femme est devenue un objet que l'on achète.

☞ **La détérioration des termes de l'échange** : les pays anciennement colonisés fournissent au marché mondial des produits de base dont les cours varient énormément et les prix très bas en raison de la surproduction alors qu'ils achètent des produits manufacturés de plus en plus chers.

CONCLUSION : Les civilisations négro-africaines ont été largement entamées au nord par l'influence de l'Islam depuis le XI^e siècle et par celle de l'occident depuis la fin du XIX^e siècle. Malgré les assauts répétés de la civilisation occidentale par le biais des médias, les civilisations négro-africaines connaissent un regain de vitalité et d'intérêt par le souci de préservation par les populations africaines de leurs valeurs de civilisation, leur identité culturelle.

Afrique : berceau de la civilisation

« Les Ethiopiens disent que les Egyptiens sont une de leurs colonies qui fut menée en Egypte par Osiris. Ils prétendent même que ce pays n'était au commencement du monde qu'une mer, mais que le Nil entraînant dans ses crues beaucoup de limon d'Ethiopie, l'avait enfin comblé et en avait fait une partie du continent. Ils ajoutent que les Egyptiens tiennent d'eux, comme de leurs auteurs et de leurs ancêtres, la plus grande partie de leurs lois ; c'est d'eux qu'ils ont appris à honorer les rois comme des dieux et à ensevelir leurs morts avec tant de pompe ; la sculpture et l'écriture ont pris naissance chez les Ethiopiens. Les Ethiopiens allèguent d'autres preuves de leur ancienneté sur les Egyptiens ; mais il est inutile de les rappeler ici. »

Diodore de Sicile, Bibliothèque historique.

DOCUMENTS :**Egypte pharaonique : une civilisation trois fois millénaire**

Avant le troisième millénaire avant l'ère chrétienne, l'Égypte avait atteint un niveau intellectuel, social et matériel plus élevé que la plupart des autres régions du monde. Remontant à la nuit des temps, originale et riche d'initiatives, la civilisation de l'Égypte ancienne est aussi presque trois fois millénaire. Elle est née de la conjonction d'un milieu favorable et d'un peuple résolu à le maîtriser et l'utiliser à bon escient.

(...) Bien que l'Égypte fût ouverte aux courants culturels venant surtout de l'Orient, ce volume montre que la civilisation repose dans une large mesure sur des bases africaines ; il montre également que l'Égypte, qui est une partie de l'Afrique, a jadis été le principal centre de la civilisation universelle d'où rayonnaient la science, l'art et la littérature, influençant la Grèce notamment (...).

Les avis sont très partagés sur la question du peuplement de l'Égypte, qui fait l'objet d'études sérieuses et approfondies...

Gamal Mactar (dir.), *Histoire générale de l'Afrique*, édition abrégée, T. 2, UNESCO, 1987.

L'Afrique, mère de la civilisation

Ainsi l'Afrique « que l'Europe veut faire passer pour un continent sans passé historique, a abrité les plus anciens guides de l'humanité dans la voie de la civilisation ; ce sont ceux qui ont créé les arts, la religion (en particulier le monothéisme), la littérature, les premiers systèmes philosophiques, l'écriture, les sciences exactes (physique, mathématiques, mécanique, astronomie, calendrier,...), la médecine, l'architecture, l'agriculture, etc. à une époque où le reste de la Terre (Asie, Europe : Grèce, Rome.) était plongé dans la barbarie (...) Nous sommes sûrs d'avoir réussi à dénoncer la plus monstrueuse falsification de l'histoire de l'humanité, le mensonge le plus éhonté que les historiens modernes et en particulier les égyptologues ; aient cherché à échaufauder en liaison avec les nécessités de l'exploitation impérialiste ».

Cheikh Anta Diop, *L'Unité culturelle de l'Afrique noire*, 1960.

La vie politique

(...) Tout relève du roi. En vertu d'un devoir théologique, il assure l'ordre cosmique, la sécurité de l'Égypte, le bonheur de ses habitants en ce monde, la sécurité de l'Égypte, le bonheur de ses habitants en ce monde et dans l'autre, non seulement en exerçant son métier de roi, mais en entretenant les divinités, ce qui l'amène à partager sa prérogative économique avec les temples. D'autre part, tant pour rendre le culte dans ces temples que pour gérer les affaires de la nation, pharaon, seul prêtre théoriquement, seul guerrier, seul juge, seul producteur, délègue son pouvoir à toute une hiérarchie d'individus (...).

A la tête du système siège le *tjaty*, ou « vizir », selon une désignation traditionnelle en égyptologie. Ce premier ministre, responsable de l'ordre public, est avant tout la plus haute instance judiciaire de l'État après la pharaon et le ministre de la justice.

(...) Le roi est responsable de la sécurité nationale. Doctrinalement, tout le mérite des victoires et des conquêtes lui revient. (...) Ce que nous connaissons le mieux à propos des militaires memphites, c'est leur participation à des activités de caractères économiques et aux grands travaux de construction. (...) Un corps paramilitaire spécialisé, les *Sementi*, prospecte et exploite les mines d'or dans les déserts.

(...) Bien sûr, le Nouvel Empire époque de grands conflits internationaux connaîtra un développement jusqu'à alors inconnu de l'armée de métier répartie en deux armes, charrierie et infanterie, divisée en grands corps d'armée (...).

J. YOYOTE, « L'Égypte pharaonique », in *Histoire générale de l'Afrique*, édition abrégée, T2, UNESCO, 1987.

La question de l'introduction du fer

... C'est encore vers le Sahara oriental qu'il faut probablement chercher le trait d'union de l'introduction du fer dans le monde noir à l'époque historique... Ce problème de passage de l'Âge de la pierre à l'Âge du métal dans les régions sahariennes et nigériennes est des plus cruciaux. Là encore, l'uniformité géographique ne s'affirme pas.

La question de l'industrie du fer se présente sous un autre aspect. L'apparition de ce métal dans le monde noir est un problème fort controversé où s'opposent les tenants d'une invention proprement africaine et les « interventionnistes ». Ces derniers, eux-mêmes, sont divisés : certains présupposent une influence méditerranéenne, parvenue à travers le Sahara central ; d'autres rattachent la technique du fer au pays de Koush, et mettent en cause la grande voie naturelle unissant la vallée du Nil au Niger par le Kordofan et le Darfour. Au deuxième ou premier siècle avant l'ère chrétienne en tout cas (datations obtenues par le carbone 14), la métallurgie du fer est attestée dans les régions du Tchad et du Nigeria septentrional. On ne peut a priori rejeter l'hypothèse d'inventions locales ; mais, dans le cas contraire, c'est sans doute du côté de la civilisation méroïtique qu'il faut pressentir le foyer de transmission. Les routes sahariennes centrales ne seraient donc pas concernées.

SALAMA (P.), « Le Sahara pendant l'Antiquité classique », in *Histoire générale de l'Afrique*, Tome II (sous la direction de **Gamal Mactar**, Paris, UNESCO, 1987, pp. 383-384.

L'immortalité de l'âme : une idée qui passe de l'Égypte au reste de l'Afrique noire



Anubis et la momie

Dieu égyptien des Morts, Anubis est reconnu comme le créateur de la technique de l'embaumement. Cette figuration a été découverte dans la tombe de Sennedjem, sur le site de Deir el-Medineh, Thèbes-Ouest. Le dieu Anubis penché sur la momie (détail), Nouvel Empire, XIX^e dynastie, règne de Ramsès II (1279-1212 av. J.-C.).

Source : Musée égyptien, Le Caire.

La technologie : l'héritage égyptien



Houe égyptienne (*mr*)



Houes d'Afrique occidentale

Source : LAM (A. M.), « *mr* : la houe, un outil agricole à travers le temps et l'espace », Revue d'Égyptologie *Ankh*, n° 2.

Impact de la traite négrière en Afrique : rapt et razzias

Sur place, en Afrique, les razzias et raptés organisés par les Européens cèdent vite le pas à un commerce régulier... Dans certaines parties de la Guinée, en Angola et au Mozambique, les Européens vont s'impliquer directement dans les réseaux guerriers et marchands africains, avec la complicité de partenaires locaux noirs ou métis, ceux-ci étant issus de ces aventuriers blancs, à la réputation peu enviable, même en ces temps de grande cruauté : ainsi, les *lançados* portugais (ceux qui osèrent « se lancer » à l'intérieur des terres) nous sont décrits au début du XVI^e siècle comme « la semence de l'enfer », « tout ce qu'il y a de mal », « assassins, débauchés, voleurs ». Avec le temps, ce groupe d'intermédiaires va s'étoffer au point de constituer, en plusieurs points de la côte, cette classe de « princes marchands » sur laquelle la traite va reposer.

Quant à l'esclavage interne, tout semble indiquer qu'il s'est à la fois amplifié et durci parallèlement à la croissance de la traite, entraînant de multiples formes de résistance : fuite ; rébellion ouverte ; recours aux ressources de la religion dont les exemples sont attestés en terre d'islam comme en pays de chrétienté. Ainsi, dans la vallée du fleuve Sénégal, la tentation de certains souverains d'asservir et de vendre leurs propres sujets provoqua, dès la fin du XVII^e siècle, la « guerre des marabouts » ou le mouvement *toubenan* (de *tuub*, se convertir à l'islam). Son initiateur, Nasir al-Din, proclamait précisément que « Dieu ne permet point aux roys de piller, tuer, ny faire captifs leurs peuples, qu'il les a au contraire donnés pour les maintenir et garder de leurs ennemis, les peuples n'étant point faits pour les roys, mais les roys pour les peuples ». Plus au sud, dans ce qui est aujourd'hui l'Angola, les peuples kongos utilisèrent le christianisme de la même manière...

Elikia M'Bokolo, « La dimension africaine de la traite des Noirs », *Le Monde diplomatique*, avril 1998.

2^e PARTIE : LA CIVILISATION MUSULMANE

« La civilisation musulmane dans sa première grandeur aura été un creuset chronologique et géographique, un plan d'intersection, une immense conjonction, un fabuleux rendez-vous. »

Maurice Lombard (1904-1965), Le Temps stratégique, No 20, printemps 1987.

Introduction

Né dans la péninsule arabique au **VII^e siècle**, l'islam est l'une des trois grandes religions révélées. Cette nouvelle religion, qui s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs, est prêchée par le prophète **Mohamed** de **610** à **632**. A sa disparition, ses successeurs se sont employés à propager l'islam à travers le monde qui compte actuellement une large communauté d'environ **un milliard d'adeptes**. Cette religion, avec son **dogme** et son **culte** qui en sont les fondements propose à l'homme un véritable code de conduites socio-politico-économiques faisant partager aux musulmans une même civilisation.

1. NAISSANCE DE L'ISLAM

L'islam, comme le judaïsme et le christianisme, est né au **Proche-Orient**, précisément en **Arabie**, péninsule désertique située entre la mer Rouge et le golfe Persique.

1.1. L'Arabie préislamique

Avant l'avènement de l'islam, l'Arabie était peuplée d'éleveurs nomades, guerriers et pillards qui se faisaient continuellement la guerre. Sur le **plan politico-social**, il y avait une anarchie ordonnée avec la cohabitation de différentes tribus dont celle des Quraysh, à laquelle appartient le prophète qui est l'une des plus puissantes à **La Mecque**. Sur le **plan économique**, les activités reposaient sur l'élevage nomade, sur l'agriculture d'oasis et sur le commerce avec la Syrie et la Palestine. La plus grande ville, La Mecque, était une métropole à la fois commerciale et religieuse qui, chaque année, abritait une grande foire où étaient échangés les produits matériels et immatériels.

1.2. Le contexte historique

Au moment où l'islam commençait à prendre forme, le monde était plongé dans une situation de décadence générale et profonde. Les plus grands empires de l'époque (**Byzance** et la **Perse**) étaient dans une phase de désintégration avancée. Leurs peuples, victimes de la tyrannie, de l'arbitraire, de l'intolérance des chefs, attendaient impatiemment le libérateur.

1.3. Mohamed et la naissance de l'islam

Il est né vers **570** à La Mecque. Il appartient au clan des **Banou Hâchim**, de la tribu des **Quraysh**. Fils de **Abdallah** et de **Amina**, Mohamed a eu une enfance assez difficile : morts de son père avant sa naissance, de sa mère en **577**, de son grand-père **Abu Mutalib** deux ans après. Il se retirait dans la grotte du **Mont Hira** pour noyer son angoisse métaphysique. En méditant au cours d'une de ses retraites, l'**ange Gabriel** lui révéla sa mission en **610**. Il avait

alors **40 ans**. Il commença alors à prêcher mais, devant l'hostilité croissante et la persécution des Mecquois, il dut s'exiler à Médine en **622**. Cette date, appelée **Hégire**, marque le début de l'ère musulmane.

A Médine où il fut bien accueilli, il forma la **Umma** et le premier Etat musulman fondé sur le seul lien religieux, Mohamed déclenche la **guerre sainte (Jihad)** contre La Mecque par la victoire de **Badr** en **624**, la défaite d'**Uhud** en **625**, la victoire de **Khandaq** en **627**. En **630**, Mohamed et ses fidèles prennent d'assaut La Mecque qui est conquise. En **632**, le prophète effectue son pèlerinage d'adieu car il s'éteint la même année à Médine le **8 juin**.

2. LE CORAN ET LES FONDEMENTS DE L'ISLAM

L'enseignement de Mohamed s'appuie sur le **Coran** qui est la base de la loi, de la morale et du droit de l'acceptation du dogme et de la pratique du culte.

2.1. Le Coran (récitation)

C'est le livre de la révélation qui compte **114 sourates** et **6 211 versets**. Il est descendu en fragments en **23 ans** (de **610** à **632**). Ce texte a été rassemblé par le calife **Ousmane** en **653**. La tradition prophétique, appelée **sunna** est un ensemble de **hadiths** qui constituent un précieux appoint du Coran.

2.2. Les fondements de l'islam

- Le dogme : c'est la base de la religion. Il s'articule autour de **5 principes fondamentaux** :
 - la **croissance en un Dieu unique** ;
 - la **croissance aux anges** ;
 - la **croissance à tous les prophètes** ;
 - la **croissance aux livres révélés** ;
 - la **croissance au jour de la résurrection**.
- Le culte : il repose sur 5 piliers fondamentaux.
 - la **profession de foi (shahada)**, consiste à reconnaître qu'il n'y a de divinité que Dieu et Mohamed est son prophète.
 - la **prière rituelle (salât)** : Elle se fait **5 fois par jour** dans la direction de la Kaaba.
 - le **jeûne** : l'observation d'un mois de jeûne (**ramadan**) permet aux musulmans de vivre le calvaire de la faim pour mieux les sensibiliser à la solidarité aux nécessiteux.
 - l'**aumône légale (zakat)** : c'est l'aumône légale qui permet de purifier nos biens : animaux, récoltes, économies annuelles. On prélève un certain pourcentage pour manifester notre solidarité envers les croyants plus démunis.
 - Le **pèlerinage à la Mecque** : Il ne revêt aucun caractère obligatoire. Le fidèle qui en a les moyens licites peut se rendre à la Mecque pour entrer en communion avec la communauté musulmane. Pendant un mois, il peut vivre sa condition primaire d'homme. Le président, le paysan, le professeur, l'élève, le prince se débarrassent de tous traits distinctifs de leurs conditions sociales pour revêtir le même uniforme, pour exécuter les mêmes rites.

En dehors de toutes ses obligations canoniques, le musulman doit observer certaines prescriptions comme l'interdiction de consommer de l'alcool, de la viande de porc, de pratiquer des jeux de hasard, l'usure, le vol, la relation sexuelle en dehors du mariage, l'adoration des idoles, etc.

Nous venons de Lui et nous retournerons à Lui et c'est pour cette raison que nous rendrons compte à Dieu de tous nos actes.

3. LA CONSTITUTION DU MONDE MUSULMAN

3.1. La diffusion de la conquête

Peu avant sa mort du prophète, l'islam avait commencé à se répandre en Arabie. Mais c'est après sa mort que commença l'expansion véritable de l'islam. Sous les règnes des 4 califes orthodoxes, **Abu Bakr (632-634)**, **Omar (634-644)**, **Ousmane (644-656)** et **Ali (656-661)**, la conquête a pris trois directions :

- Vers le nord, la **Syrie** et la **Palestine** sont conquises entre **635** et **640**.
- Vers l'ouest, l'**Egypte** est conquise en **639** puis la **Cyrénaïque** (Libye).
- Vers l'est, la **Mésopotamie** et la **Babylonie** (en Irak et en Perse) sont conquises entre **637** et **642**.

A la mort de Ali en **661**, **Muhawiyya** devint calife et instaura la **dynastie Omeyyade**. En **750**, la **dynastie Abbasside** prend le relais puis est renversée en **1258** par les **Mongols**.

Un siècle après la mort du prophète, l'islam s'était taillé **un vaste empire** s'étendant de l'Espagne à l'ouest jusqu'en Chine à l'est et de l'Atlantique en Afrique à l'Indus en Asie.

3.2. La diffusion par la voie pacifique

La fin de la conquête militaire n'a pas signifié l'arrêt de la diffusion de l'islam. Celle-ci a continué à se faire par diverses voies pacifiques. Dans les pays non conquis d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, les conversions se sont faites par un long contact avec les marchands musulmans par le biais du **commerce transsaharien** du XI^e au XVI^e siècle et plus tard au XIX^e siècle, grâce au rôle actif des marabouts dans le cadre des confréries. Au XX^e siècle, la méthode de la persuasion, initiée par de grands érudits comme **Cheikh Ibrahima Niasse**, a recueilli l'adhésion massive de populations à l'islam.

4. LA CIVILISATION MUSULMANE

Les musulmans ont élaboré progressivement une civilisation faite de synthèses dynamiques des apports pluriels de peuples conquis.

4.1. Sur le plan politique

La prise du pouvoir doit être soumise à l'approbation populaire (**Ijma**), fondement de la démocratie. Le **calife** est le **guide religieux** et **politique**. Il est assisté par des **émirs** (chefs

militaires) et les **imams** (guides religieux). Les lois sont discutées par les **oulémas**, interprétées par les **muftis** et appliquées par les **cadis** (juges).

Aujourd'hui, l'islam offre un éventail large de régimes politiques, depuis les théocraties absolues (Arabie saoudite), en passant par des républiques plus ou moins démocratiques (Syrie), la république (Iran), la monarchie éclairée (Maroc).

4.2. Sur le plan social

L'islam prône le renforcement des liens familiaux et de solidarité communautaire. L'islam tolère certaines pratiques comme la polygamie et favorise l'égalité des hommes avec la recommandation d'affranchir les esclaves. Il accorde à la femme plus de droits (droit à l'héritage, droit de se prononcer sur le mariage, suppression de l'infanticide, participation à la vie économique, sociale et religieuse).

4.3. La cité

C'est le cadre dans lequel s'est développée cette civilisation. La ville s'organise autour de 2 pôles :

- la **grande mosquée**, bien décorée, se trouvant au cœur de la cité et siège de la medersa (collège religieux) ;
- le **quartier des affaires** avec ses **souks** (marchés) et ateliers.

4.4. La vie intellectuelle

Les lettres et les sciences ont connu un développement grâce aux **écoles coraniques** et aux **universités**. La principale langue littéraire est l'**arabe**, à côté du **persan** et du **turc**. C'est une **littérature d'inspiration religieuse**, mais aussi **profane**. Les genres littéraires dominants sont la **poésie**, les **contes** et les **fables**. Le recueil de contes populaires le plus célèbre est celui des **Mille et une nuits**. Grâce aux conquêtes et au commerce, les Arabes ont introduit peu à peu chez eux les techniques chinoises. Ils ont traduit dans leur langue les manuscrits de la **Perse**, de l'**Inde** et surtout de la **Grèce antique**. Ces traductions sont regroupées dans de grandes **bibliothèques**. Ceci leur a permis de mieux se cultiver et de faire avancer la science dans plusieurs domaines. Ainsi, ils fondent l'**algèbre** ; leurs **astronomes**, par l'observation des étoiles, émettent l'idée que la Terre tourne autour du Soleil ; leurs **médecins** parviennent à **ligaturer** (serrer avec un lien) les artères, à **anesthésier** (endormir artificiellement une personne ou une partie de son corps) les malades et à **opérer les yeux**. Enfin, leurs **géographes** comme **Ibn Battuta** ou **Al Moqqadasi** font des descriptions précises sur l'Afrique et l'Asie et dressent de nombreuses cartes.

4.5. La vie artistique

L'art musulman est beaucoup influencé par la Perse, Byzance et l'Égypte. C'est un art **iconoclaste** d'autant plus que l'islam interdit la représentation des êtres vivants. Dans l'**architecture**, les **mosquées** et **palais** sont les principaux témoins. On y voit de grandes salles soutenues par des colonnes (comme en Égypte), des voûtes à coupoles et des **décorations de mosaïques** (comme à Byzance). Le décor est assuré par des figures géométriques, des phrases du Coran ou des **arabesques** (dessins stylisés de végétaux).

5. L'ÉVOLUTION DU MONDE MUSULMAN

Environ un **milliard d'individus** forment aujourd'hui la communauté musulmane (**Umma** islamique). Les $\frac{3}{4}$ des musulmans vivent en Asie, dans le reste de l'Afrique et de plus en plus en Europe et en Amérique.

C'est surtout la **conquête mongole** qui a brisé l'unité politique du monde musulman. Au XV^e siècle, les **Turcs ottomans** recréent un empire avec l'Indo-Orient, le Maghreb et l'Europe balkanique qui survit jusqu'à l'expansion européenne. Aujourd'hui, la très nombreuse communauté islamique se divise en plusieurs groupes avec :

- le **groupe arabe** qui va du Maroc à l'Irak,
- le **groupe turc**, des Balkans au Turkestan chinois. Mustapha Kemal y joua un rôle important en réformant l'islam en supprimant le califat ;
- le **groupe indien** : c'est le groupe le plus nombreux. Il reste localisé en Inde et au Pakistan où l'ourdou, langue d'écriture et de vocabulaire et de grammaire indienne est la langue officielle.

5.1. Les tendances historiques

5.1.1. Les sunnites orthodoxes

Ils constituent **90 %** des musulmans, sont soumis aux règles de la **sunna** contenue dans les **hadiths**. Ils sont divisés en **quatre écoles** à cause des interprétations différentes du **fiqh**. Ainsi, on distingue :

- l'école **malékite** fondée par l'imam **Malick Ibn Anas** : elle admet comme source le Coran, la sunna et la coutume médinoise ;
- l'école **hanéfite** fondée par **Abu Hahifa** en **767** : c'est une école qui admet l'analogie et l'opinion personnelle ;
- l'école **chaféite**, fondée par **Al Chafi (767-820)** : elle limite la **sunna** aux seules traditions attribuées formellement au prophète ;
- l'école **hanbalite** fondée par **Ahmad Ibn Hanbal (780-855)** : sa doctrine repose sur le Coran et la **sunna** et rejette toute innovation (**bidda**).

5.1.2. Les kharijites

Ils sont considérés comme les **puritains** de l'islam. Ils refusent l'hérédité du califat car, pour eux, il doit être électif. Ainsi, pour eux, toutes les composantes de la **Umma** sont égales. Ainsi, un esclave peut devenir calife s'il est jugé le plus digne. Ils sont divisés entre eux :

- les **Azraqites** partisans de l'extrémisme et de la lutte armée ;
- les **Najadat** qui prônent la prise du pouvoir par les armes ;
- les **Sufrites** qui condamnent le meurtre politique ;
- les **Ibadites** (de **Abdallah Ibn Ibad**) qui sont intransigeants sur le plan politique et moral mais sont plus souples dans leurs relations avec les autres musulmans.

5.1.3. Les chiïtes

Ce sont les **partisans de Ali** (9 % des musulmans). Leur doctrine est fondée sur l'**imam** et le **culte des imams**. Ceux-ci doivent être les descendants de **Ali**. Parmi les chiïtes, on distingue :

- les **imâmites** ou **duodécimains** qui croient au retour de l'**imam caché**, 12^e descendant de Ali (Iran, Irak, Liban, Pakistan, Inde, etc.) ;
- les **Zaydites**, partisans du **cinquième imam**, proches des sunnites à la différence près que l'imam doit être descendant du prophète et avoir mérité le pouvoir par les armes, son courage et sa piété (Yémen) ;
- les **Ismâiliens** partisans du **septième imam** (**Ismâïl**), extrémistes, qui disposent de sociétés secrètes qui opèrent à des recrutements et initient les adeptes (Perse, Syrie, Inde, Egypte). On distingue plusieurs groupes : les **Fatimides** au Caire, les **Qarmates** en Syrie, les **Druzes** au Liban, les **Alaouites** au Maroc, etc.

Malgré les nombreuses disparités, les musulmans adoptent la **même foi** fondée sur la révélation divine à Mohamed. Ils font du **Coran** leur **référence première** et de la **sunna** leur **deuxième source**. Les **cinq piliers** de l'islam sont acceptés de tous et la **langue arabe** est reconnue comme la langue par laquelle **Allah** s'est exprimé. La création de la **Umma** dirigée par un calife est aussi un facteur d'unité.

5.2. Les tendances actuelles

Comme toutes les religions, l'islam a été secoué par la **modernité**. Ainsi, par rapport à celui-ci, se dessinent deux courants principaux, l'un **réformiste** qui veut composer avec elle, l'autre **radical** qui s'en démarque. Pour mieux faire face aux grands bouleversements du XX^e siècle, les musulmans ont préconisé les regroupements.

5.2.1. Le courant réformiste

Ce courant veut composer avec la modernité, c'est-à-dire essayer d'en bénéficier. Ainsi il propose de s'appropriier les conditions du succès de l'Europe, notamment sa science et ses techniques. Parmi ses fervents défenseurs, on peut citer l'Afghan Jamak Al Dîn **al Afghani (1839-1897)**, l'Indien **Mohamad Iqbal (1873-1938)**, le Turc **Mustapha Kemal** qui supprima le califat le **3 mars 1924**, l'Iranien **Mohamad Khatami**.

5.2.2. L'islamisme radical

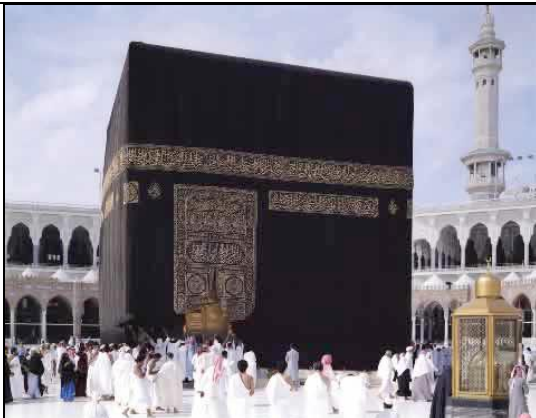
Son objectif est de résoudre les problèmes de la société par la religion et aussi restaurer l'intégralité des dogmes de la religion musulmane : c'est le **fondamentalisme**. On parle aussi d'**intégrisme**. Les fondamentalistes font une interprétation rigoureuse et intransigeante du Coran, mettent l'accent sur la **guerre sainte** (comme le mouvement **Frères Musulmans**, fondé en **1927** en Egypte par **Hassan El Banna**), sont **hostiles à la science**, au **progrès**, à l'**émancipation des femmes** et **rejettent la laïcité** (c'est le cas des **Ayatollahs** d'Iran).

5.2.3. Les tentatives actuelles d'union du monde musulman

Pour mieux sauvegarder leurs intérêts dans un monde en perpétuelle mutation et garder l'unité entre eux, les musulmans ont créé des organisations comme la **Ligue arabe (22 mars 1945)**, l'**Union du Maghreb arabe (UMA)**, le **17 février 1989**, et l'**Organisation de la Conférence islamique (OCI)**. Cette dernière, plus large, a pour objectifs de défendre la cause musulmane dans le monde avec comme principal symbole la **libération de Jérusalem**, de développer la tolérance, l'unité et la coopération entre les Etats musulmans. Il s'agit aussi de promouvoir le dialogue de l'islam avec le monde, notamment avec les chrétiens (**dialogue islamo-chrétien**).

Conclusion

L'islam a apporté à la terre anarchique et païenne d'Arabie une **civilisation**. Prophète de cette région, **Mohamed**, grâce à ses innombrables qualités et son inspiration divine, a pu **substituer au désordre établi un ordre nouveau qui s'est propagé sur une bonne partie du monde**. Cet ordre nouveau, enrichi de différentes cultures qu'il a traversées et civilisations qu'il a façonnées, a imprégné l'histoire de l'humanité. En déclin depuis l'expansion européenne, l'islam amorce aujourd'hui une renaissance dont les manifestations ne sont pas toujours comprises des Occidentaux.

DOCUMENTS :**La Kaaba à la Mecque****Esplanade de la Mosquée de la Mecque****Le 16 juillet 622, Mohammad quitte La Mecque pour Médine**

A La Mecque, sa ville natale, où il avait entrepris d'apporter la révélation reçue de l'ange Gabriel, la situation n'était plus tenable pour Mohammad. Sa prédication avait un temps amusé les habitants. Mais, désormais, les riches commerçants de la tribu des Quraychites craignaient que la nouvelle religion ne menace leurs intérêts. Mohammed ne prônait-il pas, outre l'adoration d'un seul Dieu, la destruction des idoles du sanctuaire de la Kaaba ? Or l'affluence de visiteurs venus vénérer les divinités constituait une importante source de revenus pour eux.

Le 16 juillet 622, alors que les Quraychites s'apprêtent à l'assassiner, le Prophète quitte secrètement La Mecque avec une poignée de fidèles, pour gagner Yathrib (future Médine), à 450 km au nord. L'Hégire (« l'émigration ») marque le début d'une ère nouvelle, devenant la première date du calendrier musulman, qui commence le 1^{er} du mois lunaire de muharram.

Cela faisait plusieurs années que Mohammed, en butte aux persécutions des Mecquois, songeait à fuir. L'année 619 sera particulièrement éprouvante pour lui. Il voit mourir Khadîdja, son épouse, Abou Talib, son oncle, chef du clan des Banou Hachim et père d'Ali, son futur gendre. Abou Lahab, un autre oncle, qui prend la tête du clan, est l'ennemi juré du Prophète. Privé de protection, celui-ci espère élire domicile dans l'oasis de Ta'îf, à une centaine de kilomètres, mais il en est chassé à coups de pierres par les habitants, peu désireux de se mettre à dos les puissants commerçants mecquois.

Lors du grand pèlerinage à La Mecque de 620, Mohammed remarque un groupe de visiteurs très attentifs à son message. Impressionnés par la personnalité de cet homme qui se dit prophète, ces habitants de Yathrib se disent qu'il pourrait les aider à arbitrer les querelles entre tribus arabes et juives qui ravagent leur ville.

En juin 622, à Aqaba, sur les bords de la mer Rouge, les représentants de Yathrib signent un pacte d'alliance avec Mohammed et acceptent de l'accueillir avec ses disciples. Abandonnant biens et troupeaux, ces derniers quittent donc La Mecque le 16 juillet et arrivent à destination en septembre. La ville de Yathrib change alors son nom pour devenir Medinat el-Nabi (« la ville du Prophète »), Médine en français. La première mosquée de l'islam est construite à Quba, à sa périphérie, et les disciples de Mohammed prennent le nom de *muslimûn*, musulmans.

Si l'épisode de l'Hégire (*hijra*) est si important, c'est que, de chef religieux qu'il était dans sa ville natale, Mohammed devient, à Médine, un chef politique. Il signe aussitôt un pacte avec les autres groupes de la cité. La « constitution de Médine » fait entrer les tribus juives et arabes dans une sorte de confédération dont les membres se doivent mutuellement assistance.

Mais Mohammed devient aussi chef militaire. Dès 624, il entreprend une campagne contre les Quraychites qui ont imposé un blocus commercial à Médine. Naît alors la notion de guerre sainte (djihad) contre les ennemis d'Allah. L'armée musulmane bat les Mecquois à Badr. Ceux-ci prennent leur revanche à Ohod. Les affrontements dureront jusqu'en 628. Cette année-là, Mohammad décide de faire le pèlerinage à La Mecque. Les habitants de la ville lui barrent le passage. La trêve est rompue en 630 par les Bédouins alliés des Quraychites. Mohammed ordonne à ses troupes de marcher sur la Ville sainte, qui capitule sans combattre. Huit ans après l'Hégire, le Prophète fait son entrée solennelle dans la Kaaba, l'ancien sanctuaire d'Abraham, qu'il débarrasse de toutes ses idoles. La Mecque et, bientôt, les principaux centres de l'Arabie se convertissent.

En 632, Mohammed effectue son dernier pèlerinage. Au cours d'un sermon, il rappelle les fondements de l'islam, mettant l'accent sur le respect des droits de la femme, la fraternité entre les croyants. Puis il retourne à Médine où, pris de fortes fièvres, il meurt le 8 juin, à 62 ans.

Abou Bakr, son beau-père, est choisi par la communauté comme premier calife (successeur) du Prophète. L'islam s'apprête à conquérir le monde.

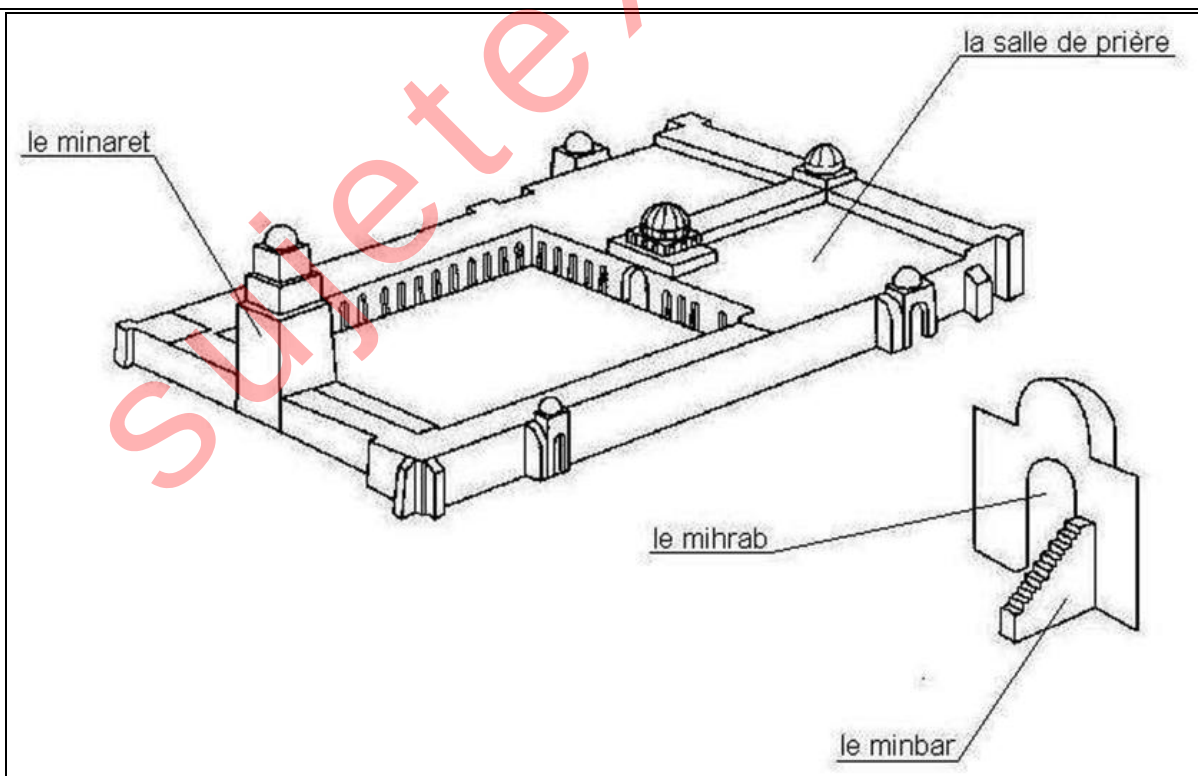
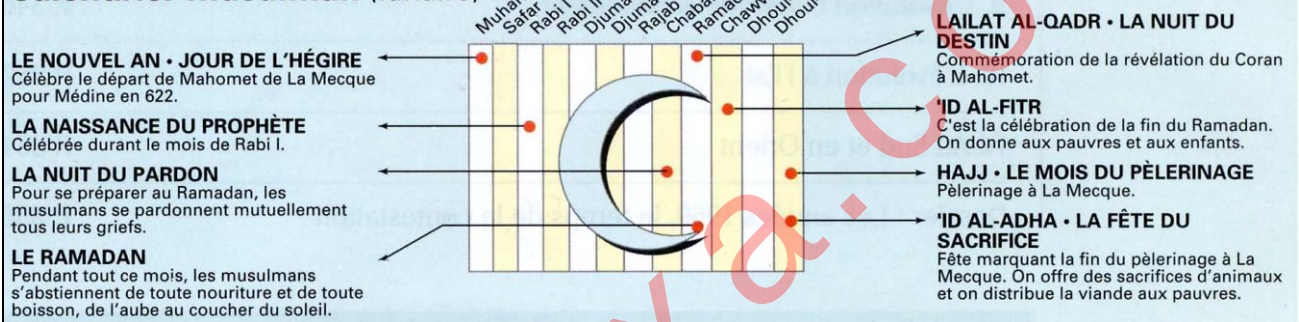
Dominique Mataillet, Jeune Afrique/L'Intelligent, n° 2322, du 10 au 16 juillet 2005, p. 39.

L'apport de la civilisation arabe à l'essor de la science

Les khalifes Al-Mansour, Haroun-Al-Raschid, Al-Mamoun cultivèrent la philosophie, l'astronomie et les mathématiques. Al-Mamoun appela à sa cour beaucoup de savants étrangers, et il fit, à grands frais, traduire en arabe les classiques grecs. Partout la domination arabe répandait les bienfaits de la civilisation. Bagdad, Bassora, Rufa, Cordoue, eurent des écoles et des bibliothèques publiques, où affluaient les hommes avides de s'instruire. L'université de Cordoue jouit longtemps d'une grande célébrité. La bibliothèque de la capitale des émirs d'Espagne fut la plus vaste du monde [...]. Au douzième siècle, on ne compta pas moins de soixante-dix bibliothèques publiques dans les contrées de l'Espagne soumises aux Maures. [...] C'est, dit-on, par les croisades que la science des Arabes fut révélée aux Occidentaux. Mais on exagère ici, évidemment, l'influence des croisades. Car déjà dès le neuvième siècle, par conséquent deux cents ans au moins avant la première croisade, les savants de l'Occident s'étaient trouvés en contact avec les Maures d'Espagne et connaissaient les trésors de l'académie de Cordoue. Au dixième siècle, Gerbert, élu pape sous le nom de Sylvestre II, avait été élevé en Espagne, et avait même appris la langue arabe. [...] Hormis les Arabes et les Grecs, tout le reste de l'Europe était encore plongé dans les ténèbres.

Ferdinand Hoefer, *Histoire de la chimie* (1843), éd. Firmin Didot frères, 1866, p. 323

Calendrier musulman (lunaire)



Plan d'une mosquée

Les conquérants arabes ? Une poignée de chameliers reçus en libérateurs

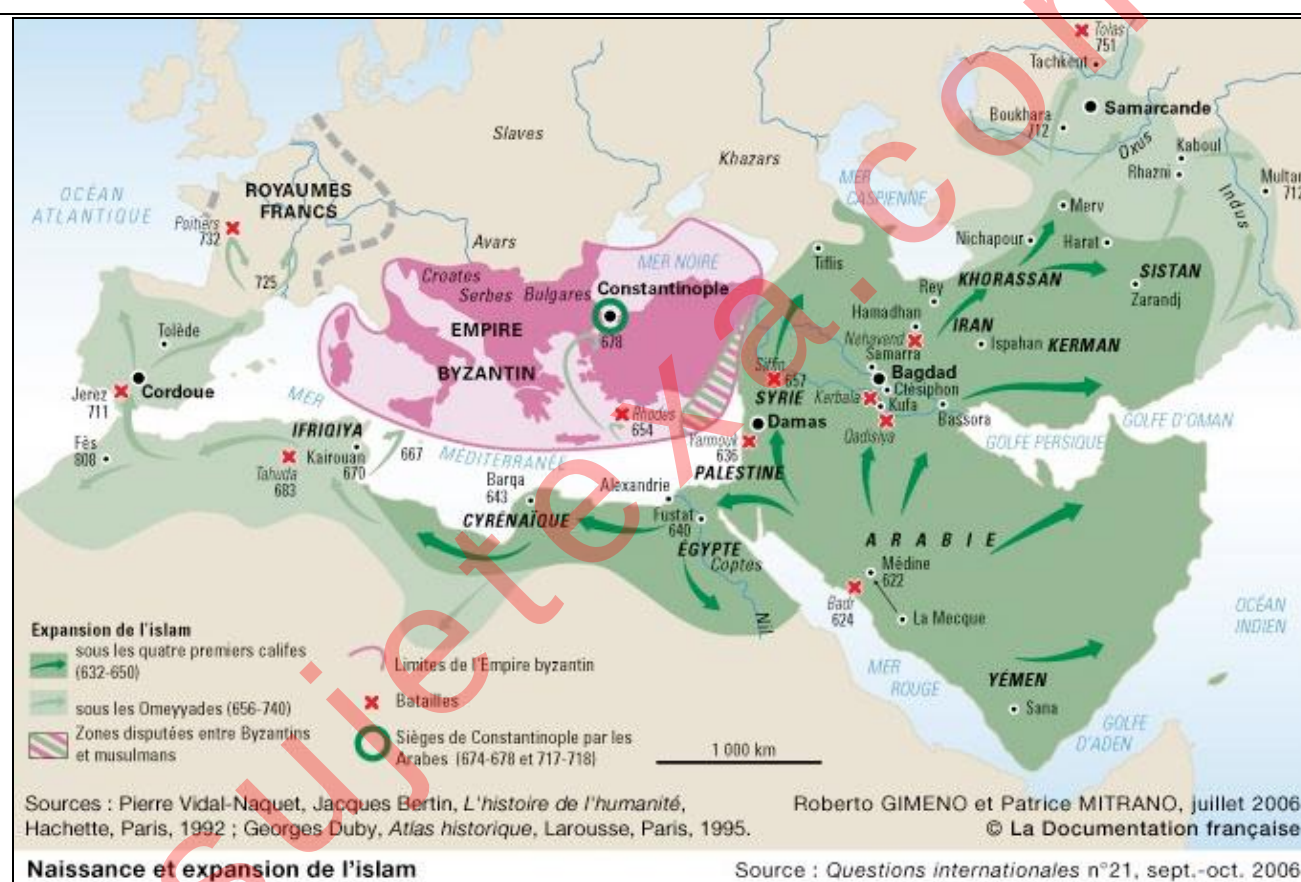
Jetons d'abord un regard vers l'époque des conquêtes arabes (milieu du VII^e-milieu du VIII^e siècle). C'est alors que le monde musulman prend ses visages essentiels.

Ces conquêtes sont, d'abord, le fait des Arabes d'Arabie, chameliers bédouins qui constitueront la première force militaire de l'islam, sous la direction des chefs de La Mecque, eux-mêmes citadins commerçants et armateurs des grandes caravanes. Hors du désert et des zones de pâturage de la péninsule arabique, les Arabes viseront les pays du Croissant fertile : Mésopotamie, Syrie, Égypte.

Mais, à côté de cet élément arabe, les armées de l'islam s'ouvriront aux contingents levés parmi les populations subjuguées, contingents qui prolongeront le mouvement initial: c'est ainsi que les Iraniens pousseront vers l'Asie centrale, les Syro-Égyptiens vers l'Afrique du Nord, les Berbères d'Afrique du Nord, à leur tour, vers l'Espagne et la Sicile.

L'élément arabe s'est donc limité à une seule vague d'envahisseurs, partis d'un désert et non d'un de ces hinterlands de forêts aux clairières cultivées (Europe centrale) ou de steppes à pâturages (Asie) qui ont toujours constitué le réservoir des envahisseurs barbares dont les vagues successives sont venues s'installer dans un Occident rural, forestier et peu peuplé. Ici, une poignée de conquérants s'absorbe rapidement, se fond dans des foules urbaines de civilisation supérieure.

Maurice Lombard (1904-1965), *Le Temps stratégique*, N° 20, printemps 1987.



Les Arabes, fondateurs des sciences physiques selon Humboldt

Les Arabes doivent être considérés, je le répète encore, comme les véritables fondateurs des sciences physiques, en prenant cette dénomination dans le sens auquel nous sommes habitués aujourd'hui. [...] Après avoir payé le tribut d'éloges que méritent les services rendus par les Arabes à la science de la nature, dans la double sphère du ciel et de la terre, il reste encore à mentionner ce qu'ils ont ajouté au trésor des mathématiques pures. [...] Les Arabes rendirent ainsi un double service aux sciences mathématiques : leur algèbre, malgré l'insuffisance des signes et des notations, avait heureusement influé, tant par les emprunts qu'ils avaient faits aux Grecs et aux Hindous que par leurs propres découvertes, sur l'époque brillante des mathématiciens italiens au moyen âge. Ce furent eux aussi qui, par leurs écrits et par l'extension de leur commerce, répandirent le système de numération indienne depuis Bagdad jusqu'à Cordoue. Ces deux progrès, la propagation simultanée de la science et des signes numériques, avec leur double valeur, absolue et relative, agissent d'une manière différente, mais également efficace, sur le développement mathématique de la science de la nature.

Alexander von Humboldt, *Cosmos, essai d'une description physique du monde*, éd. Gide et J. Braudy, 1844, t. 2, p. 258-278

Conséquences de la conquête musulmane en Occident

Si l'on considère maintenant les conséquences profondes de la conquête, trois problèmes doivent être posés nettement et séparément : l'islamisation, l'arabisation, la sémitisation.

L'islamisation c'est la conversion des anciennes populations à la nouvelle religion, l'islam, conversion favorisée par les avantages fiscaux que retiraient de leur ralliement les nouveaux convertis: la suppression de la *jizya* ou capitation.

L'arabisation doit se comprendre uniquement dans le sens linguistique. Il n'y a pas eu d'infusion notable de sang "arabe". Très peu de traditions proprement "arabes" se sont implantées dans les pays conquis. Ce que l'on appelle souvent à tort l'arabisation, c'est la sémitisation, l'orientalisation, c'est-à-dire l'adoption d'un ensemble de concepts de morale, de tabous, de cosmogonies, de cadres mentaux et de pratiques, qui est celui des populations sémitiques (ou, mieux, sémitisées) de Syrie-Mésopotamie, et surtout de la partie de ces populations qui est motrice, pilote: les populations urbaines, sur lesquelles se sont accumulées les strates de toutes les vieilles civilisations depuis l'antiquité la plus reculée, civilisations qui leur ont communiqué la finesse et le raffinement, les techniques intellectuelles et commerciales, le besoin d'un ordre solidement établi, mais le manque de "vertus guerrières" - si général parmi les populations de la basse Antiquité - qui nécessite l'appel aux mercenaires.

Maurice Lombard (1904-1965), *Le Temps stratégique*, N° 20, printemps 1987.

Le développement économique du monde musulman

Par sa position centrale au cœur de l'Ancien Monde, par sa domination de la région des isthmes entre les deux grands domaines maritimes - océan Indien et Méditerranée -, par sa possession de la grande route continentale, route des steppes, des déserts et des oasis qui depuis l'Asie centrale mène à l'Afrique occidentale, le monde musulman est alors en rapport direct avec d'autres grands centres urbains et civilisés. Il entretient des échanges fructueux, d'égal à égal, avec l'Inde, la Chine et Byzance. Mais il est aussi en rapport direct avec des mondes jeunes - nomades ou forestiers - encore barbares ou barbarisés: steppes turques, régions des fleuves russes, monde noir, Occident chrétien, sur lesquels il fera sentir son rayonnement tout en leur empruntant leurs forces vives. Il est un pont entre des mondes périphériques.

D'où l'importance des routes qui rendent compte de la marche, de la progression rapide ou lente, continue ou interrompue, des influences à travers cette zone de passage privilégiée que constitue le monde musulman jusqu'au XI^e siècle. Diffusion vers l'ouest - Occident musulman et au-delà - des résultats acquis par les vieux pays d'Orient, modifiés et enrichis par la confrontation à l'intérieur d'une même aire spatiale, cheminement de nouvelles influences apportées par les routes du commerce lointain, depuis l'Inde, l'Asie centrale et la Chine. D'où l'importance également du réseau urbain. De ville à ville se tendent les liens des relations économiques et culturelles. La route sert au transport d'influences urbaines. C'est le réseau des métropoles qui constitue l'armature économique, sociale, culturelle du monde musulman. Du VIII^e au XI^e siècle, les points forts de ce grand axe, Bagdad, Damas, Le Caire, Kairouan, Fès, Palerme : grands relais sur la route qui va de Samarkand à Cordoue, témoignent de l'extraordinaire unité d'une civilisation syncrétique, où circulent largement les hommes, les marchandises et les idées et qui se surimpose au vieux fond régional rural ou nomade. D'où, enfin, l'importance de l'économie monétaire : frappe abondante de dinars due à l'afflux d'or neuf d'Afrique du sud-est et du Soudan et essor du crédit qui double la circulation des espèces. Au IX^e siècle, Ibn Khurdadbeh note que le développement de la richesse et des transactions commerciales est si grand qu'on peut voir des pièces de numéraire circuler dans les plus petites bourgades, là où jusqu'alors le simple troc était seul pratiqué. Ainsi, à la zone de circulation monétaire agrandie correspond le pouvoir plus grand des villes sur les campagnes.

Maurice Lombard (1904-1965), *Le Temps stratégique*, N° 20, printemps 1987.

Déclin économique du monde musulman

Et, de fait, dans la seconde moitié du XI^e siècle, surviennent les crises, les troubles, les invasions et, avec eux, le déclin urbain et l'interruption des courants économiques : des quartiers de Bagdad et du Caire sont en ruine ; Kairouan est abandonné pour Mahdiyya, la Qal'a des Banu Hammad pour Bougie ; Fès est pris par les Almoravides ; au califat de Cordoue démembré succèdent les Reyes de Taifas. A la rupture des routes correspond la cassure du monde musulman en un islam turc, un islam égyptien, un islam maghrébin, un islam espagnol. Les particularismes sous-jacents resurgissent et les vieux fonds, préexistants à la conquête musulmane mais refondus par elle, donnent les civilisations musulmanes.

Après le XI^e siècle, le centre de gravité de l'Ancien Monde bascule. Désormais, les centres moteurs et rayonnants d'une économie en expansion continue ne sont plus en Orient, dans les grandes villes du monde musulman ; ils ont émigré en Occident et sont maintenant fixés dans les cités marchandes d'Italie et des Flandres et, à mi-chemin sur la grande route commerciale qui les relie, dans les foires de Champagne, où s'échangent les produits des pays nordiques et des pays méditerranéens...

Pourtant, même en son déclin économique, l'aire musulmane continuera longtemps encore de rayonner intellectuellement sur le monde par ses sciences, sa philosophie: pour la médecine notamment, il jouera un rôle important non seulement dans le mouvement de la Renaissance, mais jusqu'au XIX^e siècle.

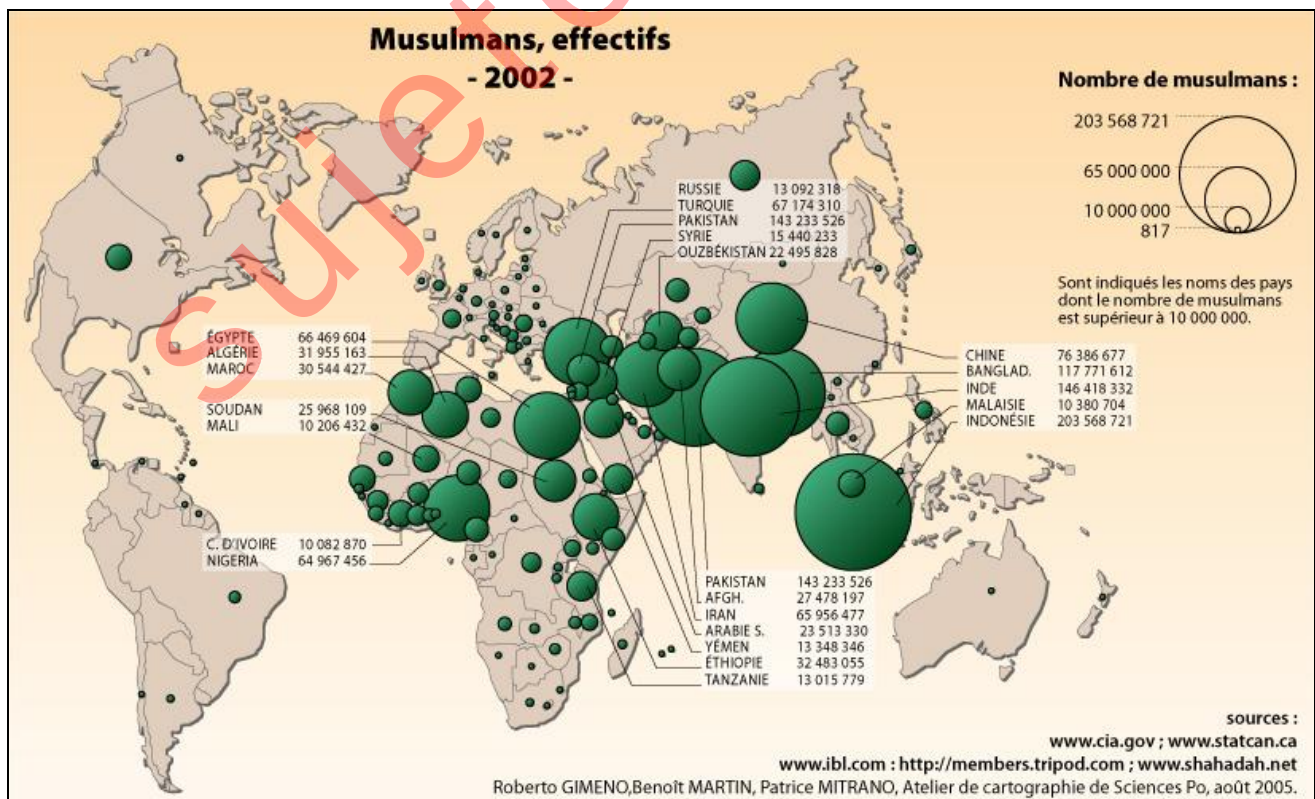
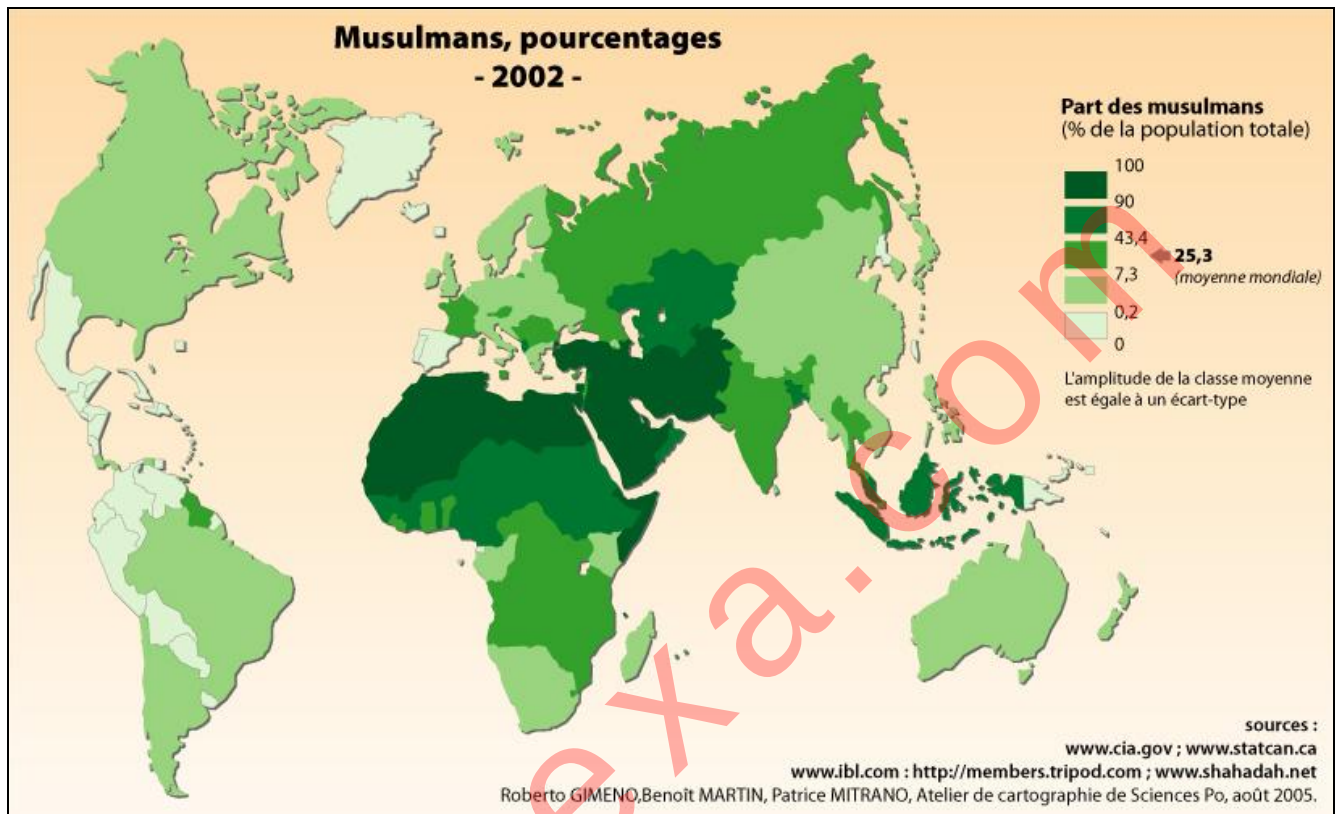
Entre la Chine, l'Inde, Byzance et les barbaries médiévales - turque, noire et occidentale -, de la fin des empires antiques à l'éveil des États modernes, la civilisation musulmane dans sa première grandeur aura été un creuset chronologique et géographique, un plan d'intersection, une immense conjoncture, un fabuleux rendez-vous.

Maurice Lombard (1904-1965), *Le Temps stratégique*, N° 20, printemps 1987.

L'esclavage chez les musulmans : le point de vue de Gustave Le Bon

L'esclavage chez les mahométans est fort différent de ce qu'il était chez les chrétiens. La situation des esclaves en Orient est bien préférable en effet à celle des domestiques en Europe. Ils font partie de la famille, et peuvent parfois s'élever aux plus hauts emplois. Aucune idée humiliante ne s'attache en Orient à l'esclavage, et on a dit avec raison que l'esclave y est plus près de son maître qu'un domestique chez nous.

Gustave Le Bon, *La Civilisation des Arabes* (1884), éd. La Fontaine au Roy, 1990, Livre quatrième, chapitre deuxième, Mœurs et coutumes, p. 284.



Sunnites et chiites : deux fractions importantes du monde musulman

Cette synthèse illustrée expose les grandes étapes historiques du chiisme opposant les deux grands rameaux de l'islam. Sunnites et chiites se sont séparés à la mort de Mahomet, en 632, sur une question politique : qui a vocation à diriger la communauté des croyants ? Le plus sage des musulmans, désigné par un conseil, répondent les sunnites, qui se réclament de la tradition (sunna) ; le gendre du Prophète, 'Ali, puis ses descendants, défendent les chiites, du parti (*chi'a*) de 'Ali.

Ce conflit structure nombre des fractures morcelant le monde musulman aujourd'hui : l'Iran et l'Azerbaïdjan sont chiites. Le Maghreb et l'Afrique noire islamisée sont sunnites, de même que les musulmans d'Indonésie, de Bosnie... Est chiite une très large fraction des populations irakiennes, libanaises et bahreïnes, discriminée socialement et politiquement. Divers pays – Syrie, mais aussi Turquie, Arabie Saoudite, Afghanistan, Koweït, Inde et Pakistan – abritent des minorités chiites, parfois divisées en plusieurs groupes.

Le fondamentalisme sunnite incarné par le wahhabisme saoudien est porté par les pétrodollars. La révolution islamique chiite est défendue par les réseaux religieux et caritatifs iraniens... Le Moyen-Orient est aujourd'hui le théâtre d'une surenchère entre ces deux courants, qui ont pourtant en commun d'exécuter l'Occident et d'islamiser les sociétés. L'objectif reste politique : qui aura vocation à guider les croyants ?

Serge Lafitte, *Chiites et sunnites*, Plon, 2007.

L'islam n'est pas violent... à moins que nous le souhaitions

Pour les musulmans, le prophète Mohammed est l'homme qui a reçu une parole divine. (...) Le fait est que les musulmans vivent leur religion. (...) De toute façon, la question n'est pas de savoir si l'on peut donner une image du Prophète. Le Coran n'interdit pas les images du Prophète, même si des millions de musulmans les proscrirent. Le problème est que ces caricatures ont donné de Mohammed une image de violence à la Ben Laden. Elles ont donné de l'islam l'image d'une religion violente. A moins que nous le souhaitions ?

Robert Fisk, *The Independent*, cité par *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2353, du 12 au 18 février 2006, p. 25.

La grandeur de la civilisation musulmane selon le président américain Barack Obama

« Instruit en histoire, je connais aussi la dette de la civilisation envers l'islam. Ce fut l'islam - dans des endroits comme l'Université al-Azhar - qui a porté la flamme de l'étude pendant plusieurs siècles, montrant la voie en Europe à la Renaissance et aux Lumières. Ce fut l'esprit d'innovation qui soufflait sur les communautés musulmanes qui a produit l'algèbre, nos compas et outils de navigation, notre maîtrise de l'imprimerie, notre compréhension de la transmission des maladies et des moyens de la soigner. La culture musulmane nous a donné des arches majestueuses et des spirales élancées, une poésie éternelle et une musique magnifique ; une calligraphie élégante et des endroits de paisible contemplation. Dans son histoire, l'islam a fait la preuve, par les paroles comme par les actes, que la tolérance religieuse et l'égalité raciale étaient possibles.

Je sais aussi que l'islam a toujours fait partie de l'histoire américaine. Le Maroc a été le premier pays à reconnaître notre nation. En signant le Traité de Tripoli en 1796, notre deuxième président, John Adams, avait écrit : « *Les Etats-Unis n'ont aucune trace d'hostilité envers les lois, la religion et la tranquillité des musulmans.* » Et depuis notre fondation, les musulmans américains ont enrichi les Etats-Unis. Ils ont combattu dans nos guerres, servi au gouvernement, lutté pour les droits civiques, créé des entreprises, enseigné dans nos universités, excellé dans nos sports, été lauréats de prix Nobel, construit nos immeubles les plus hauts et allumé la torche olympique. Et lorsque le premier musulman américain a été élu au Congrès, il a fait le serment de défendre notre constitution sur le même Coran que l'un de nos pères fondateurs, Thomas Jefferson, avait conservé dans sa bibliothèque personnelle. »

Barack Hussein Obama, *Discours aux Musulmans*, Le Caire (Egypte), 4 juin 2009.

Source : www.lemonde.fr

Le Coran : pivot de la vie en Orient

Bien peu de religions ont eu un pareil empire sur les âmes ; aucune peut-être n'en a exercé de plus durable. Le Coran est le véritable pivot de la vie en Orient, et nous retrouvons son influence dans les moindres actes de l'existence. L'empire des Arabes ne vit plus que dans l'histoire, mais la religion qui fut mère de cet empire n'a pas cessé de s'étendre. Du fond de son tombeau, l'ombre du prophète règne en souveraine sur ces millions de croyants qui peuplent l'Afrique et l'Asie, du Maroc jusqu'à la Chine, de la Méditerranée à l'Equateur.

Gustave Le Bon, *La Civilisation des Arabes* (1884), éd. La Fontaine au Roy, 1990, Livre quatrième, chapitre cinquième, Religion et morale, p. 328